COMMUNE D'UCCLE
GEMEENTE UKKEL

CONSEIL COMMUNAL DU 16 OCTOBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 16 OKTOBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig
Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster,* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Lara Querton, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd
Jean-Luc Vanraes, *Echevin(s) /Schepen(en)* ;
Aurélie Czekalski, Elisabeth Degryse, Yassine Assal, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden).*

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

16.10.2025/A/0001 **Interpellation citoyenne : Quartier Stalle.**

M. Pierlot, représentant des signataires de l'interpellation citoyenne, remarque que la rue de Stalle, longtemps caractérisée par une activité industrielle, commerciale et de bureaux, voit son paysage évoluer depuis une dizaine d'années avec l'arrivée d'immeubles résidentiels et la transformation de l'ancien siège social de Fabricom en Centre administratif d'Uccle.

Les réglementations communales et régionales n'encadrent pas encore la mutation du quartier vers une zone principalement résidentielle, alors que plusieurs nouveaux projets pourraient ajouter jusqu'à 315 logements supplémentaires, faisant exploser le nombre de nouveaux habitants :

parc Péridot (entre l'avenue Wansart et la rue de Stalle) : 84 nouveaux logements ;
Schlumberger/Stalle : 163 nouveaux logements ;
ancien site de la Croix-Rouge : 68 nouveaux logements (actuellement, ce projet immobilier est suspendu au profit de l'installation prochaine de l'antenne de police).

Cette quantité importante de logements supplémentaires viendra s'ajouter aux immeubles à appartements récemment construits aux deux extrémités de la rue de Stalle (Moulin Blanc, Emerald Garden), sans oublier la présence du centre administratif, très fréquenté en semaine et celle du bureau de police, qui le sera vraisemblablement aussi s'il vient à emménager rue de Stalle.

L’accroissement du nombre d’habitants impliquera logiquement une circulation automobile accrue, estimée à plus de 300 véhicules supplémentaires. Aujourd’hui déjà, la rue de Stalle fait face à un encombrement permanent, principalement causé par le trafic automobile de transit provenant des communes avoisinantes et de la périphérie. Chacun peut constater cette situation du matin au soir.

Ce phénomène est aggravé par la saturation du réseau de transports en commun de la STIB, qui atteint sa capacité maximale, notamment aux heures de pointe, au cours desquelles les véhicules sont régulièrement bondés. L’arrivée de nouveaux habitants, conjuguée à la fréquentation accrue liée au centre administratif et au futur poste de police, contribuera inévitablement à renforcer cette densité de circulation.

De plus, ces logements supplémentaires entraîneront une augmentation significative de la densité de population dans le quartier, qui, selon les signataires de l’interpellation citoyenne, dépassera un seuil raisonnable au regard de son empreinte environnementale, sociale, sonore et visuelle. La qualité de vie des riverains actuels en sera fortement diminuée.

C’est pourquoi, lors des enquêtes publiques, des riverains, désireux que la rue de Stalle devienne un véritable lieu de vie et non un simple dortoir du triptyque « auto-boulot-dodo », ont formulé le souhait de voir ériger des équipements d’intérêt collectif : structures pour la petite enfance, crèches, écoles primaires, aires de jeux, mais aussi espaces de rencontres citoyennes destinés à tous.

Sur le plan environnemental, si des études d’incidence sur les eaux pluviales ont été réalisées, la question des eaux souterraines (nappe phréatique) soulève des inquiétudes portant sur le risque d’inondations. Pour les éviter, la gestion des eaux pluviales et fluviales devrait être partagée entre les égouts et le pertuis de l’Ukkelbeek passant sous la rue de Stalle, et c’est loin d’être le cas actuellement. Par ailleurs, la bétonisation accrue va accentuer les îlots de chaleur dans un contexte de réchauffement climatique et empêcher la percolation des eaux de pluie dans le sol, ce qui favorise leur ruissellement et leur renvoi vers des égouts déjà saturés lors de fortes pluies. Une conférence au centre administratif a récemment permis de prendre conscience de l’hydrologie régénérative.

Dès lors, les signataires de l’interpellation citoyenne attendent de la part de la commune une vision urbanistique de l’avenir du quartier de la rue de Stalle prenant en compte l’ensemble des projets actuels et futurs, et non les projets un par un comme c’est le cas lors des commissions de concertation. Les citoyens ont l’impression que ces dernières années, on a laissé toute liberté d’action aux promoteurs et que les différents projets qui ont vu le jour ont été réalisés trop vite et surtout ont été étudiés isolément. Il faut développer une approche globale, qui permettra d’examiner quels sont les projets possibles dans le quartier, ainsi qu’un outil de travail pour accorder ou non les différents permis sollicités, en prenant en compte la vie sociale du quartier.

Face à ces enjeux, les signataires de l’interpellation citoyenne demandent aux autorités communales d’intégrer ces projets dans un schéma de développement global pour le quartier, afin d’éviter la transformation de la rue en zone exclusivement résidentielle et à forte circulation automobile, au détriment de la qualité de vie de ses riverains.

Deux plans particuliers d’affectation du sol encadrent partiellement la zone : les PPAS n° 8 et 8bis (Wolvenberg), bordant la parcelle de l’ancienne Croix-Rouge et incluant un tronçon de la rue des Trois Arbres. Cependant, le premier de ces deux plans date de 1955 et le second, de 1960.

Par ailleurs, le niveau régional dispose de la compétence requise pour déterminer si une parcelle de la Région bruxelloise est constructible (zones bâtissables, zones vertes) et si oui, quels types de construction (logements, bureaux, commerces…) sont susceptibles d’être autorisés. Selon le PPAS, le site « Schlumberger » et l’ancien site de la Croix-Rouge sont en zone de forte mixité. À

ce titre, ils doivent accueillir de manière équilibrée des logements, des équipements d'intérêt collectif ou de service public, des bureaux ainsi que des activités productives. Or, les projets actuellement proposés s'écartent de ces prescriptions et ne répondent pas aux besoins réels du quartier.

M. l'Echevin Biermann a lancé une opération de modernisation des anciens PPAS, en commençant par le PPAS n° 15 (quartier Montjoie-Cavell-Roberts-Jones) : on peut s'accorder pour dire que ce fut un succès, qui a d'ailleurs reçu un large soutien du Conseil communal.

Dès lors, les signataires de l'interpellation citoyenne se réjouiront s'il envisage de faire de même pour les PPAS n° 8 et 8bis et si le Collège propose au Conseil communal leur mise en révision, sans oublier d'informer la population uccloise des avancées de ce chantier. M. Pierlot demande que cette révision prenne en compte l'élargissement du périmètre jusqu'au tronçon de la rue de Stalle compris entre la chaussée d'Alsemberg et la rue du Wagon, en prenant un recul d'environ 200 mètres de part et d'autre de la rue de Stalle, car cela permettra de réfléchir au devenir de ce qui fut une artère industrielle et de bureaux et qui, sous l'impulsion des promoteurs immobiliers et sans vision d'ensemble, devient année après année, un boulevard urbain à vocation essentiellement résidentielle.

La rue de Stalle ne doit pas devenir un simple dortoir mais un vrai lieu de vie « après le boulot », intégrant des équipement d'intérêt collectif pour tous les citoyens ucclois. Prévoir quelques commerces et espaces de bureaux dans les nouveaux projets immobiliers ne suffira pas : M. Pierlot souhaite que l'arrivée de ces nombreux habitants soit une opportunité pour l'accueil de la petite enfance (crèche communale ou privée, jeu d'extérieur), des enfants en âge scolaire (dans les environs immédiats, il y a trop peu d'écoles maternelles et d'infrastructures de jeux ou de sports), des adultes souhaitant trouver un espace de loisirs et de rencontres (pétanque, parcours santé, antenne de la médiathèque Le Phare, activités artistiques, etc.), sans oublier les aînés qui seront heureux de disposer de bancs publics, de tables pour jouer aux échecs ou aux cartes, etc.

Les signataires de l'interpellation citoyenne comptent sur les représentants communaux pour inciter les promoteurs immobiliers à dépasser une vision purement individuelle de leurs projets afin de s'inscrire dans un projet collectif d'urbanisme rue de Stalle et environs, où il fera toujours bon vivre dans les dix ou vingt prochaines années.

Les riverains de la rue de Stalle comptent sur le Collège et le Conseil pour que leurs demandes soient entendues. Ils demandent en particulier à la commune de prévoir un moratoire sur la délivrance des permis et/ou de suspendre les travaux dans le cas où le permis aurait été délivré, afin de prendre le temps d'adopter un nouveau PPAS pour le quartier Stalle.

M. Cools prône le lancement d'une réflexion globale sur l'axe de la rue de Stalle dans son intégralité, qui prendrait notamment en considération les éléments d'ordre hydrologique ainsi que la problématique de la mobilité.

Que cette réflexion soit qualifiée de « schéma de développement » ou de « contrat d'axe », elle s'avère de toute évidence nécessaire, même en cas de révision des PPAS, car les procédures visant à moderniser les PPAS ou à élargir leur portée sont longues et ne peuvent intégrer toutes les demandes émises par les signataires de l'interpellation citoyenne.

Une telle réflexion devrait évidemment être menée avec les habitants.

Mme Duvieusart estime aussi que cette interpellation citoyenne est une excellente initiative car il convient de développer une perspective globale pour ce quartier, eu égard aux bouleversements qui ont affecté une artère aussi importante que la rue de Stalle.

Les récentes rencontres citoyennes du quartier Calevoet et du quartier Stalle attestent la belle dynamique démocratique qui règne à Uccle.

Selon Mme Duvieusart, l'aménagement de logements supplémentaires et l'augmentation significative de la densité de population ne doivent pas être perçus négativement. En effet, le groupe Ecolo-Groen défend dans son programme l'idée de construire « la ville sur la ville », parce que la densification sur certaines parcelles entraîne l'arrivée de services collectifs (commerces, écoles, transports publics) et libère de l'espace pour la végétalisation sur d'autres parcelles telles que le bois de Calevoet ou le plateau Avijl.

Mme Vanderborght estime pour sa part que la mixité de l'habitat est assurée grâce au souci d'équilibre dont fait preuve la commune.

Plusieurs équipements collectifs, bureaux et commerces jalonnent la rue de Stalle, et notamment le centre administratif communal, doté d'une petite plaine de jeux, de bancs et d'une table de pique-nique.

Mme Vanderborght évoque également le futur commissariat, le parc Raspail en pleine rénovation, l'ouverture de nouveaux commerces tels que le Färm, le Colruyt, la nouvelle sandwicherie au coin de l'avenue Bourgmestre Jean Herinckx, sans compter la présence limitrophe d'Uccle-Sport et de la pétanque…

Et parallèlement, on observe l'aménagement concomitant de nouveaux logements.

Vu que le Plan régional de mobilité a confirmé que la rue de Stalle est vouée à être une artère de pénétration dans Bruxelles, il n'y a pas lieu de s'étonner de l'accroissement de la circulation automobile et de la saturation du réseau de la STIB.

Mme Vanderborght est favorable à une poursuite de ce processus démocratique via des interpellations et des rencontres citoyennes.

Si le dynamisme des auteurs de l'interpellation citoyenne en venait à déboucher sur la création d'un comité de quartier, la commune aurait, pour poursuivre ce dialogue, un interlocuteur privilégié, auquel il serait bon d'adjoindre des partenaires privés.

M. Tojerow précise que son groupe politique partage l'analyse exposée par M. Pierlot.

Tant durant la campagne électorale que lors des débats au sein de ce Conseil communal, le groupe socialiste a épinglé le manque d'outils et de logiques de planification ainsi que l'absence d'équipements collectifs en nombre suffisant dans les différents quartiers, compte tenu de l'évolution démographique.

M. Tojerow rappelle que lors d'un débat électoral qui l'opposait à un membre de la majorité, ce dernier avait affirmé que la planification était un reliquat du « communisme ». M. Tojerow estime que ce point de vue est tout à fait erroné car selon la définition, « la planification urbaine est une discipline qui vise à organiser l'espace urbain en prévoyant l'évolution des territoires sur le long terme ; elle a pour but de concilier l'urbanisation avec d'autres thématiques telles que la préservation de l'environnement, la mobilité et l'accès aux services ; ce processus permet de définir des règles et des projets d'aménagement qui améliorent la qualité de vie des citoyens et réduisent les inégalités d'accès aux ressources ».

Pour ce qui concerne les équipements collectifs, la création d'une cinquième crèche communale est une priorité pour le groupe socialiste, et ce d'autant plus qu'il n'y a plus eu de création de crèche depuis 15 ans à Uccle. Ce type de dispositif constitue un enjeu pour l'égalité hommes-femmes ainsi que pour l'insertion socio-professionnelle, que l'exclusion des chômeurs rendra encore plus cruciale.

Le groupe socialiste a également proposé un plan « plaines de jeux », un plan « bancs publics », la création d'une nouvelle école et l'aménagement de locaux pour les fêtes d'anniversaire des familles, qui n'ont pas toutes les moyens de louer une salle

au prix du marché ou d'accueillir chez elles la classe de leur enfant.

Le développement d'outils de planification urbaine en vue de hiérarchiser les priorités est d'autant plus nécessaire que les décisions prises à d'autres niveaux de pouvoir ont un impact sur la commune. Les mesures adoptées par le gouvernement fédéral ou la Fédération Wallonie-Bruxelles affectent les Ucclois en matière de pensions, de salaires, de gratuité scolaire et grèvent aussi les finances communales.

Dans ce contexte, la hausse des centimes additionnels au précompte immobilier ne va malheureusement pas servir à financer des équipements collectifs mais à compenser l'impact des mesures adoptées par les autres niveaux de pouvoir. La marge de manœuvre de la commune en sera immanquablement réduite.

Le groupe socialiste continuera à se mobiliser pour le maintien du niveau de vie des habitants des différents quartiers.

M. Meeus constate la mutation du quartier Stalle, où les projets se multiplient.

Ce quartier en bordure de forêt, mais aussi à proximité de la périphérie et du ring de Bruxelles, a longtemps été une zone industrielle et commerciale dotée de nombreux bureaux, mais aussi un axe de transit où la circulation est dense et où les transports en commun sont parfois saturés.

À présent, de nombreux ensembles résidentiels voient le jour. La fréquentation du quartier a aussi été renforcée par l'installation du centre administratif, et ce phénomène sera accentué par la décision d'acheter l'ancien site de la Croix-Rouge afin d'y installer le commissariat de la zone de police.

Il s'agit dès lors de faire de ce quartier un lieu de vie et de ne pas le limiter à un dortoir ou à un axe de transit. Mais ceci suppose une concertation avec les riverains et les habitants.

Dans cette perspective, le Collège doit accompagner la mutation par une vision urbanistique cohérente qui intègre le développement d'équipements collectifs : crèches, écoles, aires de jeux, espaces de rencontre, lieux de loisir. D'autre part, il faut être vigilant sur le plan environnemental en assurant une verdurisation, en limitant la bétonisation et en optant pour une saine gestion des eaux pluviales et souterraines.

Une partie du quartier est encadrée par deux PPAS dépassés puisqu'ils datent des années 50 et 60. Le Collège a montré avec la modernisation du PPAS n° 15 bis qu'il était possible de redéfinir un cadre urbanistique cohérent, susceptible d'assurer la mixité des diverses activités.

Il serait donc logique d'entreprendre la même démarche pour les PPAS n° 8 et 8 bis en prévoyant éventuellement un élargissement de leur périmètre. Lors des débats en commission, M. l'Echevin Biermann semblait ouvert à cette perspective.

Au nom de son groupe politique, M. Meeus se joint aux demandes émises par les signataires de l'interpellation citoyenne.

M. De Bock remercie, au nom de la Liste du Bourgmestre, M. Pierlot pour son interpellation citoyenne.

M. Cohen connaît très bien le quartier Stalle, puisqu'il y habite depuis sa naissance.

Il confirme que la rue de Stalle est souvent embouteillée mais il voit difficilement comment cette situation pourrait être modifiée, étant donné que cette artère est considérée comme un axe de délestage dans le plan de mobilité. Mais il va de soi qu'on pourrait y réfléchir.

M. Cohen conteste l'affirmation de M. Pierlot selon laquelle il n'y aurait pas suffisamment de lien social dans ce quartier, car de nombreux dispositifs ont été mis en place tant par ce Collège-ci que par les Collèges précédents. M. Cohen cite à cet égard la fermeture de l'avenue Jongen tous les dimanches afin que les enfants puissent y jouer, l'installation d'un atelier d'artistes accessible au public, le cortège Halloween

organisé par les riverains de la rue Wansart, etc.

M. l'Echevin Biermann répond que le Collège est convaincu de l'utilité des outils de planification tels que les PPAS et de la nécessité de les mettre à jour en y intégrant deux thématiques importantes, en l'occurrence les préoccupations environnementales et le respect du patrimoine.

M. l'Echevin Biermann tient aussi à préciser que le Collège procède à des investissements conséquents pour doter le quartier d'équipements susceptibles de favoriser la cohésion sociale : écoles, bâtiments sportifs, lieux culturels, maisons de quartier. Les futurs débats budgétaires confirmeront cet engagement.

La commune n'est pas sans repère pour appréhender la densification et la transformation du quartier, puisqu'elle dispose du règlement régional d'urbanisme (RRU), du plan régional d'affectation du sol (PRAS) et des plans particuliers d'affectation du sol (PPAS).

Cependant, les affectations prévues dans le PRAS ne correspondent plus à la réalité actuelle du développement urbain. L'introduction d'activités industrielles, ou à tout le moins productives, au sein de quartiers de plus en plus résidentiels pose des problèmes de compatibilité. Le règlement régional d'urbanisme, le PRAS et les PPAS doivent orienter l'action publique vers des développements raisonnables et harmonieux, en assurant un équilibre entre les diverses fonctions et en évitant les nuisances.

M. Pierlot a proposé d'étendre la portée des PPAS n° 8 et 8bis 200 mètres au-delà de la rue de Stalle, mais cette zone relève d'un autre PPAS, en l'occurrence le PPAS n° 24, qui mériterait aussi une réflexion.

La version modifiée du PPAS n° 15, dont la révision a été entamée en 2023, fera l'objet d'une enquête publique et repassera en commission de concertation. Le processus de modification d'un PPAS s'étend sur 2 ou 3 ans et ne correspond donc absolument pas au délai en vigueur pour l'établissement d'un permis d'urbanisme. Dans un tel contexte, il n'est pas possible de décréter un moratoire sur les permis d'urbanisme à l'échelle d'un quartier. Seules les procédures de classement permettent d'imposer un moratoire sur les permis d'urbanisme, mais il s'agit là de procédures d'exception qui doivent être motivées et justifiées et ne peuvent être prises à l'échelle d'un quartier.

Le Collège s'efforce toutefois de suivre une ligne cohérente pour toute demande de permis traitée dans le quartier. C'est notamment le cas du permis relatif au site Schlumberger, pour lequel le Collège a exigé une amélioration des zones de pleine terre ainsi que la mise en œuvre d'une réelle mixité. Dans le cadre de la première commission de concertation, le Collège a proposé d'élever à 25 % le taux de mixité, prévu à 15 % dans le projet initial. La proposition formulée au stade actuel le situe à 19 %. Il faudra évaluer si c'est suffisant.

Pour éviter que l'axe de la rue de Stalle ne devienne une cité-dortoir, il convient d'y développer des commerces, des bureaux, des équipements. Il faut toutefois souligner que dans sa configuration actuelle, le quartier est déjà caractérisé par une grande diversité d'affectations, notamment grâce à la présence du bâtiment de l'administration communale. Cette tendance sera encore renforcée par l'évolution future du bâtiment de la Croix-Rouge, pour lequel la commune a exigé une mixité de fonctions.

Pour ce qui concerne la mobilité, les analyses effectuées par la STIB ainsi que par des bureaux d'études sollicités pour des rapports d'incidence environnementale attestent que ce quartier n'est pas mal desservi en transports en commun, puisqu'aux lignes de tram 4, 18, 82, 97 s'ajoutent les lignes de bus 43, 74 et 75. La rénovation de la chaussée de Neerstalle, dont on peut espérer l'achèvement pour l'été 2026, améliorera encore la fluidité des lignes 82 et 97. L'accord conclu entre la commune de Linkebeek et Infrabel permettra la mise en service plus tôt que prévu de deux

lignes de trains S1 supplémentaires sur l'axe reliant la gare du Moensberg à la gare du Midi en passant par la gare de Calevoet et la gare de Stalle. La station du Wagon constitue aussi un atout pour la mobilité, dans la mesure où elle assure une connexion avec la gare de Calevoet tout en améliorant le tracé du bus 74, prévu dans le plan directeur pour les bus.

Quant à l'éventualité de divergences de vision entre la commune et la Région, les positions sont fréquemment alignées dans l'analyse des dossiers parce que les priorités sont souvent partagées.

Mais l'intérêt de l'échelon local réside précisément dans le fait qu'il est susceptible de préserver les spécificités propres à chaque quartier. Telle est la volonté du Collège ucclois.

Dans le cadre des discussions relatives à la modernisation du PPAS n° 48, Perspective Brussels, l'instance régionale chargée de la planification, plaide en faveur d'une accentuation de la densification du quartier, à laquelle s'oppose le Collège ucclois parce qu'elle rendrait ce quartier semblable à ceux de la première couronne et lui ferait perdre son identité particulière.

Le Collège est prêt à s'engager dans un échange collaboratif avec les riverains et habitants en vue d'établir des lignes directrices cohérentes et équilibrées, qui seront ensuite publiées et donc connues de tous.

M. Pierlot remercie les différents orateurs pour leur intervention.

Il prend acte des temporalités différentes qui caractérisent respectivement la mise à jour de PPAS et l'obtention de permis d'urbanisme par les promoteurs.

Les riverains regrettent un peu d'intervenir en dernier lieu dans la décision, puisque les promoteurs ont déjà obtenu des permis pour les bâtiments des deux extrémités de la rue de Stalle.

Les signataires de l'interpellation citoyenne tiennent à être entendus en tant que riverains. M. Pierlot prend donc bonne note des propos, tant de la majorité que de l'opposition, selon lesquels les outils de planification doivent être forgés en concertation avec les riverains.

M. Pierlot aurait espéré qu'un moratoire sur les permis pût être instauré car cela aurait permis de mener une réflexion plus globale qui eût intégré le point de vue des habitants et riverains, mais les différences de rythme entre les processus ne rend pas cette option possible.

Quoi qu'il en soit, les riverains entendent être consultés à chaque étape de tout projet de planification relatif à la transformation du quartier.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie: Buurt Stalle.

De h. Pierlot, vertegenwoordiger van de ondertekenaars van de burgerinterpellatie, merkt op dat de Stallestraat, lange tijd gekenmerkt door industriële, commerciële en kantooractiviteiten, het landschap de afgelopen tien jaar heeft zien veranderen met de komst van woongebouwen en de transformatie van het voormalige hoofdkantoor van Fabricom in het Administratief Centrum van Ukkel.

Gemeentelijke en gewestelijke reglementen bieden nog geen kader voor de transformatie van het gebied in een overwegend woongebied, hoewel verschillende nieuwe projecten tot 315 extra woningen zouden kunnen toevoegen, waardoor het aantal nieuwe bewoners explosief zou kunnen stijgen:

Parc Péridot (tussen de Wansartlaan en de Stallestraat): 84 nieuwe woningen

Schlumberger/Stalle: 163 nieuwe woningen

voormalige Rode Kruis-site: 68 nieuwe woningen (deze ontwikkeling is momenteel uitgesteld ten gunste van het toekomstige politiebureau).

Deze aanzienlijke hoeveelheid extra woningen komt bovenop de appartementsgebouwen die onlangs aan weerszijden van de Stallestraat zijn gebouwd (Moulin Blanc, Emerald Garden), zonder de aanwezigheid van het administratieve centrum te vergeten, dat doordeweeks erg druk is, en het politiebureau, dat waarschijnlijk ook druk zal zijn als het naar de Stallestraat verhuist.

De toename van het aantal inwoners betekent logischerwijs een toename van het autoverkeer, geschat op meer dan 300 extra voertuigen. De Stallestraat heeft al te kampen met voortdurende opstoppingen, voornamelijk veroorzaakt door doorgaand verkeer uit naburige gemeentes en de buitenwijken. Iedereen kan deze situatie van 's morgens vroeg tot 's avonds laat zien.

Dit fenomeen wordt nog verergerd door de verzadiging van het openbaarvervoersnet van de MIVB, dat zijn maximale capaciteit bereikt, vooral tijdens de spitsuren wanneer de voertuigen regelmatig vol zitten. De komst van nieuwe bewoners, in combinatie met het toegenomen verkeer in verband met het administratieve centrum en het toekomstige politiebureau, zal onvermijdelijk bijdragen aan deze verkeersdrukte.

Bovendien zullen deze extra woningen leiden tot een aanzienlijke toename van de bevolkingsdichtheid in de buurt, die volgens de ondertekenaars van de burgerinterpellatie een redelijke drempel zal overschrijden wat betreft de ecologische, sociale, geluids- en visuele voetafdruk. De levenskwaliteit van bestaande bewoners zal aanzienlijk afnemen.

Daarom uitten de buurtbewoners, die wilden dat de Stallestraat een echte woonplek zou worden en niet alleen een slaapzaal voor het drieluik "auto-werk-slaap", tijdens de openbare onderzoeken de wens dat er gemeenschapsvoorzieningen zouden worden gebouwd: structuren voor jonge kinderen, kinderdagverblijven, basisscholen, speelplaatsen, maar ook ontmoetingsplaatsen voor iedereen.

Vanuit milieuoogpunt is er weliswaar onderzoek gedaan naar de effecten op regenwater, maar de kwestie van het grondwater (grondwaterpeil) geeft aanleiding tot bezorgdheid over het risico van overstromingen. Om die te vermijden zou het regenwater en het stroomwater moeten worden gedeeld tussen de riolen en de doorgang van de Ukkelbeek die onder de Stallestraat loopt, wat nu nog lang niet het geval is. Bovendien zal de toename van betonnen bebouwing hitte-eilanden accentueren in een context van opwarming van de aarde en voorkomen dat regenwater in de grond sijpelt, waardoor het wordt aangemoedigd om weg te lopen en terug te worden geleid naar riolen die al verzadigd zijn tijdens zware regenval. Een conferentie in het administratieve centrum heeft onlangs het bewustzijn over regeneratieve hydrologie vergroot.

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie verwachten dan ook dat de gemeente een toekomstvisie voor de Stallestraat ontwikkelt die rekening houdt met alle huidige en toekomstige projecten en niet met elk project afzonderlijk, zoals het geval is tijdens de overlegcommissies. De bewoners hebben de indruk dat projectontwikkelaars de afgelopen jaren vrij spel hebben gekregen en dat de verschillende projecten die zijn ontstaan te snel zijn uitgevoerd en vooral geïsoleerd zijn bestudeerd. We moeten een globale aanpak ontwikkelen waarmee we kunnen onderzoeken welke projecten mogelijk zijn in de wijk, en een werkinstrument om de verschillende aangevraagde vergunningen toe te kennen of te weigeren, rekening houdend met het sociale leven in de wijk.

Geconfronteerd met deze uitdagingen vragen de ondertekenaars van de burgerinterpellatie de gemeentelijke autoriteiten om deze projecten te integreren in een algemeen ontwikkelingsplan voor de wijk, om te voorkomen dat de straat verandert in een uitsluitend woonwijk met veel verkeer, wat ten koste gaat van de levenskwaliteit van de bewoners.

Het gebied wordt gedeeltelijk begrensd door twee bijzondere bestemmingsplannen: BBP nrs. 8 en 8bis (Wolvenberg), die grenzen aan de

voormalige Rode Kruis-site en een deel van de Drie Bomenstraat omvatten. Het eerste van deze twee plannen dateert echter uit 1955 en het tweede uit 1960.

Daarnaast heeft het gewestelijk niveau de nodige bevoegdheden om te bepalen of een stuk grond in het Brussels Gewest geschikt is voor bebouwing (bouwzones, groene zones) en, zo ja, welke soorten bebouwing (woningen, kantoren, winkels, enz.) waarschijnlijk zullen worden toegestaan. Volgens het BBP liggen de "Schlumberger"-locatie en de voormalige Rode Kruis-locatie in een zeer gemengde zone. Als zodanig moeten ze een evenwichtige mix bieden van huisvesting, faciliteiten van openbaar belang of openbare diensten, kantoren en productieve activiteiten. De nu voorgestelde projecten wijken echter af van deze eisen en voldoen niet aan de werkelijke behoeftes van de wijk.

Schepen Biermann lanceerde een operatie om de oude BBP's te moderniseren, te beginnen met BBP nr. 15 (wijk Montjoie-Cavell-Roberts-Jones): het is eerlijk om te zeggen dat het een succes was en brede steun kreeg van de gemeenteraad.

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie zullen dan ook blij zijn als dit ook zou gebeuren voor BBP's 8 en 8bis en als het college aan de gemeenteraad voorstelt om deze te herzien, zonder te vergeten om de Ukkelse bevolking te informeren over de geboekte vooruitgang. De h. Pierlot vraagt om bij deze herziening rekening te houden met de uitbreiding van de perimeter tot het deel van de Stallestraat tussen de Alsembergsesteenweg en de Wagenstraat, met een teruggang van ongeveer 200 meter aan weerszijden van de Stallestraat, omdat dit ons in staat zou stellen na te denken over de toekomst van wat ooit een industriële en kantooras was en die, onder impuls van projectontwikkelaars en zonder algemene visie, jaar na jaar een stadsboulevard wordt met een hoofdzakelijk residentiële bestemming.

De Stallestraat moet niet alleen een slaapzaal worden maar een echte plek om "na het werk" te wonen, met gemeenschapsvoorzieningen voor alle Ukkelaars. Een paar winkels en kantoorruimte voorzien in nieuwbouwprojecten zal niet genoeg zijn: De h. Pierlot hoopt dat de komst van deze grote aantallen bewoners een gelegenheid zal zijn om jonge kinderen (gemeentelijk of privaat kinderdagverblijf, buitenspeelruimte), schoolgaande kinderen (er zijn te weinig kleuterscholen en speel- of sportfaciliteiten in de directe omgeving), volwassenen op zoek naar een ontspannings- en ontmoetingsruimte (jeu de boules, fitnessparcours, filiaal van mediatheek Le Phare, artistieke activiteiten, enz.), niet te vergeten de ouderen, die blij zullen zijn met openbare banken, tafels om te schaken of te kaarten, enz.

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie rekenen erop dat de gemeentelijke vertegenwoordigers de projectontwikkelaars aanmoedigen om verder te gaan dan een louter individuele visie op hun projecten en deel uit te maken van een collectief stedenbouwkundig project voor de Stallestraat en de omgeving, waar het de komende tien of twintig jaar nog aangenaam wonen zal zijn.

De bewoners van de Stallestraat rekenen erop dat het college en de raad naar hun eisen zullen luisteren. Ze vragen de gemeente met name om een moratorium in te stellen op het afgeven van vergunningen en/of om werken op te schorten als er een vergunning is afgegeven, zodat er tijd is om een nieuw BBP voor de Stallewijk aan te nemen.

De h. Cools pleit voor een algemene herziening van de as langs de Stallestraat in zijn geheel, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met hydrologische factoren en mobiliteitsproblemen.

Of deze reflectie nu wordt omschreven als een "ontwikkelingsplan" of een "ascontract", ze is duidelijk noodzakelijk, zelfs als BBP's worden herzien, aangezien de procedures voor het moderniseren van BBP's of het uitbreiden van hun toepassingsgebied langdurig zijn en niet alle verzoeken van de ondertekenaars van de burgerinterpellatie kunnen omvatten.

Het spreekt voor zich dat een dergelijke herziening moet worden uitgevoerd

met de omwonenden.

Mevr. Duvieusart is ook van mening dat deze burgerinterpellatie een uitstekend initiatief is omdat het belangrijk is om een globaal perspectief voor deze buurt te ontwikkelen, gezien de omwentelingen die zo'n belangrijke verkeersader als de Stallestraat hebben getroffen.

De recente burgerontmoetingen in de wijken Calevoet en Stalle getuigen van het dynamische democratische proces dat in Ukkel aan de gang is.

Volgens mevr. Duvieusart moeten de ontwikkeling van extra woningen en de aanzienlijke toename van de bevolkingsdichtheid niet als negatief worden beschouwd. Ecolo-Groen verdedigt idee om "de stad bovenop de stad" te bouwen omdat verdichting op bepaalde percelen openbare diensten (winkels, scholen, openbaar vervoer) met zich meebrengt en ruimte vrijmaakt voor begroeiing op andere percelen, zoals het Calevoetbos of het Avijlplateau.

Mevr. Vanderborght is van mening dat het streven van de gemeente naar een evenwichtige mix van woningen heeft gezorgd voor een goede mix.

In de Stallestraat vind je een aantal gemeenschapsvoorzieningen, kantoren en winkels, waaronder het gemeentelijke administratieve centrum met een kleine speeltuin, bankjes en een picknicktafel.

Ze vermeldt ook het toekomstige politiekantoor, het Raspailpark dat momenteel gerenoveerd wordt, de opening van nieuwe winkels zoals Färm, Colruyt en de nieuwe broodjeszaak op de hoek van de Burgemeester Jean Herinckxlaan, om nog maar te zwijgen van de aanwezigheid van Uccle-Sport en petanque vlakbij …

Tegelijkertijd worden er nieuwe woningen ontwikkeld.

Aangezien het Gewestelijk Mobiliteitsplan heeft bevestigd dat de Stallestraat een belangrijke verkeersader naar Brussel zal worden, is er geen reden om verbaasd te zijn over de toename van het autoverkeer en de verzadiging van het MIVB-netwerk.

Mevr. Vanderborght is voorstander van de voortzetting van dit democratische proces door middel van interpellaties en burgerontmoetingen.

Als de dynamiek van de auteurs van de burgerinterpellatie zou leiden tot de oprichting van een buurtcomité, zou de gemeente een bevoorrechte gesprekspartner hebben om deze dialoog voort te zetten, waarbij het raadzaam zou zijn om private partners toe te voegen.

De h. Tojerow zei dat zijn fractie de analyse van de h. Pierlot deelde.

Zowel tijdens de verkiezingscampagne als tijdens de debatten in deze gemeenteraad bekritiseerde de socialistische fractie het gebrek aan planningstools en logica, evenals het gebrek aan voldoende gemeenschapsvoorzieningen in de verschillende wijken, gezien de demografische trends.

Hij herinnert zich dat tijdens een verkiezingsdebat waarin hij tegenover een lid van de meerderheid stond, laatstgenoemde zei dat planning een overblijfsel van het "communisme" was. Hij is van mening dat dit standpunt volkomen onjuist is want volgens de definitie is "stedenbouw een discipline die tot doel heeft de stedelijke ruimte te organiseren door rekening te houden met de ontwikkeling van het grondgebied op lange termijn; zij heeft tot doel de verstedelijking te verzoenen met andere thema's zoals milieubehoud, mobiliteit en toegang tot diensten; dit proces maakt het mogelijk regels en ontwikkelingsprojecten vast te stellen die de levenskwaliteit van de burgers verbeteren en de ongelijkheid in de toegang tot hulpbronnen verminderen".

Wat de gemeenschapsvoorzieningen betreft, is de oprichting van een vijfde gemeentelijk kinderdagverblijf een prioriteit voor de socialistische fractie, vooral omdat er in Ukkel al 15 jaar geen kinderverblijf meer is opgericht. Dit soort regelingen is een belangrijke factor voor de gelijkheid mannen-vrouwen en sociale en

professionele integratie, die door de uitsluiting van werklozen nog belangrijker zal worden.

De socialistische fractie heeft ook een "speeltuin"-plan voorgesteld, een "openbare banken"-plan, de oprichting van een nieuwe school en de voorziening van faciliteiten voor verjaardagsfeestjes voor gezinnen, die het zich niet allemaal kunnen veroorloven om een zaal tegen marktprijzen te huren of de klas van hun kind thuis te ontvangen.

De ontwikkeling van stedenbouwkundige planningstools om prioriteiten te stellen is des te noodzakelijker omdat beslissingen die op andere bestuursniveaus worden genomen gevolgen hebben voor de gemeente. De maatregelen van de federale regering en de Federatie Wallonië-Brussel treffen de Ukkelaars op het vlak van pensioenen, lonen en gratis onderwijs en zetten de gemeentefinanciën onder druk.

In deze context zal de verhoging van de OV-opcentiemen helaas niet worden gebruikt om gemeenschapsvoorzieningen te financieren maar eerder om het effect van maatregelen van andere bestuursniveaus te compenseren. Dit zal onvermijdelijk de speelruimte van de gemeente verkleinen.

De socialistische fractie zal zich blijven inzetten om de levensstandaard van de inwoners van de verschillende wijken te behouden.

De h. Meeus constateert de transformatie van de Stallestraat, waar het aantal projecten toeneemt.

Lange tijd was dit gebied aan de rand van het bos, dicht bij de rand van Brussel en de Brusselse ring, een industriële en commerciële zone met een groot aantal kantoren, maar het was ook een doorgangsroute waar het verkeer druk was en het openbaar vervoer soms verzadigd.

Er verrijzen nu veel woonwijken. Het aantal mensen dat de wijk bezoekt, heeft ook een impuls gekregen door de installatie van het administratieve centrum en dit fenomeen zal nog worden versterkt door de beslissing om de voormalige locatie van het Rode Kruis aan te kopen om er het politiebureau voor de politiezone te installeren.

Het doel is om van deze wijk een plek te maken om te wonen en niet alleen een slaapzaal of doorgangsroute. Maar dit veronderstelt overleg met de omwonenden.

Met dit in gedachten moet het college de transformatie ondersteunen met een coherente stedenbouwkundige visie die de ontwikkeling van gemeenschapsvoorzieningen omvat: kinderdagverblijven, scholen, speelplaatsen, ontmoetingsplaatsen en vrijetijdsvoorzieningen. Aan de andere kant moeten we waakzaam zijn vanuit milieuoogpunt, door te zorgen voor groen, de ontwikkeling van beton te beperken en te kiezen voor een goed beheer van regen- en grondwater.

Een deel van de wijk wordt begrensd door twee verouderde BBP’s uit de jaren 50 en 60. Met de modernisering van BBP nr. 15 bis heeft het college aangetoond dat het mogelijk is om een coherent stedenbouwkundig kader te herdefiniëren dat een mix van verschillende activiteiten kan garanderen.

Het zou dan ook logisch zijn om dezelfde aanpak te volgen voor BBP nrs. 8 en 8 bis en hun toepassingsgebied eventueel uit te breiden. Tijdens de debatten in de commissie leek schepen Biermann open te staan voor dit vooruitzicht.

Namens zijn fractie steunt Meeus de eisen van de ondertekenaars van de burgerinterpellatie.

De h. De Bock namens de Lijst van de Burgemeester, bedankt de h. Pierlot voor zijn burgerinterpellatie.

De h. Cohen kent de Stallewijk erg goed omdat hij er al vanaf zijn geboorte woont.

Hij bevestigt dat de Stallestraat vaak vast zit maar vindt het moeilijk om te

zien hoe deze situatie zou kunnen worden veranderd, aangezien deze verkeersader in het mobiliteitsplan wordt beschouwd als een alternatieve route. Maar het spreekt voor zich dat we erover kunnen nadenken.

Hij bestrijdt de bewering van de h. Pierlot dat er niet genoeg sociale banden zijn in deze buurt, aangezien er zowel door dit college als door vorige Colleges veel voorzieningen zijn opgezet. De h. Cohen vermeldt de afsluiting van de Jongenlaan elke zondag zodat kinderen daar kunnen spelen, de installatie van een kunstenaarsatelier dat open is voor het publiek, de Halloweenoptocht die wordt georganiseerd door de bewoners van de Wansartstraat enz.

Schepen Biermann antwoordde dat het college overtuigd was van het nut van planningstools zoals het BBP en van de noodzaak om ze te actualiseren door er twee belangrijke thema's in op te nemen, namelijk milieuoverwegingen en respect voor het erfgoed.

Hij wil er ook op wijzen dat het college aanzienlijke investeringen doet om de buurt te voorzien van voorzieningen die de sociale cohesie bevorderen: scholen, sportfaciliteiten, culturele locaties, buurthuis. Toekomstige begrotingsdebatten zullen deze toezegging bevestigen.

De gemeente heeft referentiepunten om inzicht te krijgen in de verdichting en transformatie van de wijk aangezien ze beschikt over de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, het gewestelijke bestemmingsplan en bijzondere bestemmingsplannen.

De toewijzingen in het GBP komen echter niet meer overeen met de huidige realiteit van stedelijke ontwikkeling. De introductie van industriële, of op zijn minst productieve, activiteiten in steeds meer woongebieden levert compatibiliteitsproblemen op. De Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, het GBP en de BBP’s moeten het overheidsoptreden sturen in de richting van een redelijke en harmonieuze ontwikkeling, waarbij een evenwicht tussen de verschillende functies wordt gegarandeerd en overlast wordt vermeden.

De h. Pierlot heeft voorgesteld om het toepassingsgebied van BBP nrs. 8 en 8bis uit te breiden tot 200 meter voorbij de Stallestraat maar dit gebied valt onder een ander BBP, nr. 24, dat ook in overweging moet worden genomen.

De gewijzigde versie van BBP nr. 15, waarvan de herziening in 2023 werd gelanceerd, zal het onderwerp zijn van een openbaar onderzoek en zal worden beoordeeld door de overlegcommissie. Het proces voor het wijzigen van een BBP neemt 2 of 3 jaar in beslag en komt dus helemaal niet overeen met het tijdsbestek dat geldt voor het opstellen van een bouwvergunning. In een dergelijke context is het niet mogelijk om een moratorium op bouwvergunningen op buurtniveau af te kondigen. Alleen classificatieprocedures kunnen worden gebruikt om een moratorium op bouwvergunningen op te leggen, maar dit zijn uitzonderlijke procedures die gemotiveerd en gerechtvaardigd moeten worden en die niet op buurtschaal kunnen worden gebruikt.

Het college probeert echter een consistente lijn te volgen voor alle vergunningsaanvragen die in de wijk worden verwerkt. Dit geldt met name voor de vergunning voor de Schlumberger-site, waar het college een verbetering van de open terreinen en de implementatie van een echt gemengd gebruik eiste. Als onderdeel van de eerste overlegcommissie stelde het college voor om het mixpercentage te verhogen van de oorspronkelijke 15% naar 25%. In het huidige voorstel is dat 19%. We zullen moeten zien of dat genoeg is.

Om te voorkomen dat de as van de Stallestraat een slaapzaal wordt, moeten er winkels, kantoren en voorzieningen worden ontwikkeld. Er moet echter worden opgemerkt dat de wijk in zijn huidige configuratie al wordt gekenmerkt door een grote verscheidenheid aan gebruiksmogelijkheden, met name dankzij de aanwezigheid van het gebouw van het gemeentebestuur. Deze trend zal verder worden versterkt door de

toekomstige ontwikkeling van het Rode Kruis-gebouw, waarvoor de gemeente een mix van functies heeft geëist.

Wat mobiliteit betreft, blijkt uit analyses van de MIVB en van adviesbureaus die belast waren met het opstellen van milieueffectenrapporten dat deze wijk niet slecht bediend wordt door het openbaar vervoer aangezien tramlijnen 4, 18, 82 en 97 aangevuld worden door buslijnen 43, 74 en 75. De renovatie van de Neerstallesteenweg, die naar verwachting in de zomer van 2026 klaar zal zijn, zal de doorstroming van lijnen 82 en 97 verder verbeteren. Dankzij de overeenkomst tussen de gemeente Linkebeek en Infrabel kunnen twee bijkomende S1-treinlijnen vroeger dan gepland in dienst worden genomen op het traject dat het station Moensberg verbindt met het Zuidstation via het station Kalevoet en het station Stalle. Het station Wagen is ook een troef voor de mobiliteit want het zorgt voor een verbinding met het Kalevoetstation en verbetert tegelijk de route van bus 74, voorzien in het masterplan voor de bussen.

Wat de mogelijke verschillen in visie tussen de gemeente en het Gewest betreft, worden hun standpunten vaak op elkaar afgestemd bij de analyse van projecten omdat de prioriteiten vaak gedeeld worden.

Maar de waarde van het lokale niveau ligt juist in het feit dat het waarschijnlijk de specifieke kenmerken van elke buurt zal behouden. Dat is wat het Ukkelse college wil.

In het kader van de discussies over de modernisering van BBP nr. 48 pleit Perspective Brussels, de gewestelijke planningsinstantie, voor een verhoging van de dichtheid van de wijk, waartegen het Ukkelse college gekant is omdat de wijk hierdoor op die van de eerste ring zou gaan lijken en zijn specifieke identiteit zou verliezen.

Het college is bereid om samen te werken met de omwonenden om samenhangende en evenwichtige richtlijnen op te stellen, die vervolgens zullen worden gepubliceerd en aan iedereen bekend zullen worden gemaakt.

De h. Pierlot bedankt de verschillende sprekers voor hun bijdrages.

Er wordt gewezen op de verschillende tijdsbestekken die gemoeid zijn met het bijwerken van BBP's en het verkrijgen van bouwvergunningen door ontwikkelaars.

De buurtbewoners zijn enigszins teleurgesteld dat ze als laatste bij de beslissing worden betrokken aangezien de ontwikkelaars al een bouwvergunning hebben gekregen voor de gebouwen aan weerszijden van de Stallestraat.

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie willen gehoord worden als omwonenden. Hij heeft daarom zorgvuldig nota genomen van de opmerkingen van zowel de meerderheid als de oppositie dat planningstools moeten worden ontwikkeld in overleg met de omwonenden.

Hij had gehoopt dat er een moratorium op vergunningen had kunnen worden ingevoerd omdat dit een uitgebreidere evaluatie mogelijk zou hebben gemaakt waarin de standpunten van de omwonenden zouden zijn opgenomen maar door het verschillende tempo van de processen is deze optie niet mogelijk.

In elk geval willen de buurtbewoners geraadpleegd worden in elke fase van elk planningsproject met betrekking tot de transformatie van de wijk.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation+citoyenne+161025+version+1.docx.docx

16.10.2025/A/0002 **Approbation du registre du Conseil communal du 11 septembre 2025.**

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 11 september 2025.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Daniel Hublet entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2025/A/0003 **Interpellation citoyenne : les casse-vitesses - Irrecevabilité - Prise de Connaissance**

Le Conseil,

Vu l'interpellation citoyenne, réceptionnée en date du 4 septembre 2025, concernant les casse-vitesses "illégaux" à Uccle ;

Vu l'article 317/2, §1, al. 1 de la Nouvelle loi communale qui dispose que : " *Vingt-cinq habitants de la commune peuvent introduire une demande d'interpellation auprès de la commune*".
Vu l'article 127 du Règlement d'ordre intérieur qui vient compléter cet article en disant qu'une interpellation citoyenne est irrecevable si elle ne compte pas "20 signatures" (le Règlement se basant sur l'ancienne règlementation des interpellations citoyennes avant 2024) ;
Vu que cette interpellation citoyenne est irrecevable en ses formes car elle n'est pas signée par 25 personnes mais contient juste une liste de noms avec la mention "oui" en vis-à-vis ;
Considérant l'article 317/2, §1, al.2 de la Nouvelle loi communale, tel qu'inséré en 2024 par l'ordonnance du 22 février 2024, disposant que :
"*Pour être recevable, l'interpellation doit contenir les éléments suivants :*
1° être rédigée en néerlandais ou en français ;
2° porter sur :
- un sujet d'intérêt communal au sens de l'article 117 ;
- un sujet relevant de la compétence de décision du collège ou du conseil communal ;
- un sujet relevant de la compétence d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où l'objet de cette compétence concerne le territoire communal ;
3° être de portée générale ;
4° être conforme à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
5° ne pas porter sur une question de personne ;
6° ne pas revêtir un caractère raciste, xénophobe ou discriminatoire ;
7° ne pas constituer une demande d'ordre statistique ;
8° ne pas constituer une demande de documentation ;
9° ne pas avoir pour unique objet de recueillir une consultation d'ordre juridique ;
10° ne pas concerner une matière qui relève des séances à huis clos ;
11° ne pas figurer déjà à l'ordre du jour du conseil ;
12° ne pas avoir fait l'objet d'une demande au cours des six derniers mois ;
13° ne pas être déposée dans une période de six mois précédant les élections communales.
Le collège décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du conseil communal.
Pour le surplus, la procédure de recevabilité des interpellations est réglée par les dispositions du règlement d'ordre intérieur relatives aux points mis à l'ordre du jour par les membres du conseil non-membres du collège.

La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant chaque séance."
Considérant qu'il a été demandé au déposant s'il pouvait fournir les signatures marquant le consentement de ces personnes et que ce dernier n'a pas pu les fournir et qu'il prétend que les interpellants auraient accepté de soutenir l'interpellation par retour de mail ;

Décide:

de prendre connaissance de la décision du Collège du 16 septembre 2025 ci-annexée déclarant l'interpellation citoyenne susmentionnée irrecevable.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : de snelheidsremmers. - onontvankelijkheid - Kennisneming.

De raad,

Gelet op de burgerinterpellatie over de "illegale" verkeersdrempels in Ukkel, ontvangen op 4 september 2025;

Gelet op artikel 317/2 §1 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt: "*Vijfentwintig inwoners van de gemeente kunnen een verzoek tot interpellatie indienen bij de gemeente*";
Gelet op artikel 127 van het huishoudelijk reglement, dat dit artikel aanvult door te stellen dat een burgerinterpellatie niet ontvankelijk is als ze geen "20 handtekeningen" bevat (het reglement baseert zich op de oude regelgeving op de burgerinterpellaties van voor 2024);
Aangezien deze burgerinterpellatie vormelijk niet ontvankelijk is aangezien ze niet ondertekend werd door 25 personen maar enkel een naamlijst met de vermelding "ja" ernaast bevat;
Overwegende artikel 317/2 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet, zoals ingevoegd in 2024 door de ordonnantie van 22 februari 2024, dat bepaalt:
"*Om ontvankelijk te zijn, moet de interpellatie:*
1. in het Nederlands of Frans opgesteld zijn;
2. betrekking hebben op:
- een onderwerp van gemeentelijk belang in de zin van artikel 117;
- een onderwerp dat onder de beslissingsbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad valt;
- een onderwerp dat onder de adviesbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad valt, voor zover het voorwerp van deze bevoegdheid het gemeentelijke grondgebied betreft;
3. algemene draagwijdte hebben;
4. overeenkomstig het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden zijn;
5. geen betrekking hebben op een persoonlijke kwestie;
6. niet van racistische, xenofobe of discriminerende aard zijn;
7. geen verzoek om statistische informatie zijn;
8. geen verzoek om documentatie zijn;
9. niet uitsluitend bedoeld zijn om juridisch advies in te winnen;
10. geen betrekking hebben op een aangelegenheid die behandeld wordt tijdens zittingen achter gesloten deuren;
11. niet reeds voorkomen op de agenda van de raad;
12. niet het voorwerp uitmaken van een verzoek in de loop van de laatste zes maanden;
13. niet ingediend worden binnen een periode van zes maanden vóór de gemeenteraadsverkiezingen.
Het college beslist over de ontvankelijkheid van de interpellatie. De beslissing van onontvankelijkheid wordt met bijzondere redenen omkleed tijdens de zitting van de gemeenteraad.

Voor het overige wordt de procedure voor de ontvankelijkheid van de interpellaties geregeld door de bepalingen van het huishoudelijk reglement met betrekking tot de punten die op de agenda werden geplaatst door de leden van de raad die geen leden van het college zijn.
De lijst met de verzoeken tot interpellatie wordt vóór elke zitting meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad.";
Overwegende dat aan de indiener gevraagd werd of hij de handtekeningen kon bezorgen die de instemming van deze personen aantonen en dat deze laatste ze niet kon bezorgen en beweert dat de interpellanten per kerende mail aanvaard zouden hebben de interpellatie te steunen;

Beslist:

Kennis te nemen van de bijgevoegde beslissing van het college van 16 september 2025, die de voornoemde burgerinterpellatie niet-ontvankelijk verklaart.

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen
Signataires Interpellation commune.xlsx,
INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_76764.pdf, Interpellation Citoyenne.docx

---

16.10.2025/A/0004 **Interpellation citoyenne sur la solidarité de la commune d'Uccle avec le peuple palestinien. - Irrecevabilité - Prise de Connaissance**

Le Conseil,

Vu l'interpellation citoyenne, réceptionnée en date du 6 octobre 2025, ayant pour titre " *Pour la solidarité de la commune d'Uccle avec le peuple palestinien* " et demandant que :

« 1. La commune adopte une motion de solidarité avec le peuple palestinien.

2. La commune se déclare "commune engagée contre les crimes de guerre".

3. La commune s'engage à examiner ses collaborations avec des institutions ou entreprises "complices de violations graves du droit international", notamment celles actives dans les colonies, liées à l'industrie militaire israélienne et celles présentent sur la liste BDS.

4. La commune s'engage à cesser ses partenariats avec ces entreprises ou associations qui participent à la violation des droits humains en Palestine.

5. La commune s'engage à cesser ses partenariats avec les entreprises ou associations reprises dans la liste BDS.

6. La commune crée un fond budgétaire en soutien à des associations et programmes humanitaires tels que World Food Programme.

7. La commune appelle les gouvernements régional et fédéral à prendre des mesures et des sanctions contre le gouvernement israélien : réexamen des accords économiques avec Israël, reconnaissance immédiate de l'État de Palestine, sanctions économiques, pression diplomatique pour un cessez-le-feu immédiat.

8. La commune s'engage à hisser le drapeau palestinien de manière visible sur la maison communale, comme ça a été fait avec le drapeau ukrainien. »

Vu que cette interpellation citoyenne est recevable en ses formes car elle est signée par plus de 25 citoyens ucclois de plus de 18 ans ;

Considérant l'article 317/2, §1, al.2 de la Nouvelle loi communale, tel qu'inséré en 2024 par l'ordonnance du 22 février 2024, disposant que : « *Pour être recevable, l'interpellation doit contenir les éléments suivants:*

1° être rédigée en néerlandais ou en français;

2° porter sur:

- un sujet d'intérêt communal au sens de l'article 117;

- un sujet relevant de la compétence de décision du collège ou du conseil communal;

- un sujet relevant de la compétence d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où l'objet de cette compétence concerne le territoire communal;

3° être de portée générale;

4° être conforme à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

5° ne pas porter sur une question de personne;

6° ne pas revêtir un caractère raciste, xénophobe ou discriminatoire;

7° ne pas constituer une demande d'ordre statistique;

8° ne pas constituer une demande de documentation;

9° ne pas avoir pour unique objet de recueillir une consultation d'ordre juridique;

10° ne pas concerner une matière qui relève des séances à huis clos;

11° ne pas figurer déjà à l'ordre du jour du conseil;

12° ne pas avoir fait l'objet d'une demande au cours des six derniers mois;

13° ne pas être déposée dans une période de six mois précédant les élections communales.

Le collège décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du conseil communal.

Pour le surplus, la procédure de recevabilité des interpellations est réglée par les dispositions du règlement d'ordre intérieur relatives aux points mis à l'ordre du jour par les membres du conseil non-membres du collège.

La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant chaque séance. »

Considérant que cette interpellation citoyenne porte sur un sujet de droit international public qui n'entre pas dans les compétences de décision du Collège ou du Conseil communal ;

Qu'elle a donc été déclarée irrecevable sur la base de l'article 317/2 § al.2 de la Nouvelle Loi Communale par le Collège lors de sa séance du 14 octobre 2025 ;

Que conformément à l'article 317/2 al.3, cette décision doit être présentée au Conseil communal lors de sa prochaine séance et spécialement motivée;

Décide:

de prendre connaissance de la décision du Collège du 14 octobre 2025 ci-annexée déclarant l'interpellation citoyenne susmentionnée irrecevable.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie op de solidariteit van de gemeente Ukkel met het Palestijnse

volk. - onontvankelijkheid - Kennisneming.

De raad,

Gelet op de burgerinterpellatie, ontvangen op 5 oktober 2025, met als titel "Pour la solidarité de la commune d'Uccle avec le peuple palestinien ", die de volgende vragen stelt aan het college:

"1. La commune adopte une motion de solidarité avec le peuple palestinien.

2. La commune se déclare "commune engagée contre les crimes de guerre".

3. La commune s'engage à examiner ses collaborations avec des institutions ou entreprises "complices de violations graves du droit international", notamment celles actives dans les colonies, liées à l'industrie militaire israélienne et celles présentent sur la liste BDS.

4. La commune s'engage à cesser ses partenariats avec ces entreprises ou associations qui participent à la violation des droits humains en Palestine.

5. La commune s'engage à cesser ses partenariats avec les entreprises ou associations reprises dans la liste BDS.

6. La commune crée un fond budgétaire en soutien à des associations et programmes humanitaires tels que World Food Programme.

7. La commune appelle les gouvernements régional et fédéral à prendre des mesures et des sanctions contre le gouvernement israélien : réexamen des accords économiques avec Israël, reconnaissance immédiate de l'État de Palestine, sanctions économiques, pression diplomatique pour un cessez-le-feu immédiat.

8. La commune s'engage à hisser le drapeau palestinien de manière visible sur la maison communale, comme ça a été fait avec le drapeau ukrainien."

Aangezien deze burgerinterpellatie vormelijk ontvankelijk is aangezien ze ondertekend werd door meer dan 25 Ukkelse burgers van minstens 18 jaar;

Overwegende artikel 317/2 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet, zoals ingevoegd in 2024 door de ordonnantie van 22 februari 2024, dat bepaalt: "*Om ontvankelijk te zijn, moet de interpellatie:*

1. in het Nederlands of Frans opgesteld zijn;

2. betrekking hebben op:

- een onderwerp van gemeentelijk belang in de zin van artikel 117;

- een onderwerp dat onder de beslissingsbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad valt;

- een onderwerp dat onder de adviesbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad valt, voor zover het voorwerp van deze bevoegdheid het gemeentelijke grondgebied betreft;

3. algemene draagwijdte hebben;

4. overeenkomstig het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden zijn;

5. geen betrekking hebben op een persoonlijke kwestie;

6. niet van racistische, xenofobe of discriminerende aard zijn;

7. geen verzoek om statistische informatie zijn;

8. geen verzoek om documentatie zijn;

9. niet uitsluitend bedoeld zijn om juridisch advies in te winnen;

10. geen betrekking hebben op een aangelegenheid die behandeld wordt tijdens zittingen achter gesloten deuren;

11. niet reeds voorkomen op de agenda van de raad;

12. niet het voorwerp uitmaken van een verzoek in de loop van de laatste zes maanden;

13. niet ingediend worden binnen een periode van zes maanden vóór de gemeenteraadsverkiezingen.

Het college beslist over de ontvankelijkheid van de interpellatie. De beslissing van onontvankelijkheid wordt met bijzondere redenen omkleed tijdens de zitting van de gemeenteraad.

Voor het overige wordt de procedure voor de ontvankelijkheid van de interpellaties geregeld door de bepalingen van het huishoudelijk reglement met betrekking tot de punten die op de agenda werden geplaatst door de leden van de raad die geen leden van het college zijn.

De lijst met de verzoeken tot interpellatie wordt vóór elke zitting meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad."

Overwegende dat deze burgerinterpellatie betrekking heeft op een onderwerp van internationaal publiekrecht dat niet binnen de beslissingsbevoegdheden van het college of van de gemeenteraad valt;

Dat ze dus door het college in zitting van 14 oktober 2025 niet-ontvankelijk verklaard werd op basis van artikel 317/2 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Dat overeenkomstig artikel 317/2 3e lid deze beslissing aan de gemeenteraad voorgelegd moet worden tijdens zijn volgende zitting en met bijzondere redenen omkleed moet worden;

Beslist:

Kennis te nemen van de bijgevoegde beslissing van het college van 14 oktober 2025, die de voornoemde burgerinterpellatie niet-ontvankelijk verklaart.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
Interpellation_citoyenne_Conseil du 16.10 (1).pdf,
INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_77399.pdf

Bernard Hayette quitte la séance / verlaat de zitting.
Cécile Roba quitte la séance / verlaat de zitting.
Ariane de Lobkowicz quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2025/A/0005 **Information : Vivaqua - Rapport au Conseil communal de ses représentants dans l'exercice de leur mandat d'administrateur(trice) - Exercice 2024.**

Le Conseil,

Vu l'article 96bis de la Nouvelle loi communale ;
Vu que cet article dispose que les représentants de la Commune dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, viennent présenter annuellement un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale ;

Vu que nos administrateurs dans l'intercommunale Vivaqua sont Mme De Brouwer et M. Biermann ;
Considérant que Vivaqua a adopté son rapport annuel 2024 ;

Décide,
- de prendre connaissance du rapport annuel d'activités 2024 de Vivaqua ci-annexé ;
- de prendre connaissance de la présentation qui est faite en séance par les administrateurs qui représentent la Commune au sein du Conseil d'administration de Vivaqua.

Le Conseil prend connaissance.

Informatie : Vivaqua - Verslag aan de Gemeenteraad van zijn vertegenwoordigers in hun hoedanigheid van bestuurder(ster) - Dienstjaar 2024.

De raad,

Gelet op artikel 96bis van de Nieuwe Gemeentewet;
Aangezien dit artikel bepaalt dat de vertegenwoordigers van de gemeente in de intercommunales, die een mandaat van bestuurder uitoefenen, een jaarverslag over het beheer van de intercommunale moeten voorleggen;
Aangezien onze bestuurders in de intercommunale Vivaqua mevr. De Brouwer en de h. Biermann zijn;
Aangezien Vivaqua haar jaarverslag 2024 heeft goedgekeurd;

Beslist,
- kennis te nemen van het toegevoegde jaarverslag 2024 van Vivaqua;
- kennis te nemen van de uiteenzetting tijdens de zitting van de bestuurders die de gemeente vertegenwoordigen in de raad van bestuur van Vivaqua.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
VIVAQUA+-+rapport+d'activités+2024+FR.pdf.pdf

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

16.10.2025/A/0006 **Solidarité internationale. - Soutien à la population civile en situation d'urgence humanitaire en Afghanistan suite au tremblement de terre de fin août 2025. - Octroi d'un subside à la Croix Rouge.- Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant l'existence d'un Fonds calamité destiné à venir en aide aux populations victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés dans le monde ;

Considérant le tremblement de terre qui a touché l'Afghanistan en fin août 2025 et les efforts humanitaires mis en place par la Croix Rouge pour venir en aide à la population civile dans les régions touchées ;

Considérant que la Croix Rouge Belgique s'est activée rapidement pour répondre à cette crise ;

Attendu que l'enveloppe dédié au Fond Calamité dispose encore de 2.000€ de son budget de départ ;

Considérant qu'il est proposé de faire un don de 1.000,00€ à la Croix Rouge Belgique sur le compte bancaire BE72 0000 0000 1616 avec la communication 2498 (directement destinée au soutien de l'action en Afghanistan) ;

Considérant qu'il est proposé d'approuver l'engagement de la somme de 1.000€ à l'article 15001/332-02/64 exercice 2025 en faveur de la Croix Rouge de Belgique ;

Décide :

- D'octroyer un don de 1.000,00€ pour la Croix Rouge Belgique à destination des efforts humanitaires en Afghanistan suite au tremblement de terre de fin aout 2025 sur le compte bancaire BE72 0000 0000 1616 avec la communication 2498 ;

- D'approuver l'engagement et la dépense de 1.000,00€ pour Croix Rouge de Belgique sur l'article 15001/332-02/64 exercice 2025.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Internationale Solidariteit. - Steun aan de burgerbevolking in humanitaire noodtoestand in Afghanistan na de aardbeving eind augustus 2025. - Toekenning van een subsidie aan het Rode Kruis.- Uitgavenverplichting.

De raad,

Overwegende het bestaan van een Rampenfonds, bestemd om de bevolking die het slachtoffer is van natuurrampen of gewapende conflicten in de wereld te helpen;

Overwegende de aardbeving die Afghanistan eind augustus 2025 getroffen heeft en de humanitaire inspanningen van het Rode Kruis om de burgerbevolking in de getroffen gebieden te helpen;

Overwegende dat het Belgische Rode Kruis snel op deze crisis gereageerd heeft;

Aangezien er nog € 2.000 van het oorspronkelijke budget gewijd aan het Rampenfonds overblijft;

Overwegende dat er voorgesteld wordt een gift van € 1.000,00 te schenken aan het Belgische Rode Kruis op bankrekeningnummer BE72 0000 0000 1616 met als mededeling 2498 (rechtstreeks bestemd voor de steun aan de acties in Afghanistan);

Overwegende dat er voorgesteld wordt de vastlegging van de som van € 1.000 op artikel 15001/332-02/64 dienstjaar 2025 ten bate van het Belgische Rode Kruis goed te keuren;

Beslist:

- Een schenking van € 1.000,00 toe te kennen aan het Belgische Rode Kruis voor de humanitaire inspanningen in Afghanistan na de aardbeving eind augustus 2025 op bankrekeningnummer BE72 0000 0000 1616 met als mededeling 2498;

- De vastlegging en de uitgave van € 1.000,00 voor het Belgische Rode Kruis op artikel 15001/332-02/64 dienstjaar 2025 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Bernard Hayette entre en séance / treedt in zitting.
Cécile Roba entre en séance / treedt in zitting.
Ariane de Lobkowicz entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2025/A/0007 **Solidarité internationale. - Appel à projets « Solidarité internationale » 2025.- Octroi de subsides aux associations et ONG.**

Le Conseil,

Vu qu'en date du 20 mai 2025, le Collège a approuvé le lancement d'un appel à projets 2025 dans le cadre de la Solidarité Internationale pour un montant de 8.000,00 € (15001/332-02/64) qui sera réparti entre les demandeurs remplissant les conditions d'éligibilité et de recevabilité de l'appel à projets selon le règlement de l'appel à projets approuvé par le Conseil communal en sa séance du 28 mai 2020 ;

Vu que dix propositions de projets ont été reçues par le service participation citoyenne/solidarité internationale et affaires européennes dans temps impartis ; que ces dix propositions sont recevables ;

Qu'il s'agit des propositions suivantes :

- ADG Coopération, asbl avec le projet « N'Diouriah, Un district vert et durable - Guinée 2025 » projet de mobilité et coopération internationale ;
- Asunoes, avec le projet « Renforcement des moyens consacrés à l'enseignement de l'informatique au CAIES de Porto-Novo » projet de coopération internationale ;
- Bonne Arrivée ASBL, avec le projet « Aide au financement d'un forage dans le village d'Akedehui, Togo » projet de coopération internationale ;
- Dynamo International Asbl, avec le projet « Projet d'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de rue à Kinshasa » projet de coopération internationale ;
- Pakita's house ASBL, avec le projet « Soin des pieds, soin de vie : formation en pédicure médicale pour jeunes femmes à Maluku (RDC) » projet de coopération internationale ;
- Mbedza Malawi, avec le projet « Actions de sensibilisation sur la santé sexuelle et dépistage/ conseil du SIDA, parmi les jeunes au Malawi » projet de coopération internationale ;
- TW Project, avec le projet « Livres pour tous » projet de coopération internationale ;
- Art Migratoire, avec le projet « Mélodie des Chœurs Solidaires » projet d'ECMS.
- Femmes Maliennes, avec le projet « Amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants du quartier Sotuba village de la commune I du district de Bamako », projet de coopération internationale ;
- Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe, avec le projet

« Bolani et Découvertes : Afghanistan Culture et Solidarité en Belqique » projet d'ECMS.

Attendu que parmi les dix propositions présentées, neuf sont éligibles, soit le projet d e *ADG Coopération asbl*, *Asunoes*, *Bonne Arrivée asbl*, *Dynamo international Asbl*, *Pakita's House, Mbedza*, *Art migratoire, Femmes Maliennes et Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe* en vertu des articles 1 et 2 du règlement susmentionné ;

Que le projet de TW Project n'est pas éligible car il ne respecte pas le critère d'éligibilité pour les projets de coopération internationale listé dans l'article 1 dudit règlement qui dispose que : *« Les actions de coopération et solidarité internationale portées par des asbl et ONG, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune d'Uccle »*, dans la mesure où l'ASBL a son siège social à Watermael-Boitsfort ;

Attendu que l'enveloppe disponible pour les subsides en solidarité internationale est en l'espèce de 8.000€ et que, en ce qui concerne l'attribution du subside, le règlement susmentionné prévoit à l'article 5 qu' après vérification de la recevabilité et de l'éligibilité des projets soumis, le service procédera à *«(l)'évaluation des projets et attribution des subsides à tous les projets éligibles au prorata de la note obtenue à l'aide d'une grille d'évaluation et ce, dans les limites de l'enveloppe budgétaire disponible »* ;

Attendu que les critères d'évaluation sont mentionnés dans l'article 2 du règlement susmentionné, soit :

- *Constituer un projet correspondant à l'une des trois catégories telles que précisé dans l'article 1 ;*
- *Être mise en œuvre avec des partenaires locaux dans les pays visés par le projet ;*
- *Répondre à une demande clairement identifiée sur place pour les projets de coopération ;*
- *Prévoir un encadrement adéquat pour des groupes comprenant des mineurs et une implication des jeunes dans les actions de restitution prévues pour les projets de mobilité internationale ;*
- *Indiquer un budget réaliste affecté à un projet défini et non au fonctionnement des organismes demandeurs ;*
- *Comporter impérativement un volet de communication, sensibilisation et restitution sur le territoire de la commune d'Uccle et un budget dédié à ce volet ;*
- *Inclure des activités mettant en lien les sociétés civiles des territoires concernés et la population uccloise ;*
- *Prendre en compte des objectifs du millénaire pour le développement (lutte contre le changement climatique, préservation de la biodiversité, épanouissement de tous les êtres humains, lutte contre la pauvreté, égalité de genres, …) »* ;

Attendu que le service a mis en place une grille d'évaluation selon ces critères pondérés afin d'attribuer des points aux projets et en évaluer la qualité et ainsi distinguer les montants à attribuer à chaque projet dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible ;

Attendu que la pondération de chaque critère et liée au type de projet listés dans l'article 1 du règlement, soit :

- *Les actions de coopération et solidarité internationale portées par des asbl et ONG, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune d'Uccle ;*

- *Les actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) visant des publics ucclois portés par des asbl et ONG dont le siège social est situé sur le territoire d'une des communes de la région de Bruxelles-Capitale ;*

- *Les projets visant la mobilité internationale des jeunes ucclois portés par des asbl et ONG dont le siège social est situé sur le territoire d'une des communes de la région de Bruxelles-Capitale.*

Que l'évaluation détaillée peut être consultée dans les annexes (Analyse des projets 2025 et Evaluation projets pondéré) à consulter en parallèle ;

Attendu qu'il est proposé de donner des montants forfaitaires afin de faciliter la répartition, selon les tranches suivantes :

Clé d'attribution des montants forfaitaires selon le score par tranche				
Projets de coopération (score max 60)	40-45	46-50	51-55	56-60
	850,00 €	900,00 €	950,00 €	1.000,00 €
Projets de mobilité +coop (score max 75)	40-49	50-59	60-69	70-75
	850,00 €	900,00 €	950,00 €	1.000,00 €
Projets ECMS (score max 55)	40-45	46-50	51-55	
	750,00 €	800,00 €	850,00 €	

Attendu qu'il est proposé de financer les projets éligibles d'un montant réduit selon le score obtenu lors de l'évaluation et en rapport avec le montant demandé ;

Attendu que selon ce modèle, il est proposé de répartir l'enveloppe comme suit :

Demandeur	**Type de projet**	**Score pondéré**	**Montant demandé**	**Montant ajusté à l'enveloppe disponible**
ASUNOES	Coopération	53/60	2.000,00 €	950,00 €
Dynamo international	Coopération	46/60	2.000,00 €	900,00 €
Pakita's House	Coopération	47/60	2.000,00 €	900,00 €
Bonne arrivée	Coopération	50/60	2.000,00 €	900,00 €
Mbedza	Coopération	49/60	1.995,00 €	900,00 €
ADG Cooperation	Mobilité	69/75	1.999,00 €	950,00 €
Art Migratoire	ECMS	51/55	2.000,00 €	850,00 €
Femmes Maliennes	Coopération	45/60	1939.34€	850,00 €

Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe	ECMS	46/55	1.970,00 €	800,00 €
			Total	8.000,00 €

Vu qu'il est prévu de lier le versement du subside au renforcement de la visibilité des projets dans la commune et auprès des ucclois(es), à la participation des organisations soutenues aux activités du service et de s'assurer de la mise en place d'actions à destination des ucclois(es) par chacune de ces organisations ;

Décide :

- D'autoriser la répartition suivante des subsides liés à l'appel à projets Solidarité internationale 2025 pour un montant total de 8.000,00 euros :

  - 950,00 € pour les organisations suivantes : Association universelle d'œuvres pour l'épanouissement des sourds (ASUNOES, Rue de l'Equateur, 20D, 1180 Uccle), ADG Coopération asbl (Rue Eliane Vogel-Polsky, 29, Boite 7, 1020 Bruxelles) ;

  - 900,00 € pour les organisations suivantes : Bonne Arrivée asbl (Rue Edouard Michiels, 31, 1180 Uccle), Dynamo Internationale (Rue de l'Etoile, 22, 1180 Uccle), Pakita's House (Rue De La Fourragere, 1/1 1180 Bruxelles), Mbedza (Rue Papenkasteel, 129 Boîte 3, 1180 Uccle) ;

  - 850,00 € pour les organisations suivantes : Art Migratoire (Rue Camusel, 18, 1000 Bruxelles), Femmes Maliennes (Rue Du Chamois, 22 A 1180 Uccle) ;

  - 800,00 € pour les organisations suivantes : Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe (Boulevard Edmond Machtens, 104, 1080, Molenbeek-Saint-Jean) ;

- D'engager la somme de 8.000,00 euros sur la ligne budgétaire 15001/332-02/ - /64.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Internationale Solidariteit.- Projectoproep "Internationale solidariteit" 2025.- Toekenning van subsidies aan verenigingen en ngo's.

De raad,

Aangezien het college op 20 mei 2025 de lancering van een projectoproep 2025 in het kader van internationale solidariteit goedgekeurd heeft voor een bedrag van € 8.000,00 (15001/332-02/64), dat verdeeld wordt onder de aanvragers die voldoen aan de voorwaarden van de projectoproep om in aanmerking te komen en ontvankelijk te zijn volgens het reglement van de projectoproep dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zitting van 28 mei 2020;

Aangezien de dienst Burgerinspraak/Internationale Solidariteit en Europese Aangelegenheden tien projectvoorstellen ontvangen heeft binnen de toegestane termijn; aangezien deze tien voorstellen ontvankelijk zijn;

Aangezien het de volgende voorstellen betreft:

- Vzw ADG Coopération met het project "N'Diouriah, Un district vert et durable - Guinée 2025" - project rond mobiliteit en internationale samenwerking;

- Asunoes met het project "Renforcement des moyens consacrés à l'enseignement de l'informatique au CAIES de Porto-Novo" - project rond internationale samenwerking;

- Vzw Bonne Arrivée met het project "Aide au financement d'un forage dans le village d'Akedehui, Togo" - project rond internationale samenwerking;

- Vzw Dynamo International met het project "Projet d'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de rue à Kinshasa" - project rond internationale samenwerking;

- Vzw Pakita's house met het project "Soin des pieds, soin de vie : formation en pédicure médicale pour jeunes femmes à Maluku (RDC)" - project rond internationale samenwerking;

- Mbedza Malawi met het project "Actions de sensibilisation sur la santé sexuelle et dépistage/ conseil du SIDA, parmi les jeunes au Malawi" - project rond internationale samenwerking;

- TW Project met het project "Livres pour tous" - project rond internationale samenwerking;

- Art Migratoire met het project "Mélodie des Chœurs Solidaires" - project rond wereldburgerschapseducatie;

- Femmes Maliennes met het project "Amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants du quartier Sotuba village de la commune I du district de Bamako", project rond internationale samenwerking;

- Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe met het project "Bolani et Découvertes : Afghanistan Culture et Solidarité en Belqique", project rond wereldburgerschapseducatie;

Aangezien negen van de tien ingediende voorstellen in aanmerking komen, hetzij het project van *vzw ADG Coopération*, *Asunoes*, *vzw Bonne Arrivée*, *vzw Dynamo international*, *Pakita's House, Mbedza*, *Art migratoire, Femmes Maliennes en Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe,* krachtens artikel 1 en 2 van het voornoemde reglement;

Aangezien het project van TW Project niet in aanmerking komt aangezien het het criterium om in aanmerking te komen voor projecten rond internationale samenwerking uit artikel 1 van het voornoemde reglement niet in acht neemt, dat bepaalt: "*Acties rond internationale samenwerking en solidariteit gedragen door vzw's en ngo's waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel ligt*", aangezien de maatschappelijke zetel van de vzw in Watermaal-Bosvoorde ligt;

Aangezien het beschikbare budget voor de subsidies internationale solidariteit in dit geval € 8.000 bedraagt en het voornoemde reglement voor de toekenning van de subsidie in artikel 5 bepaalt dat de dienst na controle of de ingediende projecten ontvankelijk zijn en in aanmerking komen overgaat tot "*de beoordeling van de projecten en toekenning van de subsidies aan alle projecten die in aanmerking komen naar rato van de behaalde score met behulp van een evaluatierooster, en dit binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsenveloppe*";

Aangezien de evaluatiecriteria vermeld staan in artikel 2 van het voornoemde reglement, hetzij:

- *Een project vormen dat overeenkomt met een van de drie categorieën zoals verduidelijkt in artikel 1;*

- *Uitgevoerd worden met lokale partners in de door het project beoogde landen;*

- *Beantwoorden aan een duidelijk herkende vraag ter plaatse voor de samenwerkingsprojecten;*

- *Een gepaste omkadering voorzien voor groepen met minderjarigen en een betrokkenheid van de jongeren in de geplande acties in return voor de projecten rond internationale mobiliteit;*

- *Een realistisch budget opgeven, bestemd voor een vastgelegd project en niet voor de werking van de aanvragende organisaties;*

- *Verplicht een luik communicatie, sensibilisering en return op het grondgebied van de gemeente Ukkel en een budget voor dit luik bevatten;*

- *Activiteiten inhouden die het maatschappelijk middenveld van de betrokken gebieden in verband brengen met de Ukkelse bevolking;*

- *Rekening houden met de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling (strijd tegen de klimaatopwarming, bescherming van de biodiversiteit, ontplooiing van alle mensen, strijd tegen armoede, gendergelijkheid, ...)*;

Aangezien de dienst een evaluatierooster opgesteld heeft op basis van deze gewogen criteria om punten toe te kennen aan de projecten en de kwaliteit ervan te beoordelen en om een onderscheid te maken in de bedragen die aan elk project toegekend worden in het kader van de beschikbare begrotingsenveloppe;

Aangezien de weging van elk criterium samenhangt met het type project opgelijst in artikel 1 van het reglement, hetzij:

- *Acties rond internationale samenwerking en solidariteit gedragen door vzw's en ngo's waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel ligt;*

- *Acties rond wereldburgerschapseducatie gericht op een Ukkels doelpubliek, gedragen door vzw's en ngo's waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van een van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ligt;*

- *Projecten gericht op de internationale mobiliteit van de Ukkelse jongeren, gedragen door vzw's en ngo's waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van een van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ligt;*

Aangezien de gedetailleerde evaluatie geraadpleegd kan worden in de bijlagen (Analyse van de projecten 2025 en Gewogen evaluatie projecten), die gelijktijdig geraadpleegd moeten worden;

Aangezien voorgesteld wordt forfaitaire bedragen toe te kennen om de verdeling te vereenvoudigen, volgens de volgende schijven:

Toekenningssleutel van de forfaitaire bedragen volgens de score per schijf				
Projecten rond samenwerking (maximumscore 60)	40-45	46-50	51-55	56-60
	€ 850,00	€ 900,00	€ 950,00	€ 1.000,00
Projecten rond mobiliteit + samenwerking (maximumscore 75)	40-49	50-59	60-69	70-75
	€ 850,00	€ 900,00	€ 950,00	€ 1.000,00

Projecten rond wereldburgerschapseducatie (maximumscore 55)	40-45	46-50	51-55	
	€ 750,00	€ 800,00	€ 850,00	

Aangezien voorgesteld wordt de projecten die in aanmerking komen te financieren met een beperkt bedrag op basis van de score bij de evaluatie en in samenhang met het gevraagde bedrag;

Aangezien volgens dit model voorgesteld wordt het budget als volgt te verdelen:

Aanvrager	**Type project**	**Gewogen score**	**Gevraagd bedrag**	**Bedrag aangepast aan het beschikbare budget**
ASUNOES	Samenwerking	53/60	€ 2.000,00	€ 950,00
Dynamo international	Samenwerking	46/60	€ 2.000,00	€ 900,00
Pakita's House	Samenwerking	47/60	€ 2.000,00	€ 900,00
Bonne arrivée	Samenwerking	50/60	€ 2.000,00	€ 900,00
Mbedza	Samenwerking	49/60	€ 1.995,00	€ 900,00
ADG Coopération	Mobiliteit	69/75	€ 1.999,00	€ 950,00
Art Migratoire	Wereldburgerschaps-educatie	51/55	€ 2.000,00	€ 850,00
Femmes Maliennes	Samenwerking	45/60	€ 1939,34	€ 850,00
Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe	Wereldburgerschaps-educatie	46/55	€ 1.970,00	€ 800,00
			Totaal	€ 8.000,00

Aangezien het de bedoeling is de uitbetaling van de subsidie te koppelen aan de verhoging van de zichtbaarheid van de projecten in de gemeente en bij de Ukkelaars en aan de deelname van de ondersteunde organisaties aan de activiteiten van de dienst en zich te verzekeren van de invoering van acties voor de Ukkelaars door elk van deze organisaties;

Beslist:

- De volgende verdeling van de subsidies voor de projectoproep Internationale solidariteit 2025 voor een totaalbedrag van € 8.000,00 toe te staan:

  - € 950,00 voor de volgende organisaties: Association universelle d'œuvres pour l'épanouissement des sourds (ASUNOES, Evenaarstraat 20D, 1180 Ukkel), vzw ADG Coopération (Eliane Vogel-Polskystraat 29 bus 7, 1020 Brussel);

  - € 900,00 voor de volgende organisaties: vzw Bonne Arrivée (Edouard Michielsstraat 31, 1180 Ukkel), Dynamo International (Sterstraat 22, 1180 Ukkel), Pakita's House (Fourragèrestraat 1/1, 1180 Ukkel), Mbedza (Papenkasteelstraat 129 bus 3, 1180 Ukkel);

  - € 850,00 voor de volgende organisaties: Art Migratoire (Camuselstraat 18,

1000 Brussel), Femmes Maliennes (Gemsstraat 22A, 1180 Ukkel);

- € 800,00 voor de volgende organisaties: Network of Afghanistan diaspora organisations in Europe (Edmond Machtenslaan 104, 1080 Sint-Jans-Molenbeek);

- De som van € 8.000,00 vast te leggen op post 15001/332-02/ - /64.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Copie de Analyse+des+projets+2025+FR+Final.xlsx, Analyse des projets 2025_nl.xlsx, Evaluation_Projets_Pondere_nl.xlsx, Evaluation_Projets_Pondere.xlsx

---

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Prévention - Preventie

16.10.2025/A/0008 **Prévention – Approbation de la convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II 2025-2026, 2026-2027, 2027-2028 pour les activités des éducateurs de rue du service prévention.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2024 relatif à l'octroi de la subvention « pASc Continuité 2025 » à la commune d'Uccle de 100.209,39 euros en vue de financer ses projets favorisant l'accrochage scolaire pour la période de janvier à juin 2025, ainsi que sa prolongation attendue pour la période de juillet à décembre 2025 et l'appel à projet 2025-2027 soumis le 29 juillet 2024;
Vu le projet 4 du Plan « Favoriser l'accrochage scolaire au niveau individuel » qui a pour objectif de mettre en place des actions qui permettent d'accrocher le public cible, d'accueillir la demande, et identifier des opportunités d'offres collectives;
Vu l'objectif du service de cibler les jeunes entre 8 et 25 ans des quartiers du Melkriek et du Homborch pour la durée du plan;
Vu la mise en place d'activités sportives extrascolaires par le service qui permettent de rentrer en contact avec le public cible afin d'aboutir à d'autres formes d'intervention dans l'objectif de cohésion sociale;
Considérant que les éducateurs de rue encadrent des activités multisports pendant les périodes scolaires à cet effet;
Considérant que ces activités permettent une bonne accroche du public cible;
Considérant que le service souhaite reconduire ces activités pour l'année 2025-2026 et jusqu'à 2027-2028;
Considérant que la bonne tenue de ces activités est conditionnée à la signature d'une convention type d'occupation de salle de l'Athénée Royal Uccle II;
Considérant que la direction de l'école, contactée le 30 juin 2025, a marqué son accord pour la prolongation de la convention sur l'année scolaire 2025-2026 et

jusqu'à 2027-2028;

Décide :
D'approuver la nouvelle convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II pour les années scolaires 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 en annexe.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Preventie - Goedkeuring van de gebruiksovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II 2025-2026, 2026-2027, 2027-2028 voor de activiteiten van de straathoekwerkers van de Preventiedienst.

De raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2024 met betrekking tot de toekenning van de subsidie "gPS Voortzetting 2025" van € 100.209,39 aan de gemeente Ukkel om haar projecten ter bevordering van de schoolinschakeling in de periode van januari tot juni 2025 te financieren en de verwachte verlenging ervan voor de periode van juli tot december 2025, en de oproep voor projecten 2025-2027 ingediend op 29 juli 2024;
Gelet op project 4 van het plan "De schoolinschakeling op individueel vlak bevorderen", dat als doel heeft acties op touw te zetten die het mogelijk maken het doelpubliek in te schakelen, op de vraag te reageren en mogelijkheden van collectief aanbod te identificeren;
Gelet op de doelstelling van de dienst om de jongeren van 8 tot 25 jaar van wijk Melkriek en Homborch als doelgroep te kiezen voor de duur van het plan;
Gelet op de organisatie van buitenschoolse sportactiviteiten door de dienst, waardoor hij in contact kan komen met het doelpubliek om te leiden tot andere interventievormen in de doelstelling van sociale samenhang;
Overwegende dat de straathoekwerkers hiervoor multisportactiviteiten begeleiden tijdens het schooljaar;
Overwegende dat deze activiteiten een goede hechting van het doelpubliek mogelijk maken;
Overwegende dat de dienst deze activiteiten wil voortzetten voor het jaar 2025-2026 en tot 2027-2028;
Overwegende dat de voortzetting van deze activiteiten het voorwerp zal uitmaken van een later verslag aan het college;
Overwegende dat het goede verloop van deze activiteiten onderworpen is aan de ondertekening van een gebruiksovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II;
Overwegende dat de schooldirectie, die op 30 juni 2025 gecontacteerd werd, haar goedkeuring verleend heeft aan de verlenging van de overeenkomst voor het schooljaar 2025-2026 en tot 2027-2028;

Beslist :
Beslist de nieuwe gebruiksovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II voor de schooljaren 2025-2026, 2026-2027 en 2027-2028 in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

16.10.2025/A/0009 **Bugdet 2025.-Modifications budgétaires N° 3 et 4.**

Le Conseil,
Considérant qu'il convient de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n° 3 et 4 du budget 2025;
Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire,
Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2025 tels qu'ils se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. n° 3)

A.RESULTAT EX.PROPRE BUDGET INITIAL :	Boni 1.499.242,07
B.RESULTAT APRES LA M.B.1 :	Mali -1.420.798,27
C.RESULTAT DE LA M.B. 3 :	Mali -3.043.110,50
D=A+B+C NOUVEAU RESULTAT EX.PROPRE	Mali -2.964.666,70
E.RESULTAT GLOBAL APRES LA M.B.1 :	Boni 12.151.775,22
F.RESULTAT DE LA M.B. 3	Mali -3.043.110,50
G=E+F RESULTAT EX.GLOBAL	Boni 9.108.664,72

2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. n° 4)
La diminution des dépenses de l'exercice de la MB 4 (-1.808.858,56 €) est compensée par une diminution équivalente des recettes de financement (177.450 € de fonds de réserve, -2.418.120 € d'emprunts, 4.845,15 € subsides et 426.966,29 € de ventes). Et le résultat général du service extraordinaire atteint à présent - 31.221.586,01€.

Mme la Première Echevine *rappelle que le budget initial voté par cette assemblée présentait un boni de 1,5 million d'euros. Puis, des informations moins positives émanant du SPF Finances à propos de l'IPP ont amené le Collège à supputer qu'il serait difficile d'atteindre cet objectif. Mais les nouvelles estimations qui sont parvenues depuis lors reviennent sur ces mauvaises nouvelles.*

C'est la raison pour laquelle on revient au budget initial en boni de 1,5 million d'euros, à condition de se focaliser exclusivement sur le budget communal, en faisant abstraction de la situation spécifique du CPAS. Cela signifie que le Collège a tenu son engagement de maintenir la rigueur budgétaire sans porter préjudice à la qualité des services rendus à la population.

Malheureusement, l'histoire ne s'arrête pas là, vu les inquiétudes que suscite

l'évolution de la situation du CPAS.

Une intervention complémentaire de 2.270.000 € a été sollicitée à l'occasion de l'exposé de la situation du CPAS présenté en septembre dernier. Ce soir, il y a lieu d'acter le compte 2024 du CPAS, qui implique une augmentation de 1.255.000 € de la dotation communale et, dans le sillage des discussions du comité de concertation commune-CPAS, il faut s'attendre encore à d'ultimes modifications budgétaires pour 2025 qui déboucheront sur une dotation supplémentaire de 1.833.000 €.

Cela signifie donc que la dotation communale a été augmentée dans son ensemble de 5.809.850 € par rapport aux planifications initiales du débat budgétaire. Le vote d'un budget annonçant un boni de 1,5 million d'euros a été suivi en juin par un déficit de 1,4 million d'euros, toutefois récupéré grâce aux bonnes nouvelles du SPF Finances en vertu desquelles les recettes issues de l'IPP sont susceptibles d'augmenter de plus de 2 millions d'euros. Néanmoins, ce gain est reperdu en raison de l'augmentation de plus de 5 millions d'euros de la dotation au CPAS. Une partie de cette augmentation a beau être absorbée grâce au maintien d'un léger boni, on aboutit néanmoins à un déficit d'un peu plus de 3 millions d'euros suite à la modification n° 3 et de 2.964.000 € sur l'ensemble du budget.

À l'exercice global, les réserves sont passées de 12 millions d'euros à 9.100.000 € suite aux modifications budgétaires. Vu que le bas de laine s'érode, il est nécessaire de prendre une série de mesures.

Mme la Première Echevine tient toutefois à souligner les efforts qui ont été fournis, notamment pour contrôler les dépenses de personnel.

L'augmentation de la dotation communale est d'ailleurs moindre que ce que l'on aurait pu craindre au début des discussions, grâce au travail acharné mené par le Conseil de l'action sociale et l'administration du CPAS, qui doivent constamment se tenir sur une ligne de crête : il s'agit de préserver l'outil que représente le CPAS pour assurer la solidarité tout en évitant le dérapage financier. La commune assume sa part, mais, comme l'exposé du plan triennal effectué en mars l'établissait déjà, il va de soi que des décisions courageuses devront être prises à l'avenir, tant en matière de dépenses que de recettes.

M. Cools *ne partage pas l'analyse de Mme la Première Echevine. Vu que le groupe Uccle en avant a émis un vote négatif dans le cadre du débat relatif au budget, il votera également contre ces modifications budgétaires.*

Alors que le budget initial prévoyait un boni d'environ 1,5 million d'euros, il faut faire face à présent à un déficit d'environ 3 millions d'euros à l'exercice propre. Et ce déficit aurait été plus important s'il n'y avait pas eu une réévaluation de recettes à l'IPP pour plus de 2.271.000 €. Encore faut-il voir comment ces recettes vont évoluer à long terme.

L'impact de la situation du CPAS s'avère déterminant dans l'augmentation des dépenses de 5.813.388 €. L'apport au CPAS s'est élevé à 2.270.000 € dans le cadre de la 1ère modification budgétaire et à 1.833.000 € dans le cadre de la seconde.

M. Cools n'a cessé de dénoncer le caractère irréaliste du budget 2025. Il rappelle à cet égard que la dotation octroyée au CPAS, même après les premières modifications budgétaires de 2025, est inférieure à celle qui a été accordée en 2024, alors que les dépenses de de personnel – qui constituent une part importante du poste des dépenses – font évidemment l'objet d'une indexation et que les besoins sociaux ne font que croître.

Une position aussi irréaliste allait nécessairement déboucher sur des modifications budgétaires, à l'égard desquelles M. Cools se montre dubitatif car, bien que l'on soit déjà en octobre, la majorité ne semble guère disposée à prendre des mesures sérieuses en vue de réduire les dépenses de la commune.

M. Cools se permet d'ailleurs de remarquer que le CPAS semble mieux

maîtriser ses dépenses de fonctionnement que la commune elle-même.

Ce serait une illusion de croire que l'augmentation à hauteur de 10 millions d'euros des centimes additionnels au précompte immobilier – que M. Cools regrette pour sa part – permettra de résoudre les problèmes comme par un coup de baguette magique. Sans un engagement résolu dans une maîtrise des dépenses, il ne sera pas possible de faire face aux besoins sociaux.

En effet, vu que la commune d'Uccle est loin de correspondre aux visions caricaturales la présentant comme un « îlot de richesse » et qu'elle est au contraire de plus en plus confrontée aux problèmes sociaux affectant les communes de la première couronne, les dépenses sociales vont inéluctablement augmenter.

En outre, les mesures adoptées par le gouvernement fédéral, quel que soit le jugement qu'on porte sur elles, ne manqueront pas d'avoir un impact auquel il faudra faire face.

M. Cools souligne aussi que les mesures prônées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, telles que la non-indexation des subsides, sont aussi de nature à entraîner des effets quant à l'acuité des besoins sociaux. Ce sera notamment le cas si la Fédération Wallonie-Bruxelles décide de ne plus indexer les subsides aux crèches alors que leur personnel doit être indexé.

L'absence de décisions courageuses pour réduire les dépenses amène donc le groupe Uccle en avant à voter contre ces modifications budgétaires.

Mme Kabachi *signale que le groupe socialiste votera contre ces modifications budgétaires, dans le sillage de son vote négatif à l'égard du budget initial 2025.*

Ces modifications, présentées quelques mois à peine après les précédentes, auraient pu être équilibrées si la dotation au CPAS n'avait pas dû, une fois de plus, être revue à la hausse.

Or, cette hausse n'a rien d'une surprise. La tutelle a d'ailleurs souligné que dès le départ, le budget initial 2025 sous-évaluait la dotation au CPAS.

La majorité répond à présent à cette remarque de la tutelle en corrigeant cette dotation par une augmentation de 4,5 millions d'euros via deux modifications, à laquelle s'ajoute la charge du déficit du CPAS de 1,3 million d'euros.

C'est en puisant dans le boni cumulé de la commune que le financement de l'opération est effectué, mais à ce rythme, cette réserve financière sera rapidement épuisée.

La hausse des centimes additionnels au précompte immobilier est donc bien motivée par la volonté de compenser les déséquilibres récurrents de la dotation au CPAS. Et l'exclusion des chômeurs de longue durée va entraîner inéluctablement une augmentation de ces dépenses. La politique budgétaire suivie par la majorité corrige des prévisions irréalistes alors qu'il faudrait établir une planification claire et durable du financement du CPAS.

Le groupe socialiste plaide en faveur d'un surcroît de transparence et de sincérité dans l'élaboration des budgets ainsi qu'en faveur de l'adoption d'une vision pluriannuelle qui garantisse la stabilité financière du CPAS.

Mme Nagelmackers *estime que ces modifications budgétaires illustrent la complexité de la gestion communale actuelle.*

La modification budgétaire n° 3 pour le service ordinaire révèle un mali de plus de 3 millions d'euros. Ce résultat n'est pas le fruit d'un dérapage mais plutôt d'un contexte budgétaire tendu où chaque ajustement devient un exercice d'équilibriste. Les adaptations proposées, que ce soit pour les dépenses de fonctionnement, les transferts ou la politique du personnel, témoignent de la difficulté d'absorber des hausses de coûts structurelles en matière d'énergie, d'indexation et de charge administrative.

La modification budgétaire n° 4 pour le service extraordinaire traduit, quant

à elle, une volonté de rationalisation. Plusieurs crédits sont réévalués à la baisse ou reportés, notamment pour la piscine Longchamp, le projet du Wolvendael ou certains bâtiments scolaires.

Cette approche prudente est sans doute nécessaire mais elle souligne à quel point les marges de manœuvre se réduisent, au détriment du bien-être des citoyens. La rigueur comptable avec lequel le travail administratif est accompli ne doit pas masquer la fragilité de la trajectoire budgétaire. L'administration communale fonctionne encore correctement, mais sur une ligne de crête fragile, tributaire de la bonne gestion financière du CPAS.

Dans ce contexte particulier, Mme Nagelmackers insiste sur la nécessité de préserver la capacité d'investissement, notamment pour les infrastructures sociales et scolaires, et d'anticiper les pressions à venir, qu'elles résultent de la réforme fédérale du chômage ou de la transition énergétique.

Le groupe Les Engagés, soucieux d'exercer son rôle d'opposition avec exigence mais aussi dans un esprit de coopération, décide de s'abstenir sur ces modifications budgétaires alors qu'il avait émis un vote négatif lors du débat sur le budget.

Mme la Première Echevine *précise que la dotation au CPAS est réévaluée en fonction des besoins, dans le cadre d'un dialogue constructif et conformément aux recommandations de la tutelle.*

Elle insiste aussi sur la rigueur avec laquelle est menée la gestion des frais de fonctionnement, et surtout des frais de personnel, et ce sans qu'il n'ait fallu procéder à des licenciements collectifs comme ce fut le cas dans beaucoup d'autres structures locales.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 29 votes positifs, 7 votes négatifs, 3 abstentions.
Non : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.
Abstentions : Cécile Roba, Alexandre Meeus, Patricia Nagelmackers.

Begroting 2025.-Begrotingswijzigingen Nr 3 en 4.

De Raad,
Overwegende dat de begrotingswijzigingen 3 en 4 van de begroting 2025 ter goedkeuring voorgelegd moeten worden aan de gemeenteraad;
Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2025, als volgt :

1°) GEWONE DIENST (BW 3)

A.RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPR. BEGROTING: Overschot 1.499.242,07
B.RESULTAAT NA BW 1: Tekort -1.420.798,27
C.RESULTAAT VAN BW 3: Tekort -3.043.110,50
D=A+B+C NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR: Tekort -2.964.666,70
E.GLOBAAL RESULTAAT NA BW 1: Overschot 12.151.775,22

F.RESULTAAT VAN BW 3 Tekort - 3.043.110,50
G=E+F RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR Overschot 9.108.664,72

Er is een vermindering van de uitgaven van het dienstjaar bij BW4 (-€ 1.808.858,56) die wordt gecompenseerd door een overeenkomstige daling van financieringsontvangsten (€ 4.845,15 subsidies, -€ 2.418.120 leningen, € 177.450 reservefonds en € 426.966,29 verkoop). Het algemeen resultaat van de buitengewone dienst is nu € - 31.221.586,01.

De eerste schepen *herinnert eraan dat de aanvankelijke begroting die door deze vergadering werd goedgekeurd een overschot van 1,5 miljoen euro vertoonde. Vervolgens leidde minder positieve informatie van de FOD Financiën over de PB ertoe dat het college ervan uitging dat het moeilijk zou zijn om deze doelstelling te bereiken. Maar de nieuwe schattingen die sindsdien zijn binnengekomen, hebben dit slechte nieuws omgekeerd.*

Daarom keren we terug naar de oorspronkelijke begroting met een overschot van 1,5 miljoen euro, op voorwaarde dat we ons uitsluitend richten op de gemeentelijke begroting en de specifieke situatie van het OCMW negeren. Dit betekent dat het college zich heeft gehouden aan haar toezegging om de begrotingsdiscipline te handhaven zonder afbreuk te doen aan de kwaliteit van de dienstverlening aan het publiek.

Helaas houdt het verhaal daar niet op, gezien de bezorgdheid over de veranderende situatie van het OCMW.

Bij de presentatie van de OCMW-situatie in september vorig jaar werd een extra bijdrage van € 2.270.000 gevraagd. Vanavond wordt de rekening 2024 van het OCMW goedgekeurd, wat een verhoging van de gemeentelijke dotatie met € 1.255.000 inhoudt, en naar aanleiding van de discussies in het overlegcomité gemeente/OCMW kunnen we nog meer begrotingswijzigingen voor 2025 verwachten, die zullen resulteren in een extra dotatie van € 1.833.000.

Dit betekent dat de gemeentelijke dotatie in zijn geheel met € 5.809.850 is verhoogd t.o.v. de oorspronkelijke plannen tijdens het begrotingsdebat. De stemming over een begroting met een overschot van 1,5 miljoen euro werd in juni gevolgd door een tekort van 1,4 miljoen euro, maar dit werd goedgemaakt dankzij goed nieuws van de FOD Financiën dat de inkomsten uit de PBI waarschijnlijk met meer dan 2 miljoen euro zullen stijgen. Deze winst ging echter verloren door de verhoging van de OCMW-dotatie met meer dan 5 miljoen euro. Hoewel een deel van deze stijging is opgevangen door een klein overschot te handhaven, is het resultaat een tekort van iets meer dan 3 miljoen euro na wijziging nr. 3 en € 2.964.000 voor de begroting als geheel.

Voor het hele dienstjaar daalden de reserves van € 12 miljoen naar € 9.100.000 als gevolg van begrotingswijzigingen. Naarmate het appeltje voor de dorst erodeert, moet er een reeks maatregelen worden genomen.

De eerste schepen wil echter wijzen op de inspanningen die zijn geleverd, met name om de personeelskosten in de hand te houden.

In feite is de stijging van de gemeentelijke dotatie minder groot dan aan het begin van de besprekingen werd gevreesd, dankzij het harde werk van de raad voor maatschappelijk welzijn en het OCMW-bestuur, dat voortdurend een koord moet bewandelen: het doel is om het instrument te behouden dat het OCMW vertegenwoordigt om solidariteit te garanderen en tegelijkertijd financiële ontsporing te voorkomen. De gemeente draagt haar steentje bij maar zoals de presentatie van het driejarenplan in maart al duidelijk maakte, spreekt het voor zich dat er in de toekomst moedige beslissingen zullen moeten worden genomen, zowel wat betreft de uitgaves

als de ontvangsten.

De h. Cools *deelt de analyse van de eerste schepen niet. Aangezien Uccle en avant tijdens het debat tegen de begroting heeft gestemd, zal zij ook tegen deze begrotingswijzigingen stemmen.*

Terwijl de oorspronkelijke begroting uitging van een overschot van ongeveer 1,5 miljoen euro, hebben we nu te maken met een tekort van ongeveer 3 miljoen euro in het eigen dienstjaar. En dit tekort zou groter zijn geweest als er geen herwaardering van de PB-ontvangsten van meer dan € 2.271.000 had plaatsgevonden. Het valt nog te bezien hoe deze ontvangsten zich op de lange termijn zullen ontwikkelen.

De impact van de situatie van het OCMW is een bepalende factor in de stijging van de uitgaves met € 5.813.388. De bijdrage aan het OCMW bedroeg € 2.270.000 in de eerste begrotingswijziging en € 1.833.000 in de tweede.

De h. Cools heeft het onrealistische karakter van de begroting 2025 voortdurend aan de kaak gesteld. In dit verband wijst hij erop dat de OCMW-dotatie, zelfs na de eerste begrotingswijzigingen in 2025, lager is dan die in 2024, hoewel de personeelskosten - die een groot deel van de uitgavenpost uitmaken - uiteraard geïndexeerd worden en de sociale behoeftes alleen maar toenemen.

Een dergelijke onrealistische houding zou zeker leiden tot begrotingswijzigingen, waarover hij sceptisch was omdat, hoewel het al oktober was, de meerderheid niet geneigd leek om serieuze stappen te nemen om de uitgaves van de gemeente te verminderen.

Hij is zo vrij om erop te wijzen dat het OCMW zijn werkingskosten beter onder controle lijkt te hebben dan de gemeente zelf.

Het zou een illusie zijn om te geloven dat de verhoging van de OV-opcentiemen met 10 miljoen euro - die de h. Cools zelf betreurt - de problemen zal oplossen door met een toverstokje te zwaaien. Zonder een vaste wil om de uitgaves te beheersen zal het niet mogelijk zijn om aan de sociale behoeftes te voldoen.

Aangezien de gemeente Ukkel bij lange na niet beantwoordt aan de karikaturale visies waarin ze wordt voorgesteld als een "eiland van rijkdom" en ze integendeel steeds meer wordt geconfronteerd met de sociale problemen waarmee de gemeentes van de eerste ring te kampen hebben, zullen de sociale uitgaven onvermijdelijk stijgen.

Bovendien zullen de maatregelen die door de federale regering worden genomen, hoe ze ook worden beoordeeld, zeker een impact hebben die moet worden aangepakt.

De h. Cools wijst er ook op dat de maatregelen die de Federatie Wallonië-Brussel voorstaat, zoals het niet-indexeren van de subsidies, waarschijnlijk ook een impact zullen hebben op het niveau van de sociale behoeftes. Dit zal met name het geval zijn als de Federatie Wallonië-Brussel beslist om de indexering van de subsidies aan kinderdagverblijven stop te zetten, terwijl hun personeel wel geïndexeerd moet worden.

Het gebrek aan moedige besluiten om de uitgaves te verminderen brengt Uccle en avant er daarom toe om tegen deze begrotingswijzigingen te stemmen.

Mevr. Kabachi *gaf aan dat de socialistische fractie tegen deze begrotingswijzigingen zou stemmen, na haar negatieve stem over de oorspronkelijke begroting 2025.*

Deze wijzigingen, die slechts een paar maanden na de vorige zijn gepresenteerd, hadden evenwichtig kunnen zijn als de OCMW-dotatie niet opnieuw had moeten worden verhoogd.

Maar deze stijging komt niet als een verrassing. De toezichthoudende overheid wees er ook op dat in de oorspronkelijke begroting 2025 de toewijzing aan

het OCMW van meet af aan was onderschat.

De meerderheid reageert nu op deze opmerking van Toezicht door deze dotatie te corrigeren met een verhoging van € 4,5 miljoen via twee wijzigingen, waarbij de kosten van het OCMW-tekort van € 1,3 miljoen moeten worden opgeteld.

De operatie wordt gefinancierd uit het overschot van de gemeente maar in dit tempo zal deze financiële reserve snel uitgeput zijn.

De verhoging van de OV-opcentiemen is dus ingegeven door de wens om de terugkerende onevenwichtigheden in de OCMW-dotatie te compenseren. En de uitsluiting van langdurig werklozen zal onvermijdelijk leiden tot een stijging van deze uitgaves. Het begrotingsbeleid dat door de meerderheid wordt gevolgd, corrigeert onrealistische prognoses, terwijl er een duidelijk en duurzaam plan voor de financiering van het OCMW moet worden opgesteld.

De socialistische fractie roept op tot meer transparantie en oprechtheid bij het opstellen van begrotingen en tot het aannemen van een meerjarenvisie die de financiële stabiliteit van het OCMW garandeert.

Mevr. Nagelmackers *is van mening dat deze begrotingswijzigingen de complexiteit van het huidige gemeentelijke beheer illustreren.*

Begrotingswijziging nr. 3 voor de gewone dienst laat een tekort zien van meer dan 3 miljoen euro. Dit resultaat is niet het gevolg van een ontsporing maar eerder van een gespannen begrotingscontext waarin elke aanpassing een evenwichtsoefening wordt. De voorgestelde aanpassingen van de werkingsuitgaven, overdrachten en personeelsbeleid weerspiegelen de moeilijkheid om structurele kostenstijgingen in energie, indexering en administratieve kosten op te vangen.

Begrotingswijziging nr. 4 voor de buitengewone dienst weerspiegelt de wens tot rationalisatie. Een aantal kredieten is naar beneden bijgesteld of uitgesteld, met name voor het zwembad Longchamp, het Wolvendaelproject en bepaalde schoolgebouwen.

Deze voorzichtige aanpak is ongetwijfeld nodig maar laat zien hoezeer de speelmarge afneemt, ten koste van het welzijn van de burgers. De boekhoudkundige striktheid waarmee het administratieve werk wordt uitgevoerd, mag de kwetsbaarheid van het begrotingstraject niet verhullen. Het gemeentebestuur functioneert nog steeds goed, maar op een fragiele rand, afhankelijk van het goede financiële beheer van het OCMW.

In deze specifieke context dringt mevr. Nagelmackers aan op de noodzaak om de investeringscapaciteit te behouden, in het bijzonder voor sociale en onderwijsinfrastructuur, en om te anticiperen op toekomstige druk, of deze nu het gevolg is van de federale werkloosheidshervorming of de energietransitie.

Les Engagés, die haar oppositierol strikt maar ook in een geest van samenwerking wil uitoefenen, heeft besloten om zich te onthouden voor deze begrotingswijzigingen, nadat ze er tijdens het begrotingsdebat tegen had gestemd.

De eerste schepen *preciseert dat de OCMW-dotatie opnieuw wordt geëvalueerd naargelang de behoeftes, in het kader van een constructieve dialoog en overeenkomstig de aanbevelingen van de toezichthoudende overheid.*

Ze legt ook de nadruk op het strikte beheer van de werkingskosten, met name de personeelskosten, zonder dat er massaontslagen nodig zijn, zoals in veel andere lokale structuren het geval is geweest.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 29 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.
Nee : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.
Onthoudingen : Cécile Roba, Alexandre Meeus, Patricia Nagelmackers.

3 annexes / 3 bijlagen
Annexe MB 4 FR 2025.pdf, NEW RECAP MB3 FR.pdf, Copie de Synthese MB 3 FR 2025.pdf

---

16.10.2025/A/0010 **Marché financier 2025 pour la conclusion des emprunts communaux en vue du financement du budget extraordinaire.- Exercice 2019-2025. Approbation de l'estimation, désignation des banques et fixation de la date limite de dépôt des offres.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment les articles 117, alinéa 1 et 234, § 1 ;
Vu l'article 28, § 1, 6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics selon lequel : « ne sont pas soumis à l'application de la présente loi, les marchés publics de services ayant pour objet les prêts qu'ils soient ou non liés à l'émission, à la vente, à l'achat ou au transfert de titres ou d'autres instruments financiers » ;
Considérant que les emprunts en vue de couvrir les investissements émargeant au budget extraordinaire de la Commune sont visés par cette disposition ;
Considérant que les principes de bonne administration, de transparence et d'égalité de traitement doivent néanmoins être observés ;
Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet la conclusion d'emprunts pour le financement des dépenses extraordinaires des budgets communaux de 2019 à 2025 comme spécifié dans le règlement de consultation annexé au dossier ;
Vu la nouvelle loi communale dont notamment l'article 136/6 ;
Considérant qu'il convient de confier au Receveur communal la mission d'informer la banque des résultats de la présente consultation et de commander les emprunts nécessaires ;
Considérant que le montant estimé du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève à 16.000.000 € ;
Vu qu'il est proposé d'envoyer le règlement de consultation auprès de six banques ;
Vu qu'il convient également de fixer la date limite pour recevoir les offres des banques au plus tard le 5 novembre 2025 ;

Marque son accord sur :
l'estimation du marché au montant de 16.000.000 € ;
le règlement de consultation;

Et décide :
de transmettre le règlement de consultation des emprunts 2019 à 2025 afin d'obtenir une offre auprès de six banques ;
de consulter les six banques suivantes :

ING Banque S.A. - Avenue Marnix, 24 – 1000 Bruxelles
Belfius Banque S.A. - Place Charles Rogier, 11 – 1210 Bruxelles
BNP Paribas Fortis banque S.A. - Montagne du Parc, 3 – 1000 Bruxelles
KBC Bank S.A. – Avenue du Port, 2 - 1080 Bruxelles
Triodos Banque S.A. - Rue Haute, 139/3 - 1000 Bruxelles
VDK Banque S.A. - Sint-Michielsplein, 16 - 9000 Gent

de fixer la date ultime de la réception des offres des banques au mercredi 5 novembre 2025 au plus tard ;
de charger Monsieur Bernard De Vos, Receveur communal, d'informer les banques des résultats de la présente consultation et de commander les emprunts

nécessaires auprès de la banque ayant remis la meilleure offre.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Financiële opdracht 2025 voor de afsluiting van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst 2019-2025. Goedkeuring van de raming, aanwijzing van de banken en het vaststellen van de limietdatum voor het indienen van de offertes.

De Raad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en o.a. artikelen 117, alinea 1 en 234, § 1;
Gelet op artikel 28, § 1, 6° van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten volgens hetwelk: “leningen, al dan niet in samenhang met de uitgifte, de aankoop, de verkoop of de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten” niet onder de toepassing van deze wet vallen”;
Overwegende dat de leningen om investeringen uit de buitengewone begroting van de Gemeente te dekken onder deze wetgeving vallen;
Overwegende dat de principes van goed bestuur, van transparantie en van gelijkheid van behandeling niettemin moeten in acht genomen worden;
Overwegende dat het nodig is een opdracht te gunnen voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone investeringen uit de gemeentebegroting van 2019 tot en met 2025 zoals gespecificeerd in het consultatiereglement, bijgevoegd in het dossier,
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en o.a. artikel 136/6;
Overwegende dat Meneer Bernard De Vos, de Gemeenteontvanger, in staat dient te worden gesteld om de banken op de hoogte te brengen van de uitkomst van dit overleg en de nodige leningen te bestellen;
Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht waarvan sprake in vorig artikel, 16.000.000 € bedraagt;
Overwegende dat het consultatiereglement aan 6 bankinstellingen toegestuurd zal worden;
Overwegende dat de limietdatum van de overgave van de offertes vastgelegd moet worden ten laatste op 5 november 2025;

Verklaart zich akkoord met :
het geraamde bedrag van de opdracht dat 16.000.000 € bedraagt;
het consultatiereglement;

En beslist :
dit consultatiereglement aan 6 bankinstellingen voor te leggen;
deze 6 bankinstellingen te consulteren :

ING Bank N.V. - Marnixlaan, 24 - 1000 Brussel
Belfius Bank N.V. - Karel Rogierplein, 11 - 1210 Brussel
BNP Paribas Fortis Bank N.V. - Warandepark, 3 - 1000 Brussel
KBC Bank N.V. - Havenlaan, 2 - 1080 Brussel
Triodos Bank nv - Hoogstraat, 139/3 - 1000 Brussel
VDK Bank N.V. - Sint-Michielsplein, 16 - 9000 Gent

de limietdatum voor de ontvangst van de offertes vast te leggen op ten laatste woensdag 5 november 2025.
om Meneer Bernard De Vos, de Gemeenteontvanger, opdracht te geven de banken op de hoogte te brengen van de uitkomst van dit overleg en de nodige leningen te bestellen bij de bank die de beste offertes aanbiedt.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Consultation de marché 2025 NL.doc, Consultation de marché 2025-FR.doc

---

Taxes - Belastingen

16.10.2025/A/0011 **Règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117, 118 et 252 qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que le taux de la taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales et le sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre

financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la distribution d'imprimés publicitaires se fait souvent de manière négligente, qu'il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la propreté des voies publiques, qu'elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries;

Vu que le règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5% sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi pour les exercices 2026 à 2028 une taxe communale sur l'apposition d'un ou plusieurs imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

Article 2

Par apposition, il faut entendre: le placement sur plusieurs véhicules situés sur la voie publique d'imprimés publicitaires.Par imprimé publicitaire, il faut entendre toute feuille, carte et/ou catalogue contenant de la publicité à caractère commercial.Par publicité à caractère commercial, il faut entendre toute publicité contenant la mention, explicite ou implicite de firmes ou de produits déterminés ou la publicité qui, sous une forme directe ou voilée, renvoie le lecteur à des réclames ou qui, vise à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale ou qui comprend une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières ou qui comprend une ou des offres de services rémunérés.

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'imprimé publicitaire est apposé sur le ou les véhicules situés sur la voie publique. L'éditeur, le distributeur et l'imprimeur des imprimés visés par les présentes dispositions sont tenus solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.Par personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est apposé sur le ou les véhicules situés sur la voie publique, on entend la personne physique ou morale qui est susceptible de tirer bénéfice de la publicité.

Article 4

Sont exonérés, les imprimés ayant un lien direct avec une manifestation organisée par ou avec le soutien de la commune ou par les établissements d'utilité publique et par les associations non lucratives.

Article 5

Le montant de taxation est fixé comme suit : 1,25 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 520,00 € par apposition du même imprimé.Les montants seront indexés annuellement, à partir du 1er janvier 2027, au taux de 5% l'an, le résultat étant arrondi au centime supérieur.

	2026	2027	2028
Montant	1,25	1,32	1,39

Article 6

Le contribuable est tenu de déclarer à l'administration communale, les éléments nécessaires à la taxation au plus tard la veille du jour au cours duquel l'apposition d'imprimés publicitaires sur les véhicules situés sur la voie publique aura lieu.

Article 7

§ 1er. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 8

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au contribuable par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 9

Le recouvrement de la taxe se fait par enrôlement trimestriel.

Article 10

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 12

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes communales tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 13

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, 118 en 252, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 (afgekort WIB 1992) die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen, in het bijzonder Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (afgekort WMGI) en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1 en 3;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, die de

bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WMGI vanaf 1 januari 2020 van toepassing maakt op de gemeentebelastingen;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende dat het belastingtarief op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak op een slordige wijze gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt en deze praktijk de verdeling van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de reinheid van de openbare wegen, hetgeen een meerkost inhoudt van de gemeente om de wegen schoon te maken;

Aangezien het belastingreglement op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, ten einde loopt op 31 december 2025;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaar, met ingang vanaf 1 januari 2025:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2028 een gemeentelijke belasting geheven op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

Artikel 2

Onder aanbrengen wordt verstaan: het plaatsen van reclamedrukwerk op meerdere voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.Onder reclamedrukwerk wordt verstaan: elk blad, kaartje en/of catalogus met reclame van commerciële aard.Onder reclame van commerciële aard wordt verstaan: elke reclame die - expliciet of impliciet - ondernemingen

of bepaalde producten vermeldt of reclame die, op een directe of verhullende wijze, de lezer verwijst naar advertenties of die moet signaleren, laten kennismaken, aanbevelingen doet inzake ondernemingen, producten of diensten om een commerciële transactie te verkrijgen of die één of meerdere advertenties bevat van particulieren of ondernemers inzake roerende of onroerende transacties of die één of meerdere aanbiedingen van betaalde diensten bevat.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening het reclamedrukwerk aangebracht wordt op het/de voertuig(en) op de openbare weg. De uitgever, de verdeler en de drukker van het drukwerk beoogd door deze bepalingen zijn hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk voor de betaling van de belasting.Onder natuurlijke persoon of rechtspersoon voor wie het reclamedrukwerk werd aangebracht op het voertuig of de voertuigen dat/die zich op de openbare weg bevindt/bevinden wordt verstaan: de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die mogelijk profijt kan halen uit de reclame.

Artikel 4

Zijn vrijgesteld: drukwerk met een directe verband met een manifestaties, georganiseerd door of met de steun van de gemeente of door instellingen van openbaar nut en verenigingen zonder winstoogmerk.

Artikel 5

Het belastingtarief is als volgt vastgelegd: € 1,25 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal, met een minimumtarief van € 520,00 per aanbreng van hetzelfde drukwerk.De bedragen worden vanaf 1 januari 2027 jaarlijks geïndexeerd met 5 % per jaar, het resultaat wordt afgerond naar de hogere cent.

	2026	2027	2028
Bedrag	€ 1,25	€ 1,32	€ 1,39

Artikel 6

De belastingplichtige dient bij het gemeentebestuur een aangifte te doen van alle elementen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de belasting, uiterlijk de dag voor de dag waarop het reclamedrukwerk op de voertuigen op de openbare weg wordt aangebracht.

Artikel 7

§1. Het gebrek aan aangifte en de laattijdige, onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige leidt tot de ambtshalve inkohiering van de belasting.

§2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van het onderhavige belastingreglement mogen de personeelsleden van het bestuur die hiertoe aangewezen zijn door het college van burgemeester en schepenen alle bevoegdheden uitoefenen die op de gemeentebelastingen van toepassing zijn krachtens artikel 11 van de

ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, inclusief diegene die van iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting vereist ze zonder verplaatsing voor te leggen.

§3. De ambtshalve aanslag kan leiden tot een progressieve verhoging van de voet volgens de volgende gradatieschaal:

- In geval van nalatigheid in het eerste jaar is de verhoging gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid;

- In geval van nalatigheid in het tweede jaar is de verhoging gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid;

- In geval van nalatigheid in het derde jaar en voor elke extra nalatigheid is de verhoging gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Het bedrag van deze verhoging wordt via inkohiering geïnd.

Artikel 8

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 9

De belasting wordt via driemaandelijkse inkohiering ingevorderd.

Artikel 10

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet kohieruittreksel.

Artikel 11

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 12

§ 1. Overeenkomstig artikel 9 §1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordig bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als bestuurlijke overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ook ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald een elektronisch communicatiemiddel zoals een e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen over zijn bezwaar betwist maar een onderhandse oplossing voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die zich schikt naar de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor de onderhandse regeling van fiscale geschillen (CRA-F) bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.Het college van burgemeester en schepenen beslist om deze verzoeningsfase al dan niet te aanvaarden. Bij mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§ 7. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De vormen en termijnen en de bezwaarprocedure staan verduidelijkt in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement.

Artikel 13

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
20251007_Email_avis_Sv_Jur_pts_attention_5_projets_RT.pdf, Belastingreglement op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden 2023-2025.pdf, PUB VOIT - règlement taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique 2026 MOD.pdf, Reglement-Taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie

16.10.2025/A/0012 **Règlement-taxe sur les magasins de nuit.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117, 118 et 252 qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement;

Considérant que la loi fédérale fixe le régime applicable aux magasins de nuit, notamment les conditions d'exploitation, les communes pouvant établir des conditions supplémentaires à ce cadre légal, par la voie d'un règlement ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les magasins de nuit ne doivent pas être soumis à une taxe d'exploitation annuelle vu l'inégalité existante entre les commerces autorisés à ouvrir la nuit;

Considérant que la taxe d'ouverture doit toutefois être maintenue afin de limiter le nombre de ces établissements perturbant la propreté et la tranquillité publiques, générant pour les forces de l'ordre et les services communaux un surcroît de travail;

Considérant ce qui précède, il y a lieu de renouveler le règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme suit :

REGLEMENT

Article 1er

Il est établi au profit de la commune d'Uccle, à partir du premier janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2028, une taxe d'ouverture sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la Commune.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1) magasin de nuit, toute unité d'établissement :

- qui ne peut être exploitée avant 18 heures et après 7 heures;

- dont la surface commerciale nette ne peut dépasser 150 m²;- qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers;-

- qui doit afficher de manière permanente et apparente la mention "Magasin de nuit".

2) ouverture : nouvelle activité commerciale ou changement d'exploitant.

Article 3

La taxe d'ouverture est fixée à 13.000,00 €. Elle est due à chaque ouverture d'un établissement visé à l'article 1er.Tout changement d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce.Le propriétaire ou tout autre titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou la partie d'immeuble dans lequel se tient le commerce est responsable de façon solidaire et indivisible de la taxe.

Article 5

§ 1. L'administration adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de compléter. Le redevable devra compléter cette déclaration et la renvoyer à l'administration dans les 30 jours suivant la date d'envoi du formulaire. Cette déclaration vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes. Toute modification de la déclaration doit être signalée par écrit, dans le mois, au service des Taxes.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu

de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard dans le mois de l'ouverture (au plus tard le 1er jour d'exploitation) de l'établissement en ce qui concerne la taxe d'ouverture.

Article 6

§ 1er. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 7

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 8

Le recouvrement de la taxe d'ouverture se fera par voie de rôle.

Article 9

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des

Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11

Les infractions au présent règlement, commises avec l'intention d'éluder la taxe, seront sanctionnées sous la forme amende administrative dont le montant est fixé à 250,00 €, dans les cas suivants :

- le refus de collaborer à un contrôle fiscal ;
- le refus de présenter des livres ou documents utiles pour apprécier la situation fiscale.

L'amende administrative s'ajoutera au montant de la taxe prévue par le présent règlement.

Elle est établie et recouvrée suivant les mêmes règles que celles qui s'appliquent à la taxe.

Article 12

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du

Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 13

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur les magasins de nuit, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op de nachtwinkels.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, 118 en 252, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 (afgekort WIB 1992) die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen, in het bijzonder Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (afgekort WMGI) en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1 en 3;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, die de

bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WMGI vanaf 1 januari 2020 van toepassing maakt op de gemeentebelastingen;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende dat de federale wet het stelsel bepaalt dat van toepassing is op nachtwinkels, meer bepaald de uitbatingsvoorwaarden, en dat de gemeentes extra voorwaarden bovenop dit wettelijk kader kunnen vaststellen door middel van een reglement;

Overwegende dat dit belastingtarief gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de nachtwinkels niet onderworpen moeten worden aan een jaarlijkse exploitatiebelasting wegens de bestaande ongelijkheid tussen de handelszaken die 's nachts mogen openen;

Overwegende dat de openingsbelasting echter behouden moet worden om het aantal van deze zaken te beperken, die de openbare reinheid en rust verstoren en extra werk veroorzaken voor de politie en de gemeentediensten;

Overwegende het voorgaande moet het belastingreglement als volgt hernieuwd worden, voor een termijn van 3 jaar die aanvangt op 1 januari 2026:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel, vanaf 1 januari 2026 tot 31 december 2028, een openingsbelasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder:

1) Nachtwinkel, elke vestigingseenheid:

- Die voor 18 uur en na 7 uur gesloten moet zijn;

- Waarvan de nettoverkoopoppervlakte maximaal 150 m² mag zijn;

- Die geen enkele andere handelsactiviteit uitoefent buiten de verkoop van algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen;

- Die op een duidelijke en permanente wijze de vermelding “Nachtwinkel” aanbrengt.

2) Opening: nieuwe handelsactiviteit of wijziging van de uitbater.

Artikel 3

De openingsbelasting is vastgelegd op € 13.000,00. Deze belasting is verschuldigd bij elke opening van een inrichting zoals bedoeld in artikel 1.

Elke wijziging van de uitbater geldt als een nieuwe handelsactiviteit.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de zaak.

De eigenaar of elke andere houder van een zakelijk recht op het gebouw of het gedeelte van het gebouw waarin de handelszaak zich bevindt, is op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de belasting.

Artikel 5

§1. Het bestuur richt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, dat deze moet invullen. De belastingplichtige moet deze aangifte invullen en terugsturen naar het bestuur binnen 30 dagen na de verzendingsdatum van het formulier.

Deze aangifte blijft geldig tot herroeping, opgestuurd naar de dienst Belastingen. Elke wijziging van de verklaring moet binnen de maand schriftelijk meegedeeld worden aan de dienst Belastingen.

§2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen moet spontaan bij het bestuur de volgende elementen meedelen die noodzakelijk zijn voor de belasting, uiterlijk in de openingsmaand (uiterlijk de 1e exploitatiedag) van de zaak in verband met de openingsbelasting.

Artikel 6

§1. Het gebrek aan aangifte en de laattijdige, onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige leidt tot de ambtshalve inkohiering van de belasting.

§2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van het onderhavige belastingreglement mogen de personeelsleden van het bestuur die hiertoe aangewezen zijn door het college van burgemeester en schepenen alle bevoegdheden uitoefenen die op de gemeentebelastingen van toepassing zijn krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, inclusief diegene die van iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn

voor de vestiging van de belasting vereist ze zonder verplaatsing voor te leggen.

§3. De ambtshalve aanslag kan leiden tot een progressieve verhoging van de voet volgens de volgende gradatieschaal:

- In geval van nalatigheid in het eerste jaar is de verhoging gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid;

- In geval van nalatigheid in het tweede jaar is de verhoging gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid;

- In geval van nalatigheid in het derde jaar en voor elke extra nalatigheid is de verhoging gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Het bedrag van deze verhoging wordt via inkohiering geïnd.

Artikel 7

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd, de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 8

De openingsbelasting zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 9

Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet kohieruittreksel.

Artikel 10

De belasting moet binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel betaald worden.

Artikel 11

De inbreuken op het onderhavige reglement, begaan met de intentie om de belasting te ontduiken, worden bestraft met een administratieve sanctie waarvan het bedrag vastgesteld is op € 250,00, in de volgende gevallen:

- De weigering om mee te werken met een fiscale controle;
- De weigering om boeken of bescheiden voor te leggen die noodzakelijk zijn om de fiscale toestand te beoordelen.

De administratieve sanctie komt bovenop het bedrag van de belasting waarin het onderhavige reglement voorziet.

Ze wordt vastgesteld en ingevorderd volgens dezelfde regels als van toepassing op de belasting.

Artikel 12

§1. Overeenkomstig artikel 9 §1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordig bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als bestuurlijke overheid.

§2. Het bezwaar moet schriftelijk, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ook ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald een elektronisch communicatiemiddel zoals een e-mail.

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen over zijn bezwaar betwist maar een onderhandse oplossing voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die zich schikt naar de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor de onderhandse regeling van fiscale geschillen (CRA-F) bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen beslist om deze verzoeningsfase al dan niet te aanvaarden.Bij mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§7. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

§8. De vormen en termijnen en de bezwaarprocedure staan verduidelijkt

in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement.

Artikel 13

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op nachtwinkels, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
20251007_Email_avis_Sv_Jur_pts_attention_5_projets_RT.pdf, NIGHT SHOPS - règlement taxe sur les magasins de nuit 2026 MOD.pdf, Reglement-Taxe sur les magasins de nuit 2023-2025.pdf, Belastingreglement op de nachtwinkels 2023-2025.pdf

---

16.10.2025/A/0013 **Règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence, d'huile ou de mazout.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117, 118 et 252 qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que le taux de la taxe sur les appareils distributeurs d'essence, d'huile ou de mazout est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Vu que le règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2026, pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe sur les pistolets des appareils fixes distributeurs d'essence, d'huile ou de mazout pour véhicules automobiles accessibles au public et installés sur la voie publique ou sur un terrain privé le long de la voie publique.

Article 2

La taxe est due pour l'année entière au 1er janvier et ce, quel que soit le moment du placement de l'appareil.

Article 3

La taxe n'est pas due :

- pour les appareils qui ne sont pas accessibles au public ;

- pour les appareils installés dans une propriété privée (garage et établissements similaires) et qui ne sont ni visibles ni annoncés de l'extérieur, ni utilisés pour l'approvisionnement de véhicules de passage ;

- pour les appareils qui alimentent les véhicules en gaz naturel, en biogaz, hydrogène ou en LPG (liquified Petroleum Gas)

Article 4

La taxe est due par l'exploitant entendu comme étant la personne qui met l'appareil à la disposition du public ou en tire profit.

En cas de défaillance du redevable, à l'échéance du délai fixé à l'article 13, § 3 ci-après, le propriétaire du terrain et celui de l'appareil sont solidairement tenus du paiement de la taxe.

Article 5

La taxe est fixée à :

- 556,00 € pour l'année 2026, par pistolet installé à un appareil fixe placé sur la voie publique, en terrain privé ou à l'intérieur d'un immeuble et pouvant être employés en libre-service.

Les montants seront augmentés chaque année, à partir du 1er janvier 2027, au taux de 5 %, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure.

	2026	2027	2028
Montant	556,00 €	584,00 €	614,00 €

Article 6

Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe en cas d'enlèvement ou de remplacement d'appareils au cours de l'année par la volonté de l'exploitant ou du propriétaire.

Article 7

Le redevable est tenu de déclarer les éléments imposables sur la situation existante au 1er janvier de l'exercice d'imposition et de renvoyer la déclaration qui leur a été expédiée, dûment complétée, datée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 8

Il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours si, durant l'exercice, l'appareil change de propriétaire ou d'exploitant.

Article 9

Le redevable est tenu, en cas de placement ou d'enlèvement, de notifier ce changement dans les 30 jours par lettre recommandée au service « taxes » de l'administration communale d'Uccle.

Article 10

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complétée, datée et signée, dans les 30 jours suivant la date d'envoi du formulaire. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, dans les 30 jours de l'installation d'un nouvel établissement ou d'un nouvel appareil, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 11

§ 1er. La non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète, imprécise, illisible ou tardive de la situation taxable par le redevable, appelées « manquements », entraîneront l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. En outre, la taxe enrôlée d'office peut être majorée de manière progressive et cumulative, selon l'échelle de gradation suivante:

en cas de premier manquement, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;

en cas de second manquement, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
en cas de troisième manquement et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 12

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Article 13

§ 1er. Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§ 3. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 15

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, 118 en 252, die de gemeentes een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de verdelers van brandstof, olie of stookolie gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het

Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Aangezien het belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie, goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 november 2022, op 31 december 2025 verstrijkt;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026, als volgt;

REGLEMENT

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2026 een belasting geheven op de pistolen van vaste verdelers van benzine, olie of stookolie voor autovoertuigen, toegankelijk voor het publiek en geïnstalleerd op de openbare weg of op een privéterrein langs de openbare weg.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd voor een volledig jaar op 1 januari en dit ongeacht het moment waarop de verdeler werd geplaatst.

Artikel 3

De belasting is niet verschuldigd:

- voor verdelers die niet voor het publiek toegankelijk zijn;

- voor verdelers, geïnstalleerd op een privé-eigendom (garage en gelijkaardige inrichtingen) en die niet zichtbaar noch aangegeven zijn van buitenaf en die niet gebruikt worden door voorbijgaand verkeer;

- voor de verdelers die voertuigen bevoorraden met aardgas, biogas, waterstof of LPG (liquified Petroleum Gas)

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater, dat wil zeggen de persoon die het toestel

ter beschikking stelt van het publiek of er voordeel uit haalt.

Indien de belastingplichtige, na de verstrijking van de in artikel 13, § 3 hierna vastgestelde termijn in gebreke blijft, zijn de eigenaar van het terrein en die van het toestel solidair verplicht de belasting te betalen.

Artikel 5

De belasting is als volgt vastgesteld:

- € 556,00 voor het jaar 2026, per pistool dat met een vaste verdeler is verbonden die op de openbare weg, op een privéterrein of binnenin een gebouw werd geplaatst die via zelfbediening gebruikt kan worden.

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar, vanaf 1 januari 2027, verhoogd met 5%. Het resultaat zal worden afgerond naar de hoger gelegen eenheid.

	2026	2027	2028
Bedrag	€ 556,00	€ 584,00	€ 614,00

Artikel 6

Er worden geen terugbetalingen of verminderingen van de belasting toegestaan indien de verdelers in de loop van het jaar door de uitbater of de eigenaar uit vrije wil verwijderd of vervangen worden.

Artikel 7

De belastingplichtige is ertoe gehouden de belastbare elementen - volgens de toestand op 1 januari van het aanslagjaar - mee te delen en de aangifte die hem werd opgestuurd behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend binnen de 30 dagen terug te sturen.

Artikel 8

Bij verandering van eigenaar of uitbater van de verdeler in de loop van het jaar zal geen nieuwe belasting ingevorderd worden.

Artikel 9

In geval van plaatsing of verwijdering moet de belastingplichtige deze wijziging binnen de 30 dagen per aangetekend schrijven meedelen aan de dienst Belastingen van het gemeentebestuur van Ukkel.

Artikel 10

Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen binnen 30 dagen na de verzendingsdatum van het formulier. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet het gemeentebestuur binnen de 30 dagen vanaf de installatie van een nieuwe inrichting of een nieuwe verdeler de elementen bezorgen die nodig zijn voor de belastingheffing.

Artikel 11

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laattijdige aangifte van de belastbare situatie vanwege de belastingplichtige, genoemd als “gebreken”, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover de gemeentebestuur beschikt.

§ 2. Bovendien kan de ambtshalve ingekohierde belasting progressief en cumulatief vermeerderd worden, volgens de onderstaande gradatieschaal;
bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hongergeleden eenheid;
bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hongergeleden eenheid;
bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hongergeleden eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 12

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 13

§ 1. De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

§ 2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

§ 3. De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 14

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijn te betalen.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt. Bij mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Artikel 15

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie, goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 november 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie 2023-2025.pdf, Reglement-Taxe sur les appareils distributeurs d'essence, d'huile ou de mazout 2023-2025.pdf, 20251007_Email_avis_Sv_Jur_pts_attention_5_projets_RT.pdf, ESSENCE

- règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout 2026 MOD.pdf

---

16.10.2025/A/0014 **Règlement-taxe sur les établissements bancaires et assimilés**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117, 118 et 252 qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que le taux de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans

un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les banques établies sur le territoire de la commune d'Uccle peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, … et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5 % sur base annuelle;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des banques;

Vu que le règlement-taxe sur les établissements bancaires et assimilés délibéré par le Conseil communal du 14 décembre 2023 vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 et expirant le 31 décembre 2028 comme suit :

REGLEMENT

Article 1er

Il est établi à partir du 1er janvier 2026, pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe directe annuelle sur les établissements bancaires et assimilés ayant, sur le territoire de la commune, des locaux accessibles au public;

Par « établissements bancaires et assimilés », il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des opérations de change et/ou activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement bancaire ou assimilé est exploité.

En cas de défaillance du redevable, à l'échéance du délai fixé à l'article 7, § 3 ci-après, le propriétaire et le bailleur de l'établissement visé ci-dessus, sont solidairement tenus du paiement de la taxe.

Article 3

Le montant de la taxe est fixé, pour l'année 2026, à 4.614,00 € par établissement bancaire et assimilé.

Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année, à partir de 2027, au taux de 5 %, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure.

Pour l'année 2027, le montant de la taxe est fixé à 4.845,00 € par établissement bancaire et assimilé.

Pour l'année 2028, le montant de la taxe est fixé à 5.088,00 € par établissement bancaire et assimilé.

La taxe est due pour l'année entière quel que soit le moment de l'ouverture ou de fermeture de l'établissement.

Article 4

§ 1er. L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complétée, datée et signée, dans les 30 jours suivant la date d'envoi du formulaire.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, dans les 30 jours, toute modification de la base de taxation.

Article 5

§ 1er. La non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète, imprécise, illisible ou tardive de la situation taxable par le redevable, appelées « manquements », entraîneront l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. En outre, la taxe enrôlée d'office peut être majorée de manière progressive et cumulative, selon l'échelle de gradation suivant:

- en cas de premier manquement, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, arrondis à l'unité supérieure
- en cas de second manquement, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, arrondis à l'unité supérieure
- en cas de troisième manquement et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 6

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Article 7

§ 1er. Le recouvrement se fera par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§ 3. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent

règlement.

Article 9

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur les établissements bancaires et assimilés délibéré par le Conseil communal du 14 décembre 2023.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op banken en gelijkgestelde instellingen

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, 118 en 252, die de gemeentes een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende dat het tarief van de belasting op banken en gelijkgestelde instellingen gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de banken en gelijkgestelde instellingen een bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het gebied van de openbare veiligheid en deze veiligheid financieel ten laste komt van de

gemeentes;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de banken op het grondgebied van de gemeente Ukkel kunnen genieten van alle gemeentelijke infrastructuur, ter beschikking gesteld door natuurlijke personen, al dan niet gehuisvest op het grondgebied van de gemeente, incl. haar wegen en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet te verwaarlozen kost inhoudt zowel inzake de reinheid, de versiering met bloemen of de feestelijke decoraties, de veiligheid, de verlichting, … en dat al deze pluspunten een zekere meerwaarde genereren;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat de gemeente ontvangsten moet innen om de uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat het verlies aan inkomsten door de afwezigheid van ontvangsten van de opcentiemen, die niet geïnd worden op de personenbelasting in hoofde van personen die de bewoonbare plaatsen, ingenomen door banken, zouden kunnen bezetten, gecompenseerd zou moeten worden;

Aangezien het belastingreglement op banken en gelijkgestelde instellingen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 14 december 2023, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat dit belastingreglement vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026, die eindigt op 31 december 2028, als volgt;

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2026, voor een termijn die verstrijkt op 31 december 2028, een jaarlijkse directe belasting geheven op banken en gelijkgestelde instellingen met, op het grondgebied van de gemeente, voor het publiek toegankelijke lokalen;

Onder "banken en gelijkgestelde instellingen" wordt verstaan: natuurlijke personen of rechtspersonen die, als hoofd- of bijberoep, wisselverrichtingen en/of beheersactiviteiten van fondsen en/of kredieten, in welke vorm dan ook, aanbieden.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijk persoon of rechtspersoon op wiens naam de bank of gelijkgestelde instelling wordt uitgebaat.

Indien de belastingplichtige, na de verstrijking van de in artikel 7, § 3 hierna vastgestelde termijn in gebreke blijft, zijn de eigenaar en de verhuurder van de bovenvermelde instelling solidair verplicht de belasting te betalen.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting is vastgesteld, voor het jaar 2026, op € 4.614 per bank en soortgelijke instelling.

Dit bedrag wordt geïndexeerd op één januari van elk jaar, vanaf 2027, met 5%. Het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Voor het jaar 2027 is het bedrag van de belasting vastgesteld op € 4.845 per bank en soortgelijke instelling.

Voor het jaar 2028 is het bedrag van de belasting vastgesteld op € 5.088 per bank en soortgelijke instelling.

De belasting is verschuldigd voor een volledig jaar, ongeacht de openings- of sluitingsdatum van de instelling.

Artikel 4

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen binnen 30 dagen na de verzendingsdatum van het formulier.

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet elke wijziging van de belastbare basis binnen de 30 dagen aangeven bij het gemeentebestuur.

Artikel 5

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laattijdige aangifte van de belastbare situatie vanwege de belastingplichtige, genoemd als “gebreken”, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover de gemeentebestuur beschikt.

§ 2. Bovendien kan de ambtshalve ingekohierde belasting progressief en cumulatief vermeerderd worden, volgens de onderstaande gradatieschaal;

- bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20% van het bedrag van de belasting; afgerond naar de hoger gelegen eenheid
- bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40% van het bedrag van de belasting; afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid
- bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de

vermeerdering gelijk aan 100% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 6

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 7

§ 1. De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

§ 2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

§ 3. De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 8

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijn te betalen.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist,

maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt. Bij mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Artikel 9

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op banken en gelijkgestelde instellingen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 14 december 2023, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Belastingreglement op banken en gelijkgestelde instellingen 2024-2025.pdf, BANQUE - règlement taxe sur les établissements bancaires et assimilés 2026 MOD.pdf, 20251007_Email_avis_Sv_Jur_pts_attention_5_projets_RT.pdf, Reglement-Taxe sur les établissements bancaires et assimilés 2024-2025.pdf

---

16.10.2025/A/0015 **Règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, les appareils de « self-banking » et agences automatiques.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117, 118 et 252 qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que le taux de la taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banques et sur les appareils de "self-banking " et sur les agences automatiques est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Considérant que les distributeurs automatiques de billets de banques et les appareils de "self-banking " et les agences automatiques requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant qu'il y a lieu, au vu de la situation financière de la commune d'Uccle, de compenser la diminution du nombre de distributeurs par une augmentation du taux de la taxation afin de maintenir le niveau de cette recette fiscale dont la charge financière peut être supportée par les redevables visés ;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5 % sur base annuelle;

Considérant que le recours aux guichets automatisés dans le secteur bancaire réduit considérablement le volume d'offre d'emploi et conduit dès lors à l'appauvrissement général de la population;

Vu que le règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, les appareils de « self-banking » et agences automatiques, délibéré par le Conseil communal du 16 décembre 2024 vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 et expirant le 31 décembre 2028 comme suit:

REGLEMENT

Article 1er

Il est établi à partir du 1er janvier 2026, pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe directe annuelle sur :

- les distributeurs automatiques de billets, situés sur le territoire de la commune;

- les appareils de « self-banking » (agences automatiques de banque ou de tout autre organisme financier) situés sur le territoire de la commune.

Par « distributeurs automatiques de billets », il y a lieu d'entendre tout appareil pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout endroit accessible au public et permettant de procéder à des opérations de retrait d'argent, de dépôt ou d'épargne.

Par « self-banking », il y a lieu d'entendre tout appareil permettant~~:~~ de procéder, de la voie publique ou de tout endroit accessible à la clientèle, à des opérations financières diverses et d'obtenir des courriers bancaires, des renseignements ou des informations d'ordre général.

Par « agence automatique », il y a lieu d'entendre : tout lieu accessible au public muni d'appareils identiques à ceux utilisés dans les établissements bancaires et assimilés.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui a fait procéder à l'installation du distributeur automatique, de l'appareil de « self-banking » et/ou d'une agence automatique.

En cas de défaillance du redevable, à l'échéance du délai fixé à l'article 7, § 3, le gestionnaire du réseau de distribution des billets de banque et le propriétaire du distributeur automatique, de l'appareil de « self-banking » et/ou de l'agence automatique, sont solidairement tenus du paiement de la taxe.

Article 3

Le montant de la taxe est fixé à 3.000,00 € par an par distributeur automatique de billets ainsi que par appareil de « self-banking ».

Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année, à partir de 2027, au taux de 5 %, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure.

Pour l'année 2027, le montant de la taxe est fixé à 3.150,00 € par an par distributeur automatique de billets ainsi que par appareil de « self-banking ».

Pour l'année 2028, le montant de la taxe est fixé à 3.308,00 € par an par distributeur automatique de billets ainsi que par appareil de « self-banking ».

La taxe est due pour l'année entière quel que soit le moment de l'installation de l'appareil.

Article 4

§ 1er. L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complétée, datée et signée, dans les 30 jours suivant la date d'envoi du formulaire.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, dans les 30 jours, toute modification de la base de taxation.

Article 5

§ 1er. La non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète, imprécise, illisible ou tardive de la situation taxable par le redevable, appelées « manquements », entraîneront l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. En outre, la taxe enrôlée d'office peut être majorée de manière progressive et cumulative, selon l'échelle de gradation suivante:

- en cas de premier manquement, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de second manquement, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de troisième manquement et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 6

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Article 7

§ 1er. Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait

de rôle.

§ 3. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 9

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, les appareils de « self-banking » et agences automatiques, délibéré par

le Conseil communal du 16 décembre 2024.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op automatische verdelers van bankbiljetten, op "selfbankingtoestellen" en op automatische agentschappen.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, 118 en 252, die de gemeentes een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende dat het tarief van de belasting op automatische verdelers van bankbiljetten, op selfbankingtoestellen en op automatische agentschappen gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat automatische verdelers van bankbiljetten, "selfbankingtoestellen" en automatische agentschappen een bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het gebied van de openbare veiligheid en deze veiligheid financieel ten laste komt van de gemeentes;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de

gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat, gelet op de financiële situatie van de gemeente Ukkel, de vermindering van het aantal verdelers moet worden gecompenseerd door een verhoging van het belastingtarief om het niveau van deze belastingontvangst te kunnen behouden, waarvan de financiële last door de betrokken belastingplichtigen kan worden gedragen;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat het stijgend gebruik van automatische loketten in de banksector het aantal tewerkstellingsplaatsen aanzienlijk vermindert en voor een algemene verarming van de bevolking leidt;

Aangezien het belastingreglement op automatische verdelers van bankbiljetten, op selfbankingtoestellen en op automatische agentschappen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 16 december 2024, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat dit belastingreglement vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026, die eindigt op 31 december 2028, als volgt;

REGLEMENT

Artikel 1

Artikel 1: Er wordt vanaf 1 januari 2026, voor een termijn die verstrijkt op 31 december 2028, een jaarlijkse directe belasting geheven op:

- automatische verdelers van bankbiljetten, gelegen op het grondgebied van de gemeente;

- selfbankingtoestellen (automatische bankagentschappen of andere financiële instellingen), gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Onder "automatische verdelers van biljetten" wordt verstaan: elk toestel dat op de openbare weg of op eender welke voor het publiek toegankelijke plaats gebruikt kan worden om geld af te halen of om deposito- of spaarverrichtingen uit te voeren.

Onder "selfbanking" wordt verstaan: elk toestel dat op de openbare weg of op eender welke voor het cliënteel toegankelijke plaats gebruikt kan worden om verschillende financiële verrichtingen uit te voeren en om algemene inlichtingen of informatie op te vragen.

Onder "automatisch agentschap" wordt verstaan: elke voor het publiek toegankelijke plaats die voorzien is van toestellen zoals deze die in banken en gelijkgestelde instellingen gebruikt worden.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de installatie van de automatische verdeler, het selfbankingtoestel en/of een automatisch agentschap.

Indien de belastingplichtige, na de verstrijking van de in artikel7, § 3 hierna vastgestelde termijn in gebreke blijft, zijn de beheerder van het netwerk van verdelers van bankbiljetten en de eigenaar van de automatische verdeler, van "selfbankingtoestellen" en/of het automatische agentschap solidair verplicht de belasting te betalen.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op € 3.000 per jaar per automatische verdeler van biljetten en per "selfbankingtoestel".

Dit bedrag wordt geïndexeerd op één januari van elk jaar, vanaf 2027, met 5%. Het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Voor het jaar 2027 is het bedrag van de belasting vastgesteld op € 3.150 per jaar per automatische verdeler van biljetten en per "selfbankingtoestel".

Voor het jaar 2028 is het bedrag van de belasting vastgesteld op € 3.308 per jaar per automatische verdeler van biljetten en per "selfbankingtoestel".

De belasting is verschuldigd voor een volledig jaar, ongeacht de installatiedatum van het toestel.

Artikel 4

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen binnen 30 dagen na de verzendingsdatum van het formulier.

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet elke wijziging van de belastbare basis binnen de 30 dagen aangeven bij het gemeentebestuur.

Artikel 5

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laattijdige aangifte van de belastbare situatie vanwege de belastingplichtige, genoemd als “gebreken”, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover de gemeentebestuur beschikt.

§ 2. Bovendien kan de ambtshalve ingekohierde belasting progressief en cumulatief vermeerderd worden, volgens de onderstaande gradatieschaal;

- bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hongergeleden eenheid;
- bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hongergeleden eenheid;
- bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hongergeleden eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 6

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 7

§ 1. De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

§ 2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

§ 3. De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 8

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014

betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijn te betalen.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt. Bij mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Artikel 9

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op automatische verdelers van bankbiljetten, op "selfbankingtoestellen" en op automatische agentschappen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 16 december 2024, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Reglement-Taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, les appareils de « self-banking » et agences automatiques 2025.pdf, 20251007_Email_avis_Sv_Jur_pts_attention_5_projets_RT.pdf, Belastingreglement op automatische verdelers van bankbiljetten, op "selfbankingtoestellen" en op automatische agentschappen 2025.pdf, BANQUE - règlement taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banques, sur les appareils de self-banking et agences automatiques 2026 MOD.pdf

---

16.10.2025/A/0016 **Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117, 118 et 252 qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu les articles 66 et 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît

juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les agences de paris aux courses de chevaux constituent une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge

Considérant que le taux de la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Considérant que le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme suit :

REGLEMENT

Article 1er

Il est établi, à partir du 1er janvier 2026, pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe annuelle et directe sur les agences de paris aux courses de chevaux, à l'exclusion de celles qui acceptent uniquement des paris sur les courses courues en Belgique.

Article 2

Le taux de la taxe est fixé à 62,00 € par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Article 3

La taxe est due au 1er janvier pour toute l'année. Toutefois, en cas de fermeture d'une agence en cours d'année, la taxe est réduite proportionnellement au nombre de mois restant à courir après le mois de fermeture.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'agence ou la succursale de paris aux courses de chevaux est exploitée.

En cas de défaillance du redevable, à l'échéance du délai fixé à l'article 10 ci-après, le propriétaire et le bailleur des locaux d'exploitation sont solidairement tenus du paiement de la taxe.

Article 5

La personne physique ou morale qui ouvre, transfère, cède ou ferme une agence, est tenue d'en faire préalablement la déclaration à

l'Administration communale. La déclaration est valable jusqu'à révocation.

Article 6

§ 1er. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 7

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Article 8

Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 9

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Article 12

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen.

De Raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, 118 en 252, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 (afgekort WIB 1992) die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen, in het bijzonder Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (afgekort WMGI) en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1 en 3;

Gelet op de artikelen 66 en 74 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, die de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WMGI vanaf 1 januari 2020 van toepassing maakt op de gemeentebelastingen;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente Ukkel toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat gokkantoren op paardenrennen een economisch winstgevende activiteit vormen waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die in deze activiteitensector werkzaam zijn beschikken over draagkracht waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, ten einde loopt op 31 december 2025;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2028 een jaarlijkse directe belasting geheven op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, met uitzondering van de agentschappen die enkel weddenschappen aannemen op wedstrijden die in België gelopen worden.

Artikel 2

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op tweeënzestig euro (€ 62,00) per maand of gedeelte van een maand uitbating.

Artikel 3 De belasting is verschuldigd op 1 januari voor een volledig jaar. Bij de sluiting van een agentschap in de loop van het jaar wordt de belasting verminderd in verhouding tot het aantal resterende maanden die volgen op de maand van de sluiting.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijk persoon of rechtspersoon voor wiens rekening het agentschap of het filiaal voor weddenschappen op paardenwedrennen wordt geëxploiteerd.

Indien de belastingplichtige, na de verstrijking van de in artikel 10 hierna vastgestelde termijn in gebreke blijft, zijn de eigenaar en de verhuurder van de bedrijfsruimtes solidair verplicht de belasting te betalen.

Artikel 5

De natuurlijke persoon of rechtspersoon die een agentschap opent, overbrengt, overlaat of sluit, dient dit vooraf aan te geven bij het gemeentebestuur. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 6

§1. Het gebrek aan aangifte en de laattijdige, onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige leidt tot de ambtshalve inkohiering van de belasting.§2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van het onderhavige belastingreglement mogen de personeelsleden van het bestuur die hiertoe aangewezen zijn door het college van burgemeester en

schepenen alle bevoegdheden uitoefenen die op de gemeentebelastingen van toepassing zijn krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, inclusief diegene die van iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting vereist ze zonder verplaatsing voor te leggen.§3. De ambtshalve aanslag kan leiden tot een progressieve verhoging van de voet volgens de volgende gradatieschaal:

- In geval van nalatigheid in het eerste jaar is de verhoging gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid;

- In geval van nalatigheid in het tweede jaar is de verhoging gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid;

- In geval van nalatigheid in het derde jaar en voor elke extra nalatigheid is de verhoging gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting, het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Het bedrag van deze verhoging wordt via inkohiering geïnd.

Artikel 7

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 8

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 9

Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet kohieruittreksel.

Artikel 10

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 11

§ 1. Overeenkomstig artikel 9 §1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordig bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat

optreedt als bestuurlijke overheid.§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.§ 3. De bezwaren kunnen ook ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald een elektronisch communicatiemiddel zoals een e-mail.§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen over zijn bezwaar betwist maar een onderhandse oplossing voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die zich schikt naar de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor de onderhandse regeling van fiscale geschillen (CRA-F) bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.Het college van burgemeester en schepenen beslist om deze verzoeningsfase al dan niet te aanvaarden.

Bij mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§ 7. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.§ 8. De vormen en termijnen en de bezwaarprocedure staan verduidelijkt in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement.

Artikel 12

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
20191216_RT_agences&succursales_paris_courses_Etterbeek.pdf, Reglement-Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux 2023-2025 fr.pdf, AGENCES PARIS - règlement taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux 2026 MOD.pdf, Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen 2023-2025.pdf

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.
Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.
Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.
Diane Culer quitte la séance / verlaat de zitting.
Perrine Ledan quitte la séance / verlaat de zitting.
François Jean Jacques Lambert quitte la séance / verlaat de zitting.
Michel Cohen quitte la séance / verlaat de zitting.
Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.
Lara Querton quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

16.10.2025/A/0017 **Marché Homère Goossens - Dérogation au règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics de la place de Saint-Job et de la place Homère Goossens de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu l'article 119 de la Nouvelle Loi Communale,
Vu le « Règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics de la place de Saint-Job et de la place Homère Goossens de la Commune d'Uccle » adopté par le Conseil en séance 19 mai 2022.
Vu les travaux du théâtre le Public qui auront lieu du 30 septembre 2025 jusqu'au 30 octobre 2026 ;
Vu le marché hebdomadaire qui se tient tous les dimanches sur la place Homère Goossens ;
Qu'il y a lieu de déplacer le marché à partir du dimanche 5 octobre 2025 ;
Vu l'emprise du chantier et la place disponible pour le marché, la présence des marchands volants sera impossible ;
Qu'en séance du 23 septembre 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la modification du plan pour prendre en considération l'impact des travaux, conformément à l'article 1 du règlement précité ;
Qu'il y a lieu d'interdire la présence des marchands volants durant la période des travaux et donc de déroger à l'article 7 et 8 du « Règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics de la place de Saint-Job et de la place Homère Goossens de la Commune d'Uccle ».

Décide :
Pour le temps nécessaire à l'exécution des travaux, de déroger aux articles 7 et 8 du « Règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics de la place de Saint-Job et de la place Homère Goossens de la Commune d'Uccle » et d'interdire la présence des marchands volants.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Markt Homère Goossensplein – Afwijking op het gemeentereglement betreffende

de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten op het Sint-Jobsplein en het Homère Goossensplein van de gemeente Ukkel.

De raad,
Gelet op artikel 119 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het gemeentereglement betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten op het Sint-Jobsplein en het Homère Goossensplein van de gemeente Ukkel, goedgekeurd door de raad in zitting van 19 mei 2022;
Gelet op de werken aan theater Le Public, die plaatsvinden van 30 september 2025 tot 30 oktober 2026;
Gelet op de wekelijkse markt die elke zondag plaatsvindt op het Homère Goossensplein;
Aangezien de markt vanaf zondag 5 oktober 2025 verplaatst moet worden;
Gelet op de grondinneming van de werf en de beschikbare plaats voor de markt is de aanwezigheid van handelaars zonder vaste standplaats onmogelijk;
Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 23 september 2025 de wijziging van het plan om rekening te houden met de impact van de werken goedgekeurd heeft, overeenkomstig artikel 1 van het voornoemde reglement;
Aangezien de aanwezigheid van handelaars zonder vaste standplaats verboden moet worden tijdens de duur van de werken en er dus afgeweken moet worden op artikel 7 en 8 van het gemeentereglement betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten op het Sint-Jobsplein en het Homère Goossensplein van de gemeente Ukkel;

Beslist:
Voor de tijd die nodig is om de werken uit te voeren af te wijken op artikel 7 en 8 van het gemeentereglement betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten op het Sint-Jobsplein en het Homère Goossensplein van de gemeente Ukkel en de aanwezigheid van handelaars zonder vaste standplaats te verbieden.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Règlement marchés Saint-Job et Homère Goossens.pdf, Reglement markten Sint-Job en Homère Goossens.docx

---

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

16.10.2025/A/0018 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Propriétés communales – Gestion des parkings publics communaux Doyenné-Saint Pierre et Centre administratif – Collaboration avec Parking.brussels et arrivée du théâtre Le Public**

Le Conseil,

Considérant les discussions en cours avec Parking.brussels visant à mettre en place une gestion plus dynamique des deux parkings communaux publics sis rue du Doyenné 63 (niveau supérieur du parking « Doyenné-Saint Pierre », 44 places) et rue de Stalle, 77 (parking « Centre administratif », 23 places) ;

Considérant que les évolutions envisagées sont, pour l'essentiel, les suivantes :

- Mise en place d'une tarification spécifique, distincte de celle applicable en voirie, pour permettre plus de flexibilité : période de gratuité spécifique ; formule adaptée en soirée, etc., pour inciter à se garer dans ces parkings plutôt qu'en voirie (conformément aux objectifs du plan régional de stationnement) ;

- Elargissement des heures d'ouverture :
  - Le parking du centre administratif n'est actuellement ouvert que pendant les heures de bureau. Son ouverture en soirée et le week-end est envisagée, une fois réglées les questions de sécurité et d'accès que cela pose.
  - Le parking Doyenné-Saint Pierre est actuellement ouvert de 7h à 24h. Cette plage horaire pourrait être étendue de 6h à 1h du matin.

Considérant que, dans ce cadre, la commune envisage de confier à Parking.brussels la gestion matérielle de ces deux parkings publics (entretien, maintenance, perception des redevances de stationnement, etc.), la commune conservant les bénéfices générés par leur exploitation ;

Considérant que les modalités de mise en œuvre de cette nouvelle gestion font actuellement l'objet de négociations avec Parking.brussels ;

Considérant que les discussions en cours intègrent l'arrivée prochaine du théâtre Le Public au parvis Saint Pierre, les deux parkings communaux ayant la capacité d'accueillir environ la moitié du charroi que le théâtre est amené à générer d'après le rapport d'incidences qui accompagnait sa demande de permis d'urbanisme ;

Que, par ailleurs, le théâtre Le Public a déjà conclu un accord avec les exploitants du Delhaize De Fré pour pouvoir mettre au minimum 50 places (sur les plus de 150 que compte le parking de ce supermarché) à la disposition de la clientèle du théâtre, avec possibilité de doubler cette capacité le cas échéant ; que des contacts sont encore en cours avec d'autres exploitants de parking aux alentours pour mettre à la disposition de cette clientèle autant d'emplacements que nécessaire ; que Le Public mettra en place un système de navettes entre ces parkings et le square des Héros, sur le modèle de celui qu'il a mis en œuvre avec succès à Saint Josse,

Décide :

D'inviter le Collège des bourgmestre et échevins à :

- poursuivre les discussions avec Parking.brussels dans le sens indiqué ci-dessus afin d'aboutir à de nouvelles modalités de gestion des parkings concernés ;

- au-delà des solutions offertes par les deux parkings publics communaux précités et par l'accord déjà conclu avec les exploitants du parking De Fré, fournir au théâtre Le Public toute l'assistance nécessaire dans ses démarches relatives à la mise à disposition de ses visiteurs d'autres solutions de stationnement alentours.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Gemeentelijke eigendommen – Beheer van de gemeentelijke parkings Dekenijs-Sint Pieter en Administratief Centrum – Samenwerking met Parking.brussels en komst van theater Le Public

De Raad,

Gezien de lopende besprekingen met Parking.brussels om een dynamischer beheer in te voeren van de twee openbare gemeentelijke parkings in de Dekenijstraat 63 (bovenste niveau van de parking "Dekenij-Sint Pieter", 44 plaatsen) en de Stallestraat 77 (parking "Administratief centrum", 23 plaatsen);

Overwegende dat de beoogde veranderingen in hoofdzaak de volgende zijn:

- Invoering van een specifieke tariefstructuur, die verschilt van die welke op de openbare weg geldt, om meer flexibiliteit mogelijk te maken: specifieke gratis periodes, aangepaste formules voor 's avonds, enz., om aan te moedigen om in deze parkings te parkeren in plaats van op de openbare weg (in overeenstemming met de doelstellingen van het gewestelijk parkeerplan);

- Verlenging van de openingstijden:
  - De parking van het administratieve centrum is momenteel alleen tijdens kantooruren geopend. Er wordt overwogen om deze 's avonds en in het weekend te openen, zodra de veiligheids- en toegangsproblemen zijn opgelost.
  - De parking Dekenij-Sint Pieter is momenteel geopend van 7.00 tot 24.00 uur. Deze openingstijden zouden kunnen worden verlengd van 6.00 tot 1.00 uur.

Overwegende dat de gemeente in dit kader overweegt om Parking.brussels te belasten met het materiële beheer van deze twee openbare parkings (onderhoud, inning van parkeergeld, enz.), waarbij de gemeente de opbrengsten van de door de gebruikers betaalde parkeergeld behoudt;

Overwegende dat de modaliteiten voor de uitvoering van dit nieuwe beheer nog moeten worden overeengekomen met Parking.brussels;

Overwegende dat bij deze lopende beraadslagingen rekening wordt gehouden met de aanstaande komst van het theater Le Public aan het Sint-Pietersplein, aangezien de twee gemeentelijke parkings volgens het effectrapport bij de bouwvergunningaanvraag ongeveer de helft van het verkeer kunnen opvangen dat het theater zal genereren;

Dat het theater Le Public bovendien al een overeenkomst heeft gesloten met de exploitanten van Delhaize De Fré om minimaal 50 plaatsen (van de meer dan 150 die de parking van deze supermarkt telt) ter beschikking te stellen van de klanten van het theater, met de mogelijkheid om deze capaciteit indien nodig te verdubbelen; dat er nog contacten worden gelegd met andere exploitanten van parkings in de omgeving om zoveel mogelijk plaatsen ter beschikking te stellen van deze klanten; dat Le Public een pendeldienst zal opzetten tussen deze parkings en het Heldensquare, naar het voorbeeld van de dienst die het met succes heeft opgezet in Sint-Joost,

Besluit:

Het college van burgemeester en schepenen uit te nodigen om:

- de besprekingen met Parking.brussels voort te zetten in de hierboven aangegeven zin;

- naast de oplossingen die worden geboden door de twee bovengenoemde gemeentelijke parkings en door de reeds gesloten overeenkomst met de exploitanten van de parking De Fré, theater Le Public alle mogelijke bijstand te verlenen bij zijn inspanningen om zijn bezoekers andere parkeeroplossingen in de omgeving aan te bieden.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

16.10.2025/A/0019 **Subside d'encouragement – Association des commerçants d'Uccle centre - Activités automnales - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,
Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2025 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;
Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;
Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par ailleurs une demande de subside pour un projet particulier ;
Considérant que l'association des commerçants d'Uccle centre organise des activités automnales dans le quartier en collaboration avec le comité de riverains et l'association Avello (braderie, animation vélo, distribution de goodies, …) ;
Considérant que l'organisation de telles activités engendre des frais importants pour les associations ;
Considérant que ce type d'animations est bénéfique pour tout le quartier et soutient les

commerçants locaux ;
Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants (en annexe);
Que l'association demande un subside de 1.300 euros afin de couvrir une partie des frais liés aux activités;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :
- d'octroyer un subside d'encouragement de 1.300 euros à l'association des commerçants d'Uccle centre.
- d'autoriser l'engagement de la dépense de ce montant à l'article 520/332-02/60 au profit de l'association des commerçants d'Uccle centre.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Aanmoedigingssubsidie – Handelaarsvereniging Ukkel-Centrum – Vastlegging van de uitgave.

De raad,
Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2025 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;
Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;
Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een subsidieaanvraag voor een specifiek project in te dienen;Overwegende dat handelaarsvereniging Ukkel-Centrum herfstactiviteiten in de wijk organiseert in samenwerking met het buurtcomité en vereniging Avello (braderie, fietsanimatie, verdeling van lekkernijen, …);
Overwegende dat de organisatie van dergelijke activiteiten grote kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;
Overwegende dat dit type activiteiten gunstig is voor de hele wijk en de lokale handelaars ondersteunt;
Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door de handelaarsvereniging (in de bijlage);
Aangezien de vereniging een subsidie van € 1.300 vraagt om een deel van de kosten voor de activiteiten te dekken;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist:
- Een aanmoedigingssubsidie van € 1.300 euro toe te kennen aan handelaarsvereniging Ukkel-Centrum;
- De vastlegging van de uitgave toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Formulaire-subside-ponctuel_Braderie UCUC Automne 2025.pdf

16.10.2025/A/0020 **Subside d'encouragement – Association des commerçants du Fort-Jaco -**

Engagement de la dépense

Le Conseil,
Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2025 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;
Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;
Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par ailleurs une demande de subside pour un projet particulier ;
Considérant que l'association des commerçants du Fort-Jaco va organiser des activités et placer des décorations à l'occasion des fêtes de fin d'année ;
Considérant que l'organisation de telles activités engendre des frais conséquents pour les associations ;
Considérant que ce type d'animations sera bénéfique pour tout le quartier en créant une véritable ambiance de fête et en soutenant de soutenir les commerçants locaux ;
Qu'il y a lieu de soutenir cette association de commerçants motivée et dynamique ;
Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants du Fort-Jaco (en annexe);
Que l'association demande un subside de 2.500 euros afin de couvrir une partie des frais liés aux activités de fin d'année ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,
Décide :
- d'octroyer un subside d'encouragement de 2.500 euros à l'association des commerçants du Fort-Jaco.
- d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Aanmoedigingssubsidie - Handelaarsvereniging Fort-Jaco - Vastlegging van de uitgave.

De raad,
Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2025 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;
Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;
Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een subsidieaanvraag voor een specifiek project in te dienen;
Overwegende dat handelaarsvereniging Fort-Jaco activiteiten zal organiseren voor de eindejaarsfeesten (chalets en versieringen);
Overwegende dat de organisatie van dergelijke activiteiten aanzienlijke kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;
Overwegende dat dit type activiteiten gunstig is voor de hele wijk door een echte feeststemming te creëren en door de lokale handelaars te ondersteunen;
Dat deze gemotiveerde en dynamische handelaarsvereniging ondersteund moet worden;
Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door handelaarsvereniging Fort-Jaco (in de bijlage);
Aangezien de vereniging een subsidie van € 2.500 vraagt om een deel van de kosten voor de eindejaarsactiviteiten te dekken;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist een aanmoedigingssubsidie van € 2.500 toe te kennen aan handelaarsvereniging Fort Jaco.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
subside exceptionnel illuminations 2025.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

16.10.2025/A/0021 **Réaménagement des trottoirs et des accotements de l'avenue Hamoir - exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu le crédit de 1.000.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250294 du budget extraordinaire de 2025 pour la lutte contre les inondations;
Considérant que le Collège propose la réfection des trottoirs et des accotements de l'avenue Hamoir entre l'avenue de Fré et l'avenue de l'Observatoire;
Considérant que le projet prévoit l'aménagement de noues dans les accotements afin d'infiltrer les eaux de pluie et ainsi lutter contre les inondations;
Considérant que les avaloirs seront déconnectés du réseau d'égouttage et reconnecter vers les noues;
Considérant que les zones de stationnement seront aménagées en pavés porphyres avec couche de pose et joints au gravillon de porphyre fin et posés sur une fondation en béton poreux, afin de favoriser l'infiltration des eaux de pluie;
Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 517.922,00 €, hors TVA, soit 720.688,46 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250294 du budget extraordinaire 2025;
Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;
Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 720.688,46 € TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agréation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Heraanleg van de voetpaden en van de bermen van de Hamoirlaan - boekjaar 2025 - goedkeuring de uitgave, de aanbsetedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,
Aangezien er een krediet van € 1.000.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250294 van de buitengewone begroting 2025 om overstromingen te bestrijden;
Overwegende dat het stelt voor om de trottoirs en de bermen van de Hamoirlaan, strook tussen de de Frélaan en de Sterrewachtlaan eraan te leggen;
Overwegende dat het project voorziet in de aanleg van greppels in de bermen om regenwater te laten infiltreren en zo wateroverlast te bestrijden;
Overwegende dat de riolering zal worden losgekoppeld van het rioolstelsel en opnieuw zal worden aangesloten op de wadi;
Overwegende dat de parkeerplaatsen zullen worden aangelegd met porfierstraatstenen met een ondergrond van fijn porfiergrind en voegen, gelegd op een poreuze betonnen fundering om de infiltratie van regenwater te bevorderen;
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 517.922,00 excl. btw beloopt, hetzij € 720.688,46 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250294 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:
1. De raming van een bedrag van € 720.688,46 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 3;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen
Réaménagement Hamoir - 2025 - formulaire d'offre.pdf, Heraanleg van de Hamoirlaan 2025- Offerte formulier.pdf, Réfection Hamoir - 2025 - récap.pdf, Réfection Hamoir - 2025 - Estimation.xlsx, Réaménagement Hamoir - 2025 CSC fr.pdf, Heraanleg van de Hamoirlaan - 2025 - CSC NL.pdf

---

16.10.2025/A/0022 **Réaménagement du chemin du Puits - exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu le crédit de 300.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250287 du budget extraordinaire de 2025 pour la réaménagement du chemin du Puits;
Considérant que le projet de réaménagement du chemin du Puits prévoit la création d'une zone résidentielle entre la rue de Verrewinkel et le pont du chemin de fer.
Considérant que le tronçon en pavés de la rue sera réaménagé de façades à façades;
Considérant que le matériau principal de ce tronçon sera le pavé en porphyre scié afin d'augmenter le confort des piétons et des cyclistes ;
Considérant que pour la portion en zone verte, la chaussée sera réasphaltée à l'aide d'un revêtement en asphalte teinté ocre;
Considérant que les eaux de surface seront dirigées vers le milieu hydrographique afin de préserver l'équilibre naturel;
Considérant qu'une demande de permis d'urbanisme devra être introduite préalablement à l'exécution des travaux;
Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 268.385,25 €, hors TVA, soit 357.220,77 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250287 du budget extraordinaire 2025;
Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;
Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'avant-projet;
2. d'approuver l'estimation d'un montant de 357.220,77 € TVA comprise;
3. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
4. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agréation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
5. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Heraanleg van de Borreweg - boekjaar 2025 - goedkeuring de uitgave, de aanbsetedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,
Aangezien er een krediet van € 300.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250287 van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van de Borreweg;
Overwegende dat het heraanlegproject van de Borreweg voorziet in de aanleg van een woonerf tussen de Verrewinkelstraat en de spoorwegbrug;
Overwegende dat het deel van de straat in straatstenen van gevel tot gevel heraangelegd wordt;
Overwegende dat het voornaamste materiaal in dit deel straatsteen in gezaagde porfier is om het comfort van de voetgangers en fietsers te vergroten;
Overwegende dat de rijbaan voor het deel in groengebied opnieuw geasfalteerd wordt met behulp van een okerkleurige asfaltbekleding;
Overwegende dat het oppervlaktewater naar het hydrografisch netwerk geleid wordt om het natuurlijk evenwicht in stand te houden;
Overwegende dat er voor de uitvoering van de werken een aanvraag tot

stedenbouwkundige vergunning ingediend moet worden;
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 268.385,25 excl. btw beloopt, hetzij € 357.220,77 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250287 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De voorproject goed te keuren;
2. De raming van een bedrag van € 357.220,77 inclusief btw goed te keuren;
3. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
4. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 3;
5. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen
notice_8e94b666-97a6-461f-8331-94fe64140a22-1_FR.pdf, Heraanleg van de Borreweg - 2025- Offerte formulier.pdf, Réaménagement chemin du Puits - Estimation - raming.pdf, Du Puits - Borreweg - 20250923 -PLAN Présentation.pdf, Réaménagement du chemn du Puits - 2025 - decriptif - bechrijvende.pdf, notice_8e94b666-97a6-461f-8331-94fe64140a22-1_NL.pdf, Réaménagement chemin du Puits - 2025 CSC fr.pdf, Réaménagement chemin du Puits - récap - samenvattende.pdf, Réaménagement chemin du Puits - 2025 - formulaire d'offre.pdf

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.
Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2025/A/0023 **Aménagement de la prolongation de la chaussée de Saint-Job - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché .**

Le Conseil,
Vu le crédit de 400.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250289 du budget extraordinaire de 2025 pour l'aménagement de la prolongation de la chaussée de Saint-Job;
Considérant que le Collège propose la création d'une voirie afin d'assurer la liaison entre la chaussée de saint Job et l'avenue Prince de Ligne;
Considérant que le PPAS n° 56 « Saint-Job Carloo» a été modifié le 30 Septembre 2021 afin de permettre cette connexion ;
Considérant que la création de la voirie permettra également d'améliorer l'accès aux immeubles d'habitations construits récemment ;
Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 331.990,63 €, hors TVA, soit 401.708,66 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250289 du budget extraordinaire 2025;
Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée

directe avec publication préalable;
Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :
1. d'approuver l'estimation d'un montant de 401.708,66 € TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agréation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Aanleg van de verlenging van de Sint-Jobsesteenweg - Begrotingsjaar 2025. - Goedkeuring van de uitgaven, documenten en en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,
Aangezien er een krediet van € 400.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250289 van de buitengewone begroting 2025 om de Sint-Jobsesteenweg aan te leggen;
Overwegende dat het stelt de aanleg van een weg voorstelt om de verlenging van de Sint-Jobsesteenweg en de parking met de Prins de Lignestraat te verbinden;
Overwegende dat BBP nr. 56 "Sint-Job Carloo" op 30 september 2021 werd gewijzigd om deze aansluiting mogelijk te maken;
Overwegende dat de aanleg van de weg ook de toegang tot recent gebouwde woningen zal verbeteren;
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 331.990,63 excl. btw beloopt, hetzij € 401.708,66 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250289 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:
1. De raming van een bedrag van € 401.708,66 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 3;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen
Verlenging van de Sint-Jobsesteenweg - 2025 - Offerte formulier.pdf, aménagement prolongation chée Saint-Job - 2025 - métré descriptif.pdf, Aménagement

Prolongation de la chaussée de Saint Job - 2025 formulaire d'offre.pdf, Aménagement prolongation chée Saint-Job - 2025 - CSC FR.pdf, Aménagement Prolongation de la chaussée de Saint Job - 2025 - métré estimatif.pdf, PU PPL DOC V.pdf, Aménagement prolongation chée Saint-Job - 2025 - CSC NL.pdf

---

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

16.10.2025/A/0024 **Propriétés communales. – Bâtiment administratif sis rue Victor Gambier, 21: occupation précaire et temporaire d'une partie du bâtiment, par un groupement de scouts.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Considérant que l'immeuble situé 21, rue Victor Gambier est déjà partiellement occupé par l'Unité scoute 101ème depuis 3 ans ;

Considérant que l'Unité scout 111ème doit quitter pour le 1 er novembre 2025 les locaux qu'elle utilise dans la salle de sport rue Stroobant compte tenu des travaux de rénovation prévus dans le bâtiment ;

Considérant que les locaux serviraient principalement pour le dépôt du matériel des scouts et quelques réunions très ponctuelles et exclusivement en extérieur ;

Que l'immeuble étant situé en intérieur d'îlot, les futurs occupants devront se conformer aux règles et normes en vigueur, notamment en matière de nuisances sonores (interdiction de réunions nocturnes) ;

Considérant que, dans l'attente que le bâtiment, libre d'occupation, soit réaffecté ou mis en vente dans les prochaines années, l'occupation précaire d'une partie du bâtiment est possible, à titre gratuit ;

Qu'une participation aux charges de 20 € serait demandée ;

Considérant que le Service des Propriétés communales a préparé une convention ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'accepter de mettre une partie des locaux du rez-de-chaussée avant du bâtiment situé rue Victor Gambier, 21, à la disposition d'un groupement de scouts ;

d'en faire bénéficier l'Unité 111ème représentée par, Madame Maxine Perilleux moyennant la conclusion avec l'occupant d'une convention d'occupation précaire ;

d'approuver le projet de convention, aux conditions suivantes : à titre temporaire et révocable, durée indéterminée mais maximale de deux ans, gratuité (pas de redevance d'occupation), prise en charge financière de 20 euros par mois des redevances d'abonnement et des consommations d'eau et d'énergie, résiliation possible moyennant congé de trois mois, entretien régulier des locaux, évacuation des immondices et autre déchets à ses frais, respect du Règlement communal de police et de l'ordonnance sur le bruit ainsi que de toutes autres normes et règles en vigueur en matière d'hygiène, de santé et de sécurité publique.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Gemeente-eigendommen. - Kantoorgebouw gelegen Victor Gambierstraat 21: precaire en tijdelijke bezetting van een deel van het gebouw door een scoutsgroep.

De raad,

Overwegende de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Overwegende dat het gebouw in de Victor Gambierstraat 21 al 3 jaar al deels gebruikt wordt door scoutseenheid 101;

Overwegende dat scoutseenheid 111 de lokalen die ze gebruikt in sportzaal Stroobant tegen 1 november 2025 moet verlaten ingevolge de renovatiewerken die in het gebouw gepland zijn;

Overwegende dat de lokalen voornamelijk zouden dienen voor de opslag van het materiaal van de scouts en enkele zeer incidentele vergaderingen, uitsluitend in de buitenlucht;;

Dat, aangezien het gebouw binnenin het huizenblok ligt, de toekomstige gebruikers zich moeten schikken naar de geldende regels en normen, meer bepaald inzake geluidsoverlast (verbod op nachtelijke bijeenkomsten);

Overwegende dat, in afwachting dat het gebouw, vrij van gebruik, de komende jaren herbestemd of te koop gesteld wordt, de tijdelijke en kosteloze bezetting van een deel van het gebouw mogelijk is;

Dat er een lasten van 20 euro gevraagd zou worden;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen een overeenkomst voorbereid heeft;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Te aanvaarden om een deel van de lokalen op de gelijkvloerse verdieping vooraan van het gebouw gelegen Victor Gambierstraat 21 ter beschikking van een scoutsgroep te stellen;

Eenheid 111, vertegenwoordigd door mevrouw Maxine Perilleux, ervan te laten

genieten middels de sluiting van een precaire gebruiksovereenkomst met de gebruiker;

Het ontwerp van overeenkomst goed te keuren op de volgende voorwaarden: tijdelijk en herroepbaar, onbepaalde duur maar hoogstens twee jaar, kosteloosheid (geen gebruiksvergoeding), financiële tenlasteneming van 20 euro per maand van de abonnements- en verbruikskosten voor water en energie, opzegging mogelijk middels opzegtermijn van drie maanden, regelmatig onderhoud van de lokalen, wegvoering van het huisvuil en van het andere afval op eigen kosten, naleving van het gemeentelijk politiereglement en van de ordonnantie over lawaai en van alle andere geldende normen en regels inzake openbare hygiëne, gezondheid en veiligheid.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
2025 convention précaire scouts_nl.pdf, Surface Gambier 21.pdf, 2025 convention précaire scouts.pdf

---

Urbanisme - Stedenbouw

16.10.2025/A/0025 **Permis d'urbanisme n°16-47386-2024 - Avenue des Chênes 61 - Monsieur Patrick Verschelde - démolir un bungalow et construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres - Délivrance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – Introduction d'une requête en annulation**

Le Conseil,
Considérant qu'en date du 4 septembre 2025, l'administration communale a accusé réception de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2025 à l'encontre du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 visant à démolir un bungalow et à construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres dans une parcelle sis Avenue des Chênes, 61 à 1180 Uccle ;
Considérant que dans cette affaire la partie adverse est la Région ;
Considérant que le demandeur du permis d'urbanisme a introduit un recours auprès du Gouvernement de la Région de la Région de Bruxelles le 17 février 2025 suite au refus du Collège des Bourgmestre des Bourgmestre et Echevins en date du 15 février 2025 à l'encontre du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 visant à démolir un bungalow et à construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres dans une parcelle sis Avenue des Chênes, 61 à 1180 Uccle ;
Considérant que l'avis du Collège d'urbanisme du 25 avril 2025 sollicite l'octroi du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 visant à démolir un bungalow et à construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres dans une parcelle sis Avenue des Chênes, 61 à 1180 Uccle ;
Attendu que suite à l'audience du Collège d'urbanisme du 17 mars 2025, des plans modifiés ont été introduits auprès de cette instance ;
Attendu que par courrier recommandé du 03 juin 2025, la Direction des Affaires Juridiques - Conseil et recours d'Urban.brussels demandait à la Commune d'Uccle d'organiser des mesures particulières de publicité (enquête publique et Avis de la

Commission de concertation) dans le cadre du recours introduit par Monsieur Patrick Verschelde contre le refus du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour le bien situé avenue des Chênes, 61;
Considérant qu'en séance du 12 août 2025 (BOS référence n°75810), le Collège a décidé d'organiser l'enquête publique n°161/2025 (du 20/08/2025 au 03/09/2025 inclus - Commission de concertation du 17/09/2025) pour la demande précitée n°16/GOU_PU/1975077 (n°16-47386-2024);
Considérant que, par courriel du lundi 01 septembre 2025, Madame Jeanne Gilain des Affaires Juridiques d'Urban.brussels a infomé la Commune d'Uccle qu'il n'y avait plus lieu d'organiser des Mesures Particulières de Publicité dans le cadre du Recours introduit pour la demande précitée;
Considérant que les plans modifiés introduits auprès du Collège d'urbanisme aggravent l'artificialisation du sol et augmentent la superficie de plancher sur le terrain ;
Considérant qu'il y a lieu d'introduire une requête en annulation à l'encontre de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2025 à l'encontre du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 visant à démolir un bungalow et à construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres dans une parcelle sis Avenue des Chênes, 61 à 1180 Uccle ;

Décide :
De prendre connaissance de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2025 à l'encontre du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 visant à démolir un bungalow et à construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres dans une parcelle sis Avenue des Chênes, 61 à 1180 Uccle ;
D'introduire une requête en annulation à l'encontre de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2025 à l'encontre du permis d'urbanisme n°16-47386-2024 visant à démolir un bungalow et à construire une villa unifamiliale et abattre 5 arbres dans une parcelle sis Avenue des Chênes, 61 à 1180 Uccle.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024 - Eikenlaan 61 - De heer Patrick Verschelde - een bungalow slopen en een eengezinsvilla bouwen en 5 bomen rooien - Afgifte door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering - Indiening van een verzoekschrift tot nietigverklaring

De Raad,
Overwegende dat het gemeentebestuur op 4 september 2025 de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 september 2025 tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024 ontvangen heeft, die ertoe strekt een bungalow te slopen en een eengezinsvilla te bouwen en 5 bomen te rooien op een perceel gelegen Eikenlaan 61 te 1180 Ukkel;
Overwegende dat de tegenpartij in deze zaak het gewest is;
Overwegende dat de aanvrager van de stedenbouwkundige vergunning op 17 februari 2025 beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangetekend heeft ingevolge de weigering van het college van burgemeester en schepenen van 15 februari 2025 tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024, die ertoe strekt een bungalow te slopen en een eengezinsvilla te bouwen en 5 bomen te rooien op een perceel gelegen Eikenlaan 61 te 1180 Ukkel;
Overwegende dat het advies van het Stedenbouwkundig College van 25 april 2025 de toekenning van stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024 vraagt, die ertoe strekt een bungalow te slopen en een eengezinsvilla te bouwen en 5 bomen te rooien op een perceel gelegen Eikenlaan 61 te 1180 Ukkel;

Aangezien er ingevolge de hoorzitting van het Stedenbouwkundig College van 17 maart 2025 gewijzigde plannen ingediend werden bij deze instantie;
Aangezien de directie Juridische Zaken - Advies en beroep van urban.brussels via aangetekende brief van 3 juni 2025 aan de gemeente Ukkel vroeg om speciale regelen van openbaarmaking (openbaar onderzoek en advies van de Overlegcommissie) te organiseren in het kader van het beroep ingediend door de heer Patrick Verschelde tegen de weigering van stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024 door het college van burgemeester en schepenen voor het goed gelegen Eikenlaan 61;
Overwegende dat het college in zitting van 12 augustus 2025 (BOS kenmerk 75810) beslist heeft openbaar onderzoek 161/2025 (van 20/08/2025 tot en met 03/09/2025 - Overlegcommissie van 17/09/2025) te organiseren voor de voornoemde aanvraag 16/GOU_PU/1975077 (16-47386-2024);
Overwegende dat mevrouw Jeanne Gilain van de directie Juridische Zaken van urban.brussels de gemeente Ukkel via mail van maandag 1 september 2025 meegedeeld heeft dat er niet langer speciale regelen van openbaarmaking georganiseerd moesten worden in het kader van het beroep ingediend voor de voornoemde aanvraag;
Overwegende dat de gewijzigde plannen die ingediend werden bij het Stedenbouwkundig College de verharding van de bodem verergeren en de vloeroppervlakte op het terrein vergroten;
Overwegende dat er een verzoekschrift tot nietigverklaring ingediend moet worden tegen de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 september 2025 tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024, die ertoe strekt een bungalow te slopen en een eengezinsvilla te bouwen en 5 bomen te rooien op een perceel gelegen Eikenlaan 61 te 1180 Ukkel;

Beslist:
Kennis te nemen van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 september 2025 tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024, die ertoe strekt een bungalow te slopen en een eengezinsvilla te bouwen en 5 bomen te rooien op een perceel gelegen Eikenlaan 61 te 1180 Ukkel;
Een verzoekschrift tot nietigverklaring in te dienen tegen de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 september 2025 tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47386-2024, die ertoe strekt een bungalow te slopen en een eengezinsvilla te bouwen en 5 bomen te rooien op een perceel gelegen Eikenlaan 61 te 1180 Ukkel;
De Juridische cel van de dienst Stedenbouw te belasten met de opvolging van deze zaak.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
20250902_Decisiondugouvernement.pdf

16.10.2025/A/0026 **Délivrance par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 - Chaussée d'Alsemberg 1091 - S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette - Construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords - Introduction d'une requête en annulation auprès du**

Conseil d'Etat.

Le Conseil,
Vu la délivrance du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 – 16/SOC/1907582 le 19 juin 2025 par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alsemberg 1091 à Uccle ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1 er juillet 2025 visant à introduire un recours auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre du permis d'urbanisme n° 16-47253-2023 (réf. 16/SOC/1907482) délivré le 19 juin 2025 par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alsemberg 1091 à Uccle ;
Considérant qu'en vertu de l'article 197/15, § 4 du CoBAT :
« Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les quarante-cinq jours de la réception du recours.
A défaut :
- si le recours est dirigé contre une décision du fonctionnaire délégué, cette décision est automatiquement confirmée ; (...) »
Considérant que le recours a été envoyé le 4 juillet 2025 et que la notification de la décision devait intervenir pour le 21 août 2025 et que la Commune d'Uccle n'a pas réceptionné de décision à cette date ;
Considérant que la décision du fonctionnaire délégué est automatiquement confirmée ;
Considérant que, contrairement à la motivation du permis d'urbanisme délivré en date du 19 juin 2025 l'abattage d'environ 100 arbres sur 134, compensé par seulement 50 jeunes plantations, entraîne une perte nette de structures boisées matures, essentielles à la biodiversité et aux fonctions climatiques et hydriques, non compensables par de simples végétalisations ;
Considérant que les atteintes aux espèces protégées (avifaune, chiroptères, insectes saproxyliques tels que le lucane cerf-volant) restent critiques, l'abattage d'habitats naturels ne pouvant être compensé par des aménagements artificiels ;
Considérant que le projet compromet les objectifs de la Déclaration de politique régionale, du Plan Régional Nature et du Plan Régional de Développement durable, en matière de préservation des îlots naturels, de maillage vert et de biodiversité urbaine ;
Considérant qu'il y a lieu d'introduire une requête en annulation à l'encontre de la décision automatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Décide :
D'introduire une requête en annulation auprès du Conseil d'Etat à l'encontre de la décision automatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 août 2025 tendant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alsemberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sur le bien situé à Chaussée

d'Alsemberg 1091 ;
De charger la cellule juridique de l'urbanisme de représenter les intérêts de la commune en la présente affaire.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 28 votes positifs, 4 votes négatifs.
Non : Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier.

Afgifte door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 - Alsembergsesteenweg 1091 - nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette - 59 sociale woningen bouwen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en aanleg van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving - Indiening van een verzoekschrift tot nietigverklaring bij de Raad van State.

De raad,
Gelet op de afgifte van stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 - 16/SOC/1907582 op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsembergsesteenweg 1091 te Ukkel;
Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 1 juli 2025 die ertoe strekt beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aan te tekenen tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 (kenm. 16/SOC/1907582), afgeleverd op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsembergsesteenweg 1091 te Ukkel;
Overwegende krachtens artikel 197/15 §4 van het BWRO: "*De Regering deelt haar beslissing mee aan de partijen binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep. Bij ontstentenis: - als het beroep gericht is tegen een beslissing van de gemachtigde ambtenaar, wordt deze beslissing automatisch bevestigd*";
Overwegende dat de kennisgeving van de beslissing moest plaatsvinden voor 21 augustus 2025 en dat de gemeente Ukkel op die datum geen beslissing ontvangen heeft;Overwegende dat de beslissing van de gemachtigde ambtenaar automatisch bevestigd wordt;
Overwegende dat, in tegenstelling tot de motivering van de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd op 19 juni 2025, het rooien van ongeveer 100 van de 134 bomen, gecompenseerd door slechts 50 jonge planten, leidt tot een netto verlies van volgroeide beboste structuren, die essentieel zijn voor de biodiversiteit en de klimaat- en waterfuncties en niet gecompenseerd kunnen worden door eenvoudige beplantingen;
Overwegende dat de schade aan de beschermde soorten (avifauna, handvleugeligen,

saproxylische insecten zoals het vliegend hert) kritiek blijft, aangezien het rooien van natuurlijke habitats niet gecompenseerd kan worden door kunstmatige inrichtingen;
Overwegende dat het project de doelstellingen van de algemene beleidsverklaring, van het gewestelijk Natuurplan en van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling inzake bescherming van de natuurlijke eilanden, groen netwerk en stedelijke biodiversiteit in het gedrang brengt;
Overwegende dat er een verzoekschrift tot nietigverklaring ingediend moet worden tegen de automatische en stilzwijgende beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Beslist:
Een verzoekschrift tot nietigverklaring in te dienen bij de Raad van State tegen de automatische beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 augustus 2025 die ertoe strekt 59 sociale woningen te bouwen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en aanleg van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsembergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving op het goed gelegen Alsembergsesteenweg 1091;
De juridische cel van de dienst Stedenbouw ermee te belasten de belangen van de gemeente in deze zaak te behartigen.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 28 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.
Nee : Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier.

1 annexe / 1 bijlage
Annexe 1 - Permis d'urbanisme.pdf

Diane Culer entre en séance / treedt in zitting.
François Jean Jacques Lambert entre en séance / treedt in zitting.
Michel Cohen entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2025/A/0027 **Modification du PPAS 15bis**
Etape de la procédure d'élaboration : Modification du PPAS 15 bis, suite à l'avis de la Commission de concertation du 9 avril 2025
Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification

Le Conseil communal,

Vu le plan particulier d'affectation du sol n°15 approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1954 et régissant l'aménagement de l'ilot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu l'amendement des prescriptions de ce plan (plan n°15bis), approuvé par arrêté royal du 13 août 1957 ;

Vu l'adoption de la modification du PPAS 15 bis en séance du Conseil communal du 16/12/2024 ;

Vu la décision du Conseil du 22/05/2025 d'adapter le projet de modification du PPAS 15 suite à l'avis de la commission de concertation du 9/4/2025 ;

Vu l'avis de Bruxelles-Environnement du 10 juin 2025 sur la non nécessité de réaliser un rapport d'incidences environnementales sur le projet modifié ;

Considérant que le comité d'accompagnement a proposé de ne pas réglementer le Coliving dans le cadre du PPAS, cette question étant générale et devant être proposée dans le cadre régional ;

Qu'à l'instar d'autres communes, une note de recommandation peut être établie à l'échelle de la commune ;

Considérant que les avis des Conseils et de la Commission régionale de développement ne sont plus nécessaires en raison de la suppression de la dérogation au PRAS quant aux activités économiques autorisées à domicile ;

Décide :

D'approuver le second projet de PPAS 15 ter ;

De charger le Collège des Bourgmestre et échevins de soumettre le projet de PPAS 15 ter à enquête publique et d'organiser l'enquête publique selon les modalités et l'agenda suivant :

a. d'organiser l'enquête publique du 27 octobre au 25 novembre 2025 inclus, de porter cette enquête publique à la connaissance du public par la publication d'un avis dans les journaux : Le Soir, La Capitale, Het Laatste Nieuws, De Morgen ainsi que dans le Moniteur Belge,

b. de saisir la Commission de concertation du dossier après la fin de l'enquête soit le 11 décembre 2025 au plus tard,

c. de décider que les observations orales pourront être faites les mercredis avant midi,

d. de désigner Mesdames Dominique Dosogne architecte et urbaniste et Camille Bourhis Gomes, architecte au Service de l'Urbanisme/cellule planification comme agents chargés de donner les explications techniques relatives au dossier soumis à enquête,

e. d'engager la dépense estimée à **5.000,00** €, de désigner le Service de l'Urbanisme pour organiser cette enquête (affichage, publication,…),

De solliciter simultanément les premiers avis requis par le CoBAT, à savoir la consultation membres de la Commission de concertation Bruxelles Mobilité et Urban DU et DPC, l'avis des instances Bruxelles-Environnement, Perspective-Plans locaux ;

De présenter les résultats de l'enquête, l'avis de la Commission de concertation et les différents avis au Conseil communal à l'occasion de la première séance qui suivra la réception de ceux-ci ;

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Wijziging van BBP 15bis
Fase van de uitwerkingsprocedure: Wijziging van BBP 15bis ingevolge het advies van de Overlegcommissie van 9 april 2025
Projectontwerper: Dienst Stedenbouw - Cel Planning

De gemeenteraad,

Gelet op Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15, goedgekeurd bij koninklijk besluit op 4 december 1954 inzake de inrichting van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de wijziging van de voorschriften van dit plan (plan nr. 15bis), goedgekeurd bij koninklijk besluit op 13 augustus 1957;

Gelet op de goedkeuring van de wijziging van BBP 15bis in zitting van de gemeenteraad van 16/12/2024;

Gelet op de beslissing van de raad van 22/05/2025 om het wijzigingsproject van BBP 15 aan te passen ingevolge het advies van de Overlegcommissie van 09/04/2025;

Gelet op het advies van Leefmilieu Brussel van 10 juni 2025 over de niet-noodzaak om een milieueffectenrapport op te stellen over het gewijzigde project;

Overwegende dat het begeleidingscomité voorgesteld heeft coliving niet te reglementeren in het kader van het BBP aangezien deze kwestie algemeen is en voorgesteld moet worden in het gewestelijk kader;

Dat er naar het voorbeeld van andere gemeentes een aanbevelingsnota opgesteld kan worden op schaal van de gemeente;

Overwegende dat de adviezen van de raden en van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie niet meer nodig zijn wegens de schrapping van de afwijking op het GBP wat betreft de thuis toegestane economische activiteiten;

Beslist:

Het tweede ontwerp van BBP 15ter goed te keuren;

Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van BBP 15ter te onderwerpen aan een openbaar onderzoek en het openbaar onderzoek te organiseren volgens de volgende modaliteiten en planning:

a. Het openbaar onderzoek te organiseren van 27 oktober tot en met 25 november 2025 en dit openbaar onderzoek ter kennis van het publiek te brengen via de publicatie van een bericht in de kranten Le Soir, La Capitale, Het Laatste Nieuws, De Morgen en in het Belgisch Staatsblad;

b. Het dossier bij de Overlegcommissie aanhangig te maken na het einde van het onderzoek, hetzij uiterlijk op 11 december 2025;

c. Te beslissen dat de mondelinge opmerkingen op woensdagvoormiddag gemaakt kunnen worden;

d. Mevrouw Dominique Dosogne, architect en stedenbouwkundige, en mevrouw Camille Bourhis Gomes, architect bij de dienst Stedenbouw/cel Planning, aan te stellen als ambtenaars belast met het geven van technische uitleg over het dossier dat het voorwerp is van een onderzoek;

e. De uitgave geraamd op **€ 5.000,00** vast te leggen en de dienst Stedenbouw aan te duiden om dit onderzoek te organiseren (aanplakking, publicatie, ...);

Gelijktijdig de eerste door het BWRO vereiste adviezen te vragen, meer bepaald de raadpleging van de leden van de Overlegcommissie, Brussel Mobiliteit en Urban SO en DCE, het advies van de instanties Leefmilieu Brussel, Perspective - Lokale plannen;

De resultaten van het onderzoek, het advies van de Overlegcommissie en de verschillende adviezen aan de gemeenteraad voor te stellen tijdens de eerste zitting na de ontvangst ervan.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

19 annexes / 19 bijlagen
3. ContenuProjetePrescriptionsLitt_FR.pdf, 4.+ComparatifPrescriptionsLitt_NL.pdf, 4.+ComparatifPrescriptionsLitt_FR.pdf, PPAS15_SituationDroit_L_4_12.jpg, 6. CahierPrescriptionsLitt_V2_NL.pdf, PPAS 15_PlanLocalisation_Bl.jpg, PPAS15_Affectation_L_5_04.jpg, 1. CahierSitExDroit_FR.pdf, 6. CahierPrescriptionsLitt_V2_FR.pdf, 2. Cahier Situation de fait.pdf, PPAS15_Sitex_L_5_01.jpg, 5. ExposeMotifs_FR.pdf, 5. ExposeMotifs_NL.pdf, 1. CahierSitExDroit_NL.pdf, 4. ComparatifPresc_tableau FR.pdf, 01 FORMULAIRE.pdf, 4. ComparatifPresc_tableau NL.pdf, 2. Cahier Situation de fait_nl.pdf, 3. ContenuProjetePrescriptionsLitt_NL.pdf

---

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

16.10.2025/A/0028 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation

routière;
Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;
Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;
Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;
Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;
Nouvelles dispositions:
Article 4 : Canalisation de la circulation
Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement
Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.
Art.4.1.2.197. Avenue des Chênes, 38 (1-3m);
Art.4.1.2.198. Rue du Ham, 80 (1-3m);
Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)
Art.5.9. Stationnement réservé
Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.
Art.5.9.1.143. Avenue Coghen, 244 (6m);
Art.5.9.1.144. Avenue des Sept Bonniers, 19 (6m);
Art.5.9.1.145. Rue du Bourdon, 61 (6m);
Art.5.9.1.146. Avenue Dolez, 104 (6m);
Art.5.9.1.147. Avenue Groelstveld, 8 (6m);
Art.5.9.1.148. Rue Vanderkindere, 318 (6m);
Art.5.9.1.149. Chaussée de Waterloo, 1250 (6m);
Article 6 : Arrêt et stationnement (marques routières)
Art.6.1. Stationnement interdit
Art.6.1.1. Le stationnement est interdit aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune tracée sur le bord réel de la chaussée ou sur la bordure du trottoir ou d'un accotement en saillie.
Art.6.1.1.2. Rue de la Pêcherie, 24 (12m);
Article 10 : Dispositions finales
Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:
d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer
en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de
politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere
plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de
plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;
Nieuwe bepalingen:
Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer
Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak
Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.
Art.4.1.2.197. Eikenlaan, 38 (1-3m);
Art.4.1.2.198. Hamstraat, 80 (1-3m);
Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)
Art.5.9. Parkeren voorbehouden
Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.
Art.5.9.1.143. Coghenlaan, 244 (6m);
Art.5.9.1.144. Zeven Bunderslaan, 19 (6m);
Art.5.9.1.145. Horzelstraat, 61 (6m);
Art.5.9.1.146. Dolezlaan, 104 (6m);
Art.5.9.1.147. Groelstveldlaan, 8 (6m);
Art.5.9.1.148. Vanderkinderestraat, 318 (6m);
Art.5.9.1.149. Waterloosesteenweg, 1250 (6m);
Artikel 6 : Stilstaan en parkeren (wegmarkeringen)
Art.6.1. Parkeerverbod
Art.6.1.1. Parkeren is verboden op de volgende plaatsen.De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een gele onderbroken streep op de werkelijke rand van de rijbaan of op de boord van het trottoir of van een verhoogde berm.
Art.6.1.1.2. Visserijstraat, 24 (12m);
Artikel 10 : Slotbepalingen
Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;
Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de

verkeerstekens;

Beslist:
de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2025 10 16_Cc_Note explicative.pdf, 2025 10 16_Annexes.pdf

16.10.2025/A/0029 **Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour des projets de mobilité entrant dans cadre de la subvention « équipements et infrastructures » - 2025.**

Le Conseil,

Vu la volonté de la Région de soutenir les communes dans la concrétisation des actions relevant de leur politique de mobilité, notamment par le biais d'un « soutien régional aux actions communales de Mobilité 2025 », sous forme d'octroi de subsides;
Vu la soumission par la Commune d'Uccle, le 5 juin 2025, à Bruxelles Mobilité, de projets de mobilité entrant dans cadre de la subvention « équipements et infrastructures »;
Vu la confirmation par Bruxelles Mobilité, en date du 16 juin 2025, de la bonne réception des documents transmis par la Commune;
Vu la demande de subside introduite par la Commune, pour l'installation de boxes ainsi que le remplacement de bancs pour un montant de 84.087,23 €;
Considérant que, pour des raisons budgétaires, la Région ne pourra financer ces projets qu'à concurrence de 28.460,29 €;
Considérant que l'installation de 10 boxes à vélos a été retenue;
Considérant la proposition de l'Agence Régionale de Stationnement, parking.brussels, d'offrir et d'installer 4 boxes vélos, dont les emplacements seront sélectionnés parmi les 10 localisations subsidiables, à savoir:
- Avenue du Jonc, à hauteur du numéro 13;
- Avenue des Sept Bonniers, à hauteur du numéro 48;
- Rue des Carmélites, à hauteur du numéro 128;
- Rue Joseph Cuylits, entre le numéro 16 et la rue Vanderkindere;
- Rue Dodonée, face au numéro 81;
- Rue Robert Scott, à hauteur du numéro 47;
- Rue des Poussins, à hauteur des numéros 15-17;
- Avenue Oscar Van Goidtsnoven, à hauteur du numéro 19;
- Rue Meyerbeer, à hauteur du numéro 95;
- Avenue Bel-Air, à hauteur du numéro 88;

Considérant que la subvention régionale sera versée en deux tranches : une première tranche de 17.076,17 € et une deuxième de 11.384,12 €;
Considérant que la convention couvre la période allant du 1er décembre 2025 au 31 décembre 2026;
Considérant que le dossier final devra être introduit au plus tard le 30 juin 2027, tout dossier transmis après cette date étant automatiquement annulé et à la charge exclusive de la Commune;

Décide:
- d'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor mobiliteitsprojecten die binnen het kader van de subsidie "uitrustingen en infrastructuur" 2025 vallen.

De raad,

Gelet op de wens van het gewest om de gemeentes te ondersteunen in de concrete uitwerking van de acties die onder hun mobiliteitsbeleid vallen, onder andere via een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteitsacties 2025" in de vorm van subsidies;
Gelet op de indiening door de gemeente Ukkel, op 5 juni 2025, van mobiliteitsprojecten die binnen het kader van de subsidie "Uitrustingen en infrastructuur" vallen bij Brussel Mobiliteit;
Gelet op de bevestiging door Brussel Mobiliteit op 16 juni 2025 van de goede ontvangst van de documenten van de gemeente;
Gelet op de subsidieaanvraag die door de gemeente ingediend werd voor de installatie van boxen en de vervanging van banken, voor een bedrag van € 84.087,23;
Overwegende dat het gewest deze projecten om budgettaire redenen slechts ten belope van € 28.460,29 kan financieren;
Overwegende dat de installatie van 10 fietsboxen in aanmerking genomen werd;
Overwegende het voorstel van het Gewestelijk Parkeeragentschap, parking.brussels, om 4 fietsboxen te schenken en te installeren, waarvan de locatie gekozen wordt uit de 10 subsidieerbare locaties, meer bepaald:
- Biezenlaan, ter hoogte van nummer 13;
- Zeven Bunderslaan, ter hoogte van nummer 48;
- Karmelietenstraat, ter hoogte van nummer 128;
- Joseph Cuylitsstraat, tussen nummer 16 en de Vanderkinderestraat;
- Dodonéestraat, tegenover nummer 81;
- Robert Scottstraat, ter hoogte van nummer 47;
- Kippekensstraat, ter hoogte van nummer 15-17;
- Oscar Van Goidtsnovenlaan, ter hoogte van nummer 19;
- Meyerbeerstraat, ter hoogte van nummer 95;
- Schoon Uitzichtlaan, ter hoogte van nummer 88;
Overwegende dat de gewestelijke subsidie in twee schijven gestort wordt: een eerste schijf van € 17.076,17 en een tweede van € 11.384,12;
Overwegende dat de overeenkomst de periode van 1 december 2025 tot 31 december 2026 dekt;
Overwegende dat het einddossier uiterlijk op 30 juni 2027 ingediend moet worden, elk dossier dat na deze datum ingediend wordt wordt automatisch nietig verklaard en is uitsluitend ten laste van de gemeente;

Beslist:
- De overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
SUP25.1353_UCC_convFR_EqInfra.pdf, Localisations_boxes_subsides_2025.pdf, SUP25.1353_UCC_convNL_EqInfra.pdf

---

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

16.10.2025/A/0030 **Approbation d'un accord de non divulgation dans le cadre d'un test d'intégration de la maquette numérique de l'un des bâtiments communaux pour en vérifier la compatibilité avec le logiciel du fournisseur.**

Le Conseil,

Vu la demande émanant du Service Architecture relative à la recherche d'un logiciel de gestion permettant l'intégration de maquettes numériques des bâtiments communaux ;

Vu la proposition de la société SIGIS de réaliser un test d'intégration sur une maquette numérique d'un bâtiment communal, dessiné par notre service Architecture, afin d'en vérifier la compatibilité avec son logiciel ;

Vu l'accord de non-divulgation (NDA) préparé et validé par notre service juridique pour encadrer et sécuriser l'utilisation des données transmises dans le cadre de ce test;

Considérant que la signature de cet accord est une condition préalable à la réalisation du test d'intégration avec la société SIGIS;

Décide:

d'approuver la signature de l'accord de non-divulgation (NDA) avec la société SIGIS, dans le cadre du test d'intégration d'une maquette numérique d'un bâtiment communal.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Goedkeuring van een geheimhoudingsovereenkomst in het kader van een integratietest van het digitale model van een van de gemeentelijke gebouwen om de compatibiliteit met de software van de leverancier te beoordelen.

De Raad,

Gezien het verzoek van de dienst Architectuur om op zoek te gaan naar beheerssoftware waarmee digitale modellen van gemeentelijke gebouwen kunnen worden geïntegreerd;

Gezien het voorstel van het bedrijf SIGIS om een integratietest uit te voeren op een digitaal model van een gemeentelijk gebouw, ontworpen en getekend door onze dienst Architectuur, om de compatibiliteit met hun software na te gaan;

Gezien de geheimhoudingsovereenkomst (NDA) die door onze juridische dienst is opgesteld en goedgekeurd om het gebruik van de in het kader van deze test doorgegeven gegevens te reguleren en te beveiligen;

Overwegende dat de ondertekening van deze overeenkomst een voorwaarde is voor het uitvoeren van de integratietest met het bedrijf SIGIS;

Besluit:

de ondertekening van de geheimhoudingsovereenkomst (NDA) met het bedrijf SIGIS goed te keuren in het kader van de integratietest van een digitaal model van een gemeentelijk gebouw.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
accord_de_non_divulgation-fournisseur.pdf

Maintenance - Onderhoud

16.10.2025/A/0031 **Ecole Saint-Job - Réaménagement de la cour de récréation - Marché de travaux.- Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au réaménagement de la cour de récréation de l'école de Saint-Job;
Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;
Considérant que le service Rénovation et maintenance des bâtiments a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense estimée de 385.934,81 € (hors majoration et tva), soit 424.528,30 € (majoration 10 % comprise et hors tva), soit 450.000,00 € (majoration 10 % et tva 6 % comprises);
Considérant que la dépense précitée pourra être engagée à l'article 722/723-60/85-20250177 du budget extraordinaire 2025;
Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2015 du S.P.F. Finances modifiant l'arrête royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux et abaissant à partir du 1er janvier 2016 le taux de tva de 21 % à 6 % pour les bâtiments scolaires;
Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics,

Approuve :

- le projet de réaménagement de la cour de récréation de l'école de Saint-Job;
- les documents d'adjudication y relatifs (cahier spécial des charges, Plan général de sécurité et de santé, ...)
- la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 385.934,81 € (hors majoration et tva), soit 424.528,30 € (majoration 10 % comprise et hors tva), soit 450.000,00 € (majoration 10 % et tva 6 % comprises); qui pourra être engagée à l'article 722/723-60/85-20250177 du budget extraordinaire 2025;
- la transmission de la présente délibération aux services de la tutelle.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Sint-Job school - Herinrichting van de speelplaats - Overheidsopdracht voor werken.- Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is om de speelplaats van de school van Sint-Job opnieuw in te richten;
Overwegende dat een overheidsopdracht moet worden gegund via een procedure van rechtstreekse onderhandelingen, waarbij de bovenbedoelde werkzaamheden vooraf moeten worden bekendgemaakt;
Overwegende dat de dienst Renovatie en onderhoud van de gebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 385.934,81 (buiten vermeerdering en btw), hetzij 424.528,30 (inclusief vermeerdering 10 % en excl. btw), hetzij € 450.000,00 (inclusief vermeerdering 10 % en btw 6 %);
Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder artikel 722/723-60/85-20250177 van de buitengewone begroting 2025;
Gelet op het koninklijk besluit van F.O.D. Financiën tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven en tot verlaging vanaf 1 januari 2016 van de tarief over de toegevoegde waarde van 21 % tot 6 % voor de schoolgebouwen;
Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 41, 1ste lid, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten,

Keurt de volgende punten goed :
- het herinrichtingsproject van de speelplaats van de school van Sint-Job;
- de daarbij horende aanbestedingsdocumenten (het bestek, het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan,...);
- de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht voor werken via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41, 1ste lid, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
- de raming van de totale uitgave van € 385.934,81 (buiten vermeerdering en btw), hetzij € 424.528,30 (inclusief vermeerdering 10 % en excl. btw), hetzij € 450.000,00 (inclusief vermeerdering 10 % en btw 6 %) te boeken onder artikel 722/723-60/85-

20250177 van de buitengewone begroting 2025;
- de financiering van de uitgave door middel van een lening;
- de overmaking van onderhavige beraadslaging aan de toezichthoudende diensten.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen
PGSS - UCCLE RECRE ST JOB NLpdf.pdf, Csch_St Job_Réaménagement cour de récréation_revu OD_03102025.pdf, CSC Saint-Job NL.pdf, Estimation.pdf, 251003_CSC ST job_FR.pdf, Métré2.pdf, PGSS - UCCLE RECRE ST JOB.pdf, Annexe5_CROQUIS.pdf, Annexe6_ESQUISSE.pdf, Bestek - Sint-Job.pdf, Bijlage5_SCHETSEN.pdf, Bijlage6_ONTWERPPLAN.pdf

---

16.10.2025/A/0032 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Ecole du Homborch - Réaménagement de la cour de récréation - Marché de travaux.- Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au réaménagement de la cour de récréation de l'école du Homborch;
Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;
Considérant que les documents techniques sont parvenus tardivement et qu'il est urgent de faire approuver les conditions de ce marché par le Conseil Communal du mois d'octobre en vue de pouvoir lancer les consultations dans les meilleurs délais et d'attribuer ledit marché avant la fin de l'année;
Considérant que le service Rénovation et maintenance des bâtiments a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense estimée de 385.934,81 € (hors majoration et tva), soit 424.528,30 € (majoration 10 % comprise et hors tva), soit 450.000,00 € (majoration 10 % et tva 6 % comprises);
Considérant que la dépense précitée pourra être engagée à l'article 722/723-60/85-20250176 du budget extraordinaire 2025;
Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2015 du S.P.F. Finances modifiant l'arrête royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux et abaissant à partir du 1er janvier 2016 le taux de tva de 21 % à 6 % pour les bâtiments scolaires;
Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
Vu l'arrêté du 27 juin 2024 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Approuve :
- le projet de réaménagement de la cour de récréation de l'école du Homborch;
- les documents d'adjudication y relatifs (cahier spécial des charges, Plan général de sécurité et de santé, ...);

- la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 385.934,81 € (hors majoration et tva), soit 424.528,30 € (majoration 10 % comprise et hors tva), soit 450.000,00 € (majoration 10 % et tva 6 % comprises); qui pourra être engagée à l'article 722/723-60/85-20250176 du budget extraordinaire 2025;

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Homborch school - Herinrichting van de speelplaats - Overheidsopdracht voor werken.- Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is om de speelplaats van de school van Homborch opnieuw in te richten;
Overwegende dat een overheidsopdracht moet worden gegund via een procedure van rechtstreekse onderhandelingen, waarbij de bovenbedoelde werkzaamheden vooraf moeten worden bekendgemaakt;
Overwegende dat de technische documenten laattijdig zijn ontvangen en dat het dringend is om de voorwaarden van deze opdracht in de gemeenteraad van oktober te laten goedkeuren, teneinde de raadplegingen zo spoedig mogelijk te kunnen opstarten en deze opdracht vóór het einde van het jaar te kunnen gunnen ;
Overwegende dat de dienst Renovatie en onderhoud van de gebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 385.934,81 (buiten vermeerdering en btw), hetzij 424.528,30 (inclusief vermeerdering 10 % en excl. btw), hetzij € 450.000,00 (inclusief vermeerdering 10 % en btw 6 %);
Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder artikel 722/723-60/85-20250176 van de buitengewone begroting 2025;
Gelet op het koninklijk besluit van F.O.D. Financiën tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven en tot verlaging vanaf 1 januari 2016 van de tarief over de toegevoegde waarde van 21 % tot 6 % voor de schoolgebouwen;
Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 41, 1ste lid, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
Gelet op het besluit van 27 juni 2024 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Keurt de volgende punten goed :
- het herinrichtingsproject van de speelplaats van de school van Homborch;
- de daarbij horende aanbestedingsdocumenten (het bestek, het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan,...);
- de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht voor werken via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking

overeenkomstig artikel 41, 1ste lid, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
- de raming van de totale uitgave van € 385.934,81 (buiten vermeerdering en btw), hetzij € 424.528,30 (inclusief vermeerdering 10 % en excl. btw), hetzij € 450.000,00 (inclusief vermeerdering 10 % en btw 6 %) te boeken onder artikel 722/723-60/85-20250176 van de buitengewone begroting 2025;
- de financiering van de uitgave door middel van een lening;

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen
251008_HOMBORCH_P1.pdf, 251008_HOMBORCH_CSC.pdf, PGSS - UCCLE RECRE HOMBORCH NLpdf.pdf, Bestek - Homborch.pdf, CCH - Designaion entrepreneurs Homborch - Modele 3P.pdf, CSC Homborch NL.pdf, PGSS - UCCLE RECRE HOMBORCH.pdf, Métré Homborch.pdf

Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.
Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.
Perrine Ledan entre en séance / treedt in zitting.
Lara Querton entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

16.10.2025/A/0033 **Budget participatif 2024 - Mise en place du projet de sensibilisation et d'accompagnement de la population uccloise dans la réduction de son empreinte carbone - Approbation du règlement du concours "Ensemble, faisons le poids".**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu le volet territoire du Programme d'Actions Climat (PAC) adopté par Conseil communal le 19 octobre 2023 et la fiche SE1 « Sensibiliser les Ucclois(es) aux enjeux climatiques et environnementaux »;
Vu qu'à l'occasion du vote du Budget Participatif 2024, le projet « Bougeons ! » a été sélectionné par les citoyens;
Vu la décision du Collège du 24 juin 2025 d'attribuer le marché public de services « Sensibilisation et accompagnement de la population uccloise dans la réduction de son empreinte carbone » à la société NEOENEA dans le cadre de la mise en œuvre du projet du Budget Participatif « Bougeons ! »;
Considérant que la première étape du projet est de prévoir une campagne de communication afin d'inviter la population uccloise à calculer son empreinte carbone avec un objectif de 2.000 calculs;
Considérant qu'il est proposé de prévoir, afin de maximiser le nombre de calculs d'empreinte carbone, un concours appelé « Ensemble faisons le poids » du 1er novembre au 10 décembre 2025 avec des prix sous forme de chèques commerces locaux;

Vu la décision du Collège du 23 septembre 2025 d'approuver l'allocation de 500 chèques commerces locaux de 10 € par le service Économie et Commerce au projet;
Considérant que deux types de prix seront prévus dans le concours : d'une part 10 prix de 100 € pour des participant(e)s du concours (le résultat de leur empreinte carbone n'est pas important, seule la participation compte) et d'autre part 10 prix de 400 € pour des associations uccloises;
Considérant que les chèques commerces locaux seront remis par le service Économie et Commerce en main propre aux gagnant(e)s du concours, qui pourront venir les récupérer sur rendez-vous entre la mi-décembre (avant les fêtes de fin d'année) et fin janvier;
Considérant qu'il sera proposé, afin de prendre en compte la fracture numérique, d'accompagner les personnes dans le calcul de leur empreinte carbone et leur participation au concours;
Considérant qu'en fonction des résultats des calculs, les participantes et les participants pourront, s'ils le souhaitent, participer à des ateliers gratuits d'accompagnement de réduction d'empreinte carbone organisés par la Commune d'Uccle en collaboration avec NEOENEA;
Considérant que les résultats des calculs permettront de mieux connaître l'empreinte carbone moyenne de la population uccloise;
Considérant que le règlement et les documents en annexe ont été rédigés en concertation avec les services Économie & Commerce, Juridique, Participation citoyenne, Environnement, le délégué à la protection des données ainsi que NEOENEA;

Décide :
- d'approuver le règlement et les documents annexés relatifs au concours « Ensemble faisons le poids » et son entrée en vigueur le 01 novembre 2025.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Participatief budget 2024 - Uitvoering van het sensibiliserings- en begeleidingsproject van de Ukkelse bevolking in de verlaging van haar koolstofvoetafdruk - Goedkeuring van het reglement van de wedstrijd "Samen leggen we gewicht in de schaal!".

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het luik Grondgebied van het Klimaatactieprogramma (KAP), goedgekeurd door de gemeenteraad op 19 oktober 2023, en fiche SE1 "De Ukkelaars sensibiliseren voor de klimaat- en milieu-uitdagingen";
Aangezien bij de stemming voor het Participatief budget 2024 het project "Bewegen!" geselecteerd werd door de burgers;
Gelet op de beslissing van het college van 24 juni 2025 om de overheidsopdracht van diensten "Sensibilisering en begeleiding van de Ukkelse bevolking in de verlaging van haar koolstofvoetafdruk" te gunnen aan de firma NEOENEA in het kader van de uitvoering van het project van het Participatief budget "Bewegen!";
Overwegende dat de eerste fase van het project erin bestaat een communicatiecampagne te plannen om de Ukkelse bevolking uit te nodigen haar koolstofvoetafdruk te berekenen, met als doel 2.000 berekeningen;
Overwegende dat voorgesteld wordt, om het aantal berekeningen van de koolstofvoetafdruk te maximaliseren, te voorzien in een wedstrijd "Samen leggen we gewicht in de schaal!" van 1 november tot 10 december 2025 met prijzen in de vorm

van lokale handelscheques;
Gelet op de beslissing van het college van 23 september 2025 om de toekenning van 500 lokale handelscheques van € 10 door de dienst Economie en Handel aan het project goed te keuren;
Overwegende dat er in twee types prijzen voorzien is in de wedstrijd: enerzijds 10 prijzen van € 100 voor deelnemers aan de wedstrijd (het resultaat van hun koolstofvoetafdruk is niet belangrijk, enkel de deelname telt) en anderzijds 10 prijzen van € 400 voor Ukkelse verenigingen;
Overwegende dat de lokale handelscheques persoonlijk door de dienst Economie en Handel overhandigd worden aan de winnaars van de wedstrijd, die ze op afspraak kunnen afhalen van midden december (voor de eindejaarsfeesten) tot eind januari;
Overwegende dat voorgesteld wordt, rekening houdend met de digitale kloof, om de mensen te begeleiden in de berekening van hun koolstofvoetafdruk en hun deelname aan de wedstrijd;
Overwegende dat de deelnemers naargelang de resultaten van de berekeningen, indien ze dat wensen, kunnen deelnemen aan gratis begeleidende workshops om hun koolstofvoetafdruk te verkleinen, die georganiseerd worden door de gemeente Ukkel in samenwerking met NEOENEA;
Overwegende dat de resultaten van de berekeningen het mogelijk maken een beter zicht te krijgen op de gemiddelde koolstofvoetafdruk van de Ukkelse bevolking;
Overwegende dat het reglement en de documenten in de bijlage opgesteld werden in samenspraak tussen de dienst Economie & Handel, de Juridische dienst, de dienst Burgerinspraak, de Milieudienst, de afgevaardigde gegevensbescherming en NEOENEA;

Beslist:
- Het reglement en de documenten in de bijlage met betrekking tot de wedstrijd "Samen leggen we gewicht in de schaal!" en de inwerkingtreding ervan op 1 november 2025 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen
Carte quartiers Uccle.jpg, Règlement Concours Ensemble faisons le poids.pdf, Règlement Concours Ensemble faisons le poids_NL.pdf, Formulaire inscription concours.pdf, Carte quartiers Uccle_NL.jpg, Formulaire inscription concours_NL.pdf

---

16.10.2025/A/0034 **Convention pour la prise en charge de la destruction des nids de frelons asiatiques sur le territoire de la Commune d'Uccle par Vespa Hunter 1180 - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu que la Commune collabore avec succès avec Vespa Hunter 1180 depuis 2023 dans le cadre de la prise en charge de la destruction et la recherche des nids de frelons asiatiques sur les terrains privés du territoire d'Uccle;
Considérant que Vespa Hunter 1180 est un collectif qui fonctionne grâce aux dons et sur base de bénévolat;
Considérant que celui-ci interviendra uniquement dans les espaces privés du territoire;
Considérant que ce collectif est intervenu sur 109 nids depuis 2022;
Considérant que la présence du frelon asiatique est en augmentation constante;

Considérant qu'il a été convenu par les instances européennes que l'espèce ne pourra être éradiqué mais qu'elle doit au maximum être contrôlée;
Considérant que l'action de Vespa Hunter vise avant tout à protéger tout notre écosystème mais aussi à neutraliser les nids primaires et secondaires, à vérifier les nids renseignés et leur activité, à rechercher les nids secondaires par triangulation, informer le propriétaire du danger encouru,.... ;
Considérant qu'une convention est une procédure légère administrativement parlant tout en offrant un minimum de garantie quant aux services rendus par l'autre partie;

Décide
d'approuver la présente convention relative à la subvention de Vespa Hunter 1180 pour la prise en charge de la recherche et de la destruction des nids de frelons asiatiques sur les terrains privés du territoire de la Commune d'Uccle;
d'octroyer annuellement à Vespa Hunter 1180 un montant de 3.000 € et d'engager la dépense à l'article104/332-02/17 du budget ordinaire 2025.
Pour les années suivantes, sur l'article 879/332-02/93, sous réserve de l'approbation du budget.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Overeenkomst voor de vernietiging van nesten van Aziatische hoornaars op het grondgebied van de gemeente Ukkel door Vespa Hunter 1180 – Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien de gemeente sinds 2023 met succes samenwerkt met Vespa Hunter 1180 in het kader van de vernietiging en de opsporing van nesten van Aziatische hoornaars op privéterrein op het grondgebied van Ukkel;
Overwegende dat Vespa Hunter 1180 een collectief is die werkt dankzij giften en op basis van vrijwilligers;
Overwegende dat ze enkel ingrijpt op privéterrein op het grondgebied;
Overwegende dat deze collectief sinds 2022 ingegrepen heeft voor 109 nesten;
Overwegende dat de aanwezigheid van de Aziatische hoornaar voortdurend toeneemt;
Overwegende dat door de Europese instanties overeengekomen werd dat de soort niet uitgeroeid mag worden maar zo veel mogelijk gecontroleerd moet worden;
Overwegende dat de actie van Vespa Hunter in de eerste plaats beoogt ons ecosysteem te beschermen maar ook de primaire en secundaire nesten te neutraliseren, de gemelde nesten en de activiteit ervan te controleren, de secundaire nesten op te sporen door driehoeksmeting, de eigenaar te informeren over het gevaar dat hij loopt, …;
Overwegende dat een overeenkomst een lichte administratieve procedure is die een minimale garantie biedt wat betreft de diensten die door de andere partij verschaft worden;

Beslist:

De onderhavige overeenkomst met betrekking tot de subsidie aan Vespa Hunter 1180 voor de opsporing en de vernietiging van nesten van Aziatische hoornaars op privéterrein op het grondgebied van de gemeente Ukkel goed te keuren;
Jaarlijks aan Vespa Hunter 1180 een bedrag van € 3.000 toe te kennen en de uitgave vast te leggen op artikel 104/332-02/17 van de gewone begroting 2025.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Convention_VESPA_HUNTER.docx, accord PC et MDB.pdf

16.10.2025/A/0035 **Subisdes aux associations actives en matière de développement durable - engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 7.800 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2025 pour des "Subsides à diverses associations actives en matière de développement durable";
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;
Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;
Vu l'adoption par le Conseil communal du 28 avril 2022 d'un nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement ou pour un projet ponctuel;
Attendu que ces subsides sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;
Considérant la demande d'un subside ponctuel de l'asbl Tournesol pour la fête des 40 ans de celle-ci à la ferme d'Uccle;
Considérant que le formulaire de demande est complet;
Considérant la proposition d'octroyer un subside de 1500€ à l'asbl Tournesol;
Considérant qu'il sera demandé à l'association de mettre le logo de la Commune d'Uccle sur ses supports de communication;

Décide:
d'octroyer une subvention d'un montant de 1500€ à l'asbl Tournesol;
d'approuver l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Subsidies aan verenigingen die werken rond duurzame ontwikkeling - vastlegging van de uitgave toe te staan.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 7.800 voorzien is op artikel 879/332-02/93 van de begroting 2025 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van duurzame ontwikkeling";
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 met betrekking tot de wet van 14 november 1983 met als voorwerp de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen die door de gemeentes toegekend worden;
Gelet op de aanname door de gemeenteraad van 28 april 2022 van een nieuw reglement met betrekking tot de toekenning van werkingssubsidies of voor een gericht project;
Aangezien deze subsidies toegekend worden naargelang de thema's die in Ukkel

en elders actueel zijn;
Overwegende de vraag naar een gerichte subsidie van vzw Tournesol voor het feest voor haar 40-jarig bestaan in de Hoeve van Ukkel;
Overwegende dat het aanvraagformulier volledig is;
Overwegende het voorstel om een subsidie van € 1.500 toe te kennen aan vzw Tournesol;
Overwegende dat aan de vereniging gevraagd wordt om het logo van de gemeente Ukkel op haar communicatiedragers te plaatsen;

Beslist:
Een subsidie van € 1.500 toe te kennen aan vzw Tournesol;
De vastlegging van de uitgave toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen
Tournesol-Zonnebloem_publication MoniteurBelge_2023-04-24_désignation Direction.pdf, subside ponctuel - ferme de lAutomne - ferme dUccle.pdf, 3.Tournesol-Zonnebloem_Rapport Activités_2024.pdf, Tournesol-Zonnebloem_attestation bancaire_2024-07-08.pdf, 4.Tournesol-Zonnebloem_COMPTE DE RESULTAT_2024.pdf, 5.Tournesol-Zonnebloem_BILAN 2024.pdf, Tournesol-Zonnebloem_STATUTS_2023-11-16.pdf

Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

16.10.2025/A/0036 **CPAS - Compte de l'exercice 2024 - Approbation.**

Le Conseil,
Vu les articles 89 et 112 ter de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;
Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 27 août 2025, parvenue à notre administration le 4 septembre 2025, arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2024 du C.P.A.S., ainsi que son rapport annuel;
Vu que le compte se clôture par un mali comptable final de 1.255.779,00 € entraînant une correction de la dotation communale,
Décide d'approuver le compte de l'exercice 2024 du C.P.A.S..

Mme l'Echevine De Brouwer *précise que la dotation communale correspond à une contribution de 325 € par habitant, soit un montant nettement supérieur à la moyenne observée dans les autres communes du cluster d'Uccle (Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Watermael-Boitsfort et Auderghem), dont le montant s'élève à 100 €.*

Une part importante de la dotation accordée vise à soutenir les demandes d'aide sociale. Le rapport annuel relève à cet égard une augmentation des revenus d'intégration depuis 2020, et particulièrement au bénéfice de jeunes en 2023 et 2024, ce qui a de quoi interpeller.

Le CPAS a assuré le suivi de 118 personnes sans abri en 2024. L'antenne sociale accueille en moyenne 28 usagers par jour. 143 personnes résident dans les

logements relevant des initiatives locales d'accueil (ILA). L'aide assurée via le Centre de distribution alimentaire gratuite (CDAG) est également en augmentation, puisque le nombre de ménages qui s'y rendent quotidiennement est passé de 122 à 200 depuis 2021. 450 personnes, parmi lesquelles 78 femmes SDF, ont pu retrouver un logement grâce au coaching effectué par la cellule Logement du CPAS. Ces chiffres sont de nature à casser les stéréotypes souvent véhiculés à propos de la commune d'Uccle.

Mme l'Echevine De Brouwer tient aussi à souligner le taux de réussite scolaire de 97 % constaté à la Cité de l'Enfance Asselberghs. Vu le rôle de l'école dans l'autonomisation et l'émancipation sociale, il y a lieu de s'en réjouir.

M. le Président du CPAS *signale que le compte 2024 se clôture par un mali de 1.255.779 €. Les dépenses d'exploitation et les recettes ont été réalisées respectivement à 93 % et 97 %. Cette différence de 4 % ajoutée à l'intégration du résultat 2023 dans la dotation communale a débouché sur un boni d'exploitation plus important que prévu. Ce boni du service d'exploitation a certes atténué le déficit du service d'investissement, mais insuffisamment pour atteindre l'équilibre. L'intégration du résultat 2023 et l'absence de vente du fonds de Calevoet permettent d'expliquer le résultat final. Si les recettes de prestations diminuent par rapport à 2023, c'est surtout à cause de réalisations plus faibles que prévu dans deux domaines, en l'occurrence la mise à l'emploi via le dispositif « article 60 » et l'intervention des résidents dans les frais d'hébergement du domaine du Nekkersgat.*

Les dépenses d'exploitation sont caractérisées par un ralentissement de la croissance, dû à la baisse de l'inflation et à une vigilance accrue dans la gestion des dépenses de personnel, de redistribution et de fonctionnement. Ce tassement était déjà visible au budget et se concrétise encore davantage au compte.

Le recouvrement auprès des bénéficiaires et le travail de nettoyage des exercices clos se poursuit avec énergie : le taux de récupération des services payants atteint 74 % et la récupération des indus et des aides sociales remboursables passe de 13 % à 19 %. En 2024, un montant de 807.124 € a été classé comme irrécouvrable, et les années 2014 et 2015 ont pu être entièrement nettoyées. Malgré ces efforts, le solde total des créances antérieures à 2024 augmente quand même de près de 340.000 €, surtout en raison de l'ampleur des créances de 2022 et 2023 encore ouvertes et gonflées par l'inflation de 2022.

En 2024, le fonds des créances aléatoires augmente de 83.238 € et reste donc maîtrisé. Cette évolution s'explique par le travail méthodique des nettoyages comptables, qui vise à terme à conserver uniquement les créances réellement fondées. M. le Président du CPAS rappelle à cet égard qu'en vertu de la loi, la commune préfinance 100 % des créances qui remontent à plus de 5 ans et 10 % de celles qui remontent à moins de 5 ans.

Le CPAS travaille en parfaite synergie avec la commune pour la gestion de la trésorerie. Il lui a prêté son excédent de trésorerie, ce qui a permis à la commune de limiter ses propres emprunts. En 2026, ce sera probablement l'inverse. Le receveur communal et le directeur financier du CPAS sont désormais en contact régulier pour la gestion de la trésorerie, les futurs marchés d'emprunt et les échanges d'informations et demandes pratiques.

M. le Président du CPAS conclut son intervention en énumérant les résultats concrets de la politique poursuivie : 521 agents (hors article 60), 1.064 bénéficiaires du RIS et 419 équivalents recensés fin décembre 2024, 1.526 personnes suivies dans des programmes d'insertion professionnelle, 200 ménages venant quotidiennement au CDAG, 3.015 consultations gratuites au cabinet médical, 50 adultes et 23 mineurs hébergés dans un logement de transit, 36 jeunes hébergés à la Cité Asselberghs à la demande des juges de la jeunesse et des conseillers d'aide à la jeunesse, 180 dossiers ouverts et 195 consultations au service de médiation de dettes,…

M. Cools *précise que le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur ce point, vu qu'un compte constitue à la fois un rendu de gestion et un document technique de comptabilisation des dépenses et recettes.*

Pour ce qui concerne le volet comptabilisation des dépenses et recettes, il n'y a évidemment aucune raison de suspecter que les chiffres donnés ne soient pas l'exact reflet de la réalité. Mais par rapport à l'autre volet, le groupe Uccle en avant ne peut se résoudre à accorder purement et simplement un satisfecit aux conséquences de la dotation au CPAS de 2024.

M. Cools n'a d'ailleurs pas manqué de souligner avant les élections que cette dotation était insuffisante pour présenter un budget en équilibre, et le comité technique du CPAS partageait cet avis. Ceci a entraîné une augmentation de 4 millions d'euros en novembre 2024. M. Cools ne comprend d'ailleurs pas pourquoi cette augmentation n'a pas été directement plus importante, de manière à éviter le déficit au compte que l'on constate actuellement.

M. Cools estime qu'il convient d'accélérer le processus de rattrapage des créances irrécouvrables.

Il rappelle les propos tenus en commission d'une part quant à la volonté de vendre le home Brugmann, dont on entend néanmoins maintenir une location pour l'accueil des pensionnaires tant que les travaux ne sont pas achevés au domaine du Nekkersgat, et d'autre part quant à la vente du fonds de Calevoet qui n'a pu être conclue l'année dernière, ce qui explique le déficit du CPAS et l'intention de vendre les deux maisons acquises pour contrecarrer l'opposition des deux propriétaires riverains du nouveau bâtiment du home du Nekkersgat.

Cette politique de vente est tout à fait compréhensible, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit là d'opérations « one shot », qui ne sont pas en mesure de restaurer de manière durable la situation financière du CPAS, et ce d'autant plus qu'il faudra en outre subir l'impact des décisions du gouvernement Arizona.

Les ventes sont censées être effectuées sans condition. Selon M. Cools, il eût été opportun que la vente du terrain du fonds de Calevoet fût assortie de conditions telles que par exemple l'aménagement de logements intergénérationnels. Et pour le home Brugmann, on pourrait prévoir selon le même mécanisme la préservation d'une partie de l'espace vert où se développe une série d'initiatives citoyennes.

M. Cools insiste aussi sur la nécessaire mise en œuvre d'un processus de recrutement d'assistants sociaux supplémentaires afin de faire face à l'afflux des personnes qui seront exclues du chômage.

Les anciennes Commissions d'assistance publique (CAP) étant devenues des Centres publics d'action sociale (CPAS), M. Cools accorde une grande importance au fait que la politique sociale ne doit pas se limiter à prodiguer des aides mais doit au contraire viser à une réelle réinsertion professionnelle des citoyens qui sollicitent le secours du CPAS. À cet égard, le dispositif « article 60 » ne s'avère parfois qu'une réinsertion temporaire.

Ces diverses considérations amènent le groupe Uccle en avant à opter pour l'abstention.

Mme Kabachi *signale que le groupe socialiste va également s'abstenir, vu qu'il s'agit ici d'un document technique qui s'avère une photographie de l'exécution du budget.*

Toutefois, l'examen de ce compte 2024 du CPAS met en lumière une tendance qui malheureusement se confirme année après année, étant donné que le résultat au compte est à nouveau déficitaire pour plus d'un million d'euros. Le déséquilibre budgétaire du CPAS est désormais structurel.

Pour ce qui concerne les recettes, on observe une dépendance croissante du CPAS aux transferts de la commune. Or, la dotation communale ne suffit plus à

compenser la hausse continue des dépenses. Certes, la vente du fonds Calevoet, escomptée pour 2026, procurera une recette, mais que fera-t-on les années ultérieures, vu qu'il s'agit d'une opération « one shot » ? Jusqu'à quand la tutelle tolérera le recours à la vente du patrimoine pour assurer l'équilibre ?

Une réorientation stratégique s'avère donc nécessaire, et ce d'autant plus que la trésorerie est dans une situation dangereuse, puisqu'elle a fondu en 2023 et 2024.

Le groupe socialiste tient à rappeler que le CPAS n'est pas une administration comme les autres, car c'est le dernier rempart contre la précarité. Il ne peut fonctionner à vue, au gré des urgences. Mme Kabachi plaide donc en faveur de la mise en place d'un plan de redressement pluriannuel, fondé sur des objectifs clairs et transparents qui ne remettent pas en cause l'aide directe aux personnes.

Mme Nagelmackers *rappelle que sa propre formation politique faisait partie de la majorité sous la précédente mandature. Le groupe Les Engagés assume donc la responsabilité des décisions qui ont été prises antérieurement et marque son accord sur ce compte, puisqu'il traduit des choix collectifs qui ont été effectués auparavant et qu'il convient d'assumer de façon cohérente.*

Mme Nagelmackers prend acte du mali comptable de 1.25 million d'euros et du mali de trésorerie de 5 millions d'euros.

Les déséquilibres constatés s'expliquent par les investissements lourds qui ont été opérés, notamment pour les travaux au domaine du Nekkersgat, dont le montant s'élève à plus de 30 millions d'euros, ainsi que par l'augmentation du nombre d'allocataires sociaux soutenus par le CPAS. Ces investissements étaient nécessaires pour moderniser les infrastructures et améliorer la qualité des services offerts aux bénéficiaires, mais ils pèsent fortement sur les finances, et ce d'autant plus que le déficit structurel des deux maisons de repos dépasse à présent plus de 4,5 millions d'euros.

La situation est encore plus préoccupante pour 2025. Le groupe Les Engagés avait souligné que le budget était insuffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses et en effet, ce budget a dû être rectifié par une première modification budgétaire de 1,8 million d'euros, approuvée le 24 avril 2025, suivie d'une seconde, qui figurait à l'ordre du jour de la réunion d'hier. Ces modifications interviennent dans un contexte marqué par des déficits encore plus élevés cette année pour les maisons de repos.

Pour ce qui concerne la situation de 2024, il convient d'examiner lucidement les dossiers patrimoniaux relatifs au terrain de Calevoet et au home Brugmann.

Affirmer que le compte serait à l'équilibre si le terrain de Calevoet, estimé à 2,4 millions d'euros, avait été vendu revient à s'appuyer sur une recette hypothétique. Même réalisée, cette vente ne serait qu'un coup de pouce ponctuel qui ne règle pas le déséquilibre structurel.

La vente envisagée du home Brugmann en 2026 pourrait alléger temporairement la charge financière sans apporter pour autant de solution durable à la problématique de l'orientation qu'il convient de donner à la politique patrimoniale : souhaite-t-on se limiter à des équilibres ponctuels via des cessions d'actifs ou entend-on fixer une trajectoire structurellement soutenable ? Il y a lieu aussi de mesurer le coût d'opportunité de cette vente par rapport à des affectations sociales ou des aménagements de logements.

Le manque de trésorerie résulte en outre des retards de perception des subsides, dont le montant espéré s'élève à près de 3,5 millions d'euros, et du recours à des emprunts ponctuels à taux élevé, dont il y a lieu de s'interroger sur la viabilité à moyen terme.

Toutefois, le fait que 97 % des recettes prévues ont été réalisées atteste le professionnalisme des équipes dans l'exécution du budget. Il s'agit là d'un élément incontestablement positif que Mme Nagelmackers tient à souligner.

L'arrivée de chômeurs de longue durée au CPAS suite à la réforme fédérale

aura un impact qu'il convient d'anticiper. Il faut s'y préparer dès à présent avec des moyens adaptés et une coopération étroite entre la commune et le CPAS. La coordination initiée entre le receveur de la commune et le directeur financier du CPAS s'inscrit dans cette perspective.

Mme Nagelmackers plaide en faveur d'économie structurelles évitant de mettre en difficulté les personnes précarisées. Ces économies devraient donc découler de l'optimisation du domaine du Nekkersgat, de la rationalisation des services, de la vente du home Brugmann ou des conclusions de l'audit relatif à la gestion des maisons de repos.

M. le Président du CPAS *rappelle que tous les groupes politiques siégeant au Conseil ont voté en faveur de la rénovation du domaine du Nekkersgat, dont le coût important implique le recours à l'emprunt. Les projets relatifs à la vente du terrain de Calevoet ou du home Brugmann et des deux maisons attenantes visent à diminuer la charge d'emprunt et donc à réduire les dépenses. Le terrain du home Brugmann sera proposé en priorité aux instances régionales mais en cas de refus de leur part, la vente sera effectuée sur le marché public.*

La préservation de l'espace vert et des potagers que suggère M. Cools risque de réduire la valeur du terrain et irait à l'encontre des objectifs de bonne gestion fondés sur une réduction des dépenses et une croissance des recettes, pour lesquels il plaide par ailleurs.

M. Cools *tient à préciser qu'une vente sous conditions n'entraîne pas nécessairement une baisse de la valeur du terrain considéré.*

Et selon lui, il serait opportun de maintenir en espace vert une partie de ce terrain. La réglementation régionale insère d'ailleurs le maintien en pleine terre d'une partie des zones considérées parmi les obligations requises pour l'introduction de permis d'urbanisme. Vu que dans ce cas-ci, le permis est délivré par les instances régionales et non par la commune, il faudra bien persuader la Région d'opter pour un projet convenable qui s'intègre adéquatement dans le quartier.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 31 votes positifs, 7 abstentions.
Abstentions : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

OCMW - Begrotingsrekening dienstjaar 2024 - Goedkeuring.

De Raad,
Gelet op de artikels 89 en 112 ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare centra voor Maatschappelijk welzijn;
Gelet op de beraadslagingen van 27 augustus 2025, bij het gemeentebestuur toegekomen op 4 september 2025, waarbij de Rad voor maatschappelijk welzijn besloten heeft het jaarlijks rapport en de rekening van het dienstjaar 2024 van het O.C.M.W. definitief vast te leggen en goed te keuren;
Aangezien de rekening zich afsluit met een finaal boekhoudkundige mali van 1.255.779,00 € die een correctie van de gemeentelijke bijdrage voor gevolg heeft,
Beslist de rekening van het dienstjaar 2024 van het O.C.M.W. goed te keuren.

Schepen De Brouwer *preciseert dat de gemeentelijke dotatie overeenkomt met een bijdrage van € 325 per inwoner, wat beduidend hoger is dan het gemiddelde in de andere gemeentes van de cluster Ukkel (Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe, Watermaal-Bosvoorde en Oudergem), dat € 100 bedraagt.*

Een aanzienlijk deel van de dotatie is bedoeld om aanvragen voor sociale bijstand te ondersteunen. In het jaarverslag staat dat het leefloon sinds 2020 is gestegen, vooral voor jongeren in 2023 en 2024, wat tot nadenken stemt.

In 2024 volgde het OCMW 118 daklozen op. De sociale antenne ontvangt gemiddeld 28 gebruikers per dag. 143 mensen verblijven in woningen die wordt aangeboden door lokale opvanginitiatieven. De hulp die wordt geboden via het Centre de distribution alimentaire gratuite neemt ook toe: het aantal gezinnen dat het centrum dagelijks bezoekt, is sinds 2021 gestegen van 122 naar 200. 450 mensen, waaronder 78 dakloze vrouwen, zijn opnieuw gehuisvest dankzij de begeleiding van de huisvestingscel van het OCMW. Deze cijfers doorbreken de stereotypen die vaak over de gemeente Ukkel bestaan.

Schepen De Brouwer wil ook wijzen op het slagingspercentage van 97% in de Cité de l'Enfance Asselberghs. Gezien de rol van scholen in zelfstandigheid en sociale emancipatie is dit een zeer welkome ontwikkeling.

***De voorzitter van het OCMW** meldt dat de rekening 2024 werd afgesloten met een tekort van € 1.255.779. De exploitatie-uitgaven en -ontvangsten bedroegen respectievelijk 93% en 97%. Dit verschil van 4%, gecombineerd met de integratie van het resultaat 2023 in de gemeentelijke dotatie, heeft geleid tot een hoger dan verwacht exploitatieoverschot. Dit exploitatieoverschot verzachtte het investeringstekort maar niet genoeg om een evenwicht te bereiken. De integratie van het resultaat 2023 en de afwezigheid van de verkoop van Fond de Calevoet verklaren het uiteindelijke resultaat. De prestatieontvangsten dalen t.o.v. 2023, voornamelijk te wijten aan lager dan voorziene resultaten op twee gebieden, namelijk tewerkstelling via de regeling "artikel 60" en de tussenkomst van bewoners in de huisvestingskosten van het Nekkersgatdomein.*

De exploitatie-uitgaven worden gekenmerkt door een vertraging van de groei als gevolg van een lagere inflatie en een verhoogde waakzaamheid bij het beheer van personeels-, herverdelings- en werkingskosten. Deze daling was al zichtbaar in de begroting en is nog duidelijker zichtbaar in de rekening.

De invordering bij de begunstigden en de opschoning van afgesloten dienstjaren worden volop voortgezet: het invorderingspercentage voor betalende diensten is gestegen tot 74% en de invordering van onverschuldigd betaalde bedragen en terug te betalen sociale bijstand is gestegen van 13% tot 19%. In 2024 werd een bedrag van € 807.124 geclassificeerd als oninvorderbaar en de jaren 2014 en 2015 werden volledig opgeschoond. Ondanks deze inspanningen steeg het totale saldo van de schuldvorderingen vóór 2024 nog steeds met bijna € 340.000, voornamelijk door de omvang van de schuldvorderingen voor 2022 en 2023 die nog open staan en zijn opgeblazen door de inflatie in 2022.

In 2024 steeg het fonds voor onzekere schuldvorderingen met € 83.238 en blijft het dus onder controle. Deze trend kan worden verklaard door het methodische werk om de boekhouding op te schonen, met als uiteindelijk doel om alleen schuldvorderingen te behouden die echt goed onderbouwd zijn. De voorzitter van het OCMW wijst erop dat de gemeente volgens de wet 100% van de schulden die meer dan 5 jaar oud zijn voorfinanciert en 10% van de schulden die minder dan 5 jaar oud zijn.

Het OCMW werkt in perfecte synergie met de gemeente om de schatkist te beheren. Ze leende haar overtollige liquide middelen waardoor de gemeente haar eigen leningen kon beperken. In 2026 zal het waarschijnlijk andersom zijn. De gemeenteontvanger en de financieel directeur van het OCMW hebben nu regelmatig contact voor het kasbeheer, toekomstige leenopdrachten en de uitwisseling van informatie en praktische aanvragen.

De voorzitter van het OCMW besloot zijn toespraak met een opsomming van de concrete resultaten van het gevoerde beleid: 521 ambtenaren (uitgezonderd artikel 60), 1.064 leefloners en 419 equivalenten geteld eind december 2024, 1.526 personen opgevolgd inzake beroepsintegratie, 200 gezinnen die dagelijks het voedselcentrum bezoeken, 3.015 gratis medische consultaties, 50 volwassenen en 23 minderjarigen

ondergebracht in transitwoningen, 36 jongeren ondergebracht in de Cité Asselberghs op vraag van jeugdrechters en -consulenten, 180 geopende dossiers en 195 consultaties bij de schuldbemiddelingsdienst ...

De h. Cools *verklaart dat Uccle en avant zich voor dit punt zal onthouden omdat een rekening zowel een beheersverslag als een technisch boekhoudkundig document voor uitgaven en ontvangsten is.*

Wat de boekhouding van uitgaven en ontvangsten betreft, is er uiteraard geen reden om aan te nemen dat de opgegeven cijfers geen exacte weergave van de werkelijkheid zijn. Wat het andere aspect betreft, kan Uccle en avant zich er echter niet toe brengen om de gevolgen van de OCMW-dotatie van 2024 zonder meer te aanvaarden.

Hij wees er voor de verkiezingen al snel op dat deze dotatie onvoldoende was om een begroting in evenwicht te presenteren, en het technisch comité van het OCMW deelde deze mening. Dit leidde tot een verhoging van € 4 miljoen in november 2024. De h. Cools begrijpt ook niet waarom deze verhoging niet onmiddellijk hoger was om het huidige tekort op de rekening te voorkomen.

Hij is van mening dat het inhaalproces van niet-invorderbare schuldvorderingen moet worden versneld.

Hij herinnert aan de opmerkingen die in de commissie zijn gemaakt over het voornemen om het Brugmanntehuis te verkopen, hoewel het de bedoeling is om een huurovereenkomst te behouden voor de opvang van de bewoners totdat de werken aan het Nekkersgatdomein zijn voltooid, en over de verkoop van het Fond de Calevoet, die vorig jaar niet kon worden afgerond, wat het OCMW-tekort verklaart en het voornemen om de twee woningen te verkopen die zijn aangekocht om het verzet van de twee naburige eigenaars van de nieuwbouw van het Nekkersgatdomein tegen te gaan.

Dit verkoopbeleid is volkomen begrijpelijk maar we mogen niet uit het oog verliezen dat dit eenmalige operaties zijn die de financiële situatie van het OCMW niet duurzaam kunnen herstellen, vooral omdat we ook de gevolgen van de beslissingen van de Arizona-regering zullen moeten dragen.

Verkopen worden als onvoorwaardelijk beschouwd. Volgens de h. Cools had de verkoop van het Fond de Calevoet gepaard moeten gaan met voorwaarden zoals de ontwikkeling van intergenerationele huisvesting. En voor het Brugmanntehuis zou hetzelfde mechanisme kunnen worden gebruikt om een deel van de groene ruimte te behouden waar een reeks burgerinitiatieven wordt ontwikkeld.

Hij dringt ook aan op de noodzaak om extra maatschappelijk werkers aan te werven om de toestroom van mensen die worden uitgesloten van werkloosheid op te vangen.

Nu de vroegere commissies voor openbare bijstand openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn geworden, hecht de h. Cools veel belang aan het feit dat sociaal beleid niet beperkt mag blijven tot het verlenen van hulp maar in plaats daarvan gericht moet zijn op echte professionele re-integratie van burgers die hulp zoeken bij het OCMW. In dit opzicht is de regeling "artikel 60" soms niet meer dan een tijdelijke re-integratie.

Deze verschillende overwegingen leiden ertoe dat Uccle en avant zich zal onthouden.

Mevr. Kabachi *wijst erop dat ook de socialistische fractie zich zal onthouden omdat het om een technisch document gaat dat een momentopname van de uitvoering van de begroting weergeeft.*

Onderzoek van de rekening 2024 van het OCMW laat echter een trend zien die helaas jaar na jaar doorzet, aangezien de rekening opnieuw een tekort van meer dan 1 miljoen euro laat zien. Het begrotingsonevenwicht van het OCMW is nu structureel.

Bij de ontvangsten is het OCMW in toenemende mate afhankelijk van overdrachten van de gemeente. De gemeentelijke dotatie is echter niet langer voldoende om de voortdurende stijging van de uitgaven te compenseren. Het is waar dat de verkoop van het Fond de Calevoet, naar verwachting in 2026, ontvangsten zal genereren maar wat zal er in de daaropvolgende jaren worden gedaan, aangezien dit een eenmalige operatie is? Hoe lang zal Toezicht de verkoop van activa tolereren om een evenwicht te bereiken?

Een strategische heroriëntatie is dus noodzakelijk, temeer daar de kas zich in een gevaarlijke situatie bevindt, nadat deze in 2023 en 2024 is leeggestroomd.

De socialistische fractie wil erop wijzen dat het OCMW geen bestuur is zoals alle andere, omdat het het laatste bastion tegen precariteit is. Het kan niet op een ad-hocbasis werken. Mevr. Kabachi roept daarom op tot een meerjarig herstelplan, gebaseerd op duidelijke en transparante doelstellingen die de directe hulp aan individuen niet in gevaar brengen.

Mevr. Nagelmackers *wijst erop dat haar eigen politieke partij tijdens de vorige zittingsperiode deel uitmaakte van de meerderheid. Les Engagés neemt dus de verantwoordelijkheid op zich voor eerder genomen beslissingen en stemt in met deze rekening, aangezien het collectieve keuzes weerspiegelt die eerder zijn gemaakt en die op een coherente manier moeten worden overgenomen.*

Ze wijst op het boekhoudkundig tekort van € 1,25 miljoen en het kasstroomverlies van € 5 miljoen.

De onevenwichten kunnen worden verklaard door de zware investeringen die zijn gedaan, in het bijzonder voor de werken aan het Nekkersgatdomein, die meer dan 30 miljoen euro bedragen, en door de toename van het aantal sociale bijstandsontvangers dat door het OCMW wordt ondersteund. Deze investeringen waren nodig om de infrastructuur te moderniseren en de kwaliteit van de dienstverlening aan de gebruikers te verbeteren maar ze zetten de financiën zwaar onder druk, vooral omdat het structurele tekort van de twee rusthuizen nu meer dan 4,5 miljoen euro bedraagt.

De situatie is nog zorgwekkender voor 2025. Les Engagés had erop gewezen dat de begroting ontoereikend was om alle uitgaven te dekken en deze begroting moest inderdaad worden gecorrigeerd door een eerste begrotingswijziging van 1,8 miljoen euro, goedgekeurd op 24 april 2025, gevolgd door een tweede, die op de agenda van de vergadering van gisteren stond. Deze wijzigingen komen tegen de achtergrond van nog hogere tekorten voor de rusthuizen dit jaar.

Wat de situatie in 2024 betreft, moeten we een duidelijke blik werpen op de erfgoedkwesties met betrekking tot de Calevoet-site en het Brugmanntehuis.

Beweren dat de rekening in evenwicht zou zijn geweest als de Calevoet-site, gewaardeerd op € 2,4 miljoen, was verkocht, is vertrouwen op hypothetische ontvangsten. Zelfs als deze verkoop zou worden afgerond, zou dit slechts een eenmalige impuls geven die de structurele onevenwichtigheid niet zou oplossen.

De geplande verkoop van het Brugmanntehuis in 2026 kan de financiële last tijdelijk verlichten maar zal geen blijvende oplossing bieden voor het probleem van de te varen koers van het activabeleid: willen we ons beperken tot eenmalige saldi via de verkoop van activa, of willen we een structureel duurzame koers varen? Het is ook nodig om de opportuniteitskosten van deze verkoop te meten met betrekking tot sociale toewijzingen of huisvestingsontwikkelingen.

Het kastekort is ook het gevolg van vertragingen bij het innen van subsidies, die naar verwachting bijna 3,5 miljoen euro zullen bedragen, en van het gebruik van eenmalige leningen met een hoge rente, waarvan de levensvatbaarheid op middellange termijn twijfelachtig is.

Het feit dat 97% van de verwachte ontvangsten werd behaald, is echter een bewijs van de professionaliteit van onze teams bij het implementeren van de

begroting. Dit is een onmiskenbaar positief element dat mevr. Nagelmackers graag wil benadrukken.

De komst van langdurig werklozen naar het OCMW als gevolg van de federale hervorming zal een impact hebben waarop geanticipeerd moet worden. We moeten nu beginnen met de voorbereidingen, met de juiste middelen en nauwe samenwerking tussen de gemeente en het OCMW. De coördinatie tussen de ontvanger van de gemeente en de financieel directeur van het OCMW maakt deel uit van deze aanpak.

Mevr. Nagelmackers pleit voor structurele besparingen die voorkomen dat mensen in onzekere situaties in de problemen komen. Deze besparingen moeten komen van de optimalisatie van het Nekkersgatdomein, de rationalisering van de diensten, de verkoop van het Brugmanntehuis en de conclusies van de audit naar het beheer van de rusthuizen.

De voorzitter van het OCMW *herinnert eraan dat alle fracties in de raad voor de renovatie van het Nekkersgatdomein hebben gestemd, waarvan de hoge kosten impliceren dat er een lening aangegaan moet worden. De plannen om de Calevoet-site of het Brugmanntehuis en de twee aangrenzende huizen te verkopen, zijn bedoeld om de leenlast te verlagen en zo de uitgaven te beperken. De Brugmann-site zal prioritair worden aangeboden aan de gewestelijke instanties maar als die weigeren, zal ze op de openbare markt worden verkocht.*

Het door de h. Cools voorgestelde behoud van de groene ruimte en de moestuinen dreigt de waarde van het land te verminderen en zou indruisen tegen de doelstellingen van goed beheer, gebaseerd op het terugdringen van de uitgaven en het verhogen van de ontvangsten, waar hij ook voorstander van is.

De h. Cools *wil erop wijzen dat een voorwaardelijke verkoop niet noodzakelijkerwijs leidt tot een waardevermindering van het terrein in kwestie.*

En volgens hem zou het gepast zijn om een deel van dit land als groene ruimte te behouden. Bovendien bevat de gewestelijke reglementering de eis dat een deel van de gebieden in kwestie in open grond moet worden gehouden als een van de verplichtingen voor het verlenen van een bouwvergunning. Aangezien de vergunning in dit geval wordt afgegeven door de gewestelijke instanties en niet door de gemeente, zal het Gewest moeten worden overgehaald om te kiezen voor een geschikt project dat goed past in de omgeving.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 31 positieve stemmen, 7 onthoudingen.
Onthoudingen : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

33 annexes / 33 bijlagen
20250827-A-0008-AN-004.pdf, 20250827-A-0008-AN-010.pdf, 20250827-A-0008-AN-012.pdf, 20250827-A-0008-AN-002.pdf, 20250827-A-0008-AN-001.pdf, 20250827-A-0009-AN-002.pdf, 20250827-A-0008-AN-007.pdf, 20250827-A-0008-AN-013.pdf, 20250827-A-0008-DE-FR.pdf, 20250827-A-0008-AN-009.pdf, 20250827-A-0009-DE-FR.pdf, 20250827-A-0008-AN-005.pdf, 20250827-A-0008-AN-011.pdf, 20250827-A-0008-DE-NL.pdf, 20250827-A-0009-AN-001.pdf, 20250827-A-0008-AN-003.pdf, 20250827-A-0008-AN-006.pdf, 20250827-A-0008-AN-008.pdf

---

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

16.10.2025/A/0037 **Participation citoyenne. : Subside Coup de pouce – Projet citoyen. Subsides aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au subside*Coup de Pouce 2025* a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsides *Coup de Pouce 2025* lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets *Coup de Pouce 2025* lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

Attendu que sur les 2 projets reçus durant le mois de septembre et qu'après analyse par le service participation citoyenne, 2 projets sont éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et ont reçu une évaluation positive, à savoir :

Nom du projet	Montant demandé
Halloween du quartier hauts De Percke	500 €
Potager in the city	1.000 €

Attendu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Participation citoyenne/Solidarité internationale et Affaires européennes conformément aux dispositions prévues dans le nouveau cadre de gestion du subside Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer aux projets retenus s'élève à 1.500,00 €

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver les 2 projets susmentionnés retenus par le service participation citoyenne ;

- d'autoriser le paiement de la somme totale de 1.500 € dans le cadre du Subside « Coup de Pouce Projet Citoyen », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

500 € pour le projet « Halloween du quartier hauts De Percke » représenté par

Sébastien Verva (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant serons ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé) ;

1.000 € pour le projet « Potager in the city » représenté par Maxime Dahan (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant serons ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Burgerinspraak: Subsidie Ondersteuning burgerprojecten. Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van uitgave.

De raad,

Aangezien de subsidie Ondersteuning burgerprojecten werd gelanceerd in oktober 2019 om een geldsom ter beschikking te stellen voor burgerprojecten ter verbetering van de leefomgeving van de Ukkelaars en ter versterking van de banden tussen inwoners met het oog op duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begrotingstoewijzing voor de subsidie *Ondersteuning burgerprojecten 2025* werd goedgekeurd door de gemeentelijke begrotingsraad in zitting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 8 april 2025 de subsidiekalender voor *de Ondersteuning burgerprojecten 2025* heeft goedgekeurd;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 april 2025 het nieuwe reglement van de projectoproep *Ondersteuning burgerprojecten 2025* heeft goedgekeurd;

Aangezien er in september 2 projecten werden ontvangen en er, na analyse door de dienst Burgerinspraak, 2 projecten in aanmerking komen met het oog op de voorwaarden die zijn vastgelegd in het bovengenoemde gemeentereglement en een positieve beoordeling hebben gekregen, namelijk:

Naam van het project	Gevraagd bedrag
Halloween du quartier hauts De Percke	€ 500
Potager in the city	€ 1.000

Aangezien, op basis van de analyse die door de dienst Burgerinspraak/ Interntionale Solidariteit en Europese Aangelegenheden werd uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het nieuwe beheerskader voor de subsidie Ondersteuning burgerprojecten 2025, het totaalbedrag, toegekend aan de geselecteerde projecten, 1.500 euro bedraagt;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage werden toegevoegd,

Beslist:

- de 2 bovengenoemde door de dienst Burgerinspraak geselecteerde projecten goed te keuren;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de betaling van een totaalbedrag van € 1.500 in het kader van de subsidie “Ondersteuning burgerprojecten”, oproep van 2025, onder artikel 104/332-02 /17 van het dienstjaar 2025, als volgt verdeeld met inachtneming van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 500 voor het project "Halloween du quartier hauts De Percke", vertegenwoordigd door Sébastien Verva (90% van het bedrag wordt in eerste instantie betaald en de resterende 10% wordt betaald na ontvangst van de rechtvaardigingsstukken van de uitgaves en een activiteitenverslag met foto's van het uitgevoerde project);

€ 1.000 voor het project "Potager in het city", vertegenwoordigd door Maxime Dahan (90% van het bedrag wordt in eerste instantie betaald en de resterende 10% wordt betaald na ontvangst van de rechtvaardigingsstukken van de uitgaves en een activiteitenverslag met foto's van het uitgevoerde project);

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Projet Halloween.docx, Potager in the City PDF.pdf, Tableau analyse octobre 2025 (Nederlands).xlsx, Tableau analyse octobre 2025.xlsx

---

Secrétariat central - Centraal secretariaat

16.10.2025/A/0038 **ASBL Association culturelle et artistique d'Uccle : Adoption d'une nouvelle convention de gestion.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations (ci-après C.S.A.);

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises ;

Vu le décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française du 4 avril 2024 portant le Code bruxellois de l'égalité, de la non-discrimination et de la promotion de la diversité ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Vu les statuts de l'A.S.B.L disposant que l'A.S.B.L. et la commune entendent rester liées via une convention de gestion.

Vu le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ;

Vu l'arrêté ministériel portant reconnaissance rétroactivement au 1er janvier 2025, moyennant le respect de certaines conditions, de l'action culturelle générale de l'association culturelle et artistique d'Uccle pris en date de 12 mars 2025 par la Ministre de la Culture ;

Que cette reconnaissance obtenue en vertu d'une législation spécifique a pour conséquence que l'A.S.B.L. Association culturelle et artistique n'est plus une ASBL communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale à partir du 1er janvier 2025 ;

Considérant que l'A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle demeure en tout état de cause soumise à l'ensemble des autres dispositions légales applicables aux A.S.B.L. notamment celles du C.S.A. ;

Considérant qu'en vertu des statuts de l'ASBL, la commune d'Uccle y agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention de ses représentants directs ;

Considérant que la commune est le principal soutien financier de l'A.S.B.L.;

Qu'en l'espèce, il est proposé dans un souci de transparence et de bonne collaboration d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée;

Considérant que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Association Culturelle et Artistique d'Uccle à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties.

Décide :

d’approuver la convention gestion, ci-jointe, entre la Commune d’Uccle et l’A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d’Uccle.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Vzw Association culturelle et artistique d'Uccle : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen (hierna WVV);

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning er op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2024 houdende het Brussels Wetboek inzake de gelijkheid, de non-discriminatie en de bevordering van diversiteit;

Gelet op de beheersovereenkomst die door de raad goedgekeurd werd in zitting van 28 april 2022 en ondertekend werd tussen de gemeente en vzw Association Culturelle et Artistique d’Uccle;

Aangezien deze beheersovereenkomst afloopt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien de statuten van de vzw waarin bepaald is dat de vzw en de gemeente verbonden willen blijven via een beheersovereenkomst.

Gelet op het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra;

Gelet op het ministerieel besluit houdende de erkenning, met terugwerkende kracht op 1 januari 2025, middels de naleving van bepaalde voorwaarden, van de algemene culturele actie van de Association Culturelle et Artistique d’Uccle, aangenomen op 12 maart 2025 door de minister van Cultuur;

Aangezien deze erkenning verkregen krachtens een specifieke wet als gevolg heeft dat vzw Association Culturelle et Artistique d’Uccle vanaf 1 januari 2025 geen gemeentelijke vzw meer is in de zin van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Overwegende dat vzw Association Culturelle et Artistique d’Uccle in ieder geval gebonden blijft aan alle andere wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de vzw's, meer bepaald die van het WVV;

Overwegende dat luidens de statuten van de vzw de gemeente Ukkel optreedt als werkend lid van de vzw door de tussenkomst van haar rechtstreekse

vertegenwoordigers;

Overwegende dat de gemeente de voornaamste financiële steun van de vzw is;

Dat er in dit geval, in een streven naar transparantie en goede samenwerking, voorgesteld wordt de nieuwe beheersovereenkomst in de bijlage aan te nemen;

Overwegende dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Association Culturelle et Artistique d'Uccle in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

De bijgevoegde beheersovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Association Culturelle et Artistique d'Uccle goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
CCU.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

16.10.2025/A/0039 **Réseau des bibliothèques communales francophones. - Modification des annexes du règlement. - Nombre de documents empruntables et fermetures.**

Le Conseil,
Attendu que l'opérateur d'appui de la région de Bruxelles Capitale a coordonné la rédaction d'un règlement commun aux bibliothèques bruxelloises qui harmonise les conditions de prêt et que les prérogatives tarifaires sont laissées à la discrétion des différents pouvoirs organisateurs;
Vu que celui-ci est d'application dans 10 communes de la région bruxelloise depuis la rentrée de septembre et que les autres communes prévoient son adoption d'ici le début 2026;
Vu que ce règlement commun est joint à ce rapport;
Vu que le règlement du réseau des bibliothèques publiques d'Uccle adopté en séance du conseil du 25/01/2024 doit être adapté pour s'aligner sur le nombre d'emprunts par localisation qui passe de 10 à 15 (annexe 2 du règlement);
Vu que le règlement en vigueur encadre par ailleurs les fermetures des bibliothèques (annexe 1 du règlement) et prévoit une fermeture au public les 24, 25, 26 et 31 décembre ainsi que les 1er et 2 janvier;

Vu que la dernière semaine de décembre voit la fréquentation des bibliothèques chuter de deux tiers et qu'une fermeture durant cette période (soit les 27, 28, 29 et 30 du mois) se traduirait par la suppression d'une moyenne annuelle de deux jours ouvrés supplémentaires;
Vue la proposition de modification des annexes du règlement jointe à ce rapport,
Décide:
- de modifier les annexes 1 et 2 du règlement des bibliothèques francophones afin de porter à 15 le nombre d'ouvrages empruntables par lieu en accord avec le règlement commun des bibliothèques de la région de Bruxelles-Capitale et d'y intégrer la fermeture des lieux de prêt dans la période entre Noël et le Nouvel An.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Franstalig gemeentelijke bibliotheeknetwerk - Wijziging van de bijlagen bij het reglement - Aantal uitleenbare documenten en sluitingen.

De raad,
Aangezien de ondersteunende operator van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de opstelling van een gemeenschappelijk reglement voor de Brusselse bibliotheken gecoördineerd heeft, dat de uitleenvoorwaarden harmoniseert, en de tariefbevoegdheden aan het oordeel van de verschillende organiserende instanties overgelaten worden;
Aangezien dit reglement sinds september van toepassing is in 10 gemeenten van het Brussels gewest en de andere gemeenten van plan zijn het tegen begin 2026 goed te keuren;
Aangezien dit gemeenschappelijk reglement bij dit verslag gevoegd is;
Aangezien het reglement van het netwerk van openbare bibliotheken van Ukkel, dat in zitting van de raad van 25/01/2024 aangenomen is, aangepast moet worden om in overeenstemming te zijn met het aantal uitleningen per locatie, dat verhoogd wordt van 10 naar 15 (bijlage 2 bij het reglement);
Aangezien het geldende reglement ook de sluitingen van de bibliotheken regelt (bijlage 1 bij het reglement) en voorziet in een sluiting voor het publiek op 24, 25, 26 en 31 december en op 1 en 2 januari;
Aangezien het aantal bezoekers aan de bibliotheken in de laatste week van december met twee derde daalt en een sluiting tijdens deze periode (hetzij op 27, 28, 29 en 30 december) zou leiden tot een vermindering van gemiddeld twee extra werkdagen per jaar, zoals blijkt uit het document dat bij dit verslag gevoegd is;
Gelet op het voorstel tot wijziging van de bijlagen bij het reglement dat bij dit verslag gevoegd is,
Beslist:
- Bijlage 1 en 2 van het reglement van de Franstalige bibliotheken te wijzigen om het aantal uitleenbare werken per locatie te verhogen tot 15, in overeenstemming met het gemeenschappelijk reglement van de bibliotheken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en de sluiting van de uitleenlocaties tussen Kerstmis en Nieuwjaar daarin op te nemen.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Règlement Commun Bibliothèques RBC - version Ville de Bruxelles.pdf, Nieuw reglement + Bijlagen - GR jan 24 (Nederlands) mod sept 25.pdf, Règlement des bibliothèques et annexes modifiées -nb de prêts et fermetures-.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

16.10.2025/A/0040 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :
- 9 septembre 2025 : Centrale des marchés : Matériel et équipement divers pour les écoles communales et les services communaux – Approbation des conditions, firmes à consulter, attribution et engagement de la dépense - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale. - 1) 5.642,70 € (722/744-98/40-20250134), 2) 3.318,68 € (734/744-98/40-20250137), 3) 190,41 € (763/744-98/MQ92-20250041), 4) 4.343,81 € (75102/744-98/48-20250147), 5) 1.216,65 € (84401/744-98/58-20250110) pour un montant total estimé à 17.000,00 € T.V.A.C.- Articles 1) 722/744-98/40-20250134, 2) 734/744-98/40-20250137, 3) 763/744-98/MQ92-20250041 , 4) 75102/744-98/48-20250147, 5) 84401/744-98/58-20250110.
- 16 septembre 2025 : Maintenance : Crèche du Globe: aménagement d'un local RF (résistant au feu) - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 9.733,88 € T.V.A.C. - Article : 84401/724-60/85-20250249.
- 23 septembre 2025 : Bibliothèques communales : Achat de mobilier pour la bibliothèque communale néerlandophone d'Uccle.- Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses - Mode de financement - Application des articles 236 et 234§3 de la Nouvelle loi communale. – Prise pour information par le Conseil communal. - 3.832.87€ T.V.A.C - Article : 76701/741-51/NL/70-20250016.
- 23 septembre 2025 : Bibliothèques communales : Réseau de bibliothèques francophones.- Achat de matériel informatique via la convention de mandat avec le CIRB / Paradigm.- Engagement de la dépense.- Mode de financement - Information du Conseil - 1) 10.000€ 2) 6.000€ pour un total de 16.000€ T.V.A.C. - Articles : 1)76701/742-53/FR/73-20250002 , 2) 76704/742-53/FR/73-20250004.
- 23 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériels de cuisine industriels à destination des écoles communales, des crèches et des services communaux 2025. - Approbation des conditions du marché de faible montant, de l'attribution et de l'engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil.- 484,00€ T.V.A.C. - Article : 722/744-51/40-20250133.
- 30 septembre 2025 : Service vert : Achat et livraison d'arbres pour les avenues et places 2025 - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Application de l'article 234, § 3 de la nouvelle loi communale.- 10.217,34 € T.V.A.C. - Article : 421/734-60/83-20250080.
- 30 septembre 2025 : Centrale des marchés : Fournitures d'outillages et de machines pour atelier et travaux - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Info Conseil - Mode de financement.- 35.974,03 € T.V.A.C. - Articles : 84401/744-98/58 projet : 2025 0110 ; 137/744-98/58 - projet 20250073 ; 421/744-98/58 - projet 2025 0075 ; 722/744-98/40 - projet 2025 0134 ; 734/744-98/40 - projet 2025 0137 ; 75101/744-98/40 projet : 2025 0143, et 75102/744-51/40 projet : 2025 0146 ; 875/744-98/58 projet: 2025 0115 ; 878/744-51/58 (budget tondeuse) - projet: 2025 0116.

- 30 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat et livraison d'ustensiles de cuisine pour les écoles et les crèches 2025 - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application de l'article 234 §3- Mode de financement.- 32.718,45 € T.V.A.C. - Articles : 722/124-02/40, 722/741-51/40-20250131,722/744-98/40-20250134, 75101/124-02/40,75102/124-02/40 et 84401/744-98/58-20250110.
- 30 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat d'un conteneur 25M³ pour le sel d'épandage destiné au service Transport 2025. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - Mode de financement.- 8.040,45 € T.V.A.C. - Article : 136/744-51/58 - 20250068.
- 30 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat, reliure et réparation des registres pour les services communaux - 2026 - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234 §3 de la NLC – Information du Conseil.- 21.200,00 € T.V.A.C.- Articles : 101/123-48/10; 104/124-06/14.
- 07 octobre 2025 : Accord-cadre relatif à l'acquisition, la livraison et l'installation de mobilier à destination des écoles, des crèches, et de divers sites communaux entre 2024 et 2026 – Lot 1 commande 6 - Meuble au format raisin avec roulettes - Engagement de la dépense - Mode de financement - 535,84 € - Article : 721/741-51/40-20250128.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :
- 9 september 2025 : Opdrachtencentrale : Diverse materialen en uitrustingen voor gemeentelijke scholen en gemeentelijke diensten – Toepassing van de artikelen 234, § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 1) 5.642,70 € (722/744-98/40-20250134), 2) 3.318,68 € (734/744-98/40-20250137), 3) 190,41 € (763/744-98/MQ92-20250041), 4) 4.343,81 € (75102/744-98/48-20250147), 5) 1.216,65 € (84401/744-98/58-20250110) voor een totaalbedrag van naar schatting 17.000,00 € B.T.W.- Artikelen 1) 722/744-98/40-20250134, 2) 734/744-98/40-20250137, 3) 763/744-98/MQ92-20250041, 4) 75102/744-98/48-20250147, 5) 84401/744-98/58-20250110.
- 16 september 2025 : Onderhoud : Kinderdagverblijf Globe: brandwerende ruimte - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave – Financiëringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 9.733,88 € B.T.W. - Artikel : 84401/724-60/85-20250249.
- 23 september 2025 : Gemeentelijke Openbare Bibliotheek : Aankoop van meubilair voor de Nederlandstalige gemeentebibliotheek van Ukkel. – Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgaven – Wijze van financiering – Toepassing van de artikelen 236 en 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet. – Ter kennisname voorgelegd aan de Gemeenteraad. – Ter kennisname voorgelegd aan de Gemeenteraad.-- 3.832.87€ B.T.W. - Artikel : 76701/741-51/NL/70-20250016.
- 23 september 2025 : Gemeentelijke Openbare Bibliotheek : Franstalige bibliotheken - Aankoop van aankoop van computerapparatuur via de

mandaatsovereenkomst met het CIRB / Paradigm - Betalingsverplichting - Financieringswijze - Informatie voor de Raad - 1) 10.000€ 2) 6.000€ voor een totaalbedrag van 16.000€ B.T.W. - Artikelen : 1) 76701/742-53/FR/73-20250002 , 2) 76704/742-53/FR/73-20250004.
- 23 september 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van grootkeukenmateriaal voor de gemeentescholen, de kinderdagverblijven en de gemeentediensten 2025 - Goedkeuring van de toewijzing - Verplichting tot uitgave - Financieringswijze.- 484,00€ B.T.W.- Artikel : 722/744-51/40-20250133.
- 30 septembee 2025 : Groendienst : Aanschaf en levering van bomen voor de lanen, pleinen en squares - 2025- Goedkeuring van de uitgave, van de wijze van de opdracht en de aanwijzing van de aannemer bedrijf - Wijze van financiering - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet.- 10.217,34 € B.T.W. - Artikel : 421/734-60/83-20250080.
- 30 september 2025 : Opdrachtencentrale : Voorwerp van de leveringen: Werktuigen en machines voor atelier/ werf/ schoonmaak"- Toepassing van artikelen 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Ter kennisname voorgelegd aan de Gemeenteraad.- 35.974,03 € B.T.W. - Artikelen : 84401/744-98/58 project : 2025 0110 ; 137/744-98/58 - project 20250073 ; 421/744-98/58 - project 2025 0075 ; 722/744-98/40 - project 2025 0134 ; 734/744-98/40 - project 2025 0137 ; 75101/744-98/40 project : 2025 0143, et 75102/744-51/40 project : 2025 0146 ; 875/744-98/58 project: 2025 0115 ; 878/744-51/58 (budget grasmaaier) - project: 2025 0116.
- 30 september 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop en levering van keukengerei 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en de vastlegging van de uitgave – Toepassing van artikel 234 §3 - Wijze van financiering.- 32.718,45 € B.T.W.- Artikelen : 722/124-02/40, 722/741-51/40-20250131,722/744-98/40-20250134, 75101/124-02/40,75102/124-02/40 en 84401/744-98/58-20250110.
- 30 september 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van een container van 25 m³ voor strooizout bestemd voor de dienst Transport 2025.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van de artikel 234, § 3 van de NLC - Financieringswijze.- 8.040,45 € B.T.W. - Artikel : 136/744-51/58 - 20250068.
- 30 september 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop, inbinden en herstellen van registers voor de gemeentediensten - 2026 - 21.200,00 € B.T.W.- Artikelen : 101/123-48/10; 104/124-06/14.
- 07 oktober 2025 : Raamovereenkomst voor de aankoop, levering en installatie van meubilair voor scholen, kinderdagverblijven en diverse gemeentelijke sites tussen 2024 en 2026 : meubel in druivenvorm met wieltjes - 535,84€ - Artikelen : 721/741-51/40-20250128.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0041 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Acquisition de quatre véhicules électriques destinés au service Rénovation & Maintenance – Approbation des conditions, de la procédure de passation, du cahier des charges et de l'avis de marché - Application de l'article 234, §1 de la Nouvelle Loi Communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1°

(le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 221.000,00 €) ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu la demande du service Rénovation & Maintenance d'acquérir quatre véhicules électriques en remplacement des camionnettes 116, 124, 125 et 126 qui ont entre 13 et 16 ans. Les camionnettes 116, 124 et 126 tombent en panne régulièrement et la camionnette 125 a dû être déclassée ;
Considérant que ces véhicules sont indispensables au bon fonctionnement du service et qu'il est donc nécessaire de les acquérir rapidement ;
Considérant le cahier des charges n° 2025-098 relatif au marché « Acquisition de quatre véhicules électriques destinés au service Rénovation & Maintenance » établi par la Centrale de marchés ;
Vu l'avis positif et les consignes du S.I.P.P.T.
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 161.157,00 € hors TVA ou 194.999,98 €, 21 % TVA comprise ;
Considérant que ce marché comprend deux lots répartis comme suit :

- *Lot 1, intitulé ; "3 petites camionnettes MPV (multi purpose vehicle) « type Van »", estimé à 134.999,99 € TVAC ;*
- *Lot 2, intitulé ; "Une camionnette tôlée", estimé à 59.999,00 € TVAC.*

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
Considérant que ce marché sera publié au niveau national ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 137/743-52/ 58-20250120 ;
sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins.

Décide :

- d'approuver le cahier des charges n° 2025-098 relatif au marché « Acquisition de quatre véhicules électriques destinés au service Rénovation & Maintenance » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- d'approuver l'estimation de la dépense, estimée à 194.999,00 €, 21 % TVA comprise qui est inscrite à l'article 137/743-52/ 58-20250120 ;
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Aankoop van vier elektrische voertuigen voor de dienst Renovatie & Onderhoud - Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingsprocedure, van het bestek en van de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 41 §1 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 221.000,00 niet);
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op de vraag van de dienst Renovatie & Onderhoud om vier elektrische voertuigen aan te kopen ter vervanging van bestelwagens 116, 124, 125 en 126, die 13 tot 16 jaar oud zijn. Bestelwagens 116, 124 en 126 vallen regelmatig in panne en bestelwagen 125 werd afgekeurd;
Overwegende dat deze voertuigen noodzakelijk zijn voor de goede werking van de dienst en ze dus snel aangekocht moeten worden;
Overwegende bestek 2025-098 met betrekking tot de opdracht "Aankoop van vier elektrische voertuigen voor de dienst Renovatie & Onderhoud", opgesteld door de Opdrachtencentrale;
Gelet op het positief advies en de richtlijnen van de IDPBW;
Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 161.157,00 excl. btw of € 194.999,98 inclusief 21 % btw beloopt;
Overwegende dat deze opdracht twee percelen bevat, als volgt verdeeld:

- *Perceel 1 "3 kleine bestelwagens MPV (multi-purpose vehicle) type busje", geraamd op € 134.999,99 incl. btw;*
- *Perceel 2 "Een bestelwagen met gesloten laadbak", geraamd op € 59.999,00 incl. btw;*

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
Overwegende dat deze opdracht op nationaal niveau bekendgemaakt zal worden;
Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is onder artikel 137/743-52/58-20250120;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist :

- Bestek 2025-098 met betrekking tot de opdracht "Aankoop van vier elektrische voertuigen voor de dienst Renovatie & Onderhoud", opgesteld door de Opdrachtencentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;
- De raming van de uitgave, geraamd op € 194.999,00 inclusief 21 % btw, ingeschreven onder artikel 137/743-52/58-20250120, goed te keuren;
- De opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- De aankondiging van de opdracht op nationaal niveau te vervolledigen en te versturen.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2025_08_28_CCH - Modele 3P.pdf, 2025_08_28_CCH - Modele 3P_NL.pdf

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.
Boris Dilliès préside la séance / zit de zitting voor.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

16.10.2025/A/0042 **Proposition de motion de Mme Kabachi et M. Cools contre les visites domiciliaires.**

Mme Kabachi explique que sa motion, cosignée par M. Cools et Mme Kokaj, vise à affirmer la position du Conseil communal d'Uccle face au projet de modification législative envisagé par le gouvernement fédéral, qui permettrait aux autorités policières, sur décision du juge d'instruction, d'effectuer des visites domiciliaires en vue de procéder à des arrestations administratives de personnes en séjour illégal.

Une telle mesure soulève de graves inquiétudes quant au respect des droits fondamentaux garantis par la Constitution belge et la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

L'article 15 de la Constitution consacre l'inviolabilité du domicile, principe qui ne peut souffrir d'exceptions que dans le cadre d'une instruction judiciaire. L'article 8 de la CEDH renforce cette garantie en affirmant le droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance.

L'introduction d'une possibilité de perquisitionner un domicile en dehors d'une procédure judiciaire constituerait une atteinte disproportionnée à ces droits fondamentaux.

En outre, cette disposition risquerait d'assimiler une procédure administrative à une procédure pénale et dissuaderait toute forme de solidarité citoyenne et d'entraide humanitaire, en portant atteinte à la confiance nécessaire entre les habitants et les institutions publiques.

Cette motion s'inscrit dans la continuité de la motion « Commune hospitalière » adoptée à Uccle en 2019, en réaffirmant la volonté communale de défendre la dignité, la solidarité et le respect des droits fondamentaux pour tous.

Mme Kabachi précise que le texte initial de la motion est complété par un amendement précisant dans le premier considérant que les personnes en séjour illégal en Belgique visées par une visite domiciliaire sont « considérées comme représentant une menace pour l'ordre public et la sécurité nationale ». Un tel amendement permet de faire coïncider le texte avec l'avant-projet déposé au Parlement fédéral.

M. Cools comprend que l'éventualité d'un examen par le Conseil communal de points relevant de la compétence du Parlement fédéral soit de nature à susciter des interrogations. Il pense toutefois que dans ce cas-ci, il est tout à fait légitime de débattre d'un tel sujet au sein de cette assemblée, étant donné qu'il est question d'un droit fondamental. Le Conseil communal a d'ailleurs déjà débattu de ce type de problématique en 2018, dans un contexte marqué par l'adoption par une centaine de communes de motions similaires sur un projet de loi à peu près identique, et M. Cools rappelle à cet égard que cette démarche des pouvoirs locaux avait fait reculer à l'époque le gouvernement de Charles Michel.

Pour illustrer de façon plus concrète sa position, M. Cools relate les déboires d'une famille tout à fait honorable dont les membres, d'origine libanaise mais de nationalité belge, ont dû subir au petit matin une visite domiciliaire de la part de la police, qui avait été amenée à vérifier la présence éventuelle de personnes en séjour

irrégulier, et ce suite à une dénonciation selon laquelle il y aurait à cet endroit plein de gens « basanés ». M. Cools ne veut pas d'une société qui en viendrait à sombrer dans des dérives de ce type.

Dans des communes telles que Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Lambert, des mandataires du parti Les Engagés, qui s'appelait naguère Centre démocrate humaniste (CDH), ont voté en faveur de motions analogues car il va de soi que quelqu'un qui se déclare « humaniste » ne peut accepter ce type de comportement.

Et M. Cools rappelle aux élus MR qui se réclament du libéralisme cette assertion de Benjamin Constant, grande figure du libéralisme politique : « La liberté, c'est la jouissance paisible de l'indépendance privée ».

Selon M. Cools, le projet de loi est en contradiction avec les articles 8.1 et 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui réservent les visites domiciliaires aux dossiers relatifs à des infractions pénales et les excluent en cas d'infractions administratives.

En ce domaine, M. Cools serait plutôt partisan de législations analogues à celles qui sont en vigueur au Canada et qui visent à organiser une immigration choisie et non subie.

La manière dont est gérée la question migratoire est loin d'être toujours satisfaisante : le contrôle opéré en rue de personnes dont il s'avère qu'elles doivent quitter le territoire débouche seulement sur un simple rappel à l'ordre des intéressés ; ou encore, il arrive que des administrations communales, dont celle d'Uccle, soient contraintes par la justice à célébrer des mariages de personnes qui ont reçu un ordre de quitter le territoire et pour lesquelles le mariage est manifestement un subterfuge visant à contourner l'expulsion dont elles font l'objet.

Il faut donc mener une réflexion en vue d'élaborer une politique migratoire plus cohérente, mais selon M. Cools, porter atteinte à l'inviolabilité du domicile n'est peut-être pas le choix le plus judicieux car bien d'autres actions sont plus efficaces.

Le projet de loi prévoit l'exercice d'un contrôle par un juge d'instruction. Mais les juges d'instructions sont loin d'être enthousiastes à l'égard d'une telle perspective, étant donné qu'il s'agirait d'une procédure automatique sur laquelle ils n'auraient pas réellement de prise en tant que magistrats. Jean-Louis Doyen, vice-président de l'association des juges d'instruction, s'est exprimé en ce sens sur les ondes de la RTBF.

Par ailleurs, le Pr Andrea Rea, sociologue à l'ULB, a souligné les incertitudes quant à la notion de « trouble à l'ordre public » car il est vrai qu'une personne en séjour irrégulier ne cause pas nécessairement un trouble à l'ordre public.

Pour ces diverses raisons, M. Cools estime que cette motion est tout à fait justifiée.

Mme Nagelmackers rappelle qu'en 2019, le Conseil communal a voté à l'unanimité la motion « Commune hospitalière », qui affirme la volonté d'accueillir les réfugiés avec dignité et tolérance, dans le respect de la loi.

Le groupe Les Engagés partage cette position.

Mme Nagelmackers insiste toutefois sur le fait qu'il s'agit ici d'un sujet particulièrement sensible puisqu'il est question de sécurité publique, d'état de droit, de privation de liberté et de respect des droits humains et que les personnes concernées sont souvent fragilisées par des parcours de vie difficiles.

Par ailleurs, bien qu'il s'agisse d'un sujet qui relève de l'échelon fédéral, rien n'empêche une assemblée locale d'en débattre dans un climat démocratique et ouvert. Mme Nagelmackers se permet toutefois de remarquer qu'un Conseil communal n'est peut-être pas l'assemblée la mieux outillée pour appréhender une matière aussi complexe, et ce d'autant plus que les élus locaux ne disposent pas de l'assistance d'experts comme les parlementaires fédéraux.

Mme Nagelmackers signale que la modification législative proposée au niveau fédéral ne figurait pas au programme des Engagés mais, dans le cadre d'un accord de majorité, il va de soi que chacun doit faire des concessions. Les Engagés ont toutefois veillé à ce que des balises strictes garantissent le respect des droits fondamentaux et le principe de proportionnalité. Il ne faut pas oublier non plus que cette réforme répond aussi à une directive européenne imposant aux Etats membres de procéder à l'exécution des décisions de retour qui n'ont pas été respectées.

L'avant-projet visant à modifier la loi de 1980 sur l'accès au territoire, encore en discussion, soumet à des conditions très strictes l'éventualité de visites domiciliaires en vue d'arrestations administratives. La mesure vise uniquement des étrangers faisant l'objet d'un ordre de quitter le territoire qui refusent de coopérer et représentent un danger pour l'ordre public et la sécurité nationale.

Ces visites domiciliaires ne peuvent être entreprises qu'en journée, entre 5h00 et 21h00, sous la conduite d'un officier de police judiciaire et moyennant l'autorisation préalable d'un juge d'instruction. Si d'autres étrangers en séjour illégal se trouvent dans le domicile visité, ils ne peuvent être arrêtés administrativement.

Des modalités particulières ont été introduites dans le dispositif à la demande des Engagés, telles que l'exclusion des mineurs, la définition précise de la notion de domicile et la vérification par le juge d'instruction du caractère effectivement réalisable de la procédure de retour dans un délai raisonnable.

C'est aussi à la demande des Engagés que les avis du Centre fédéral Migration « Myria », de l'association des juges d'instruction et d'autres instances actives dans les droits humains ont été sollicités. Ces avis, de même que l'avis du Conseil d'Etat, seront pris en considération pour la deuxième lecture du texte.

Pour ces diverses raisons, le groupe Les Engagés ne soutiendra pas la motion.

Mme Kokaj, après avoir souligné l'inspiration écologiste de la motion, affirme être très heureuse de cosigner ce texte.

Les écologistes considèrent les migrations comme une conséquence de souffrances qui requièrent de l'empathie et non comme une menace potentielle devant déboucher sur une « chasse aux migrants » à peine déguisée. Une telle attitude ne ferait pas honneur à la longue tradition d'accueil de la Belgique, à laquelle de nombreux membres de cette assemblée doivent beaucoup.

En 2018, M. l'Echevin Wyngaard, alors conseiller communal de l'opposition, avait déposé une motion rejetant un projet de loi analogue dû au gouvernement MR-NVA et manifestement contraire aux droits fondamentaux puisqu'il n'a pu être adopté suite à la mobilisation de la société civile et du monde judiciaire.

De plus, toujours à l'initiative du groupe Ecolo, le Conseil a voté à l'unanimité une motion faisant d'Uccle une commune « hospitalière ».

L'implication admirable de la commune et des citoyens qui n'ont pas hésité à ouvrir leur porte à l'occasion de la crise de l'accueil en 2015 et de la guerre russo-ukrainienne démontre qu'Uccle compte sur son territoire un grand nombre de foyers solidaires qui accomplissent une tâche que le gouvernement fédéral refuse d'assumer.

Vu que la mesure envisagée permet d'entrer dans le domicile des personnes qui hébergent des étrangers sans titre de séjour, quel sera son effet sur ces Ucclois solidaires, et ce alors que la motion « Commune hospitalière » défendait « une vision de la société où la peur, le rejet de l'étranger et le repli sur soi ne constituent pas notre unique horizon et où la solidarité rime avec rencontre, partage et dignité » ?

La visite domiciliaire n'est rien d'autre qu'une forme de perquisition qui constitue une limitation très claire du droit à la vie privée et une remise en cause de l'inviolabilité du domicile, pour laquelle les seules exceptions prévues ne peuvent survenir que dans le cadre d'une instruction judiciaire ou suite à une condamnation par un tribunal. De toute évidence, l'application d'une telle mesure dans le cadre d'une procédure administrative telle qu'un ordre de quitter le territoire n'entre pas dans le

registre de ces exceptions.

Selon le texte de loi prévu, la visite domiciliaire ne sera autorisée que s'il existe des motifs de croire que l'étranger est susceptible de compromettre l'ordre public. Cet élément a beau rassurer une partie de l'assemblée, il inquiète terriblement le groupe Ecolo, en raison du caractère pour le moins flou des notions d'atteinte à la sécurité nationale et de trouble à l'ordre public, dont l'appréciation sera laissée à la discrétion d'une autorité administrative qui, selon le cas, prêtera l'oreille aux observations bienveillantes ou malveillantes du voisinage. Outre le caractère arbitraire du dispositif, il y aurait là une forme d'incitation à la délation qui ne manquerait pas d'avoir un effet délétère sur le « vivre ensemble ».

Les écologistes s'opposent résolument à un projet de loi qui contribue à criminaliser la migration, car ils considèrent qu'il n'y a rien d'illégal en soi à quitter son pays et qu'il est absurde de penser qu'une personne met son bébé sur une chaloupe de fortune pour « profiter du CPAS ».

M. Toussaint signale que son groupe politique va s'opposer à la motion.

Le niveau local n'est pas le plus approprié pour traiter une matière qui relève du Parlement fédéral.

Le projet de loi contesté vise en réalité à doter plusieurs administrations, l'Office des étrangers, la police, les services judiciaires, de l'instrument qu'elles réclament depuis longtemps pour accomplir leurs missions de manière correcte et efficace. Le projet est d'ailleurs soutenu par Mme le Ministre de la Justice et porté au Parlement fédéral par Mme le Député Nahima Lanjri, qui n'appartient certainement pas à la frange la plus droitière du CD&V et qui était surtout animée par la volonté de clarifier la loi pour éviter les abus en matière de visites domiciliaires et donc en définitive pour protéger les migrants.

Le projet de loi fixe des balises claires puisqu'il faut l'autorisation d'un juge d'instruction pour effectuer une visite domiciliaire. De surcroît, cette dernière ne concernera que les personnes en séjour irrégulier qui ont épuisé tous les recours légaux et qui refusent délibérément et de façon répétée de se conformer à une mesure d'éloignement. Adapté au nouvel accord de gouvernement, le projet de loi se concentre sur les personnes qui représentent un danger avéré pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

Pour M. Toussaint, il faut que, dans le respect de l'état de droit, les ordres de quitter le territoire ne soient pas lettre morte, comme cela a été un peu trop souvent le cas jusqu'à présent, a fortiori quand il s'agit d'individus potentiellement dangereux ou ayant déjà commis des infractions graves.

Par ailleurs, aussi sacrée que soit l'inviolabilité du domicile, ce n'est pas un droit absolu : la Constitution elle-même prévoit des exceptions strictement encadrées par la loi, et des visites domiciliaires sont permises dans d'autres domaines (inspection sociale, inspection du travail).

M. Toussaint estime donc que, loin de porter atteinte aux droits fondamentaux, le projet de loi garantit un équilibre entre libertés publiques et protection de la société.

Mme Maison estime qu'étendre la possibilité de perquisitions à domicile, et ce afin de viser les personnes sans papier et ceux qui les hébergent, constitue une dérive inquiétante.

La condition requise pour enclencher la procédure, en l'occurrence le risque pour l'ordre public ou la sécurité nationale, est une notion à la fois très large et très floue. Si on l'interprète de façon étendue, des visites domiciliaires non consenties pourraient être permises sous pratiquement n'importe quel prétexte. Et si on l'interprète de façon restrictive, l'organisation de perquisitions en bonne et due forme selon la procédure pénale classique permettrait d'atteindre l'objectif visé sans qu'il faille nécessairement mettre en place par surcroît ce dispositif particulier, et dans ce

cas, il y a de quoi s'interroger sur les contours de cet avant-projet, qui prévoit néanmoins fort opportunément le contrôle par un juge d'instruction du caractère proportionné de la visite domiciliaire envisagée.

Mme Maison a quelques suggestions à proposer à Mme le Ministre NVA de l'Asile et de la Migration pour résoudre la problématique des personnes sans titre de séjour :

l'instauration de critères clairs de régularisation ;

la concentration de l'action administrative sur les milliers de personnes sans papier en errance dans les rues de Bruxelles plutôt que sur les personnes hébergées et ceux qui les hébergent (entre 30 et 70 % des SDF recensés à Bruxelles sont dépourvus de titre de séjour) ;

l'ouverture de structures d'accueil, pour éviter que les personnes en errance ne deviennent la proie des narcotrafiquants.

M. Clumeck et Mme Maison opteront pour l'abstention lors du vote sur la motion.

M. Buss est opposé aux visites domiciliaires dans le cadre d'arrestations administratives qui ne sont pas couvertes par un mandat judiciaire.

Il s'interroge aussi sur la recevabilité d'une motion qui n'est pas d'intérêt communal puisque c'est à l'échelon fédéral que la décision est prise.

L'inviolabilité du domicile est certes un sujet important mais vu que le Conseil communal ne dispose pas du pouvoir de décision, il n'est peut-être pas opportun qu'il en débatte.

M. Cools remarque que les avis du Centre « Myria » et de l'association des juges d'instruction sont très négatifs à l'égard du projet de loi.

Il souligne aussi les contradictions intrinsèques du texte, qui affirme tour à tour viser uniquement les personnes constituant une menace à l'ordre public et à la sécurité nationale et s'appliquer à tout étranger faisant l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire.

Mme Kabachi constate que plusieurs conseillers remettent en cause la recevabilité de sa motion sur base de l'argument selon lequel il s'agit d'un débat relevant de l'échelon fédéral.

Mais elle estime pour sa part que sa motion s'inscrit dans la continuité de la motion « Uccle, commune hospitalière » de 2019, qui affirme : « Le Conseil a adopté cette motion afin d'améliorer l'accueil des réfugiés dans la dignité, la tolérance et le respect de chacun ».

Par ailleurs, une problématique relevant de l'état de droit justifie tout à fait selon elle l'adoption d'une motion.

M. le Bourgmestre précise que M. Toussaint a bien exposé la position défendue par sa propre famille politique.

Par rapport à la notion de « commune hospitalière », il invite l'ensemble de l'assemblée à faire preuve de modestie car personne au sein de ce Conseil ne peut se targuer d'être l'unique initiateur de l'hospitalité et de la solidarité dont fait preuve la commune. Uccle est hospitalière depuis très longtemps et continuera à l'être à l'avenir.

M. le Bourgmestre estime aussi qu'il convient de garder le sens des réalités. Il comprend que certains croient sincèrement que l'exécutif fédéral actuel est un affreux gouvernement de droite voire d'extrême-droite mais le projet envisagé ne vise pas à restreindre les libertés de qui que ce soit ni à remettre en cause l'accueil des réfugiés mais à assurer une protection face à la menace de radicalisme et de terrorisme. Cela n'a rien à voir avec le fait d'être généreux, solidaire ou hospitalier ; il ne faut pas se

tromper de débat. La Belgique ne risque pas de devenir demain le Chili de Pinochet ou l'URSS de Staline !

Quant au cas de bavure policière évoqué par M. Cools, il va de soi que tout manquement doit être sanctionné. Mais il y a peu de corps qui soient aussi sourcilleux que la police en matière de discipline et de respect de la déontologie.

M. Tojerow estime qu'il serait particulièrement inopportun d'entretenir une confusion entre personnes en situation irrégulière et individus terroristes ou radicalisés.

Après avoir approuvé l'amendement, l'assemblée rejette la motion (18 votes négatifs, 16 votes positifs et 5 abstentions).

Cette motion a été rejetée par l'assemblée.
Votes pour: 16
Votes contre: 18
Abstentions: 5

Le point est rejeté.
39 votants : 16 votes positifs, 18 votes négatifs, 5 abstentions.
Non : Boris Dilliès, Carine Gol-Lescot, Valentine Delwart, Odile Margaux, Diane Culer, Eric Sax, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, Michel Cohen, Cécile Roba, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Sarah Unger, Marianne Gustot, Patricia Nagelmackers.
Abstentions : Jonathan Biermann, Joëlle Maison, Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Buss Walter.

Voorstel van motie van mevr. Kabachi en de h. Cools tegen de huisbezoeken.

Mevr. Kabachi legt uit dat haar motie, medeondertekend door de h. Cools en mevr. Kokaj, bedoeld was om de positie van de gemeenteraad van Ukkel te bevestigen tegenover het door de federale regering geplande wetsontwerp, dat de politie zou toestaan om, per besluit van de onderzoeksrechter, huisbezoeken uit te voeren met het oog op administratieve arrestaties van mensen die illegaal verblijven.

Een dergelijke maatregel doet ernstige twijfels rijzen over de eerbiediging van de grondrechten die worden gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM).

In artikel 15 van de Grondwet is de onschendbaarheid van de woning vastgelegd, een beginsel waarop alleen in het kader van een gerechtelijk onderzoek uitzonderingen kunnen worden gemaakt. Artikel 8 van het EVRM versterkt deze garantie door het recht op eerbiediging van privéleven, familie- en gezinsleven, woning en correspondentie te bevestigen.

Het invoeren van de mogelijkheid om een woning te doorzoeken buiten een gerechtelijke procedure om zou een onevenredige inbreuk vormen op deze grondrechten.

Bovendien zou deze bepaling het risico inhouden dat een administratieve procedure wordt gelijkgesteld met een strafrechtelijke procedure en dat elke vorm van solidariteit tussen burgers en humanitaire wederzijdse hulp wordt ontmoedigd, waardoor het noodzakelijke vertrouwen tussen inwoners en overheidsinstellingen wordt ondermijnd.

Deze motie is een voortzetting van de motie "Gastvrije gemeente" die in 2019 in Ukkel werd aangenomen en waarin de gemeentelijke wil wordt bevestigd om waardigheid, solidariteit en respect voor fundamentele rechten voor iedereen te verdedigen.

Mevr. Kabachi wijst erop dat de oorspronkelijke tekst van de motie is aangevuld met een amendement waarin in de eerste overweging wordt gespecificeerd dat personen die illegaal in België verblijven en aan een huisbezoek worden onderworpen, "worden beschouwd als een bedreiging voor de openbare orde en de nationale veiligheid". Deze wijziging brengt de tekst in overeenstemming met het voorontwerp dat aan het federale parlement is voorgelegd.

De h. Cools begrijpt dat de mogelijkheid dat de gemeenteraad kwesties onderzoekt die onder de bevoegdheid van het federale parlement vallen, waarschijnlijk vragen oproept. Hij is echter van mening dat het in dit geval volkomen legitiem is om in deze vergadering over een dergelijk onderwerp te debatteren, aangezien het om een grondrecht gaat. De gemeenteraad heeft in 2018 al over dit soort kwesties gedebatteerd, in een context die gekenmerkt werd door de goedkeuring door een honderdtal gemeentes van gelijkaardige moties over een bijna identiek wetsvoorstel, en de h. Cools herinnert zich dat deze aanpak van de lokale overheden de regering van Charles Michel destijds deed terugkrabbelen.

Om zijn standpunt concreter te illustreren vertelt de h. Cools over de tegenslagen van een perfect eerbaar gezin waarvan de leden, van Libanese afkomst maar met de Belgische nationaliteit, in de vroege ochtenduren een huisbezoek moesten ondergaan van de politie, die gevraagd was om te controleren op de aanwezigheid van illegalen, na een melding dat er veel "kleurlingen" in de buurt waren. De h. Cools wil geen maatschappij die afdaalt in dergelijke excessen.

In gemeentes zoals Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe stemden vertegenwoordigers van Les Engagés, vroeger bekend als het Centre démocrate humaniste (CDH), voor gelijkaardige moties omdat het vanzelfsprekend is dat wie beweert een 'humanist' te zijn, dit soort gedrag niet kan aanvaarden.

En hij herinnert MR-leden die beweren liberaal te zijn aan deze uitspraak van Benjamin Constant, de grote figuur van het politieke liberalisme: “La liberté, c’est la jouissance paisible de l’indépendance privée”.

Volgens de h. Cools is het wetsvoorstel in strijd met artikel 8.1 en 8.2 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, die huisbezoeken voorbehouden voor strafbare feiten en uitsluiten voor administratieve overtredingen.

Op dit gebied zou de h. Cools eerder voorstander zijn van een wetgeving zoals die in Canada van kracht is, die gericht is op het organiseren van immigratie die wordt gekozen in plaats van opgelegd.

De manier waarop de migratiekwestie wordt aangepakt, is lang niet altijd bevredigend: de controle op straat van personen die het grondgebied moeten verlaten, leidt slechts tot een eenvoudige waarschuwing aan de betrokkenen; of het komt voor dat gemeentelijke overheden, zoals die van Ukkel, door de rechter worden gedwongen om huwelijken te voltrekken van personen die een bevel hebben gekregen om het grondgebied te verlaten en voor wie het huwelijk duidelijk een list is om hun uitzetting te omzeilen.

We moeten daarom nadenken over de ontwikkeling van een coherenter migratiebeleid maar volgens de h. Cools is het ondermijnen van de onschendbaarheid van de woning misschien niet de verstandigste keuze, aangezien veel andere acties effectiever zijn.

Het wetsvoorstel voorziet in toezicht door een onderzoeksrechter. Maar onderzoeksrechters zijn allesbehalve enthousiast over een dergelijk vooruitzicht, aangezien het een automatische procedure zou zijn waarover ze als magistraat geen echte controle zouden hebben. Jean-Louis Doyen, vicevoorzitter van de vereniging van onderzoeksrechters, maakte dit punt op RTBF.

Professor Andrea Rea, socioloog aan de ULB, wees ook op de onzekerheden rond het begrip "verstoring van de openbare orde", want het is waar dat een persoon die illegaal verblijft niet noodzakelijk een verstoring van de openbare orde

veroorzaakt.

Om al deze redenen is de h. Cools van mening dat deze motie volledig gerechtvaardigd is.

Mevr. Nagelmackers herinnert eraan dat de gemeenteraad in 2019 unaniem de motie "Gastvrije gemeente" heeft aangenomen waarin de wens wordt bevestigd om vluchtelingen waardig en tolerant op te vangen, met inachtneming van de wet.

Les Engagés deelt dit standpunt.

Ze benadrukt echter dat dit een bijzonder gevoelige kwestie is aangezien het gaat om de openbare veiligheid, de rechtsstaat, vrijheidsberoving en de eerbiediging van de mensenrechten, en de betrokkenen vaak verzwakt zijn door moeilijke levenssituaties.

Bovendien, hoewel dit een zaak is voor het federale niveau, staat niets een vergadering in de weg om hierover te debatteren in een democratisch en open klimaat. Ze wil er echter op wijzen dat een gemeenteraad misschien niet de best uitgeruste vergadering is om een dergelijke complexe kwestie te behandelen, vooral omdat lokale verkozenen geen toegang hebben tot dezelfde deskundige hulp als leden van het federale parlement.

Ze wijst erop dat de voorgestelde wetswijziging op federaal niveau niet op de agenda van Les Engagés stond, maar in de context van een meerderheidsakkoord spreekt het voor zich dat iedereen concessies moet doen. Les Engagés heeft er echter voor gezorgd dat strenge richtlijnen garanderen dat de grondrechten en het evenredigheidsbeginsel worden gerespecteerd. We mogen ook niet vergeten dat deze hervorming ook een reactie is op een Europese richtlijn die lidstaten verplicht om terugkeerbevelen die niet zijn nageleefd ten uitvoer te leggen.

In het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1980 over de toegang tot het grondgebied, dat nog steeds in behandeling is, worden zeer strikte voorwaarden gesteld aan de mogelijkheid van huisbezoeken met het oog op administratieve arrestaties. De maatregel is alleen bedoeld voor vreemdelingen tegen wie een bevel is uitgevaardigd om het grondgebied te verlaten, die weigeren mee te werken en een gevaar vormen voor de openbare orde en de nationale veiligheid.

Huisbezoeken mogen enkel overdag worden uitgevoerd, tussen 5 en 21 uur, onder toezicht van een officier van de gerechtelijke politie en met voorafgaande toestemming van een onderzoeksrechter. Als er andere illegaal verblijvende vreemdelingen zijn in de woning die wordt bezocht, kunnen zij niet administratief worden gearresteerd.

Op verzoek van Les Engagés zijn specifieke procedures in het systeem opgenomen, zoals de uitsluiting van minderjarigen, de nauwkeurige definitie van het begrip woonplaats en de verificatie door de onderzoeksrechter dat de terugkeerprocedure daadwerkelijk binnen een redelijke termijn kan worden uitgevoerd.

Het was ook op verzoek van Les Engagés dat het advies werd ingewonnen van het federaal migratiecentrum "Myria", de vereniging van onderzoeksrechters en andere instanties die actief zijn op het gebied van mensenrechten. Met deze adviezen en het advies van de Raad van State zal rekening worden gehouden bij de tweede lezing van de tekst.

Om deze redenen zal Les Engagés de motie niet steunen.

Mevr. Kokaj, na de ecologische inspiratie van de motie te hebben benadrukt, zei dat ze heel blij was deze tekst te kunnen medeondertekenen.

Ecolo ziet migratie als een gevolg van lijden dat empathie vereist, niet als een potentiële bedreiging die moet leiden tot een nauwelijks “jacht op migranten". Een dergelijke houding zou geen recht doen aan de lange Belgische traditie van gastvrijheid, waaraan veel leden van deze vergadering veel te danken hebben.

In 2018 diende schepen Wyngaard, toen gemeenteraadslid van de oppositie, een motie in tegen een soortgelijk wetsvoorstel van de regering MR-NVA, duidelijk in strijd met de grondrechten, omdat het niet kon worden aangenomen na de mobilisatie van het maatschappelijk middenveld en de rechterlijke macht.

Bovendien stemde de raad, opnieuw op initiatief van Ecolo, unaniem voor een motie die van Ukkel een "gastvrije" gemeente maakt.

De bewonderenswaardige betrokkenheid van de gemeente en haar burgers, die niet aarzelden om hun deuren te openen tijdens de opvangcrisis in 2015 en de Russisch-Oekraïense oorlog, toont aan dat Ukkel een groot aantal ondersteunende gezinnen in haar omgeving heeft die een taak uitvoeren die de federale overheid weigert op zich te nemen.

De voorgestelde maatregel maakt het mogelijk om binnen te dringen in de huizen van mensen die onderdak bieden aan vreemdelingen zonder verblijfsvergunning. Welke gevolgen zal dit hebben voor deze solidaire Ukkelaars, ook al verdedigde de motie "Gastvrije gemeente" een visie op de samenleving waarin angst, afwijzing van vreemdelingen en terugtrekking in zichzelf niet onze enige horizonten zijn en waarin solidariteit ontmoeting, delen en waardigheid betekent?

Een huisbezoek is niets anders dan een vorm van huiszoeking die het recht op privacy duidelijk beperkt en de onschendbaarheid van de woning in twijfel trekt, waarop alleen uitzonderingen kunnen worden gemaakt in het kader van een gerechtelijk onderzoek of na een veroordeling door een rechtbank. Het is duidelijk dat de toepassing van een dergelijke maatregel als onderdeel van een administratieve procedure, zoals een bevel om het grondgebied te verlaten, niet binnen het toepassingsgebied van deze uitzonderingen valt.

Volgens de voorgestelde wetgeving zijn huisbezoeken alleen toegestaan als er redenen zijn om aan te nemen dat de vreemdeling de openbare orde in gevaar kan brengen. Hoewel dit element sommige leden van de vergadering kan geruststellen, baart het Ecolo grote zorgen vanwege de vage begrippen bedreiging van de nationale veiligheid en verstoring van de openbare orde, waarvan de beoordeling wordt overgelaten aan een administratieve autoriteit die, afhankelijk van het geval, zal luisteren naar welwillende of kwaadwillende opmerkingen van buren. Naast het arbitraire karakter van het systeem zou dit een vorm van aanzetten tot verklikken zijn, wat zeker een schadelijk effect zou hebben op het "samenleven".

Ecolo verzet zich resoluut tegen een wetsvoorstel dat bijdraagt tot het criminaliseren van migratie, omdat ze vinden dat er op zich niets illegaals is aan het verlaten van je land en dat het absurd is om te denken dat iemand zijn baby op een geïmproviseerd bootje zet om "te profiteren van het OCMW".

De h. Toussaint geeft aan dat zijn fractie tegen de motie is.

Het lokale niveau is niet het meest geschikte niveau om een zaak te behandelen die onder de bevoegdheid van het federale parlement valt.

In werkelijkheid wil het omstreden wetsvoorstel een aantal overheidsdiensten - de vreemdelingendienst, de politie en de gerechtelijke diensten - het instrument geven waar ze al lang om vragen om hun taken goed en effectief te kunnen uitvoeren. Het project heeft de steun van de minister van Justitie en werd voor het federale parlement gebracht door parlementslid Nahima Lanjri, die zeker niet tot de meest rechtse rand van de CD&V behoort en die vooral gemotiveerd werd door de wens om de wet te verduidelijken om misbruik van huisbezoeken te voorkomen en dus uiteindelijk migranten te beschermen.

Het wetsvoorstel geeft duidelijke richtlijnen, waarbij de toestemming van een onderzoeksrechter nodig is om een huisbezoek uit te voeren. Bovendien is dit laatste alleen van toepassing op uitgeprocedeerde illegalen die opzettelijk en herhaaldelijk weigeren een uitzettingsbevel na te leven. Het wetsvoorstel, aangepast aan het nieuwe regeerakkoord, richt zich op mensen die een bewezen gevaar vormen voor de

openbare orde of nationale veiligheid.

De h. Toussaint is van mening dat, in overeenstemming met de rechtsstaat, het bevel om het grondgebied te verlaten geen dode letter mag zijn, zoals tot nu toe veel te vaak het geval is geweest, vooral wanneer het gaat om potentieel gevaarlijke personen of personen die al ernstige misdrijven hebben gepleegd.

Bovendien, hoe heilig de onschendbaarheid van de woning ook is, het is geen absoluut recht: de Grondwet zelf voorziet in uitzonderingen die strikt gereglementeerd zijn door de wet, en huisbezoeken zijn toegestaan in andere domeinen (sociale inspectie, arbeidsinspectie).

Hij is daarom van mening dat het wetsvoorstel de grondrechten niet ondermijnt maar een evenwicht vindt tussen openbare vrijheden en de bescherming van de samenleving.

Mevr. Maison is van mening dat de uitbreiding van de mogelijkheid van huiszoekingen naar migranten zonder papieren en degenen die hen onderdak bieden een zorgwekkende ontwikkeling is.

De voorwaarde om de procedure in gang te zetten, in dit geval het gevaar voor de openbare orde of nationale veiligheid, is een zeer ruim en zeer vaag begrip. Als dit ruim wordt geïnterpreteerd, kunnen dergelijke huisbezoeken onder vrijwel elk voorwendsel worden toegestaan. En als we het restrictief interpreteren, zou de organisatie van huiszoekingen in de juiste vorm volgens de standaard strafprocedure het mogelijk maken om het gewenste doel te bereiken zonder noodzakelijkerwijs dit specifieke mechanisme extra in te voeren. In dit geval is er reden om vraagtekens te zetten bij de contouren van dit voorontwerp, dat niettemin zeer gepast voorziet in controle door een onderzoeksrechter van de evenredigheid van het geplande huisbezoek.

Mevr. Maison heeft een aantal suggesties voor de NVA minister voor Asiel en Migratie over hoe om te gaan met het probleem van personen zonder verblijfsvergunningen:

de invoering van duidelijke criteria voor regularisatie;

de concentratie van de administratieve maatregelen op de duizenden personen zonder papieren die in de straten van Brussel rondzwerven, in plaats van op de mensen die in opvangcentra wonen en degenen die hen onderdak bieden (tussen 30% en 70% van de daklozen die in Brussel worden geteld, hebben geen verblijfsvergunning);

het openen van opvangfaciliteiten om te voorkomen dat daklozen ten prooi vallen aan drugshandelaren.

De h. Clumeck en mevr. Maison zullen zich onthouden over de motie.

De h. Buss is tegen huisbezoeken in het kader van administratieve arrestaties die niet onder een gerechtelijk bevel vallen.

Hij plaatst ook vraagtekens bij de ontvankelijkheid van een motie die niet van belang is voor de gemeente, aangezien de beslissing op federaal niveau wordt genomen.

De onschendbaarheid van de woning is zeker een belangrijke kwestie maar aangezien de gemeenteraad geen beslissingsbevoegdheid heeft, is het misschien niet gepast dat de gemeenteraad hierover debatteert.

De h. Cools merkt op dat de adviezen van het centrum Myria en de vereniging van onderzoeksrechters zeer negatief zijn over het wetsvoorstel.

Het benadrukt ook de inherente tegenstrijdigheden in de tekst, die afwisselend stelt dat het alleen gericht is op personen die een bedreiging vormen voor de openbare orde en nationale veiligheid en van toepassing is op elke vreemdeling tegen wie een uitzettingsbevel is uitgevaardigd.

Mevr. Kabachi merkt op dat verschillende raadsleden de ontvankelijkheid van haar motie in twijfel trokken omdat het een federaal debat zou zijn.

Ze is echter van mening dat haar motie in lijn is met de motie "Ukkel, gastvrije gemeente" van 2019, waarin staat: "De gemeenteraad nam deze motie aan om de waardige opvang van vluchtelingen, de verdraagzaamheid en het respect voor ieders levenskeuze en godsdienstige overtuiging te verbeteren."

Bovendien is zij van mening dat een kwestie die betrekking heeft op de rechtsstaat de aanneming van een motie volledig rechtvaardigt.

De burgemeester verklaart dat de h. Toussaint duidelijk het standpunt had uiteengezet dat door zijn eigen politieke familie werd verdedigd.

Met betrekking tot het begrip "gastvrije gemeente" nodigde hij de hele vergadering uit om enige bescheidenheid te betrachten aangezien niemand in deze raad kan beweren de enige initiatiefnemer te zijn van de gastvrijheid en solidariteit die de gemeente toont. Ukkel is al heel lang gastvrij en zal dat ook in de toekomst blijven.

De burgemeester vindt ook dat we de realiteit niet uit het oog mogen verliezen. Hij begrijpt dat sommige mensen oprecht geloven dat de huidige federale uitvoerende macht een lelijke rechtse of zelfs extreem rechtse regering is maar het geplande project is niet bedoeld om iemands vrijheden te beperken of om de aanvaarding van vluchtelingen in twijfel te trekken, maar om bescherming te bieden tegen de dreiging van radicalisme en terrorisme. Het heeft niets te maken met genereus, solidair of gastvrij zijn; we moeten niet het verkeerde debat voeren. België loopt geen enkel gevaar om morgen het Chili van Pinochet of de USSR van Stalin te worden!

Wat het door de h. Cools genoemde geval van wangedrag van de politie betreft, spreekt het voor zich dat elk wangedrag moet worden bestraft. Maar er zijn maar weinig korpsen die zo nauwgezet zijn als de politie als het gaat om discipline en respect voor beroepsethiek.

De h. Tojerow is van mening dat het bijzonder ongepast zou zijn om illegale immigranten te verwarren met terroristen of geradicaliseerde individuen.

Na goedkeuring van het amendement verwerpt de vergadering de motie (18 stemmen tegen, 16 stemmen voor en 5 onthoudingen).

Deze motie werd door de vergadering verworpen.
Stemmen voor: 16
Stemmen tegen: 18
Onthoudingen: 5

Het punt wordt verworpen.
39 stemmers : 16 positieve stemmen, 18 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.
Nee : Boris Dilliès, Carine Gol-Lescot, Valentine Delwart, Odile Margaux, Diane Culer, Eric Sax, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, Michel Cohen, Cécile Roba, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Sarah Unger, Marianne Gustot, Patricia Nagelmackers.
Onthoudingen : Jonathan Biermann, Joëlle Maison, Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Buss Walter.

2 annexes / 2 bijlagen
Motion visites domiciliaires.docx, Note explicative Motion visites domiciliaires.docx

Buss Walter quitte la séance / verlaat de zitting.
Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

16.10.2025/A/0043 **Question écrite de Mme Czekalski : Accessibilité des logements AIS et CPAS aux personnes à mobilité réduite (PMR).**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski: Toegankelijkheid van AIS en CPAS woningen voor mensen met beperkte mobiliteit (PRM).

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
250826_Accessibilité PMR des logements AISU et CPAS_AG.docx

16.10.2025/A/0044 **Interpellation de M. Hublet : gestion patrimoniale historique et monumentale du cimetière du Dieweg.**

M. Hublet rappelle que le 16 janvier 1997, le cimetière du Dieweg a été classé à la fois comme monument et comme site, et ce dans son intégralité, ce qui est une première en Belgique. Cette protection s'applique donc à son patrimoine historique, monumental, paysager et biologique (faune et flore). L'arrêté de classement prévoit aussi l'élaboration d'un plan de gestion fixant des conditions particulières de conservation.

La première phase de restauration, actuellement en cours, concerne principalement la réhabilitation des allées centrales et la gestion des eaux pluviales, qui relèvent donc essentiellement des aspects paysagers et biologiques.

M. Hublet souhaite se concentrer ici sur la gestion du patrimoine historique et monumental du cimetière.

450 monuments funéraires y sont classés individuellement. Ils témoignent de différentes époques et de différents courants architecturaux. On trouve en effet :

des monuments néogothiques et néoclassiques, reflétant les tendances de la fin du XIXème siècle jusqu' à la Seconde Guerre mondiale ;

des sépultures du début du XXème siècle, illustrant l'essor de l'Art Nouveau puis de l'Art Déco.

Le cimetière abrite en outre les sépultures de nombreuses personnalités uccloises et bruxelloises, parmi lesquelles Hergé, Isabelle Gatti de Gamond, le graveur Auguste Danse, le sculpteur Frans Huygelen, les bourgmestres Hubert Dolez et Xavier de Bue, ainsi que les familles Lambert, Allard, Herinckx, Errera, Woeste, etc. Autre particularité : la présence d'un important cimetière juif ashkénaze, comportant des tombes spécifiques et une galerie funéraire de 352 m².

Or, force est de constater que depuis le classement, l'entretien des sépultures, classées ou non, a été très limité. La plupart sont aujourd'hui dégradées, parfois dans un état de délabrement avancé. De nombreuses pierres tombales sont fissurées, laissant apparaître des fragments osseux. À cela s'ajoutent des actes de vandalisme et des vols (cuivre, bronze, sculptures, vitraux cassés ou dérobés, etc.).

Quels sont les intervenants concernés par la gouvernance (commune, Région, monde associatif, représentants religieux, etc.) ? Des concertations régulières ont-elles lieu en vue d'actualiser le plan de gestion ?

Quelles missions sont confiées au personnel communal sur le site ? Le

personnel du cimetière (limité à deux personnes, fossoyeurs de formation) bénéficie-t-il d'une formation complémentaire pour assumer des tâches aussi spécifiques ? Leurs outils sont-ils adaptés et correctement entretenus ?

L'arrêté de classement impose certaines mesures spécifiques pour les sépultures protégées. La commune en assure-t-elle la mise en œuvre et le suivi ? Qu'en est-il des autres sépultures ? Les descendants – s'il y en a encore – sont-ils tenus légalement de les entretenir ? La dégradation de la grande crypte est-elle prise en charge, et si oui par qui ?

Existe-t-il un cadastre recensant les tombes les plus remarquables à restaurer ? Si oui, qui en assume les frais ?

Envisage-t-on de réaffecter certaines tombes ou de rouvrir le site à de nouvelles inhumations ?

M. Hublet rappelle encore que le fonds Camille Claes, créé en 2022 au sein de la Fondation Roi Baudouin, aurait pu contribuer à la préservation du patrimoine du cimetière. A-t-on eu recours à ce fonds pour le Dieweg ?

Il est urgent que la commune, en concertation avec la Région et l'ensemble des acteurs concernés, poursuive et renforce ses actions afin de préserver ce patrimoine exceptionnel, dont la dégradation s'accélère année après année.

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que de gros travaux sont actuellement entrepris en matière de gestion des eaux, en collaboration avec l'échevinat de l'Environnement. Ces travaux n'ont pas pour seul objectif de rendre au cimetière son cachet romantique, ils visent d'abord à garantir un entretien des tombes à long terme. Il s'agit de travaux de grande envergure, étant donné que d'énormes tuyaux ont été installés et que les trois allées dans la descente seront repavées.

Le personnel du cimetière se compose de cinq agents. L'un d'entre eux exerce la fonction de jardinier et s'occupe de la gestion de tout ce qui relève du patrimoine naturel. Deux ouvriers suivent actuellement une formation en restauration des monuments funéraires organisée par l'Agence wallonne du patrimoine (AWAP), vu que ce type de formation n'est pas dispensé en région bruxelloise, et ils sont impatients de mettre en pratique les compétences qu'ils sont en train d'acquérir.

Des discussions ont eu lieu ce lundi avec Urban Brussels afin que ces deux ouvriers puissent être habilités à entamer certains travaux en dépit du fait que leur formation n'est pas achevée. Il s'agirait en l'occurrence de leur permettre de pratiquer déjà la technique du « repliage des tombes », qui consiste à rassembler différentes pierres éparpillées devant les tombes auxquelles elles se rapportent.

La rénovation des tombes reprises dans l'arrêté de classement en raison de leur haute valeur patrimoniale devrait à terme relever de la compétence d'Urban Brussels. L'entretien des autres tombes incombe, quant à lui, aux familles concernées, qui ont l'obligation de les remettre progressivement dans leur état originel. Le Collège a noué des contacts avec le Bureau d'architecture Origin en vue de l'établissement d'un plan de gestion global susceptible d'être accepté par la Région bruxelloise.

L'objectif visé dans une perspective à plus long terme consisterait en une remise en activité d'une partie du cimetière. Il serait évidemment hors de question de toucher aux tombes classées. Mais comme cela s'est produit dans d'autres cimetières, on pourrait envisager d'autoriser des inhumations dans des sépultures tombées en déshérence, à charge pour les familles intéressées de rénover le monument. Dans ce cas de figure, il faudrait déterminer avec Urban Brussels comment il conviendrait de signaler que d'autres personnes ont reposé antérieurement dans la tombe considérée, et de telles dispositions nécessiteraient la constitution d'un ossuaire au sein du cimetière. Ce n'est de toute façon pas à l'ordre du jour dans l'immédiat.

Quoi qu'il en soit, le Collège se réjouit de la redynamisation de la gestion du cimetière du Dieweg, dont les effets sont déjà visibles pour ce qui concerne l'entretien de son patrimoine naturel. Mme l'Echevin Gol-Lescot tient à ce que ce cimetière

retrouve son lustre d'antan, à la fois comme lieu de recueillement et espace de promenade.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hublet : beheer van het historisch en monumentaal erfgoed van de begraafplaats van Dieweg.

De h. Hublet herinnert eraan dat op 16 januari 1997 de begraafplaats Dieweg in zijn geheel geklasseerd werd als monument en als site, wat een primeur is in België. Deze bescherming geldt dus voor het historische, monumentale, landschappelijke en biologische (flora en fauna) erfgoed. Het klasseringsbesluit voorziet ook in het opstellen van een beheerplan met specifieke voorwaarden voor behoud.

De eerste fase van de restauratie, die momenteel aan de gang is, bestaat voornamelijk uit het herstel van de centrale wandelpaden en het beheer van regenwater, wat voornamelijk een landschappelijke en biologische kwestie is.

De h. Hublet wil zich hier richten op het beheer van het historische en monumentale erfgoed van de begraafplaats.

Er staan 450 grafmonumenten afzonderlijk op de lijst. Ze weerspiegelen verschillende tijdperken en bouwstijlen. Er zijn:

neogotische en neoclassicistische monumenten, die de trends van het einde van de 19de eeuw tot de Tweede Wereldoorlog weerspiegelen

graftombes uit het begin van de 20ste eeuw, die de opkomst van Art Nouveau en daarna Art Deco illustreren.

De begraafplaats herbergt ook de graven van vele beroemde mensen uit Ukkel en Brussel, waaronder Hergé, Isabelle Gatti de Gamond, graveur Auguste Danse, beeldhouwer Frans Huygelen, burgemeesters Hubert Dolez en Xavier de Bue, evenals de families Lambert, Allard, Herinckx, Errera en Woeste. Een ander bijzonder kenmerk is de aanwezigheid van een grote Asjkenazische Joodse begraafplaats, met specifieke graven en een grafgalerij van 352 m².

Het moet echter gezegd worden dat sinds de classificatie het onderhoud van zowel geclassificeerde als niet-geclassificeerde graven zeer beperkt is. De meeste zijn in verval geraakt, soms in een vergevorderde staat van verval. Veel grafstenen zijn gebarsten, waardoor botfragmenten zichtbaar zijn. Er zijn ook vernielingen en diefstallen geweest (koper, brons, beeldhouwwerken, gebrandschilderd glas gebroken of gestolen …).

Wie zijn de belanghebbenden bij het bestuur (gemeente, gewest, verenigingen, religieuze vertegenwoordigers …)? Vindt er regelmatig overleg plaats om het beheerplan bij te werken?

Welke taken zijn toevertrouwd aan gemeentepersoneel op de locatie? Krijgt het personeel van de begraafplaats (beperkt tot twee personen, opgeleide doodgravers) extra opleiding om dergelijke specifieke taken op zich te nemen? Is hun gereedschap geschikt en goed onderhouden?

Het klasseringsbesluit legt bepaalde specifieke maatregelen op voor beschermde graven. Is de gemeente verantwoordelijk voor de implementatie en controle? Hoe zit het met de andere graven? Zijn de nakomelingen - als die er nog zijn - wettelijk verplicht om ze te onderhouden? Wordt de verslechtering van de grote crypte ten laste genomen, en zo ja, door wie?

Bestaat er een register van de meest opmerkelijke graftombes die gerestaureerd moeten worden? Zo ja, wie betaalt daarvoor?

Zijn er plannen om bepaalde graven een andere bestemming te geven of om het terrein weer open te stellen voor nieuwe begravingen?

De h. Hublet wijst er ook op dat het Camille Claes Fonds, opgericht in 2022 binnen de Koning Boudewijnstichting, had kunnen bijdragen tot het behoud van het

erfgoed van de begraafplaats. Werd dit fonds gebruikt voor de Dieweg?

Het is dringend noodzakelijk dat de gemeente, in overleg met het gewest en alle betrokken actoren, haar acties voor het behoud van dit uitzonderlijke erfgoed, waarvan de achteruitgang jaar na jaar versnelt, voortzet en versterkt.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat er op dit moment veel werk werd verzet op het gebied van waterbeheer, in samenwerking met de Milieudienst. Het doel van deze werken is niet alleen om het romantische cachet van de begraafplaats te herstellen maar ook om ervoor te zorgen dat de graven op de lange termijn worden onderhouden. Dit is een groot project, want er zijn enorme buizen geïnstalleerd en de drie lanen in de afdaling worden opnieuw geasfalteerd.

Op de begraafplaats werken vijf ambtenaren. Een van hen werkt als tuinman en is verantwoordelijk voor het beheer van alle aspecten van het natuurlijke erfgoed. Twee arbeiders volgen momenteel een opleiding in de restauratie van grafmonumenten, georganiseerd door het AWAP (Agence wallonne du patrimoine), omdat dit soort opleiding niet wordt aangeboden in het Brusselse gewest, en ze staan te popelen om de vaardigheden die ze leren in de praktijk te brengen.

Maandag vond overleg plaats met Urban Brussel, zodat deze twee arbeiders toestemming konden krijgen om een deel van de werken te beginnen, ondanks het feit dat hun opleiding nog niet is afgerond. In dit geval zou het hen in staat stellen om alvast de techniek "herstel van graven" te beoefenen, die bestaat uit het verzamelen van verschillende stenen die verspreid liggen voor de graven waar ze betrekking op hebben.

De renovatie van de graven die omwille van hun hoge erfgoedwaarde in het klassementsbesluit zijn opgenomen, zou op termijn onder de bevoegdheid van Urban Brussels moeten vallen. Het onderhoud van de andere graven is de verantwoordelijkheid van de betrokken families, die verplicht zijn om ze geleidelijk aan in hun oorspronkelijke staat te herstellen. Het college heeft contact gehad met het architectenbureau Origin om een algemeen beheersplan op te stellen dat zou kunnen worden aanvaard door het Brussels Gewest.

Het doel op de langere termijn is om een deel van de begraafplaats weer in gebruik te nemen. De geklasseerde graftombes aanraken is natuurlijk uit den boze. Maar zoals op andere begraafplaatsen is gebeurd, zouden we kunnen overwegen om begravingen toe te staan in graven die in verval zijn geraakt, waarbij het aan de betrokken families is om het monument te renoveren. In dit geval zou Urban Brussels moeten bepalen hoe het gepast zou zijn om aan te geven dat er vroeger andere mensen in het graf in kwestie hebben gelegen en dergelijke maatregelen zouden de bouw van een ossuarium op de begraafplaats noodzakelijk maken. In elk geval staat dit niet op de onmiddellijke agenda.

Het college is in ieder geval blij met het gerevitaliseerde beheer van de begraafplaats Dieweg, waarvan de effecten al zichtbaar zijn in het onderhoud van het natuurlijke erfgoed. Schepen Gol-Lescot ziet de begraafplaats graag in zijn oude glorie hersteld, zowel als een plek om te herdenken als een plek om te wandelen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation.docx

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2025/A/0045 **Interpellation de M. Cools : Conséquences pour Uccle du futur stade de l'Union Saint-Gilloise.**

M. Cools estime qu'en tant que Bruxellois et Belges, nous avons tout lieu d'être fiers de l'Union saint-gilloise. Champion de Belgique en titre, ce club a également gagné son premier match en Ligue des champions contre le PSV Eindhoven.

Il est normal qu'un tel club souhaite un nouveau stade qui soit à la hauteur de ses résultats et de ses ambitions. Ce projet de nouveau stade existe et fait actuellement l'objet d'une demande de permis d'urbanisme et d'une étude d'incidence par le bureau Stratec. Le rapport final de cette étude ne fait pas moins de 445 pages. Le nouveau stade aurait une capacité de 16.000 places et serait installé au Bempt à Forest, tout près d'Uccle.

Lors des jours de match, ce nouveau stade aura un impact certain sur la mobilité à Uccle. Une partie des supporters venant du sud passera par Uccle (notamment via la rue de Stalle, la chaussée de Neerstalle et la chaussée d'Alsemberg). On peut s'attendre aussi à une saturation de la sortie 18 à hauteur de la rue de Stalle prolongée.

L'étude d'incidence évoque le projet de stade national de hockey à Uccle, susceptible de générer des flux importants. Une coordination sera nécessaire pour éviter la concomitance d'événements de grande ampleur, de manière à ne pas saturer le stationnement et la circulation. Il faudra aussi étudier le problème de la concomitance avec les événements prévus à Forest-National.

De plus, les déviations temporaires prévues les jours de match, en particulier la fermeture prévue du boulevard de la Deuxième Armée britannique, peuvent entraîner un report de trafic des axes menant vers Uccle.

Les lignes de transport en commun, et en particulier celles des trams 82 et 4, seront également impactées. Pour ce qui concerne la ligne 4, l'étude d'incidence indique qu'il y a lieu d'« analyser la possibilité d'une extension du tram 4 proche du dépôt Marconi, afin de réduire la distance de marche depuis ce tram desservant Forest et Saint-Gilles ». Curieusement, on ne souligne pas que ce tram dessert également Uccle !

Les besoins en stationnement sont estimés à 2.100 places par l'étude d'incidence. Néanmoins, le projet prévoit uniquement la création d'un parking limité à 150 places. Pour le reste, il se fonde sur l'utilisation des parkings déjà présents dans l'environnement en voirie ou hors voirie. Le projet cite à cet égard les 1.600 places de stationnement qui seraient disponibles sur les parkings de délestage Ceria et Stalle, les 810 places de stationnement du shopping Drogenbos, le parking « Audi Tower » situé au nord du Bempt, le long du boulevard de la Deuxième Armée britannique, dont les 912 places, disponibles principalement les samedis et dimanches, doivent être partagées avec Forest-National les soirs de concert.

M. Cools émet quelques réserves quant à la disponibilité effective de tous ces parkings, et en particulier du parking Stalle. En effet, en semaine, celui-ci est rempli tous les soirs et aucune place ne sera disponible pour des matchs se déroulant le jeudi soir. Si un match se déroule un samedi après-midi, le parking du carrefour Drogenbos ne sera pas disponible non plus.

En toute logique, un stade d'une telle capacité engendrera des interventions potentielles de toutes les zones de police limitrophes, parmi lesquelles figure celle d'Uccle-Auderghem-Watermael-Boitsfort.

Il y a néanmoins un point positif dans ce dossier : des mesures utiles semblent avoir été prévues pour éviter des nuisances sonores dans les quartiers proches.

Le Collège a-t-il été consulté d'une manière ou d'une autre lors de l'élaboration de l'étude d'incidence de ce projet de stade situé à 1 km du territoire communal ? Le cas échéant, a-t-il pris l'initiative de se manifester ?

Le Collège a-t-il émis un avis ou des remarques sur ce projet ? Et si oui, lesquels ?

Ce projet n'inquiète-t-il pas le Collège en raison de ses effets sur la mobilité ?

A-t-on reçu des assurances effectives quant à une augmentation de l'offre des transports en commun les jours de match ?

Le Collège n'estime-t-il pas que la capacité propre du stade quant au stationnement (150 places) est insuffisante ?

La commune a-t-elle été consultée dans le cadre d'une mutualisation des infrastructures du nouveau stade au profit par exemple d'Uccle-Sport ?

M. Meeus suit avec attention, comme beaucoup d'Ucclois, le projet de nouveau stade de l'Union saint-gilloise, qui doit voir le jour sur le site du Bempt, à Forest. Ce site, situé à proximité immédiate du territoire communal, accueillera un stade d'environ 16.000 places. Selon les documents disponibles, la construction est prévue entre fin 2027 et début 2028.

Le club, qui fait aujourd'hui la fierté de Bruxelles, mérite des infrastructures à la hauteur de son standing. M. Meeus se réjouit de cette nouvelle, en tant que supporter de l'Union.

Ce projet, également porté par la commune de Forest et accompagné par la Région bruxelloise, aura des incidences directes à Uccle, tant en matière de mobilité et de stationnement que de tranquillité publique, notamment pour les quartiers limitrophes : le quartier de Stalle et Uccle-Centre.

Le Collège a-t-il fait l'objet d'une association ou de consultations de la part de la commune de Forest, de la Région ou du club, dans le cadre du projet ?

Le cas échéant, quelles mesures de coordination intercommunale le Collège entend-il défendre afin de préserver la mobilité et la qualité de vie des riverains les jours de match, étant donné qu'Uccle-Sport se trouve à proximité immédiate et que le futur Stade national de hockey devrait aussi y voir le jour ?

M. Tojerow a été choqué par le fait que Bruxelles-Environnement a consenti à accorder une dérogation pour l'abattage d'environ 270 arbres dans le cadre de ce projet.

M. l'Echevin Biermann rappelle que le projet de stade pour l'Union saint-gilloise est localisé sur un terrain qui est situé sur le territoire forestois et qui relève de la commune de Forest.

MM. les Echevins Wyngaard et Biermann ont rencontré aujourd'hui même les représentants du club pour un échange de vue. Grâce aux contacts noués dès 2023 dans le cadre de l'élaboration de l'étude préliminaire sur la mobilité, les préoccupations de la commune d'Uccle ont déjà été prises en considération et soumises à l'analyse du bureau d'études qui a réalisé le rapport d'incidence.

Une demande de permis d'urbanisme a été introduite auprès d'Urban Brussels. Cependant, les documents transmis pour entamer la procédure ne sont pas considérés comme suffisants par Urban Brussels en tant qu'autorité délivrante.

Dès lors, toute expression du point de vue ucclois serait inévitablement partielle à ce stade, étant donné que l'on ne dispose pas encore d'un dossier complet. Il s'agit d'une précision importante étant donné que, dans le cadre de la commission de concertation, le Collège sera amené à se prononcer sur la base d'un rapport d'incidence qui devra être étayé, conformément aux demandes d'Urban Brussels de Bruxelles-Environnement à l'égard du demandeur de permis.

Néanmoins, le Collège dispose déjà d'informations importantes, notamment du fait que le stade aurait une capacité maximale de 16.000 spectateurs et accueillerait de 20 à 25 événements par an. Le seuil maximal d'occupation ne devrait toutefois pas être atteint systématiquement et de façon permanente.

Les autorités du club ont confirmé que la Fédération belge de football organise le calendrier des rencontres de manière flexible en prenant en considération les événements susceptibles de se produire à proximité des stades. L'activité voisine

du Stade national de hockey, dont la capacité d'accueil de 6.000 places pourrait s'étendre à 9.000, sera donc bien prise en compte.

Le rapport d'incidence provisoire intègre déjà deux événements concomitants, prévus respectivement au nouveau stade de l'Union et à Forest-National.

Selon ce rapport, il y a toujours une marge disponible pour la mobilité et le stationnement. Vu que 70 % des supporters de l'Union viennent de la région bruxelloise, les spectateurs qui emprunteront le ring ne constitueront pas la majorité. De plus, étant donné que les parkings Ceria, Stalle et Audi sont accessibles par trois sorties de ring différentes, il n'y aura pas de concentration à la sortie 18.

Le Collège demeurera attentif à ce dossier et veillera à promouvoir les solutions les plus satisfaisantes lorsqu'il prendra connaissance du rapport d'incidence définitif.

M. Cools se réjouit des contacts déjà établis car c'est surtout dans les phases préalables qu'il est possible d'influencer un dossier.

M. Cools apprend avec intérêt la demande de révision de l'étude d'incidence de la part d'Urban Brussels, car dans son état actuel, celle-ci a de quoi laisser rêveur, notamment par sa surévaluation de la disponibilité du parking Stalle ou du parking du shopping Drogenbos, qui sont déjà complètement remplis.

Vu que les souhaits quant à une hausse de la fréquence des transports en commun sont émis au conditionnel dans l'étude d'incidence, il faudra bien s'assurer qu'il en soit ainsi les jours de match.

M. l'Echevin Biermann précise qu'il n'y a pas eu une étude d'incidence mais un rapport d'incidence. S'il s'était agi d'une étude d'incidence, il y aurait eu une enquête publique ainsi qu'une commission de concertation sur le cahier des charges, au cours de laquelle le Collège aurait eu l'occasion d'intervenir.

Pour ce qui concerne le boulevard de la Seconde Armée britannique, le rapport d'incidence parle juste d'une fermeture ponctuelle de 30 à 60 minutes lors de l'évacuation des piétons.

Les documents fournis avec le rapport d'incidence comprennent déjà une convention avec la STIB relative au renforcement de la desserte les jours de match, comme c'est déjà le cas autour d'autres grands stades en région bruxelloise.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools: Gevolgen voor Ukkel van het toekomstige stadion van Union Saint-Gilloise.

De h. Cools vindt dat we als Brusselaars en Belgen alle reden hebben om trots te zijn op Union Saint-Gilloise. Als huidig Belgisch kampioen wonnen ze ook hun eerste Champions League wedstrijd tegen PSV Eindhoven.

Het is logisch dat een club als deze een nieuw stadion wil dat past bij de resultaten en ambities. Dit project voor een nieuw stadion bestaat en is momenteel het onderwerp van een aanvraag voor een bouwvergunning en een effectenstudie door Stratec. Het eindrapport van dit onderzoek telt maar liefst 445 pagina's. Het nieuwe stadion zou een capaciteit hebben van 16.000 plaatsen en zou gevestigd worden in Bempt in Vorst, vlakbij Ukkel.

Op wedstrijddagen zal het nieuwe stadion een duidelijke impact hebben op de mobiliteit in Ukkel. Een deel van de fans die vanuit het zuiden komen, komt door Ukkel (met name via de Stallestraat, de Neerstallesteenweg en de Alsembergsesteenweg). Afrit 18 aan de Verlengde Stallestraat zal waarschijnlijk ook verzadigd zijn.

De effectenstudie vermeldt het voorgestelde nationale hockeystadion in Ukkel,

dat waarschijnlijk aanzienlijke verkeersstromen zal genereren. Coördinatie zal nodig zijn om te voorkomen dat grootschalige evenementen op hetzelfde moment plaatsvinden, zodat parkeren en verkeer niet verzadigd raken. We zullen ook moeten kijken naar het probleem van het samenvallen met de evenementen die gepland zijn in Vorst Nationaal.

Bovendien kunnen de tijdelijke omleidingen die gepland zijn voor wedstrijddagen, in het bijzonder de geplande afsluiting van de Brits Tweedelegerlaan, leiden tot een verplaatsing van verkeer van de wegen die naar Ukkel leiden.

Openbaar vervoerlijnen, in het bijzonder trams 82 en 4, zullen ook worden beïnvloed. Wat lijn 4 betreft, stelt de impactstudie dat het nodig is om "de mogelijkheid te analyseren om tram 4 te verlengen in de buurt van de depot Marconi, om de loopafstand van deze tram naar Vorst en Sint-Gillis te verkleinen". Vreemd genoeg wijst niemand erop dat deze tram ook Ukkel aandoet!

De parkeerbehoefte wordt in de effectstudie geschat op 2.100 plaatsen. Het project voorziet echter alleen in de aanleg van een parking van max. 150 plaatsen. Voor de rest is het gebaseerd op het gebruik van nabijgelegen parkeerplaatsen op en buiten de weg. Het project haalt in dit verband de 1.600 parkeerplaatsen aan die beschikbaar zouden zijn in de overstapparkings Ceria en Stalle, de 810 parkeerplaatsen van het winkelcentrum Drogenbos en de parking “Audi Tower” ten noorden van Bempt, langs de Brits Tweedelegerlaan, waarvan de 912 plaatsen, die vooral op zaterdag en zondag beschikbaar zijn, op concertavonden gedeeld zullen worden met Vorst Nationaal.

De h. Cools heeft enige bedenkingen bij de daadwerkelijke beschikbaarheid van al deze parkeerplaatsen, met name de parking Stalle. Doordeweeks is het elke avond vol en voor de wedstrijden op donderdagavond zijn er geen plaatsen meer beschikbaar. Als een wedstrijd op zaterdagmiddag plaatsvindt, is de parking van de Carrefour Drogenbos ook niet beschikbaar.

Logischerwijs zal een stadion met deze capaciteit potentiële reacties genereren van alle aangrenzende politiezones, inclusief Ukkel-Oudergem-Watermaal-Bosvoorde.

Er is echter één positief punt in dit dossier: er lijken nuttige maatregelen te zijn gepland om geluidsoverlast in nabijgelegen wijken te voorkomen.

Werd het college op enigerlei wijze geraadpleegd tijdens de voorbereiding van de effectenstudie voor dit stadionproject, dat op 1 km van het gemeentelijke grondgebied ligt? Zo ja, heeft hij het initiatief genomen om zich te manifesteren?

Heeft het college adviezen of opmerkingen over dit project uitgebracht? En zo ja, welke?

Maakt het college zich geen zorgen over dit project vanwege de gevolgen voor de mobiliteit? Hebben we echte garanties gekregen dat het openbaar vervoer op wedstrijddagen zal worden uitgebreid?

Is het college niet van mening dat de parkeercapaciteit van het stadion zelf (150 plaatsen) onvoldoende is?

Is de gemeente geraadpleegd over de mogelijkheid om de infrastructuur van het nieuwe stadion te delen met bijvoorbeeld Uccle-Sport?

De h. Meeus volgt, net als veel van zijn mede-Ukkelaars, de plannen van Union Saint-Gilloise voor een nieuw stadion op de Bempt-site in Vorst op de voet. Op de locatie, die in de onmiddellijke nabijheid van de gemeente ligt, komt een stadion met een capaciteit van ongeveer 16.000 plaatsen. Volgens de beschikbare documenten is de bouw gepland tussen eind 2027 en begin 2028.

De club, die de trots van Brussel is geworden, verdient een infrastructuur die bij zijn status past. Hij is blij met dit nieuws, als supporter van Union.

Dit project, dat ook wordt gesteund door de gemeente Vorst en het Brussels Gewest, zal een directe impact hebben op Ukkel op het vlak van mobiliteit, parkeren

en openbare rust, vooral in de aangrenzende wijken Stalle en Ukkel-Centrum.

Werd het college betrokken bij of geraadpleegd door de gemeente Vorst, het Gewest of de club in het kader van het project?

Zo ja, welke intergemeentelijke coördinatiemaatregelen denkt het college te nemen om de mobiliteit en leefbaarheid van de omwonenden op wedstrijddagen te beschermen, gezien het feit dat Uccle-Sport in de onmiddellijke nabijheid ligt en dat daar ook het toekomstige Nationale Hockeystadion zal verrijzen?

De h. Tojerow was geschokt door het feit dat Leefmilieu Brussel instemde met een afwijking voor de kap van ongeveer 270 bomen in het kader van dit project.

Schepen Biermann herinnert eraan dat het stadionproject voor Union Saint-Gilloise zich bevindt op een terrein dat gelegen is op het grondgebied van Vorst en onder de bevoegdheid valt van de gemeente Vorst.

Schepen Wyngaard en Biermann hadden vandaag een ontmoeting met vertegenwoordigers van de club voor een gedachtewisseling. Dankzij de contacten die in 2023 werden gelegd in het kader van de voorbereiding van de voorafgaande mobiliteitsstudie, werd er al rekening gehouden met de bezorgdheden van de gemeente Ukkel en werden deze ter analyse voorgelegd aan het adviesbureau dat het effectenrapport heeft opgesteld.

Er is een aanvraag voor een bouwvergunning ingediend bij Urban Brussels. De documenten die worden ingediend om de procedure te starten, worden door Urban Brussel als de uitgevende instantie echter niet voldoende geacht.

Bijgevolg is elke weergave van het Ukkelse standpunt in dit stadium onvermijdelijk onvolledig, aangezien we nog niet over een volledig dossier beschikken. Dit is een belangrijke verduidelijking, aangezien het college in het kader van de overlegcommissie zal worden verzocht zich uit te spreken op basis van een effectenrapport dat moet worden gemotiveerd, overeenkomstig de verzoeken van Leefmilieu Brussel aan de vergunningsaanvrager.

Het college beschikt echter al over belangrijke informatie, waaronder het feit dat het stadion een maximale capaciteit van 16.000 toeschouwers zou hebben en 20 tot 25 evenementen per jaar zou organiseren. De maximale bezettingsdrempel mag echter niet systematisch en permanent worden bereikt.

Het clubbestuur heeft bevestigd dat de Belgische voetbalbond de wedstrijdkalender op een flexibele manier organiseert, rekening houdend met evenementen die in de buurt van de stadions kunnen plaatsvinden. Er zal daarom rekening worden gehouden met het naburige nationale hockeystadium, dat een capaciteit heeft van 6.000 en kan worden uitgebreid tot 9.000.

In het voorlopige effectenrapport staan al twee gelijktijdige evenementen gepland, respectievelijk in het nieuwe stadion van Union en Vorst Nationaal.

Volgens het rapport is er altijd ruimte voor mobiliteit en parkeren. Aangezien 70% van de Union-fans uit het Brusselse gewest komt, zullen de toeschouwers die de ring gebruiken niet in de meerderheid zijn. Bovendien zijn de parkings Ceria, Stalle en Audi bereikbaar via drie verschillende ringwegen zodat er geen concentratie is bij afrit 18.

Het college zal deze kwestie aandachtig blijven volgen en de meest bevredigende oplossingen bevorderen wanneer het het definitieve effectenrapport ontvangt.

De h. Cools is blij met de contacten die al zijn gelegd, want het is vooral in de voorbereidende fases dat het mogelijk is om invloed uit te oefenen op een kwestie.

Hij heeft met belangstelling kennis genomen van het verzoek van Urban Brussels om de effectenstudie te herzien omdat deze in haar huidige vorm veel te wensen overlaat, met name wat betreft de overschatting van de beschikbaarheid van

de parking Stalle en de parking van het winkelcentrum Drogenbos, die nu al volledig vol zijn.

Aangezien de wensen met betrekking tot een verhoging van de frequentie van het openbaar vervoer zijn uitgedrukt in de voorwaardelijke wijze in de effectenstudie, zullen we ervoor moeten zorgen dat dit het geval is op wedstrijddagen.

Schepen Biermann verduidelijkt dat het niet om een effectenstudie ging, maar om een effectenrapport. Als het een effectenstudie was geweest, zou er een openbaar onderzoek en een overlegcommissie over de specificaties zijn geweest, waarbij het college de mogelijkheid zou hebben gehad om tussen te komen.

Wat de Brits Tweedelegerlaan betreft, verwijst het effectenrapport enkel naar een eenmalige afsluiting van 30 tot 60 minuten tijdens de evacuatie van voetgangers.

De documenten bij het effectenrapport bevatten al een overeenkomst met de MIVB over de versterking van de diensten op wedstrijddagen, zoals al het geval is rond andere grote stadions in het Brusselse gewest.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation sur les conséquences pour Uccle du projet de nouveau stade de l.docx

---

16.10.2025/A/0046 **Question orale de M. Meeùs : Nouveau stade de l'Union Saint-Gilloise au Bempt.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeùs : Nieuw stadion van Union Saint-Gilloise in Bempt.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0047 **Question orale de M. Lambert-Limbosch : Approche communale en matière d'IA.**

M. Lambert-Limbosch constate, notamment à la lecture des canaux d'information communaux, que l'intelligence artificielle est au cœur d'initiatives des services et ASBL de la commune. Il cite à cet égard les ateliers de formations à l'IA pour les chercheurs d'emploi qui se sont tenus à l'Espace public numérique (EPN) du service de l'Action sociale ou la conférence inaugurale de Génération +.

A côté de ces initiatives qui intéressent la population, la commune peut et même doit s'emparer de cette thématique pour son propre intérêt. Pour ne prendre qu'un exemple, depuis le 1er février de cette année, l'Artificial Intelligence Act, la première réglementation européenne encadrant l'intelligence artificielle, impose à toute personne utilisant des systèmes d'IA dans un cadre professionnel de disposer de connaissances suffisantes.

Or, de nombreuses enquêtes en la matière montrent la généralisation de l'usage de l'IA dans l'univers professionnel, avec ce risque : l'usage non seulement massif mais surtout clandestin de l'IA générative au travail, qu'on désigne, dans le jargon informatique, sous l'appellation de « shadow IA ».

Il y a de réels risques à voir se développer cette pratique, aussi dans une

administration communale (ou un CPAS ou une zone de police). L'IA générative, c'est pratique, ça vous mâche la besogne mais qui, autour de nous, peut expliquer en quelques mots simples, comment ça fonctionne et avec quelles implications ?

L'IA ne pense pas ; elle calcule. C'est une puissante machine à évaluer des probabilités sous forme d'associations de mots. Quand on lui pose une question, son algorithme ne fait, pour y répondre, que composer des séquences à l'aide des termes les plus probables. Elle le fait en se trompant parfois : ce sont des hallucinations. Elle fait aussi en biaisant ses réponses : elle ne fait alors que reproduire les schémas de pensée de ses programmeurs. Elle est veule, aussi, quand elle finit par répondre exactement ce qu'on veut lui faire dire.

Tout cela, elle le fait en puisant, à l'instar d'un chalutier géant, dans la masse des informations qu'elle digère en ligne ou que ses utilisateurs lui soumettent. Et c'est là aussi que gît le danger, par exemple, de divulguer à l'IA des informations stratégiques ou confidentielles, comme des données à caractère personnel, qui peuvent ressurgir ailleurs.

M. Lambert-Limbosch évoque également l'impact écologique exponentiel de ce travail inlassable des IA. La puissance de calcul de l'IA double tous les 100 jours, avec pour conséquence d'accélérer sa consommation d'énergie. Les besoins en électricité de l'IA progressent d'environ 12 % par an depuis 2017, soit plus de quatre fois plus vite que la consommation globale d'électricité dans le monde. Les projections indiquent par ailleurs que la consommation mondiale d'eau liée à l'IA pourrait tripler rien que d'ici à 2027. Et chaque nouveau serveur alloué à l'IA implique de renforcer l'exploitation minière à travers la planète, avec des conditions de travail souvent déplorables en matière de droits humains ou sociaux.

Quelle est l'approche du Collège en matière d'IA, en particulier de shadow IA, que ce soit sur le plan informatique, pour prendre la mesure de l'utilisation de l'IA par les agents communaux en s'appuyant sur l'infrastructure IT communale et les données brassées par la commune, ou sur le plan juridique, pour s'aligner sur les réglementations en la matière, ou enfin sur le plan des ressources humaines, pour former le personnel communal à un usage critique et raisonné, voire raisonnable, de l'IA ?

M. l'Echevin Biermann répond que la percée de l'IA dans tous les domaines est un phénomène analogue à l'avènement de l'internet.

Qu'on le veuille ou non, l'IA fera partie intégrante des outils professionnels à l'avenir. Les logiciels de base utilisés au quotidien sont d'ailleurs déjà pourvus d'une IA.

L'administration communale a commencé à intégrer certains outils relevant de l'intelligence artificielle tels que Deepl, dispositif de traduction extrêmement efficace. L'introduction de cet instrument a permis de réduire les frais de traduction puisqu'il est utilisé directement par les deux traducteurs de la commune et rend moins nécessaire le recours à des ressources externes en ce domaine. De plus, des antivirus ainsi que des logiciels de lecture ou d'écriture de documents PDF employés par la commune utilisent aussi l'IA.

La shadow IA, c.à.d. l'utilisation d'outils IA sans que le service des Nouvelles Technologies ne soit au courant, constitue assurément un risque en matière de cybersécurité car elle pourrait entraîner des résultats non fiables voire donner lieu à la fuite de données, à la transmission d'informations sensibles à des services externes non sécurisés, à des atteintes au règlement général sur la protection des données (RGPD).

L'IA peut se tromper, produire des biais, entraîner des erreurs ou déboucher sur des décisions non traçables.

Partisan d'une approche très prudente en ce domaine, le Collège a la volonté de mettre en place une procédure claire quant à l'usage de l'IA au sein de

l'administration et donner aux collaborateurs une formation sur les risques potentiels.

Après avoir été soumis à une vérification de leurs règles d'utilisation et de leur conformité au RGPD, les différents logiciels sont testés sous forme de « proof of concept » afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. Un montant sera prévu au budget 2026 pour solliciter les services de consultants spécialisés, qui seront chargés d'étudier et d'évaluer les opportunités en matière de déploiement de certains outils utilisant l'IA.

M. Lambert-Limbosch, paraphrasant la célèbre formule de Clemenceau selon laquelle la guerre est trop grave pour être laissée aux seuls militaires, affirme que l'IA est trop importante pour être laissée aux seuls informaticiens.

Il faut conscientiser le personnel communal de manière à ce qu'il opte pour un usage critique de ces outils, auxquels on n'échappera pas.

M. Lambert-Limbosch signale que, selon de récentes études en psychologie cognitive, un usage inconsidéré de l'IA de la part des étudiants amoindrirait leurs performances intellectuelles.

Pour l'administration communale, l'IA peut s'avérer un adjuvant utile mais ne doit pas remplacer le travail des collaborateurs, qui demeure essentiel.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Lambert-Limbosch: Gemeentelijke aanpak op het gebied van AI.

De h. Lambert-Limbosch merkt op, met name uit het lezen van de informatiekanalen van de gemeente, dat artificiële intelligentie de kern vormt van initiatieven van de diensten en vzw's van de gemeente. In dit verband noemt hij de AI-trainingsworkshops voor werkzoekenden in de Openbare Computerruimte van de dienst Sociale Actie en de openingsconferentie van Génération +.

Naast deze initiatieven, die van belang zijn voor het grote publiek, kan en moet de gemeente deze kwestie in haar eigen belang oppakken. Om maar een voorbeeld te noemen: sinds 1 februari van dit jaar vereist de Artificial Intelligence Act, de eerste Europese regelgeving voor artificiële intelligentie, dat iedereen die AI-systemen gebruikt in een professionele context over voldoende kennis moet beschikken.

Talrijke onderzoeken over dit onderwerp tonen het wijdverspreide gebruik van AI op de werkplek aan, met het risico van niet alleen massaal maar vooral clandestien gebruik van generatieve AI op de werkplek, in IT-jargon bekend als "shadow-AI".

Er zijn reële risico's verbonden aan de ontwikkeling van deze praktijk, zelfs in een gemeentebestuur (of een OCMW of een politiezone). Generatieve AI is praktisch, het maakt je werk makkelijker, maar wie van ons kan in een paar eenvoudige woorden uitleggen hoe het werkt en wat de implicaties zijn?

AI denkt niet maar rekent. Het is een krachtige machine voor het evalueren van waarschijnlijkheden in de vorm van woordassociaties. Als er een vraag wordt gesteld, stelt het algoritme eenvoudig reeksen samen met de meest waarschijnlijke termen. Ze doet dit, waarbij ze soms fouten maakt: dit zijn hallucinaties. Het doet dit ook door zijn antwoorden te beïnvloeden: het reproduceert simpelweg de gedachtepatronen van zijn programmeurs. Ze is ook irritant als ze uiteindelijk precies antwoordt op wat jij wilt dat ze zegt.

Ze doet dit allemaal door, als een gigantische kraan, te putten uit de massa informatie die het online verzamelt of die zijn gebruikers haar toesturen. Hier schuilt ook het gevaar dat bijvoorbeeld strategische of vertrouwelijke informatie, zoals persoonsgegevens, aan de AI wordt vrijgegeven, die elders weer kan opduiken.

De h. Lambert-Limbosch noemt ook de exponentiële ecologische impact van

dit onvermoeibare werk van AI's. De rekenkracht van AI verdubbelt elke 100 dagen, met als gevolg dat het energieverbruik versnelt. De elektriciteitsbehoefte van AI groeit sinds 2017 met ongeveer 12% per jaar, meer dan vier keer sneller dan het wereldwijde elektriciteitsverbruik. Prognoses geven ook aan dat het wereldwijde waterverbruik in verband met AI alleen al tegen 2027 zou kunnen verdrievoudigen. En elke nieuwe server die wordt toegewezen aan AI betekent meer mijnbouw over de hele planeet, met arbeidsomstandigheden die vaak erbarmelijk zijn als het gaat om mensenrechten en sociale rechten.

Hoe gaat het college om met AI, en met shadow-AI in het bijzonder, zowel op IT-gebied, om het gebruik van AI door gemeentepersoneel de maat te nemen door te vertrouwen op de IT-infrastructuur van de gemeente en de door de gemeente gecreëerde gegevens, als op juridisch gebied, om zich te conformeren aan de regelgeving op dit gebied, of ten slotte op personeelsgebied, om gemeentepersoneel te trainen in een kritisch en beredeneerd, zelfs redelijk, gebruik van AI?

Schepen Biermann antwoordt dat de doorbraak van AI op alle gebieden een fenomeen is dat vergelijkbaar is met de komst van het internet.

Of we het nu leuk vinden of niet, AI zal in de toekomst een integraal onderdeel zijn van professionele tools. De basissoftware die we elke dag gebruiken, is al uitgerust met AI.

Het gemeentebestuur is begonnen met het integreren van een aantal hulpmiddelen voor artificiële intelligentie, zoals Deepl, een uiterst efficiënt vertaalsysteem. De invoering van dit hulpmiddel heeft de vertaalkosten verlaagd omdat het rechtstreeks door de twee vertalers van de gemeente wordt gebruikt en de behoefte aan externe middelen op dit gebied vermindert. Daarnaast maken de antivirussoftware en de software voor het lezen en schrijven van PDF-documenten die de gemeente gebruikt ook gebruik van AI.

Shadow-AI, d.w.z. het gebruik van AI-tools zonder medeweten van de dienst Nieuwe technologieën, is ongetwijfeld een risico voor cyberbeveiliging, omdat het kan leiden tot onbetrouwbare resultaten of zelfs kan resulteren in datalekken, de overdracht van gevoelige informatie naar onbeveiligde externe diensten of overtredingen van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

AI kan fouten maken, vooroordelen produceren, tot fouten leiden of resulteren in onvindbare beslissingen.

Het college is voorstander van een zeer voorzichtige aanpak op dit gebied en is van plan een duidelijke procedure in te voeren voor het gebruik van AI binnen het bestuur en het personeel op te leiden over de mogelijke risico's.

Nadat de gebruiksregels en naleving van de AVG zijn gecontroleerd, worden de verschillende softwaretoepassingen getest in de vorm van een "proof of concept" om ervoor te zorgen dat ze goed werken. In de begroting 2026 zal een bedrag worden voorzien om een beroep te doen op gespecialiseerde consultants die de mogelijkheden voor de inzet van bepaalde instrumenten met behulp van AI moeten bestuderen en beoordelen.

De h. Lambert-Limbosch, die Clemenceau's beroemde uitspraak parafraseert dat oorlog te ernstig is om alleen aan militairen over te laten, stelt dat AI te belangrijk is om alleen aan informatici over te laten.

Het gemeentepersoneel moet hiervan bewust worden gemaakt, zodat ze kiezen voor een kritisch gebruik van deze hulpmiddelen, waaraan we niet kunnen ontsnappen.

De h. Lambert-Limbosch wijst erop dat, volgens recente studies in de cognitieve psychologie, ongedifferentieerd gebruik van AI door studenten hun intellectuele prestaties zou verminderen.

Voor het gemeentebestuur kan AI een nuttige aanvulling zijn maar het mag

het werk van werknemers niet vervangen, want dat blijft essentieel.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0048 **Question orale de M. Cools : Présence de drapeaux belges et européens dans nos écoles.**

M. Cools rappelle que Mme Glatigny, Ministre de l'Enseignement, a exprimé la volonté que toutes les écoles arborent les drapeaux belge et européen.

Le Collège a-t-il pris les dispositions nécessaires pour qu'il en soit ainsi dans toutes les écoles du réseau communal ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que les bâtiments scolaires dotés de hampes arborent depuis toujours le drapeau communal et le drapeau belge. Là où il y a trois hampes disponibles, on va rajouter le drapeau européen, et là où il n'y en a que deux, on va peut-être remplacer le drapeau ucclois par le drapeau européen.

Cependant, il s'avère que l'installation de hampes n'a pas été prévue dans les écoles dont les bâtiments ont fait l'objet d'une rénovation.

Cela signifie donc que pour répondre à la volonté de Mme le Ministre, il va falloir acheter des mâts et effectuer des travaux de bétonisation pour les installer de manière sécurisée, étant donné qu'il y aurait un risque d'accident si les enfants, pour s'amuser, en venaient à pousser et tirer le mât.

La réalisation de ces travaux exigera un certain temps.

M. Cools comprend tout à fait que de tels travaux requièrent un certain temps.

Il estime cependant que dans les établissements scolaires où l'installation de hampes n'est pas évidente, il serait peut-être plus aisé d'installer un mât à l'arrière, notamment du côté de la rue du Vossegat pour l'école du Val Fleuri.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : Aanwezigheid van Belgische en Europese vlaggen in onze scholen.

De h. Cools herinnert eraan dat mevr. Glatigny, minister van Onderwijs, de wens heeft geuit dat alle scholen de Belgische en Europese vlag voeren.

Heeft het college de nodige stappen ondernomen om ervoor te zorgen dat dit het geval is in alle scholen van het gemeentelijke net?

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat in schoolgebouwen met vlaggenmasten altijd de gemeentelijke vlag en de Belgische vlag hebben gehangen. Als er drie vlaggenmasten beschikbaar zijn, voegen we de Europese vlag toe en als er maar twee zijn, vervangen we misschien de Ukkelse vlag door de Europese vlag.

Het blijkt echter dat de installatie van vlaggenmasten niet is voorzien voor scholen waarvan de gebouwen gerenoveerd werden.

Dit betekent dat we, om aan de wensen van de minister te voldoen, masten moeten kopen en betonwerk moeten verrichten om ze veilig te installeren, aangezien er een risico op ongelukken bestaat als kinderen voor hun plezier aan de mast duwen en trekken.

Dit werk zal enige tijd in beslag nemen.

De h. Cools begrijpt volledig dat zulk werk een bepaalde hoeveelheid tijd vereist.

Hij is echter van mening dat het in scholen waar het niet eenvoudig is om palen te plaatsen, misschien eenvoudiger is om een mast aan de achterkant te plaatsen, met name aan de kant van de Vossegatstraat voor de school Val Fleuri.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0049 **Question orale de M. Cools : Augmentation des tarifs de Génération+.**

M. Cools signale que les augmentations de tarifs se multiplient à Uccle, pour les garderies dans les écoles, pour la baby-halte du CPAS et maintenant pour les activités de Génération +.

Par exemple, le prix requis pour 10 séances des ateliers d'aquarelle et de dessin est passé de 30 € à 50 €, ce qui représente une augmentation de 66 %.

Le prix exigé pour 10 séances de yoga est passé, quant à lui, de 95 € en août à 170 € en septembre, soit une augmentation de 79 %. De plus, pour y participer, il faut obligatoirement s'abonner à la petite revue « Génération + », dont le coût s'élève à 10 €.

La hausse des tarifs est-elle générale pour l'ensemble des activités de l'ASBL ? Si c'est le cas, quelles sont les raisons qui motivent cette hausse, vu que le compte 2024 est en boni de 5.820 € et que ce sont souvent des personnes retraitées à revenus modestes qui participent aux activités de l'ASBL ?

Mme l'Echevin Culer comprend que les récentes adaptations tarifaires de certaines activités de Génération + aient pu surprendre.

L'été dernier, le comité de direction a rencontré les responsables de toutes les activités afin de revoir les conventions. Ces échanges ont démontré à quel point les animateurs sont investis et passionnés mais ont aussi établi que certaines rémunérations n'étaient plus du tout en phase avec la réalité du marché.

C'est le cas par exemple pour les professeurs d'aquarelle et de dessin, qui ont demandé une revalorisation légitime. D'ailleurs, sans celle-ci, on court le risque de voir ces ateliers disparaître.

La situation est un peu différente pour les cours de yoga : en raison de l'application d'un taux de TVA de 21 % ainsi que de deux hausses successives de tarif, le prix du cours passé de 10 € à 17 € de juin à octobre. Malgré ces adaptations, l'activité est demeurée déficitaire à cause d'un taux de participation trop faible.

De manière générale, plusieurs éléments ont pesé sur les coûts : la revalorisation de certains animateurs, les limitations du nombre de participants et la hausse du loyer des salles privées, auxquelles il faut recourir en raison de l'indisponibilité temporaire de la salle communale de Saint-Job, ce qui entraîne un surcoût estimé à environ 8.000 € pour l'année 2025.

Le système des cartes de 10 séances valables 6 mois reste en place. Il a été conçu pour éviter de pénaliser les personnes qui doivent s'absenter mais dans la pratique, le taux de fréquentation moyen demeure sous le seuil de 70 %.

L'abonnement au magazine Génération +, dont le coût s'élève à 10 € pour les Ucclois et à 20 € pour les non-Ucclois, devient désormais obligatoire pour participer aux activités, dont 80 % des places sont réservées aux habitants de la commune. Cette mesure permet, grâce à une simplification de la comptabilité, de mieux gérer l'ASBL et d'assurer la priorité aux Ucclois.

Les hausses de prix concernent uniquement certaines activités : la

gymnastique d'entretien (qui passe de 4 € à 5 €, soit le tarif appliqué par le service des Sports), le Qi Gong, le Tai Chi, l'aquarelle, le dessin, le yoga et les tables de conversation. Toutes les autres activités ont conservé leur tarif habituel.

Mme l'Echevin Culer tient toutefois à préciser qu'aucune de ces activités n'est rentable. C'est grâce à la subvention communale que l'ASBL peut continuer à proposer ces activités à des tarifs largement inférieurs à leur coût réel.

Le petit boni d'un peu moins de 6.000 € observé en 2024 ne devrait pas se reproduire l'année prochaine. Toutefois, l'ASBL n'a pas pour objectif de faire du bénéfice mais d'offrir aux seniors des activités variées afin de préserver le lien social.

Le comité cherche d'ailleurs un nouveau professeur de yoga ou d'autres techniques de relaxation, qui proposerait ses services pour un coût raisonnable, ainsi que des locaux adaptés pour maintenir cette offre essentielle en journée

Génération + entend demeurer fidèle à sa mission : offrir aux aînés un cadre d'activités accessible, convivial et tourné vers le bien-être.

M. Cools comprend que certaines augmentations aient été décidées.

Il estime cependant que de telles augmentations devraient être davantage lissées dans le temps, de manière à éviter des hausses trop abruptes.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools: Verhoging van de tarieven van Génératie+.

De h. Cools wijst erop dat er steeds meer prijsstijgingen zijn in Ukkel, voor kinderopvang in scholen, voor de babyopvang van het OCMW en nu ook voor de activiteiten van Génération +.

De prijs voor 10 sessies van de aquarel- en tekenworkshops is bijvoorbeeld gestegen van € 30 naar € 50, een stijging van 66%.

De prijs voor 10 yogasessies is gestegen van € 95 in augustus naar € 170 in september, een stijging van 79%. Om deel te nemen moet je je bovendien abonneren op het kleine tijdschrift "Génération +", dat € 10 kost.

Geldt de prijsverhoging voor alle activiteiten van de vzw? Zo ja, wat zijn de redenen voor deze stijging, gezien het feit dat de rekening 2024 een overschot vertoont van € 5.820 en dat het vaak gepensioneerden met een bescheiden inkomen zijn die deelnemen aan de activiteiten van de vzw?

Schepen Culer begrijpt dat de recente prijsaanpassingen voor bepaalde activiteiten van Génération + misschien als een verrassing kwamen.

Afgelopen zomer kwam het directiecomité bijeen met de verantwoordelijken van alle activiteiten om de overeenkomsten te herzien. Uit deze discussies bleek hoe toegewijd en gepassioneerd de animatoren zijn, maar ook dat sommige vergoedingen niet meer in lijn zijn met de realiteit van de markt.

Dit is bijvoorbeeld het geval voor aquarel- en tekenleraren, die om een legitieme herwaardering hebben gevraagd. Anders lopen we het risico dat deze workshops verdwijnen.

De situatie is een beetje anders voor yogalessen: door de toepassing van een btw-tarief van 21% en twee opeenvolgende prijsverhogingen steeg de prijs per les van € 10 naar € 17 van juni tot oktober. Ondanks deze aanpassingen bleef de activiteit een tekort houden door een lage participatiegraad.

In het algemeen hebben verschillende factoren een impact gehad op de kosten: de herwaardering van sommige animatoren, beperkingen op het aantal deelnemers en de stijging van de huur voor privézalen, die moest worden gebruikt omdat de gemeentelijke zaal Sint-Job tijdelijk niet beschikbaar was, wat resulteerde in een geschatte meerkost van ongeveer € 8.000 voor het jaar 2025.

Het systeem van 10-sessiekaarten die 6 maanden geldig zijn, blijft van kracht. Het werd ingevoerd om mensen die afwezig moeten zijn niet te straffen maar in de praktijk blijft het gemiddelde aanwezigheidspercentage onder de 70%.

Een abonnement op het tijdschrift Génération +, dat € 10 kost voor Ukkelaars en € 20 voor niet-Ukkelaars, is nu verplicht om deel te nemen aan activiteiten, waarvan 80% is voorbehouden aan inwoners van de gemeente. Door de boekhouding te vereenvoudigen zal deze maatregel een beter beheer van de vzw mogelijk maken en ervoor zorgen dat de Ukkelaars voorrang krijgen.

De prijsverhogingen gelden alleen voor bepaalde activiteiten: gymnastiek (van € 4 naar € 5, dezelfde prijs als de Sportdienst), Qi Gong, Tai Chi, aquarel, tekenen, yoga en conversatietafels. Alle andere activiteiten behouden hun gebruikelijke tarieven.

Schepen Culer wil echter duidelijk maken dat geen van deze activiteiten winstgevend is. Dankzij de gemeentelijke subsidie kan de vzw deze activiteiten blijven aanbieden tegen prijzen die ver onder de werkelijke kosten liggen.

Het kleine overschot van iets minder dan € 6.000 in 2024 zou volgend jaar niet herhaald moeten worden. Het doel van de vzw is echter niet om winst te maken maar om senioren een verscheidenheid aan activiteiten aan te bieden om hun sociale banden te onderhouden.

Het comité is ook op zoek naar een nieuwe leraar yoga of andere ontspanningstechnieken, die zijn of haar diensten tegen een redelijke prijs wil aanbieden, en naar een geschikte ruimte om deze essentiële dienst overdag te kunnen blijven aanbieden.

Génération + wil trouw blijven aan haar missie: senioren een toegankelijke, vriendelijke omgeving bieden waar ze kunnen genieten van activiteiten die het welzijn bevorderen.

De h. Cools begrijpt dat er besloten is tot bepaalde verhogingen.

Hij is echter van mening dat dergelijke verhogingen gelijkmatiger over de tijd moeten worden gespreid, zodat te sterke stijgingen worden vermeden.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0050 **Question orale de Mme Nagelmackers : Plaines de jeux inclusives.**

Mme Nagelmackers rappelle que le groupe Les Engagés est très attaché à l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Lors de la séance du Conseil du mois dernier, Mme l'Echevine De Brouwer, en charge de l'environnement, n'a pas évoqué la création éventuelle d'aires de jeux inclusives dans le cadre du point relatif au réaménagement des aires de jeux.

Pourtant, l'Echevine en charge de la centrale de marchés a signalé la décision du Collège relative à un réaménagement des aires de jeux et à la création d'aires de jeux inclusives au parc de Wolvendael.

Qu'en est-il du nombre et de la localisation des aires de jeux inclusives sur le territoire communal ?

Le Conseil consultatif de la personne en situation de handicap est-il consulté pour décider quels jeux et emplacements sont les plus appropriés ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le premier jeu inclusif à avoir été installé à Uccle, en l'occurrence au parc du Wolvendael, est le « Nid d'oiseau », balançoire adaptée aux enfants présentant une déficience physique.

Suite à un récent réaménagement, les aires de jeux du parc du Wolvendael comprennent des jeux inclusifs, dont le revêtement est ancré de manière à être lisse et accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR). De plus, la mollesse caractéristique de ce revêtement amortit les chocs et garantit une circulation aisée, que l'on soit à pied ou en chaise roulante.

Cette dimension a été particulièrement prise en compte au parc Brugmann, dont les aires de jeux ont également été dotées d'un revêtement lisse. De surcroît, on y a aménagé une entrée de plain pied depuis la rue.

Une balançoire « Nid d'oiseau », dont le sol est adapté aux PMR, a été intégrée à l'arrière du centre administratif communal.

Il en est de même à la plaine de la Gazelle, dont les jeux ne sont pas tous inclusifs mais dont le sol inclusif assure l'accès tant aux parents avec poussette qu'aux adultes affectés par un handicap moteur.

Les services communaux sont en train d'achever le remplacement des jeux aux Jardin du Chat et au parc Montjoie, en y intégrant des jeux inclusifs destinés aux enfants en situation de handicap. Le but poursuivi pour l'instant consiste à assurer une certaine mixité des aires de jeux par l'installation conjointe de jeux inclusifs et de jeux plus classiques dans les structures.

L'avis du Conseil consultatif des personnes en situation de handicap (CCPSH) a été sollicité pour le réaménagement des aires de jeux du parc Brugmann et du parc du Wolvendael. Les membres de cette assemblée ont d'ailleurs eu l'occasion de visiter l'aire de jeux du « Monde d'Ayden » pour avoir une vision plus concrète de la problématique.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mvr. Nagelmackers : Inclusieve speelplaatsen.

Mevr. Nagelmackers herinnert eraan dat Les Engagés zich sterk inzet voor de inclusie van personen met een handicap.

Tijdens de zitting van de raad van vorige maand vermeldde schepen van Milieu De Brouwer de mogelijke aanleg van inclusieve speelplekken niet in het kader van het punt over de herinrichting van speelplaatsen.

De schepen van de Opdrachtencentrale heeft echter gewezen op de beslissing van het college om de speelplaatsen opnieuw in te richten en inclusieve speelplaatsen te creëren in het Wolvendaelpark.

Wat is de situatie met betrekking tot het aantal en de locatie van inclusieve speelplaatsen in de gemeente?

Wordt de Adviesraad voor personen met een handicap geraadpleegd wanneer wordt besloten welke spellen en locaties het meest geschikt zijn?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de eerste inclusieve speelstructuur die in Ukkel werd geïnstalleerd, in het Wolvendaelpark, het "Vogelnest" was, een aangepaste schommel voor kinderen met een lichamelijke beperking.

Na een recente herinrichting bevatten de speeltoestellen in het Wolvendaelpark nu ook inclusieve speeltoestellen, waarvan het oppervlak is verankerd zodat het glad en toegankelijk is voor personen met beperkte mobiliteit (PBM). Bovendien absorbeert de kenmerkende zachtheid van deze vloerbedekking schokken en zorgt ervoor dat je je gemakkelijk kunt bewegen, of je nu te voet bent of in een rolstoel zit.

Met deze dimensie is vooral rekening gehouden in het Brugmannpark, waar de speelplaatsen ook een glad oppervlak hebben gekregen. Bovendien heeft het een gelijkvloerse ingang vanaf de straat.

Een "vogelnestschommel", met een vloer die geschikt is voor PBM's, is

geïnstalleerd aan de achterkant van het gemeentelijk administratief centrum.

Hetzelfde geldt voor het plein Gazelle, waar niet alle speeltoestellen inclusief zijn, maar de inclusieve vloer zorgt ervoor dat ouders met kinderwagens en volwassenen met een motorische handicap toegang hebben.

De gemeentediensten leggen momenteel de laatste hand aan de vervanging van de speeltoestellen in de Kattuin en het Montjoiepark, met inclusieve speeltoestellen voor kinderen met een handicap. Op dit moment is het de bedoeling om een bepaalde mix van speelplaatsen te creëren door zowel inclusieve speeltoestellen als meer traditionele speeltoestellen in de structuren te installeren.

De Adviesraad voor personen met een handicap is om advies gevraagd over de herinrichting van de speelplaatsen in het Brugmannpark en het Wolvendaelpark. De leden van deze vergadering kregen ook de gelegenheid om de speeltuin "Monde d'Ayden" te bezoeken om een concreter beeld te krijgen van de problematiek.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0051 **Question orale de M. Tojerow : Initiatives de la commune en matière de logement accessible sur des propriétés communales.**

M. Tojerow rappelle que lors de récents échanges au Conseil communal, la majorité (ou à tout le moins certaines de ses composantes) a rejoint le constat selon lequel la commune compte trop peu de logements publics et sociaux, notamment par rapport aux autres communes, et doit agir en la matière vu les problèmes de mal-logement à Uccle, en priorité sur des sols déjà « bâtis ».

Le home Brugmann, dont le terrain et le bâtiment appartiennent à l'entité communale, se libère. N'est-ce pas une opportunité pour y faire du logement communal à finalité sociale, à moindre coût et sans impact environnemental négatif ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il y a une demande criante de logements accessibles à Bruxelles et qu'il incombe aux pouvoirs publics de répondre à cette demande.

Une telle politique passe par toute une série de leviers, à commencer par l'Agence immobilière sociale (AISU), qui s'avère un outil extrêmement précieux pour le développement de l'offre de logements.

Le Collège va accroître les moyens accordés à l'AISU, dont les effectifs ont été davantage professionnalisés et multipliés par 3, 4, 5 au fil des ans afin d'assurer la gestion d'un parc immobilier plus étendu.

Par ailleurs, il y a lieu de développer l'offre de logements qui soient en tant que tels à finalité sociale. La commune dispose d'une parcelle au Globe sur laquelle il y aurait moyen d'amorcer de tels projets grâce à une convention conclue avec la Région.

De même, la commune est propriétaire d'un terrain rue des Fidèles qui pourrait faire l'objet d'une affectation semblable. Le Collège est en contact avec un acteur dont on attend dans les prochaines semaines un retour sur une proposition très concrète.

Il n'est pas exclu qu'un site comme le home Brugmann puisse offrir des opportunités de cette nature.

Toutefois, il ne faut pas oublier que la situation financière du CPAS est très compliquée et que dans le cadre de l'équation budgétaire résultant du regroupement des homes Nekkersgat et Brugmann, il a été prévu de générer une recette par la vente de ces sites. Mais cela ne signifie pas qu'il faille à renoncer à toute créativité.

La solution passe peut-être par des charges d'urbanisme ou par une division des parcelles. Dans ce dernier cas, il faudrait déterminer quelles parcelles il convient d'aliéner et quelles parcelles il convient de garder.

Cependant, il ne faut pas espérer un soutien financier de la Région, en dépit du caractère très constructif des discussions qui ont été menées avec le cabinet de Mme le Secrétaire d'Etat Nawal Ben Hamou. La commune ne peut donc compter que sur ses propres forces pour développer une politique en ce domaine.

Quoi qu'il en soit, le Collège est bien résolu à accroître l'offre de logements à finalité sociale, en étant bien conscient du fait que la sélection des sites à retenir exige un examen minutieux.

M. Tojerow prend note du fait que M. l'Echevin Wyngaard n'exclut pas l'idée d'utiliser ce site pour du logement, d'une manière ou d'une autre.

Lorsqu'une commune dispose d'un terrain qui est situé à proximité de transports en commun et pour lequel le PRAS prévoit déjà du logement, il serait dommage de ne pas se mobiliser pour y aménager du logement à finalité sociale.

M. Tojerow est bien conscient des difficultés financières du CPAS, mais la vente d'un « bijou de famille » tel que ce bâtiment serait une opération « one shot » susceptible d'apurer un déficit conjoncturel mais non de constituer une solution structurelle à long terme pour le CPAS.
Le groupe socialiste suivra ce dossier avec attention.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Initiatieven van de gemeente op het gebied van betaalbare woningen op gemeentegrond.

De h. Tojerow herinnert eraan dat tijdens recente discussies in de gemeenteraad de meerderheid (of in ieder geval een aantal leden) het eens was met de vaststelling dat de gemeente te weinig openbare en sociale woningen heeft, vooral in vergelijking met andere gemeentes, en dat ze op dit gebied actie moet ondernemen gezien de problemen met slechte huisvesting in Ukkel, waarbij prioriteit moet worden gegeven aan grond die al "bebouwd" is.

Het Brugmannhuis, waarvan de grond en het gebouw eigendom zijn van de gemeente, komt beschikbaar. Zou dit niet een kans zijn om gemeentelijke huisvesting met een sociaal doel te creëren, tegen lagere kosten en zonder negatieve gevolgen voor het milieu?

Schepen Wyngaard antwoordt dat er een vraag is naar toegankelijke woningen in Brussel en dat het niet aan de openbare diensten is om op deze vraag te reageren.

Een dergelijk beleid omvat een hele reeks hefbomen, te beginnen met het Sociaal Woonbureau Ukkel (SWU), dat een uiterst waardevol instrument blijkt te zijn voor de ontwikkeling van het woningaanbod.

Het college zal meer middelen toewijzen aan het SWU, waarvan het personeelsbestand in de loop der jaren verder is geprofessionaliseerd en vermenigvuldigd met 3, 4 of 5 om een grotere vastgoedportefeuille te beheren.

Daarnaast is het nodig om het aanbod van woningen met een sociaal doel te ontwikkelen. De gemeente beschikt over een perceel aan Globe waarop dergelijke projecten zouden kunnen worden opgestart in het kader van een overeenkomst met het Gewest.

De gemeente bezit ook een terrein in de Gelovigenstraat die voor een soortgelijk doel gebruikt zou kunnen worden. Het college heeft contact met een partij van wie we in de komende weken een zeer concreet voorstel verwachten.

Het is niet uitgesloten dat een locatie als het Brugmannhuis dit soort mogelijkheden biedt.

We mogen echter niet vergeten dat de financiële situatie van het OCMW zeer ingewikkeld is en dat in het kader van de budgettaire vergelijking die voortvloeit uit de fusie van de tehuizen Nekkersgat en Brugmann, gepland was om inkomsten te genereren uit de verkoop van deze sites. Maar dat betekent niet dat we alle creativiteit moeten opgeven.

De oplossing kan liggen in het opleggen van stedenbouwkundige lasten of een verdeling van percelen. In het laatste geval moet worden bepaald welke percelen moeten worden afgestoten en welke moeten worden behouden.

We kunnen echter geen financiële steun verwachten van het Gewest, ondanks het zeer constructieve karakter van de gesprekken met het kantoor van staatssecretaris Nawal Ben Hamou. De gemeente kan daarom alleen op haar eigen middelen vertrouwen om een beleid op dit gebied te ontwikkelen.

Hoe dan ook zet het college zich in om het aanbod van sociale woningen te vergroten en is zich er terdege van bewust dat de selectie van geschikte locaties een zorgvuldige afweging vereist.

De h. Tojerow merkt op dat schepen Wyngaard niet uitsluit dat deze locatie op de een of andere manier voor woningbouw wordt gebruikt.

Als een gemeente grond heeft die dicht bij het openbaar vervoer ligt en waarvoor het GBP al voorziet in huisvesting, zou het zonde zijn om geen actie te ondernemen om daar sociale huisvesting te ontwikkelen.

De h. Tojerow is zich terdege bewust van de financiële problemen van het OCM, maar de verkoop van een 'familiejuweel' als dit gebouw zou een eenmalige operatie zijn die waarschijnlijk een kortetermijntekort zou wegwerken maar geen structurele oplossing voor het OCMW op de lange termijn zou vormen.

De socialistische fractie zal dit dossier aandachtig opvolgen.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0052 **Question orale de M. Tojerow : Initiatives de la commune en matière de logement accessible dans le cadre de l'appel à projet de la régie des bâtiments sur baron van Hamme.**

M. Tojerow rappelle que lors de récents échanges au Conseil communal, la majorité (ou à tout le moins certaines de ses composantes) a rejoint le constat selon lequel la commune compte trop peu de logements publics et sociaux, notamment par rapport aux autres communes, et doit agir en la matière, vu les problèmes de mal-logement à Uccle, en priorité sur des sols déjà « bâtis ».

La Régie des bâtiments a lancé il y a peu un appel à candidats pour la conception et la construction d'un nouveau centre de logistique à Uccle, destiné à la police fédérale.

Le terrain, situé sur le site « Baron Van Hamme », est gigantesque.

Compte tenu de la taille du site et de sa localisation dans un quartier résidentiel, et à défaut de charges d'urbanisme si c'est considéré comme un équipement collectif, le Collège ne pourrait-il pas de manière proactive, au nom du bon aménagement du lieu, suggérer de prévoir aussi du logement sur le site, à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres communes, qui ont adopté en Collège des lignes de conduite, telles que par exemple un pourcentage minimum de logements ? Et ces dispositions pourraient-elles être prises le plus tôt possible, avant la préparation du

permis ?

M. l'Echevin Wyngaard estime que les suggestions de M. Tojerow sont intéressantes. Mais les services de son échevinat n'ont guère eu le temps de mener des investigations depuis le dépôt de cette question orale.

M. l'Echevin Wyngaard s'engage toutefois solennellement à contacter les différents acteurs de ce dossier.

S'il y a des marges de manœuvre disponibles pour l'aménagement éventuel de logements, des impératifs de sécurité devront probablement être pris en considération, car on imagine difficilement que des appartements puissent avoir une vue directe sur le centre logistique.

M. l'Echevin Wyngaard n'est pas certain que ce soit le site le plus évident pour la création de logements.

Quoi qu'il en soit, la commune doit déterminer avec soin les sites les plus adéquats pour le développement de l'offre de logements, compte tenu de ses contraintes budgétaires.

M. Tojerow pense que ce site offre des potentialités en raison de son étendue.

Par ailleurs, si le Collège établissait très précocement des lignes directrices, les acteurs qui préparent les demandes de permis ne courraient pas le risque d'être pris au dépourvu par le positionnement communal.

M. l'Echevin Wyngaard répond que la définition de lignes directrices serait plus évidente dans un scénario où le site serait revendu sur le marché privé et reconverti par les promoteurs intéressés alors qu'ici, le site devrait a priori conserver la même affectation.

Cependant, M. l'Echevin Wyngaard est tout à fait disposé à faire le point sur ce dossier d'ici quelques semaines.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Initiatieven van de gemeente op het gebied van betaalbare woningen in het kader van de projectoproep van de Regie der Gebouwen op Baron van Hamme.

De h. Tojerow herinnert eraan dat tijdens recente discussies in de gemeenteraad de meerderheid (of in ieder geval een aantal leden) het eens was met de vaststelling dat de gemeente te weinig openbare en sociale woningen heeft, vooral in vergelijking met andere gemeentes, en dat ze op dit gebied actie moet ondernemen gezien de problemen met slechte huisvesting in Ukkel, waarbij prioriteit moet worden gegeven aan grond die al "bebouwd" is.

De Regie der Gebouwen lanceerde onlangs een oproep tot kandidaten voor het ontwerp en de bouw van een nieuw logistiek centrum in Ukkel voor de federale politie.

De site, gelegen op het terrein van Baron Van Hamme, is gigantisch.

Kan het college, gezien de omvang van het terrein en de ligging in een woonwijk, en bij gebrek aan stedenbouwkundige lasten als het wordt beschouwd als een openbare voorziening, niet proactief, in naam van een goede ruimtelijke ordening, voorstellen om ook te voorzien in woningen op het terrein, naar het voorbeeld van wat is gedaan in andere gemeentes, die richtlijnen hebben aangenomen in het college, zoals bijvoorbeeld een minimumpercentage woningen? En kunnen deze afspraken zo vroeg mogelijk worden gemaakt, voordat de vergunning wordt voorbereid?

Schepen Wyngaard vindt de suggesties van de h. Tojerow interessant. Zijn

eigen diensten hebben echter niet veel tijd gehad om de zaak te onderzoeken sinds deze mondelinge vraag werd ingediend.

Schepen Wyngaard heeft echter plechtig beloofd contact op te nemen met de verschillende betrokken partijen.

Als er ruimte is voor de ontwikkeling van woningen, zal er waarschijnlijk rekening moeten worden gehouden met veiligheidseisen, aangezien het moeilijk voorstelbaar is dat appartementen direct zicht hebben op het logistieke centrum.

Hij is er niet zeker van dat dit de meest voor de hand liggende locatie is voor het creëren van woningen.

In elk geval moet de gemeente zorgvuldig bepalen welke locaties het meest geschikt zijn om het woningaanbod te ontwikkelen, rekening houdend met haar budgettaire beperkingen.

De h. Tojerow is van mening dat deze locatie potentieel heeft vanwege zijn omvang.

Bovendien, als het college in een zeer vroeg stadium richtlijnen zou opstellen, zouden degenen die betrokken zijn bij het voorbereiden van vergunningsaanvragen niet het risico lopen verrast te worden door het standpunt van de gemeente.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de definitie van richtlijnen meer voor de hand zou liggen in een scenario waarbij de site op de particuliere markt wordt verkocht en door geïnteresseerde ontwikkelaars wordt omgevormd, terwijl de site hier a priori dezelfde bestemming zou moeten behouden.

Hij is echter bereid om over een paar weken de balans op te maken.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0053 **Question orale de M. Meeùs : Rencontre citoyenne et situation à la Bascule.**

M. Meeus rappelle qu'au lendemain des élections de 2018, le Collège avait exprimé son ambition de réinventer la démocratie locale. Pour ce faire, conscient de la nécessité de renforcer le dialogue entre les pouvoirs publics et les habitants, le Collège avait décidé d'organiser plusieurs « rencontres citoyennes ». Les premières réunions de cette mandature se tiennent d'ailleurs en ce moment.

Le 30 septembre dernier s'est tenue à l'école Longchamp la rencontre citoyenne consacrée aux quartiers Bascule, Churchill et Coghen. Cette rencontre a permis d'écouter les préoccupations et inquiétudes des riverains. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'un sujet a fait consensus : celui des incivilités et du sentiment croissant d'insécurité autour de la Bascule.

De nombreux citoyens et commerçants ont fait part de leurs inquiétudes. M. Meeus avait déjà eu l'occasion d'interroger M. le Bourgmestre à ce sujet en avril dernier, mais force est de constater que la situation ne s'est pas améliorée – au contraire, elle semble s'aggraver.

Voici un aperçu des situations vécues et rapportées par les riverains : hausse du sans-abrisme, trafics en tous genres aux abords du Bancontact et du MacDonald's, mais aussi harcèlement de rue, incivilités répétées, non-respect du jour de sortie des poubelles, délaissement de certains axes par la commune, sans parler de la rue de la Bascule, qui est en partie squattée.

Ce sentiment d'insécurité donne une mauvaise image de la commune et de ses commerces.

Quelles actions le Collège a-t-il entreprises dans le quartier depuis les derniers

échanges et surtout depuis la rencontre du 30 septembre, au cours de laquelle les réponses fournies par le Collège semblaient peu satisfaisantes pour les participants ?

Pourquoi ne pas envisager un plan spécifique « sécurité » ou « propreté », alors que des quartiers comme la place Emile Danco ont été au centre des préoccupations du Collège ? Tout cela donne un sentiment d'abandon dans le quartier.

M. le Bourgmestre a participé à la rencontre citoyenne du 30 septembre dernier et n'a pas le sentiment que les citoyens présents étaient aussi mécontents que M. Meeus semble le prétendre.

Mais la Bascule est un des quartiers les plus difficiles d'Uccle, et il est hors de question de nier la réalité des problèmes auxquels il est confronté.

La Bascule n'est en aucune manière un quartier délaissé mais l'action politique y est compliquée en raison de sa configuration à cheval sur deux communes et de la présence d'une voirie régionale perpendiculaire aux voiries communales.

Le Collège est toutefois résolu à prendre le problème à bras le corps.

Vu les spécificités du quartier, le partenariat local de prévention a été étendu à l'ensemble des commerçants, grâce à la collaboration de Mme la Première Echevine.

M. le Bourgmestre précise que les passages de la police ont été multipliés, tout en soulignant qu'il n'est pas aisé de traiter la problématique de la mendicité, du fait que cette pratique n'est pas interdite en soi. La police, les services de prévention et les services sociaux traitent tour à tour le phénomène de la mendicité, vu que chaque cas est particulier.

La situation de la Bascule s'est améliorée sans être encore tout à fait satisfaisante.

Une action intensive a aussi été déployée en matière de propreté. Des opérations de police spécifiques ont déjà eu lieu et seront poursuivies à l'avenir.

M. le Bourgmestre a aussi été amené – ce qui n'est guère fréquent – à prendre un arrêté à l'encontre de certains individus qui, par leur comportement particulièrement incivique, nuisent à la propreté et à la quiétude du quartier.

L'évolution de la place Emile Danco montre qu'une action résolue porte des fruits, ce qui est d'ailleurs confirmé par les riverains concernés. Il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas de même pour la Bascule.

Le Collège n'a en tous cas aucunement l'intention de demeurer les bras ballants et est fermement résolu à poursuivre sa mobilisation en faveur du quartier de la Bascule.

M. Meeus est satisfait des propos tenus par M. le Bourgmestre.

Il se permet toutefois de remarquer qu'il a lui-même été victime d'incivilités et que celles-ci ont été commises en plein jour.

Le chevauchement de voiries communales et régionales ne facilite pas le prélèvement des déchets mais on ne peut que déplorer le fait que les camions-poubelles arpentant la chaussée de Waterloo négligent la rue De Praetere ou la rue Emile Claus.

Le quartier de la Bascule n'est guère rassurant la nuit. L'ouverture d'un nouveau café va peut-être rendre l'endroit plus convivial.

M. Meeus prend toutefois acte des engagements du Collège.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeùs: Burgerbijeenkomst en situatie in de Basculewijk.

De h. Meeus herinnert eraan dat het college na de verkiezingen van 2018 de ambitie had uitgesproken om de lokale democratie opnieuw uit te vinden. Het college

was zich bewust van de noodzaak om de dialoog tussen de overheid en de buurtbewoners te versterken en besloot daarom een aantal "burgerbijeenkomsten" te organiseren. De eerste vergaderingen van deze zittingsperiode worden op dit moment gehouden.

Op 30 september stonden de wijken Bascule, Churchill en Coghen centraal tijdens een burgerbijeenkomst in de school Longchamp. De bijeenkomst bood de gelegenheid om te luisteren naar de zorgen van de buurtbewoners. Het minste wat we kunnen zeggen is dat er consensus was over één onderwerp: ongeregeldheden en het groeiende gevoel van onveiligheid rond de Bascule.

Veel bewoners en winkeliers hebben hun zorgen geuit. De h. Meeus had afgelopen april al de gelegenheid om vragen te stellen aan de burgemeester over dit onderwerp, maar het moet gezegd worden dat de situatie niet is verbeterd - integendeel, het lijkt erger te worden.

Hier is een overzicht van de situaties die door de buurtbewoners worden ervaren en gemeld: een toename van dakloosheid, allerlei vormen van illegale handel rond de Bancontact en de MacDonald's, maar ook straatintimidatie, herhaalde gevallen van onbeleefdheid, het niet respecteren van vuilnisophaaldagen, verwaarlozing van bepaalde wegen door de gemeente, om nog maar te zwijgen van de Basculestraat, die gedeeltelijk gekraakt is.

Dit gevoel van onveiligheid heeft een slechte invloed op de gemeente en haar bedrijven.

Welke maatregelen heeft het college genomen in de buurt sinds de laatste besprekingen en vooral sinds de vergadering van 30 september, tijdens welke de antwoorden van het college onbevredigend leken voor de deelnemers?

Waarom geen specifiek plan voor "veiligheid" of "reinheid" overwegen, terwijl wijken zoals het Emile Dancoplein de kern van de bezorgdheid van het college vormen? Dit alles leidt tot een gevoel van verlatenheid in de buurt.

De burgemeester woonde de bijeenkomst van de burgers op 30 september bij en heeft niet het gevoel dat de aanwezige burgers zo ontevreden waren als de h. Meeus lijkt te beweren.

Maar La Bascule is een van de moeilijkste buurten in Ukkel en de realiteit van de problemen is onmiskenbaar.

La Bascule is zeker geen verwaarloosde wijk maar politieke actie wordt er bemoeilijkt door het feit dat het tussen twee gemeentes ligt en dat een gewestweg loodrecht op de gemeentewegen loopt.

Het college is echter vastbesloten om het probleem grondig aan te pakken.

Gezien de specifieke kenmerken van de wijk is het lokale preventiepartnerschap uitgebreid naar alle winkeliers, dankzij de medewerking van de eerste schepen.

De burgemeester wees erop dat het aantal politiepatrouilles is verhoogd en benadrukte dat het niet eenvoudig is om het probleem van bedelen aan te pakken omdat dit niet per se verboden is. De politie, preventiediensten en sociale diensten pakken het fenomeen bedelen om de beurt aan, omdat elk geval uniek is.

De situatie bij de Bascule is verbeterd maar nog steeds niet helemaal bevredigend.

Er is ook een intensieve schoonmaakcampagne gestart. Specifieke politieoperaties hebben al plaatsgevonden en zullen in de toekomst worden voortgezet.

De burgemeester werd er ook toe aangezet - wat niet vaak het geval is - om een besluit uit te vaardigen tegen bepaalde individuen die door hun bijzonder onbeschaafde gedrag de reinheid en rust van de buurt aantastten.

De ontwikkeling van het Emile Dancoplein toont aan dat resolute actie vruchten afwerpt, zoals de betrokken buurtbewoners bevestigen. Er is geen reden

waarom hetzelfde niet kan worden gezegd van de Bascule.

Het college is in ieder geval niet van plan om gewoon toe te kijken en is vastbesloten om haar inspanningen voor de Basculewijk voort te zetten.

De h. Meeus is tevreden met het antwoord van de burgemeester.

Hij wijst er echter op dat hij zelf het slachtoffer is geweest van beledigingen en dat dit op klaarlichte dag is gebeurd.

De overlapping van gemeente- en gewestwegen maakt het ophalen van afval er niet eenvoudiger op maar we kunnen alleen maar betreuren dat vuilniswagens die over de Waterloosesteenweg rijden de De Praeterestraat of de Emile Clausstraat links laten liggen.

De Basculewijk is 's nachts niet bepaald geruststellend. Misschien zal de opening van een nieuw café de plek gezelliger maken.

De h. Meeus neemt echter nota van de verbintenissen van het college.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0054 **Question orale de M.Meeùs : Pollution aux PFAS – site Sicli à Uccle.**

M. Meeus rappelle que Bruxelles-Environnement a fait un communiqué sur l'importante pollution aux PFAS qui a affecté l'ancienne usine d'extincteurs SICLI.

Selon les analyses communiquées, certains échantillons prélevés sur le site présenteraient des dépassements allant jusqu'à 1000 fois la norme, et ce alors que d'autres zones demeurent épargnées

Si le captage d'eau potable et l'eau distribuée aux habitations ne sont pas affectés, la présence de PFAS dans plusieurs jardins et eaux souterraines continue d'inquiéter les riverains. Ceux-ci s'interrogent non seulement sur les risques sanitaires mais aussi sur les conséquences environnementales et même immobilières de cette pollution.

Le Collège pourrait-il préciser l'état du dossier depuis le 19 septembre ?

Quelles sont les initiatives prises par la commune pour rassurer et accompagner les habitants concernés ?

Il semblerait qu'une séance d'information soit prévue début 2026 après la réalisation d'une étude détaillée.

Mme l'Echevine De Brouwer précise que Bruxelles-Environnement a tenu à réagir à un article de l'agence Belga qui a suscité des craintes par l'ampleur du dépassement des normes en vigueur constaté dans des eaux souterraines à l'intérieur du site de SICLI.

Le 18 septembre dernier, les riverains ont pu prendre connaissance des résultats des études réalisées par Bruxelles-Environnement autour du site de SICLI.

Mme l'Echevine De Brouwer rappelle qu'un périmètre de 100 mètres a été défini. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir pour les enfants des écoles incluses dans le périmètre car la bétonisation des cours instaurée comme restriction d'usage leur a évité un contact direct avec le sol.

Certains habitants ont refusé que des analyses soient effectuées dans leur jardin ou leur propriété car ils en redoutaient les conséquences pécuniaires telles que l'obligation d'une dépollution en cas de vente du bien.

Sept riverains ont néanmoins consenti à la réalisation d'analyses par Bruxelles-Environnement. Une pollution des eaux souterraines a été constatée dans trois des propriétés analysées, à laquelle s'ajoute pour deux d'entre elles, une pollution

du sol (notamment dans une propriété voisine directe de SICLI, sise rue du Merlo). Mme l'Echevine De Brouwer a eu l'occasion de rencontrer les habitants affectés par cette pollution, en compagnie d'une représentante du cabinet du Bourgmestre.

Suite à cette réunion, le périmètre de 100 mètres avec précautions d'usage a été maintenu.

Mme l'Echevine De Brouwer remarque que la qualité du sol et des eaux souterraines du potager et du poulailler collectifs sis juste à côté de SICLI n'a pas été altérée. Il s'agit incontestablement d'une information rassurante. Néanmoins, tant que l'étude détaillée n'est pas achevée, les précautions d'usage restent en vigueur.

Depuis la dernière séance d'information, des délégués de Bruxelles-Environnement ont rencontré les responsables de la société mère, Afitec, qui, en tant que propriétaire du terrain, est responsable de l'étude détaillée censée être effectuée sur le site de SICLI et aux alentours. Il leur incombe de déterminer le périmètre de la zone susceptible d'avoir été polluée.

Bruxelles-Environnement leur a rappelé l'obligation de remettre cette étude détaillée au plus tard en janvier 2026 ainsi que la nécessité urgente de traiter les deux parcelles de riverains affectées par la pollution aux PFAS.

Lorsque ces résultats seront disponibles, la commune jouera son rôle de pouvoir local de proximité, en mettant une salle à disposition pour que la communication puisse être effectuée en toute transparence et dans un climat serein.

Sur le plan juridique, la commune n'est pas habilitée à se substituer aux riverains ou à Bruxelles-Environnement et n'a pas le pouvoir d'intenter des actions civiles ou administratives quant au fond.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeùs : PFAS-verontreiniging – Sicli in Ukkel.

De h. Meeus herinnert het publiek eraan dat Leefmilieu Brussel een persbericht heeft uitgegeven over de grote PFAS-vervuiling die de voormalige SICLI-brandblusserfabriek heeft aangetast.

Volgens de verstrekte analyses overschreden sommige stalen die op de locatie waren genomen de norm tot 1.000 keer, terwijl andere gebieden ervan gespaard bleven.

Hoewel de drinkwaterwinning en het water dat naar huizen wordt gedistribueerd niet zijn aangetast, blijft de aanwezigheid van PFAS in verschillende tuinen en het grondwater de inwoners zorgen baren. Ze maken zich niet alleen zorgen over de gezondheidsrisico's maar ook over de gevolgen van deze vervuiling voor het milieu en zelfs voor eigendommen.

Kan het college een update geven van de situatie sinds 19 september?

Welke initiatieven heeft de gemeente genomen om de betrokken bewoners gerust te stellen en te steunen?

Het lijkt erop dat er begin 2026 een infosessie is gepland, zodra er een gedetailleerd onderzoek is uitgevoerd.

Schepen De Brouwer verduidelijkt dat Leefmilieu Brussel wou reageren op een artikel van het agentschap Belga, dat zijn bezorgdheid had geuit over de mate waarin het grondwater op de SICLI-site de geldende normen overschrijdt.

Op 18 september werden de omwonenden geïnformeerd over de resultaten van de studies die Leefmilieu Brussel uitvoerde rond de SICLI-site.

Schepen De Brouwer wijst erop dat er een perimeter van 100 meter is gedefinieerd. Er is niets aan de hand voor de kinderen van de scholen die deel uitmaken van de perimeter omdat de betonnen bekleding van de binnenplaatsen, die werd ingevoerd als gebruiksbeperking, heeft voorkomen dat ze in direct contact

komen met de grond.

Sommige bewoners weigerden tests in hun tuin of op hun eigendom toe te staan omdat ze bang waren voor de financiële gevolgen, zoals de verplichting om de vervuiling op te ruimen als het eigendom werd verkocht.

Zeven bewoners stemden er echter mee in om analyses te laten uitvoeren door Leefmilieu Brussel. In drie van de geanalyseerde panden werd grondwaterverontreiniging gevonden en in twee daarvan bodemverontreiniging (met name in een pand direct naast SICLI, aan de Merlostraat). Schepen De Brouwer had de gelegenheid om de bewoners die door deze vervuiling zijn getroffen te ontmoeten, vergezeld door een vertegenwoordiger van het kabinet van de burgemeester.

Na deze vergadering werd de perimeter van 100 meter met veiligheidsmaatregelen gehandhaafd.

Schepen De Brouwer merkt op dat de kwaliteit van de grond en het grondwater in de gemeenschappelijke moestuin en kippenren naast SICLI niet is aangetast. Dit is ongetwijfeld geruststellende informatie. Totdat het gedetailleerde onderzoek is afgerond, blijven de gebruikelijke voorzorgsmaatregelen echter van kracht.

Sinds de laatste infosessie hebben afgevaardigden van Leefmilieu Brussel een ontmoeting gehad met ambtenaren van het moederbedrijf Afitec, dat als eigenaar van de grond verantwoordelijk is voor de gedetailleerde studie die moet worden uitgevoerd op de SICLI-site en het omliggende gebied. Het is hun verantwoordelijkheid om de perimeter te bepalen van het gebied dat waarschijnlijk vervuild is.

Leefmilieu Brussel herinnerde hen aan de verplichting om deze gedetailleerde studie uiterlijk in januari 2026 voor te leggen, en aan de dringende noodzaak om de twee percelen te behandelen die eigendom zijn van omwonenden die getroffen zijn door de PFAS-vervuiling.

Zodra de resultaten beschikbaar zijn, zal de gemeente haar rol als lokale autoriteit spelen door een ruimte beschikbaar te stellen zodat de communicatie in alle transparantie en in een rustige sfeer kan plaatsvinden.

Vanuit juridisch oogpunt is de gemeente niet gemachtigd om in de plaats te treden van de omwonenden of Leefmilieu Brussel en heeft ze niet de bevoegdheid om burgerlijke of administratieve acties ten gronde in te stellen.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0055 **Question orale de M. Tojerow : Réaction de la ministre de l'Enfance sur les frais de garderie à Uccle.**

M. Tojerow précise que le 16 septembre dernier, Mme le Ministre de l'Enfance au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a répondu de la façon suivante à une question de Mme le Député Leila Agic sur l'explosion des frais de garderie, notamment à Uccle :

« L'accueil avant et après l'école relève bien de l'accueil temps libre (ATL). La réglementation relative à l'ATL prévoit pour l'accueil extrascolaire un plafond pour la participation financière des parents (PFP) de 5,43 euros pour un accueil de moins de trois heures. À côté de cette règle, les opérateurs d'accueil sont également tenus de veiller à l'accessibilité qui est un des principes de base du code de qualité.

(…)

Dans le cas des communes d'Uccle et de Jette, l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) restera attentif à ce que la PFP maximale ne soit pas dépassée et à ce

que des mécanismes soient mis en œuvre pour soutenir des publics en situation de précarité. (…) il faut veiller à l'accessibilité qui est un des principes de base du code de qualité, en offrant, par exemple, des tarifs préférentiels aux familles précarisées. »

Selon les propos du Ministre, il faut non seulement que le plafond soit respecté mais aussi que des mécanismes tels que des tarifs préférentiels soient mis en œuvre pour soutenir des publics en situation de précarité.

La commune d'Uccle respecte-t-elle bien cette obligation ? Si c'est bien le cas, comment procède-t-elle ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot avoue avoir été très agréablement surprise en lisant la question orale de M. Tojerow, dans la mesure où Mme le Ministre précise que la participation financière des parents ne peut dépasser 5,43 € pour un accueil de moins de trois heures.

En effet, étant donné que les garderies uccloises sont ouvertes de 07h00 à 18h30, il y a quatre heures et demie de garderie par jour. Cela signifie donc que le tarif pourrait monter jusqu'à 8,15 € par jour alors qu'il s'élève à 17,50 € par mois, soit un montant 20 fois inférieur au plafond autorisé. La politique tarifaire pratiquée à Uccle est par conséquent de nature à assurer un accès aussi large que possible.

Mme l'Echevin Gol-Lescot reconnaît cependant que la seule dérogation accordée est une déduction de 50 % pour le 3ème enfant.

Jusqu'à présent, les directions d'écoles n'ont eu aucune demande particulière relative à l'octroi de tarifs préférentiels. Dans le cas où une demande de cet ordre adviendrait, elle serait évidemment examinée mais Mme l'Echevin Gol-Lescot se permet de remarquer qu'une aide de cette nature accordée dans une école devrait être étendue à l'ensemble des établissements scolaires communaux.

M. Tojerow ne cache pas un certain étonnement face à la réponse de Mme l'Echevin Gol-Lescot.

Certes, les montants en vigueur à Uccle sont inférieurs au plafond fixé mais suite aux augmentations votées par la majorité, ils sont plus élevés que dans la plupart des communes bruxelloises (en l'occurrence le double des montants en vigueur à Ixelles, Bruxelles-Ville, etc.).

Par ailleurs, si aucune demande de tarif préférentiel n'a été introduite, c'est peut-être parce que l'information en cette matière n'a pas été suffisamment diffusée. De plus, il n'est pas aisé pour des personnes précarisées d'expliquer qu'elles n'ont pas les moyens de payer la garderie ou qu'elles devraient se priver d'autres biens importants pour pouvoir en bénéficier. Toute information en ce domaine devrait être communiquée à l'ensemble des parents selon des procédures anonymes, flexibles et adaptées à leurs besoins.

M. Tojerow conclut en tous cas de la réponse de Mme l'Echevin Gol-Lescot que le Collège ne prévoit pas à ce stade l'octroi de tarifs préférentiels pour les familles précarisées, alors qu'il s'agit d'une obligation selon Mme le Ministre de l'Enfance.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Reactie van de minister van Kinderwelzijn op de kosten voor kinderopvang in Ukkel.

De h. Tojerow deelt mee dat de minister van Jeugdzaken van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel op 16 september het volgende antwoord heeft gegeven op een vraag van volksvertegenwoordiger Leila Agic over de explosie van de kosten voor kinderopvang, met name in Ukkel:

"Voor- en naschoolse opvang valt wel onder de noemer vrije tijd opvang (ATL). De ATL-regeling bepaalt een maximale financiële ouderbijdrage (PFP) van €

5,43 voor kinderopvang van minder dan drie uur. Naast deze regel moeten opvangdiensten ook zorgen voor toegankelijkheid, wat een van de basisprincipes van de kwaliteitscode is.

(…)

In het geval van de gemeentes Ukkel en Jette zal het Office de la naissance et de l'enfance (ONE) waakzaam blijven om ervoor te zorgen dat het maximale PFP niet wordt overschreden en dat er mechanismen worden geïmplementeerd om kansarme groepen te ondersteunen. (...) We moeten de toegankelijkheid garanderen, een van de basisprincipes van de kwaliteitscode, door bijvoorbeeld voorkeurtarieven aan te bieden aan kansarme gezinnen.

Volgens de minister moet niet alleen het plafond worden gerespecteerd maar moeten ook mechanismen zoals voorkeurstarieven worden geïmplementeerd om mensen in precaire situaties te ondersteunen.

Voldoet de gemeente Ukkel aan deze verplichting? Als dit het geval is, hoe gaat het dan verder?

Schepen Gol-Lescot geeft toe dat ze zeer aangenaam verrast was toen ze de mondelinge vraag van de h. Tojerow las, voor zover de minister specificeert dat de financiële bijdrage van de ouders niet hoger mag zijn dan € 5,43 voor kinderopvang van minder dan drie uur.

Aangezien de Ukkelse kinderopvangcentra open zijn van 7 tot 18.30 uur, is 4,5 uur kinderopvang per dag. Dit betekent dat het tarief kan oplopen tot € 8,15 per dag, terwijl het € 17,50 per maand is, ofwel 20 keer lager dan het toegestane plafond. Het prijsbeleid in Ukkel is er daarom op gericht een zo breed mogelijke toegang te garanderen.

Schepen Gol-Lescot erkent echter dat de enige vrijstelling die wordt toegekend een aftrek van 50% is voor het 3de kind.

Tot nu toe hebben schooldirecties nog geen specifieke verzoeken gehad voor voorkeurstarieven. Mocht een dergelijk verzoek zich voordoen, dan zal het natuurlijk worden onderzocht, maar schepen Gol-Lescot wil erop wijzen dat steun van deze aard aan één school moet worden uitgebreid naar alle gemeentescholen.

De h. Tojerow steekt zijn verbazing over het antwoord van schepen Gol-Lescot niet onder stoelen of banken.

De Ukkelse bedragen zijn wel lager dan het vastgestelde plafond maar na verhogingen door de meerderheid zijn ze hoger dan in de meeste Brusselse gemeentes (in dit geval het dubbele van de bedragen die van kracht zijn in Elsene, Brussel-Stad …).

Als er geen aanvragen voor voorkeurstarieven zijn ingediend, kan dat komen doordat informatie hierover onvoldoende is verspreid. Bovendien is het voor mensen aan de rand van de samenleving niet gemakkelijk om uit te leggen dat ze zich geen kinderopvang kunnen veroorloven of dat ze andere belangrijke dingen zouden moeten opgeven om ervan te kunnen profiteren. Alle informatie op dit gebied moet aan alle ouders worden meegedeeld via procedures die anoniem en flexibel zijn en aan hun behoeftes zijn aangepast.

In ieder geval concludeert de h. Tojerow uit het antwoord van schepen Gol-Lescot dat het college op dit moment niet van plan is om voorkeurtarieven toe te kennen aan achtergestelde gezinnen, hoewel dit volgens de minister wel een verplichting is.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0056 **Question orale de M. Tojerow : maintien de la gratuité des fournitures scolaires pour les familles des écoles communales de P1 à P3.**

M. Tojerow rappelle que Mme le Ministre de l'Enseignement obligatoire a décidé de supprimer la gratuité des fournitures scolaires pour les élèves des trois premières années du cycle primaire, pour la remplacer par un système compliqué à mettre en œuvre, et qui de surcroît stigmatise les familles modestes et pénalise les familles relevant de ce qu'on appelle communément la classe moyenne.

Pour éviter ces effets négatifs, la commune ne devrait-elle pas prendre des dispositions pour maintenir le système actuel, voire l'étendre à l'ensemble du cycle primaire ?

Selon les estimations du groupe socialiste, le coût resterait modeste, et M. Tojerow a par ailleurs des pistes d'économie alternatives à proposer.

M. Kokaj signale que tous les enfants n'arrivent pas avec un cartable également rempli en commençant l'école primaire. Dans les petits cartables, ce ne sont ni les mêmes collations (quand il y a des collations), ni les mêmes souvenirs de vacances à raconter (quand il y a des vacances), ni le même matériel scolaire.

Le contenu du cartable de l'enfant n'est pas le fait de son mérite, de sa curiosité, de son envie d'apprendre, de son intelligence ou de l'importance que ses parents accordent à l'école ; il est le fait des revenus de ses parents, d'arbitrages difficiles dans le budget serré de certaines familles en situation de vulnérabilité sociale. Et on ne cesse de répéter au sein de cette assemblée que les familles précarisées sont en augmentation à Uccle.

Le contenu de ce cartable n'est pas sans effets sur le parcours scolaire des enfants. De nombreuses études démontrent l'impact des inégalités de départ sur le taux de réussite. C'est pourquoi l'extension de la gratuité au moins des fournitures scolaires représente une garantie du respect du droit de chaque enfant à un enseignement gratuit mais aussi un soulagement pour les familles précarisées.

Mme le Ministre de l'Enseignement obligatoire a annoncé la suppression de la gratuité de ces fournitures.

L'alternative suggérée est complexe et participera (singulièrement à Uccle où une réelle mixité sociale existe au sein des écoles communales) à créer deux équipes : l'une composée des enfants dont les parents ont les moyens d'acheter le matériel de leur choix et l'autre composée de ceux qui reçoivent le matériel de l'école.

Il s'agit là d'une situation stigmatisante qui n'est jamais propice aux apprentissages et qui rend le quotidien scolaire parfois douloureux.

Quel est le montant approximatif du coût des fournitures scolaires par enfant (montant jusqu'ici pris en charge par la Fédération Wallonie-Bruxelles) ?

Le Collège est-il favorable au maintien et à la prise en charge de cette gratuité ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot remercie M. Tojerow et Mme Kokaj pour leurs questions orales respectives, qui démontrent leur attachement à l'enseignement communal.

Il est cependant encore un peu trop tôt pour fournir des éléments concrets. Suite à sa demande de renseignements, Mme l'Echevin Gol-Lescot a obtenu la réponse suivante : « La gratuité n'est pas supprimée, mais le budget est raboté et le dispositif, révisé ; il n'est plus prévu d'octroyer un forfait pour les élèves mais d'injecter une partie des budgets dévolus au fonctionnement des écoles de manière à laisser aux directions et aux équipes éducatives une liberté de gestion pour cibler les enfants qui en ont besoin de la 1ère à la 6ème primaire ». Le message n'est donc pas encore très clair.

Quoi qu'il en soit, pour les classes maternelles, la commune reçoit un montant de 75 € par enfant, auquel elle ajoute 47 € du budget communal. Sur le montant subsidié de 75,10 €, 52,57 € sont consacrés aux fournitures scolaires, le reste étant utilisé pour les sorties au musée, les classes de dépaysement et les autres ateliers créatifs.

Pour les classes de la 1ère à la 3ème primaire, la commune reçoit un montant de 79,43 €, auquel elle ajoute 27 € du budget communal. Une somme de 56 € est consacrée à l'achat de matériel scolaire, le reste étant dévolu également aux activités.

L'achat de fournitures scolaires en vrac ne s'avère pas moins cher qu'un achat à l'unité. Il faut lancer des appels d'offre, auxquels, malheureusement, peu de sociétés sont capables de répondre vu le volume d'achat. Par ailleurs, un achat en vrac pose des problèmes pratiques, dont les écoles n'ont pas manqué de se plaindre : en effet, vu que les classes des sections maternelles et des 3 premières années du cycle primaire accueillent respectivement 1.300 et 1.235 élèves, un achat en vrac signifie qu'il faut répartir en autant de paquets séparés des lots de milliers de crayons rouges et de crayons bleus reçus en vrac.

À titre tout à fait personnel, Mme l'Echevin Gol-Lescot serait favorable à l'instauration d'une certaine progressivité par le biais d'une évaluation des possibilités financières des parents. Donner davantage aux parents qui en ont réellement besoin permettrait en effet de relancer les petites papeteries locales et éviterait d'imposer des choix standardisés, vu que les enfants pourraient plus facilement obtenir les couvertures de cahier qu'ils désirent.

La solution qui semble se dessiner consisterait à laisser la charge du choix aux directions d'école et aux équipes pédagogiques. Si c'est effectivement le cas, il s'agira d'une difficulté supplémentaire à gérer.

On pourrait aussi envisager la constitution de « kits » individualisés, dans un contexte où certains devraient les acheter et d'autres non.

Mme l'Echevin Gol-Lescot participera la semaine prochaine à une rencontre avec Mme le Ministre de l'Enseignement obligatoire et Mme le Ministre-Président de la Communauté française et reviendra auprès du Conseil dès qu'elle aura davantage de précisions.

M. Tojerow estime sur le plan des principes que l'école publique doit être gratuite pour tout le monde quels que soient les revenus des parents, vu que ceux-ci financent les services publics au prorata de leurs revenus via l'impôt.

M. Tojerow a transmis il y a quelques mois le rapport de l'Inspection des frais scolaires, selon lequel la mutualisation du matériel grâce à la gratuité aurait de nombreux effets bénéfiques, y compris sur le plan pédagogique.

Mme Kokaj apprécie beaucoup la proposition relative à l'achat de kits qui seraient les mêmes pour tous les enfants et pour lesquels les écoles détermineraient ce qui est payant et ce qui ne l'est pas.

En matière de fournitures scolaires, Mme Kokaj estime qu'il est préférable que les enfants ne se comparent pas les uns aux autres, de manière à se concentrer sur leurs apprentissages.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h.Tojerow : handhaving van de gratis schoolbenodigdheden voor gezinnen van gemeentelijke scholen van B1 tot B3.

De h. Tojerow herinnert eraan dat de minister van Onderwijs heeft besloten om de gratis schoolbenodigdheden voor leerlingen in de eerste drie jaar van het basisonderwijs af te schaffen en te vervangen door een systeem dat ingewikkeld is om

uit te voeren en dat bovendien gezinnen met een laag inkomen stigmatiseert en gezinnen uit de zogenaamde middenklasse benadeelt.

Moet de gemeente, om deze negatieve effecten te vermijden, geen stappen ondernemen om het huidige systeem te behouden of zelfs uit te breiden naar de hele primaire cyclus?

Volgens de schattingen van de socialistische fractie zouden de kosten bescheiden blijven en de h. Tojerow heeft ook een aantal alternatieve manieren om geld te besparen.

Mevr. Kokaj wijst erop dat niet alle kinderen met een even volle boekentas aankomen als ze naar de basisschool gaan. In de kleine boekentassen zitten niet dezelfde snacks (als er snacks zijn), noch dezelfde vakantieherinneringen om te vertellen (als er vakanties zijn), noch dezelfde schoolspullen.

De inhoud van de boekentas van een kind wordt niet bepaald door zijn of haar verdienste, nieuwsgierigheid, leergierigheid, intelligentie of het belang dat zijn of haar ouders aan school hechten; het is het gevolg van het inkomen van de ouders en moeilijke keuzes in het krappe budget van bepaalde gezinnen in een kwetsbare sociale situatie. En we blijven in deze vergadering herhalen dat het aantal kansarme gezinnen in Ukkel toeneemt.

De inhoud van deze boekentas is van invloed op de schoolcarrière van kinderen. Talrijke onderzoeken hebben de impact van ongelijkheden aan het begin op succespercentages aangetoond. Daarom is de uitbreiding van gratis schoolbenodigdheden een garantie dat het recht van elk kind op gratis onderwijs wordt gerespecteerd, maar ook een opluchting voor kwetsbare gezinnen.

De minister van Onderwijs heeft aangekondigd dat deze leveringen niet langer gratis zullen zijn.

Het voorgestelde alternatief is complex en zal helpen (vooral in Ukkel waar er een echte sociale mix is binnen de gemeentescholen) om twee teams te creëren: één bestaande uit kinderen waarvan de ouders het zich kunnen veroorloven om de uitrusting van hun keuze te kopen en de andere bestaande uit degenen die de uitrusting van de school krijgen.

Dit is een stigmatiserende situatie die nooit bevorderlijk is voor het leren en het dagelijkse schoolleven soms pijnlijk maakt.

Wat zijn ongeveer de kosten voor schoolbenodigdheden per kind (tot nu toe betaald door de Federatie Wallonië-Brussel)?

Is het college er voorstander van om deze gratis dienst in stand te houden en ervoor te betalen?

Schepen Gol-Lescot bedankt de h. Tojerow en mevr. Kokaj voor hun respectievelijke mondelinge vragen die hun betrokkenheid bij het gemeenteonderwijs aantoonden.

Het is echter nog iets te vroeg om concrete informatie te geven. Na haar verzoek om informatie ontving schepen Gol-Lescot het volgende antwoord: “De kosteloosheid wordt niet afgeschaft maar het budget wordt teruggeschroefd en de regeling wordt herzien; het is niet langer de bedoeling om een forfaitair bedrag toe te kennen aan leerlingen maar om een deel van de budgetten voor de werking van de scholen te injecteren, zodat het schoolbestuur en de onderwijsteams de vrijheid krijgen om zich te richten op kinderen die dat nodig hebben, van het 1ste tot het 6de basisleerjaar.” De boodschap is dus nog steeds niet erg duidelijk.

Hoe dan ook, voor kleuterklassen ontvangt de gemeente € 75 per kind, plus € 47 uit de gemeentebegroting. Van het gesubsidieerde bedrag van € 75,10 wordt € 52,57 besteed aan schoolbenodigdheden en de rest wordt gebruikt voor museumuitstapjes, klassen buiten de school en andere creatieve workshops.

Voor de klassen van het 1ste tot 3de basisonderwijs ontvangt de gemeente een bedrag van € 79,43, waaraan € 27 uit de gemeentebegroting wordt toegevoegd. Een bedrag van € 56 is bestemd voor de aankoop van schoolbenodigdheden en de rest is ook bestemd voor activiteiten.

Schoolbenodigdheden in bulk kopen is niet goedkoper dan ze per stuk te kopen. Er moeten offerteoproepen worden uitgeschreven maar helaas kunnen maar weinig bedrijven reageren gezien de omvang van de aankopen. Bulkaankopen brengen ook praktische problemen met zich mee, waar scholen al snel over klagen: gezien het feit dat klassen in kleuterklassen en de eerste 3 jaar van de basisschool respectievelijk 1.300 en 1.235 leerlingen hebben, betekent bulkaankopen dat partijen van duizenden rode en blauwe potloden die in bulk zijn ontvangen, moeten worden verdeeld in evenzoveel afzonderlijke verpakkingen.

Schepen Gol-Lescot is zelf voorstander van de invoering van een zekere mate van progressiviteit door de financiële draagkracht van de ouders te beoordelen. Door meer te geven aan ouders die het echt nodig hebben, kunnen kleine lokale kantoorboekhandels nieuw leven worden ingeblazen en wordt voorkomen dat er gestandaardiseerde keuzes worden opgelegd, aangezien kinderen dan gemakkelijker de kaftjes kunnen krijgen die ze willen.

De oplossing die zich lijkt af te tekenen is om de keuze over te laten aan schooldirecteuren en onderwijsteams. Als dit inderdaad het geval is, zal het een extra moeilijkheid zijn om te beheren.

We zouden ook kunnen denken aan het maken van geïndividualiseerde 'kits', in een context waarin sommigen ze moeten kopen en anderen niet.

Schepen Gol-Lescot zal volgende week een vergadering bijwonen met de minister van Onderwijs en de minister-president van de Franse Gemeenschap, en zal naar de raad terugkomen zodra ze meer details heeft.

De h. Tojerow is van mening dat publieke scholen uit principe gratis zouden moeten zijn voor iedereen, ongeacht het inkomen van hun ouders, aangezien ouders via belastingen betalen voor openbare diensten in verhouding tot hun inkomen.

Een paar maanden geleden stuurde hij een rapport van de inspectie schoolkosten door waarin stond dat het samenvoegen van apparatuur door middel van gratis verstrekking veel gunstige effecten zou hebben, onder andere op het lesgeven.

Mevr. Kokaj is erg blij met het voorstel om voor alle kinderen dezelfde kits aan te schaffen, waarbij de scholen bepalen wat in rekening wordt gebracht en wat niet.

Als het gaat om schoolbenodigdheden, gelooft ze dat het het beste is voor kinderen om zichzelf niet te vergelijken met anderen, zodat ze zich kunnen concentreren op het leren.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0057 **Question orale de Mme. Kokaj : Gratuité des fournitures scolaires.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mvr. Kokaj : Gratis schoolbenodigdheden.

De Raad neemt kennis.

Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.
Daniel Hublet quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2025/A/0058 **Question orale de M. Mercenier : Ouverture du Café « Tussen » Rue Gabrielle.**

M. Mercenier rappelle que des riverains se sont inquiétés du caractère plus « nocturne » de l'activité de cet établissement par rapport à celui qui était installé précédemment à cet endroit.

Une pétition a été signée par plus de 300 personnes, des riverains pour la plupart. Des échanges de courriers ont eu lieu avec le Collège. Les riverains s'inquiètent du bruit émanant de cet établissement à des heures potentiellement tardives, ils se posent des questions quant à leur santé, la convivialité et la qualité de vie du quartier.

L'équilibre entre le dynamisme des quartiers commerçants accueillant depuis très longtemps des établissements horeca et la tranquillité des riverains est un éternel sujet de débats dans un environnement urbain.

Dans ce cas-ci, on a le sentiment que les riverains reprochent en premier lieu le manque d'écoute de leurs soucis et craintes et le manque de concertation organisée.

Cependant, puisque l'établissement est désormais ouvert, sans doute peut-on tirer quelques observations de la cohabitation bar – riverains depuis quelques semaines.

Le Collège a-t-il veillé à observer le bon déroulement de cette cohabitation depuis l'ouverture de l'établissement Tussen ? Des contacts ont-ils eu lieu avec les riverains et exploitants depuis cette ouverture, afin de favoriser cette cohabitation ?

Mme la Première Echevine confirme que des riverains ont manifesté une crainte anticipative quant aux nuisances sonores potentielles de cet établissement.

Une plainte a bien été déposée à la police le jour de l'inauguration mais depuis lors, aucun procès-verbal de plainte n'a été dressé. Il semble donc à l'usage que le café Tussen ne soit pas source de nuisances.

Les gérants de l'établissement ont géré la situation avec sagesse en prenant l'initiative d'une réunion avec les riverains qui manifestaient des inquiétudes.

Il faut toujours rechercher un équilibre entre les intérêts particuliers et l'intérêt général. Selon Mme la Première Echevine, un établissement comme le Café Tussen est tout à fait légitime en tant qu'espace de convivialité tant qu'il respecte la quiétude du quartier.

M. Mercenier remercie Mme la Première Echevine pour sa réponse, qui atteste la bonne gestion du problème.

La police y a aussi contribué en se rendant sur les lieux de temps en temps.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag ven de h. Mercenier : Opening van café "Tussen" in de Gabrielle-straat.

De h. Mercenier herinnert eraan dat omwonenden hun bezorgdheid hebben geuit over het meer "nachtelijke" karakter van de activiteiten van deze inrichting in vergelijking met de inrichting die eerder op deze locatie was gevestigd.

Een petitie is ondertekend door meer dan 300 mensen, de meesten buurtbewoners. Er is correspondentie uitgewisseld met het college. Omwonenden maken zich zorgen over het lawaai dat dit etablissement op mogelijk late uren produceert en stellen vragen over hun gezondheid en de gezelligheid en

levenskwaliteit in de buurt.

De balans tussen de dynamiek van winkelwijken waar sinds jaar en dag horeca gevestigd is en de rust van omwonenden is een eeuwig onderwerp van discussie in een stedelijke omgeving.

In dit geval is het gevoel dat de omwonenden vooral kritiek hebben op het feit dat er niet naar hun zorgen en angsten is geluisterd en dat er geen georganiseerd overleg heeft plaatsgevonden.

Maar aangezien het etablissement nu open is, kunnen we ongetwijfeld enkele observaties trekken uit het samenleven tussen de bar en de buurtbewoners in de afgelopen weken.

Heeft het college ervoor gezorgd dat dit samenwonen soepel verloopt sinds de opening van Tussen? Zijn er sinds de opening contacten geweest met omwonenden en exploitanten om hen aan te moedigen om samen te leven?

De eerste schepen bevestigt dat omwonenden hun bezorgdheid hebben geuit over de mogelijke geluidsoverlast van deze inrichting.

Er werd een klacht ingediend bij de politie op de dag van de inhuldiging maar sindsdien is er geen proces-verbaal opgemaakt. Het lijkt er dus op dat het café geen bron van overlast is.

De geranten van het etablissement gingen verstandig met de situatie om en namen het initiatief om een bijeenkomst te organiseren met buurtbewoners die hun bezorgdheid uitten.

Er moet altijd een evenwicht worden gevonden tussen individuele belangen en het algemeen belang. Volgens de eerste schepen is een etablissement als Café Tussen perfect legitiem als een gezellige ruimte zolang het de rust en stilte van de buurt respecteert.

De h. Mercenier bedankte de eerste schepen voor haar antwoord, waaruit bleek dat het probleem goed was aangepakt.

De politie droeg ook haar steentje bij door de locatie van tijd tot tijd te bezoeken.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0059 **Question orale de M. Cools : Chantier Keyenbempt.**

M. Cools rappelle que les travaux de rénovation de la rue Keyenbempt ont débuté le 15 septembre et viennent de s'achever le 8 octobre. La voirie n'est pas encore disponible pour la circulation et la réouverture n'aura lieu qu'à la fin de cette semaine. Il y aura donc eu plus d'un mois de fermeture. Ce chantier soulève des interrogations dans le chef de plusieurs riverains.

Les premières interrogations portaient sur le caractère tardif de la diffusion de l'information sur les travaux. Ceux-ci ont débuté un lundi et les riverains n'ont été informés que le vendredi qui précède par une lettre de l'entrepreneur leur demandant de dégager leurs véhicules.

Aucune indication n'ayant été donnée quant au stationnement de ces véhicules, des riverains se sont vu infliger des contraventions rue Zandbeek, où le disque était nécessaire. L'information sur le chantier diffusée par l'administration communale se limitait quant à elle à un folder distribué le week-end, soit 48 heures avant le début des travaux. Pendant les travaux, les responsables du chantier n'étaient pas joignables et ne rappelaient pas lorsqu'on leur laissait des messages.

Il y a eu ensuite des interrogations quant à l'opportunité même des travaux, dont la justification donnée est la création d'une bande de confort pour les cyclistes au milieu de la voirie alors qu'une piste cyclable parallèle en site propre existe à moins de 5 mètres ! Vu que cette piste cyclable n'est pas signalée, de nombreux cyclistes empruntent dangereusement les trottoirs.

Quelle est l'opportunité de ces travaux ? Pourquoi l'information sur ceux-ci n'a-t-elle pas été mieux organisée ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que pour le Collège, il s'agit d'une réalisation utile et nécessaire.

les services avaient signalé à M. l'Echevin Wyngaard que les joints de la voirie étaient dégradés et que, de surcroît, on pouvait constater la présence d'affaissements à certains endroits.

Le choix du moment le plus propice pour procéder à des travaux s'avère toujours délicat car si l'on attend trop longtemps, la situation risque de s'aggraver et les travaux sont alors plus coûteux et plus compliqués.

On a donc estimé qu'il était nécessaire de restaurer la structure de la voirie et de profiter de cette occasion pour aménager une bande de confort pour les cyclistes au centre de cette voirie.

Etant donné que le trottoir partagé par les piétons et les cyclistes a une largeur d'à peine 1 mètre à certains endroits et n'est donc guère sécurisant et confortable, il a semblé en effet préférable de permettre aux cyclistes de circuler librement au centre de cette voirie pavée et de libérer ainsi de l'espace pour le cheminement des piétons du côté droit de la voirie.

Des discussions sont en cours avec la Région en vue de la poursuite de ce travail vers le Moulin du Nekkersgat.

Pour ce qui concerne la fixation des délais pour l'information relative aux nombreux chantiers menés sur le territoire communal, l'échevinat s'efforce toujours de prévenir en amont, mais il ne sert à rien de prévenir trop tôt car dans ce cas, les riverains ne se souviennent plus qu'un toutes-boîtes a été distribué lorsque les travaux commencent. Prévenir les riverains concernés 10 jours avant que ne débutent les travaux semble l'idéal, et le service a indiqué à M. l'Echevin Wyngaard que dans ce cas-ci, l'information a été diffusée ou le mercredi ou le jeudi qui précède le début des travaux, qui ont finalement été entamés non le lundi mais le mercredi suivant. M. l'Echevin Wyngaard peut donc rejoindre M. Cools quand celui-ci considère qu'en l'occurrence, le délai a été peut-être un peu trop court.

Le numéro de l'agent qui suit le chantier est mentionné sur le toutes-boîtes distribué, mais vu que les agents chargés de cet office sont souvent sur le terrain, ils ne sont disponibles par téléphone au bureau qu'à certains moments de la journée.

Pour ce qui concerne le stationnement, il y a des disponibilités du côté du quartier du Melkriek et au carrefour avec la chaussée de Drogenbos.

M. Cools n'est pas convaincu par la réponse de M. l'Echevin Wyngaard.

Il ne comprend pas que la rénovation ait été entreprise maintenant alors qu'il y a constaté à peine un ou deux pavés déchaussés. Et le propre constat de M. Cools est corroboré par de très nombreux témoignages.

Les explications de M. l'Echevin Wyngaard quant au trottoir partagé ne sont pas convaincantes non plus.

Les piétons arpentent le trottoir situé à gauche le long des maisons quand on vient de la chaussée de Drogenbos. L'autre côté est constitué d'une piste cyclable en site propre qui se prolonge à travers le bois de Verrewinkel parallèlement au chemin pavé qui monte au Moulin du Nekkersgat et sur laquelle circulent effectivement les cyclistes, y compris M. Cools lui-même lorsqu'il est à vélo. Dès lors, pourquoi procéder à un tel aménagement alors qu'existe un trajet parallèle ? La politique suivie

par M. l'Echevin Wyngaard en ce domaine est très dépensière.

Lorsque des dossiers relatifs à des aménagements de voirie seront présentés à l'avenir, M. Cools pense qu'il y ira systématiquement sur place pour vérifier leur pertinence.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h.Cools : Bouwplaats Keyenbempt.

De h. Cools herinnert ons eraan dat de renovatie van de Keyenbemptstraat op 15 september is begonnen en op 8 oktober is voltooid. De weg is nog niet open voor verkeer en zal pas aan het eind van deze week weer worden geopend. Er zal dus meer dan een maand sluiting zijn geweest. Deze bouwplaats roept vragen op bij een aantal omwonenden.

De eerste vragen hadden betrekking op de late verspreiding van informatie over de werken. De werken begonnen op een maandag en omwonenden werden pas de vrijdag ervoor geïnformeerd door een brief van de aannemer met het verzoek om hun voertuigen te verplaatsen.

Omdat niet werd aangegeven waar deze voertuigen geparkeerd moesten worden, kregen buurtbewoners boetes in de Zandbeekstraat, waar een schijf verplicht was. De informatie over de bouwplaats die door het gemeentebestuur werd verstrekt, was beperkt tot een folder die in het weekend werd uitgedeeld, 48 uur voor de start van de werken. Tijdens de werken waren de werfverantwoordelijken niet bereikbaar en belden ze niet terug toen een boodschap werd achtergelaten.

Vervolgens waren er vragen over de gepastheid van de werken, die werden gerechtvaardigd door de aanleg van een comfortstrook voor fietsers midden op de weg, terwijl er op minder dan 5 meter afstand een parallel fietspad met eigen voorrangsweg ligt! Omdat dit fietspad niet wordt aangegeven, maken veel fietsers gevaarlijk gebruik van de trottoirs.

Waarom zijn deze werken nodig? Waarom is de informatie hierover niet beter georganiseerd?

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit voor het college nuttige en noodzakelijke werken waren.

De diensten hadden hem erop gewezen dat de voegen in de weg verslechterd waren en dat er bovendien op bepaalde plaatsen sprake was van verzakkingen.

Het juiste moment kiezen om werken uit te voeren is altijd een lastige zaak, want als je te lang wacht, zal de situatie waarschijnlijk verergeren, waardoor het werk duurder en gecompliceerder wordt.

Daarom vonden we het nodig om de wegstructuur te herstellen en van de gelegenheid gebruik te maken om een comfortstrook voor fietsers in het midden van de weg aan te leggen.

Aangezien het trottoir dat voetgangers en fietsers delen op sommige plaatsen nauwelijks 1 meter breed is en dus nauwelijks veilig of comfortabel, leek het beter om fietsers vrij te laten rijden in het midden van deze verharde rijbaan, zodat er ruimte vrijkomt voor voetgangers aan de rechterkant van de weg.

Er zijn besprekingen aan de gang met het Gewest om dit werk voort te zetten naar de Nekkersgatmolen.

Wat betreft het vaststellen van deadlines voor het verstrekken van informatie over de vele bouwplaatsen die in de gemeente worden uitgevoerd, probeert de schepen altijd van tevoren te waarschuwen, maar het heeft geen zin om te veel van tevoren te waarschuwen, want als je dat doet, zullen de buurtbewoners zich niet meer herinneren dat er een huis-aan-huisbericht werd verspreid wanneer de werken beginnen. Het informeren van de betrokken omwonenden 10 dagen voordat de

werken zouden beginnen lijkt de ideale oplossing en de dienst heeft schepen Wyngaard laten weten dat in dit geval de informatie werd verspreid op de woensdag of de donderdag voordat de werken zouden beginnen, die uiteindelijk niet op de maandag maar op de daaropvolgende woensdag begonnen. Schepen Wyngaard is het daarom met de h. Cools eens dat de termijn in dit geval misschien iets te kort was.

Het nummer van de ambtenaar die toezicht houdt op de site staat vermeld in het huis-aan-huisbericht die werd verspreid maar aangezien deze bevoegde ambtenaren vaak op pad zijn, zijn ze alleen telefonisch bereikbaar op kantoor op bepaalde tijden van de dag.

Parkeerplaatsen zijn beschikbaar in de Melkriekwijk en bij het kruispunt met de Drogenbossesteenweg.

De h. Cools is niet overtuigd door het antwoord van schepen Wyngaard.

Hij begrijpt niet waarom de renovatie nu wordt ondernomen, terwijl er nauwelijks een of twee straatstenen losliggen. En de bevindingen van de h. Cools zelf worden bevestigd door een groot aantal ooggetuigenverslagen.

De uitleg van schepen Wyngaard over de gedeelde bestrating is ook niet overtuigend.

Voetgangers lopen over de stoep links van de huizen als ze van de Drogenbossesteenweg komen. De andere kant bestaat uit een gescheiden fietspad dat door het Verrewinkelbos loopt, parallel aan het kasseienpad tot aan de Nekkersgatmolen, en wordt ook echt gebruikt door fietsers, waaronder de h. Cools zelf als hij op de fiets zit. Waarom zou je dan doorgaan met zo'n inrichting als er een parallelle route is? Het beleid dat schepen Wyngaard op dit gebied voert, is zeer verspillend.

Als er in de toekomst dossiers over wegverbeteringen worden ingediend, zal de h. Cools de locatie systematisch bezoeken om de relevantie ervan te controleren.

De Raad neemt kennis.

16.10.2025/A/0060 **Question orale de M. Junqué : Taxe des établissements de fast-food.**

M. Junqué signale que la commune d'Auderghem a récemment adopté un règlement instaurant une taxe spécifique sur les établissements de chaîne de restauration rapide. Cette initiative vise à lutter contre la « malbouffe », à protéger la santé publique (notamment celle des jeunes) et à limiter l'implantation de ce type d'enseigne à proximité des écoles.

Cette taxe prévoit notamment :

une taxe d'ouverture de 10.000 €, portée à 20.000 € si l'établissement est situé à moins de 100 mètres d'un établissement scolaire ;

une taxe annuelle de 12.000 €, également doublée dans les mêmes conditions ;

une définition précise des établissements concernés, excluant les snacks indépendants ou les friteries traditionnelles, et ciblant uniquement les enseignes disposant d'un dispositif de commande automatisée (bornes ou comptoir) et servant des produits de marque correspondant à l'enseigne.

M. Junqué estime particulièrement pertinent le fait d'exclure les indépendants et de cibler les multinationales.

Vu le contexte budgétaire tendu auquel la commune n'échappe pas, l'épidémie de malbouffe largement dénoncée par les experts et les effets délétères de cette alimentation sur la santé (en particulier celle des plus jeunes), M. Junqué aimerait savoir si une réflexion similaire a été menée ou envisagée à Uccle et si une

analyse juridique et budgétaire de la faisabilité d'une telle taxe pourrait être confiée aux services compétents.

Mme la Première Echevine répond que le règlement auquel M. Junqué fait allusion suscite des interrogations au sein de la tutelle et que la commune d'Auderghem n'a donc pas encore obtenu gain de cause à ce stade.

Le Collège est évidemment préoccupé par le phénomène de la malbouffe mais estime qu'il est plus utile de se concentrer sur la prévention et la sensibilisation.

De prime abord, le Collège n'est pas favorable à l'instauration d'une taxe.

En effet, si cette taxe atteint son objectif de santé publique, elle n'est pas rentable, et si elle s'avère rentable, cela signifie qu'elle ne contribue pas à améliorer la santé publique.

De plus, la distinction entre indépendants et multinationales fait fi de la réalité des commerces franchisés, qui sont par ailleurs un vivier d'emplois locaux.

Selon Mme la Première Echevine, il convient donc de se mobiliser sur les actions de sensibilisation à une alimentation saine. Les Echevins en charge de la santé et de l'éducation ne manqueront pas d'y être attentifs.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Junqué : Belasting op fastfoodrestaurants.

De h. Junqué wijst erop dat de gemeente Oudergem onlangs een gemeentereglement heeft aangenomen die een specifieke belasting invoert op fastfoodketens. Het doel van dit initiatief is het bestrijden van 'junk food', het beschermen van de volksgezondheid (met name die van jongeren) en het beperken van het aantal van dergelijke verkooppunten in de buurt van scholen.

Deze belasting omvat:

een openingsbelasting van € 10.000, verhoogd tot € 20.000 als de vestiging zich op minder dan 100 meter van een school bevindt;

een jaarlijkse belasting van € 12.000, ook verdubbeld onder dezelfde voorwaarden;

een precieze definitie van de betrokken etablissementen, waarbij onafhankelijke snackbars of traditionele frituurzaken worden uitgesloten en alleen ketens met geautomatiseerde bestelsystemen (kiosken of toonbanken) in aanmerking komen, die merkproducten serveren die overeenkomen met de keten.

De h. Junqué is van mening dat het uitsluiten van zelfstandigen en het richten op multinationals bijzonder relevant is.

Gezien de gespannen budgettaire context waaraan de gemeente niet kan ontsnappen, de epidemie van junkfood die alom door deskundigen aan de kaak wordt gesteld en de schadelijke effecten van dit voedsel op de gezondheid (met name die van de jongsten), zou hij graag willen weten of er in Ukkel een soortgelijke reflectie is uitgevoerd of wordt overwogen en of een juridische en budgettaire analyse van de haalbaarheid van een dergelijke belasting aan de bevoegde diensten kan worden toevertrouwd.

De eerste schepen antwoordt dat het reglement waarnaar de h. Junqué verwijst, vragen oproept bij de toezichthoudende overheid en dat de gemeente Oudergem haar zaak in dit stadium dus nog niet gewonnen heeft.

Het college is uiteraard bezorgd over het fenomeen junkfood maar gelooft dat het nuttiger is om te focussen op preventie en bewustmaking.

Op het eerste gezicht is het college geen voorstander van de invoering van een belasting.

Als deze belasting haar volksgezondheidsdoel bereikt, is ze namelijk niet winstgevend, en als ze wel winstgevend is, betekent dit dat ze niet bijdraagt aan de

verbetering van de volksgezondheid.

Bovendien gaat het onderscheid tussen zelfstandigen en multinationals voorbij aan de realiteit van franchisebedrijven, die ook voor lokale tewerkstelling zorgen.

Volgens de eerste schepen moeten we ons richten op bewustmaking van het belang van gezond eten. De schepenen die verantwoordelijk zijn voor gezondheid en opvoeding zullen dit nauwlettend in de gaten houden.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:40
Opheffing van de zitting om 23:40

La Secrétaire communale, De Gemeentesecretaris,	La Présidente, De Voorzitster,
Laurence Vainsel	Aleksandra Kokaj